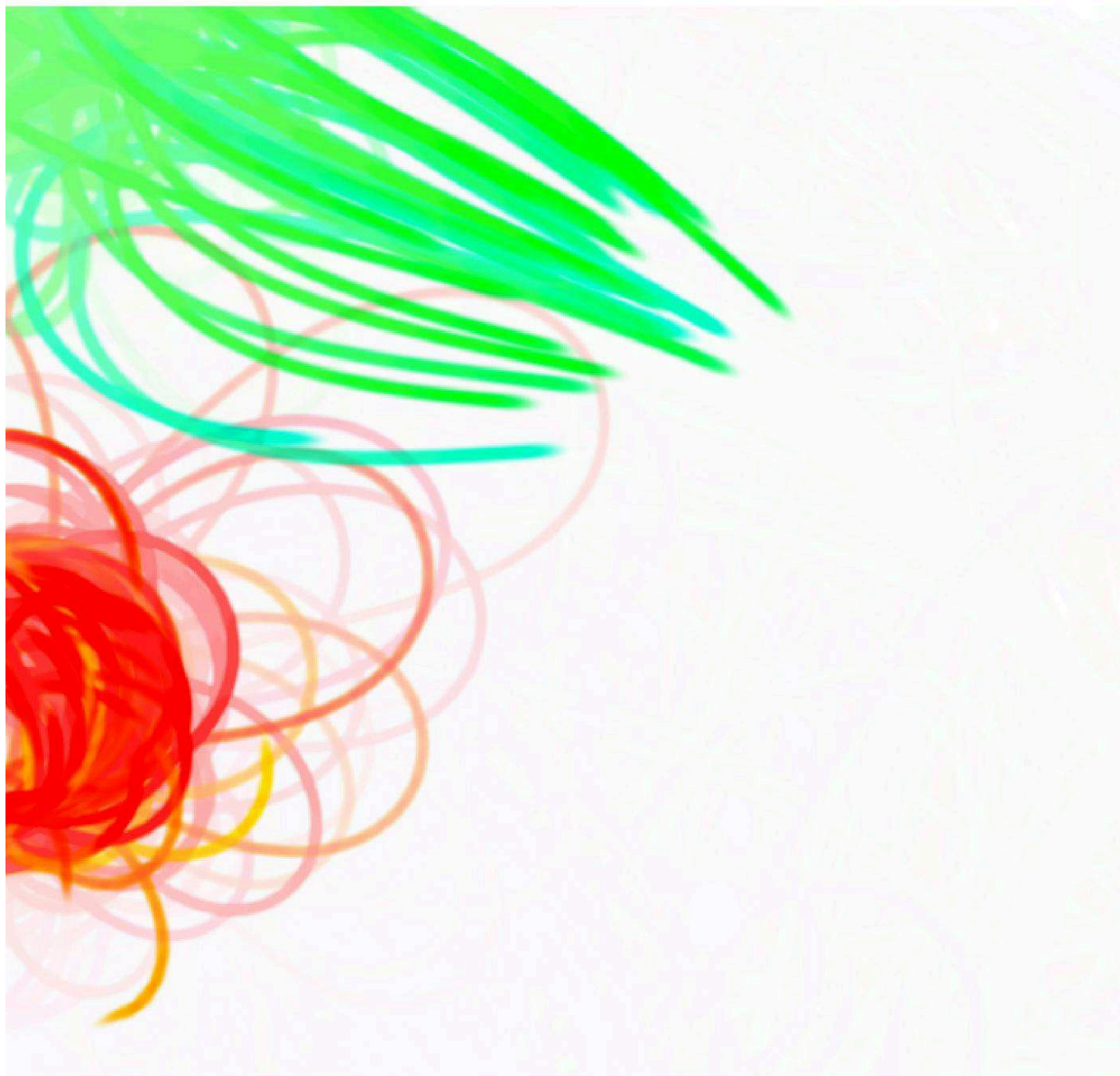


Le renouveau de la pensée polanyienne

Sous la direction de Jean-Marc Fontan et Diane-Gabrielle Tremblay



revue **INTER**VENTIONS **ÉCO**NOMIQUES papers in **POLITICAL** **ECONOMY**

38 | 2008

Le renouveau de la pensée polanyienne

The Renewal of Polanyian Thought

Jean-Marc Fontan et Diane-Gabrielle Tremblay (dir.)



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/239>

DOI : 10.4000/interventionseconomiques.239

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Jean-Marc Fontan et Diane-Gabrielle Tremblay (dir.), *Revue Interventions économiques*, 38 | 2008, « Le renouveau de la pensée polanyienne » [En ligne], mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 04 septembre 2024. URL : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/239> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.239>

Crédits de couverture

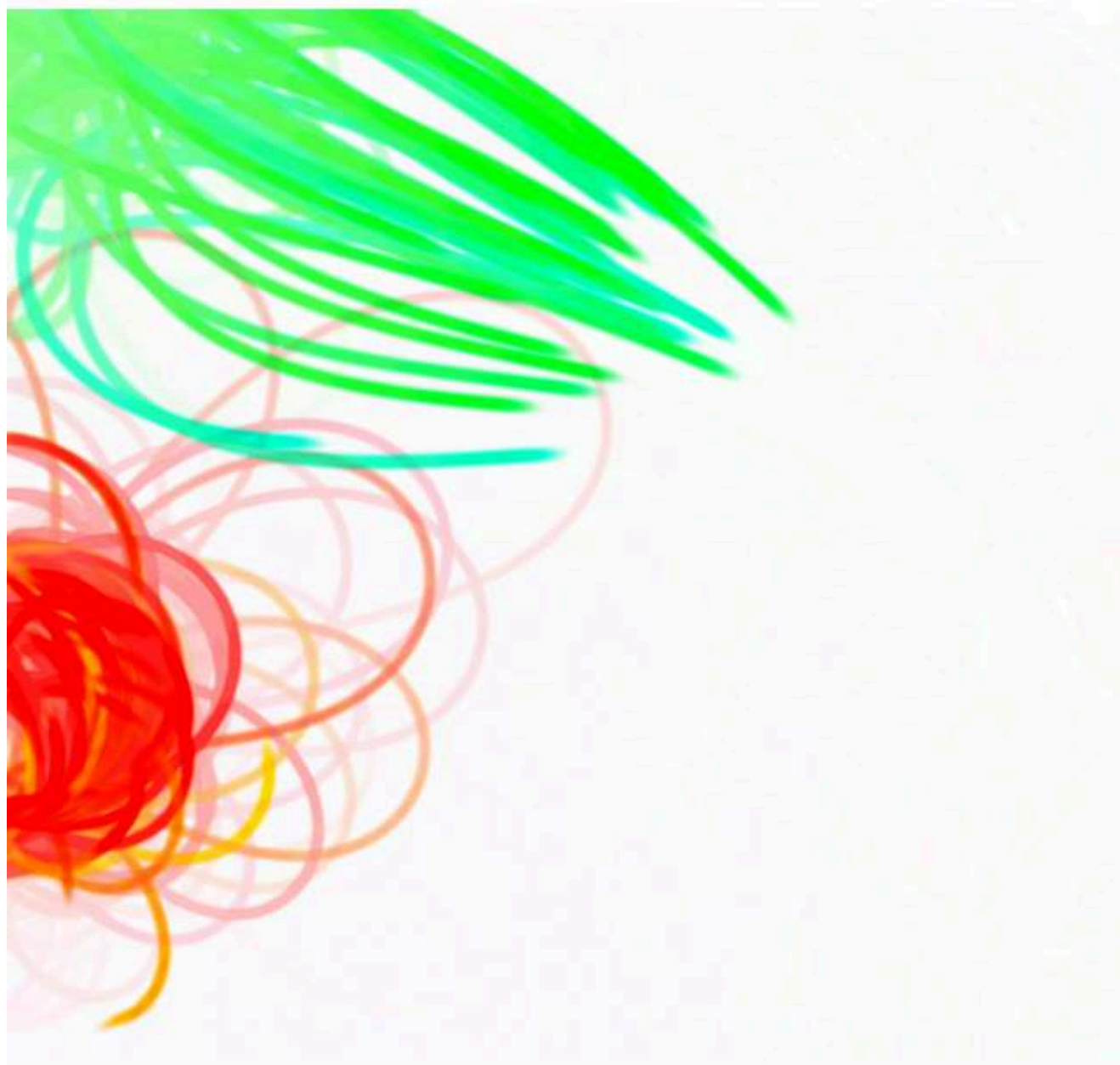
Myriam-Zaa Normandin



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Le renouveau de la pensée polanyienne

Sous la direction de Jean-Marc Fontan et Diane-Gabrielle Tremblay



revue **INTER**VENTIONS **ÉCO**NOMIQUES papers in **POLITICAL** **ECONOMY**

38 | 2008

Le renouveau de la pensée polanyienne

The Renewal of Polanyian Thought

Jean-Marc Fontan et Diane-Gabrielle Tremblay (dir.)



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/239>

DOI : 10.4000/interventionseconomiques.239

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Jean-Marc Fontan et Diane-Gabrielle Tremblay (dir.), *Revue Interventions économiques*, 38 | 2008, « Le renouveau de la pensée polanyienne » [En ligne], mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 26 août 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/239> ; DOI:10.4000/interventionseconomiques.239

Ce document a été généré automatiquement le 26 août 2019.



Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

SOMMAIRE

Le renouveau de la pensée polanyienne. Préface

Marguerite Mendell

Le renouveau de la pensée polanyienne. Introduction

Jean-Marc Fontan, Jean-Louis Laville et Diane-Gabrielle Tremblay

Encastrément et nouvelle sociologie économique : de Granovetter à Polanyi et Mauss

Jean-Louis Laville

Polanyi's Double Movement and the Reconstruction of Critical Theory

Fred Block

Karl Polanyi, la Nouvelle sociologie économique et les forces du marché

Ronan Le Velly

Traduction inédite

Néo-institutionnalisme sociologique et nouvelle sociologie économique : quelles relations ?

Roberto Rizza

Karl Polanyi : prophète de la fin de l'économie libérale

Keith Hart

Approches substantives de l'économie : des outils pour l'étude des organisations d'économie sociale

Florence Degavre et Andreia Lemaître

La place de l'économie de marché dans une société rurale malgache : l'actualité des travaux de Polanyi

Antoine Delière

Le travail, marchandise fictive ? 100 ans de marchandisation de la main d'œuvre mexicaine aux États-Unis

Yves-Marie Abraham

Lutte contre la pauvreté et capacité d'action des femmes dans la longue durée : une discussion autour du concept d'encastrement

Karen Bähr Caballero

Développement territorial et innovation sociale : l'apport polanyien

Jean-Marc Fontan

The Karl Polanyi Institute of Political Economy: A Narrative of Contributions to Social Change

Ana Gomez

Le renouveau de la pensée polanyienne. Préface

The Renewal of Polanyian Thought. Preface

Marguerite Mendell

- 1 C'est avec grand plaisir que je contribue la préface de ce numéro d'*Interventions économiques* dédié à la pertinence de la pensée de Karl Polanyi au début du 21ème siècle. Je suis très reconnaissante aux éditeurs, Diane Gabrielle Tremblay, Jean-Marc Fontan et Jean Louis Laville d'avoir pris l'initiative de préparer ce numéro pour le 11ème colloque international de l'Institut Karl Polanyi, qui correspond aussi au 20ème anniversaire de l'Institut, établi à l'Université Concordia en 1988. *Interventions économiques*, une revue d'économie politique québécoise, a toujours représenté un lieu de débat et de réflexions théoriques progressistes au Québec.
- 2 À l'occasion du 20ème anniversaire de l'Institut Polanyi, ce numéro va permettre des échanges plus larges ici au Québec, mais aussi au niveau international, sur le renouveau de la pensée polanyienne. Les auteurs représentent de nombreuses disciplines en sciences sociales. Leurs articles reflètent les objectifs des éditeurs de mettre de l'avant la pertinence de Polanyi et de présenter des contributions de Polanyi moins connues.
- 3 Je veux souligner l'excellent article d'Ana Gomez qui présente l'histoire de l'Institut Polanyi par une synthèse de ces activités au travers de deux décennies. Cet article nous donne un survol de l'influence de Polanyi à partir de deux outils d'analyse : une synthèse fait par l'Institut sur des références à Polanyi dans diverses disciplines et une analyse fait par Ana Gomez des invités qui sont venus pour consulter les archives des écrits de Polanyi à l'Institut. Dans leur ensemble, les articles de ce numéro confirment la pluralité d'intérêt dans l'œuvre de Polanyi et sa grande pertinence intellectuelle.
- 4 L'Institut a été créé en 1988 pour répondre au souhait des nombreux chercheurs réunis à Budapest pour le centenaire de Karl Polanyi en 1986 d'avoir un lieu de débat et de recherche inspiré par les travaux de Karl Polanyi. Étaient alors réunis des anthropologues, sociologues, des économistes, des politologues, des historiens, des classicistes. Tous étaient des "hétérodoxes", pour reprendre ce qualificatif qui est plutôt associé avec des économistes contemporains qui résistent la pensée unique néo-classique,

mais convient bien aussi pour décrire ce milieu. Les chercheurs réunis autour de l'Institut Polanyi ont créé un lieu de dialogue interdisciplinaire et multidisciplinaire qui pousse les frontières encore plus loin.

- 5 L'hétérodoxie représentée par l'Institut est une pépinière, un chantier, pour construire une pensée qui reflète la complexité de notre société contemporaine. Nous avons besoin d'un tel lieu de dialogue pour mieux comprendre les enjeux actuels mais aussi pour mettre en œuvre une nouvelle conceptualisation fondée sur une pluralité d'approche et d'idées.
- 6 Après une vingtaine d'années, nous sommes maintenant outillés pour avancer des hypothèses sur l'influence de Karl Polanyi dans des périodes marquantes. Nous pensons surtout à la chute du mur de Berlin en 1989, à la montée du modèle néo-libéral consolidée par la disparition du communisme, mais aussi aux événements de Seattle en 1999, qui ont mis en évidence l'action d'un contre-mouvement qui mettait de l'avant la grande capacité de mobilisation de la société civile.
- 7 Cependant, les événements que nous vivons actuellement sont tout à fait extraordinaires. Le tsunami financier et la crise de l'économie mondiale mettent en évidence l'urgence de repenser l'économie. La pensée polanyienne a ainsi une encore plus grande pertinence aujourd'hui et on constate le potentiel d'une plus grande reconnaissance de cette pensée. L'importance de ce numéro d'*Interventions économiques* aujourd'hui est sa contribution à la construction d'une nouvelle architecture théorique et conceptuelle. L'importance de l'œuvre de Polanyi a fait ses preuves.
- 8 Je félicite mes collègues Diane-Gabrielle Tremblay, Jean-Marc Fontan et Jean-Louis Laville pour avoir pris cette importante initiative.

AUTEUR

MARGUERITE MENDELL

Directrice, Institut Karl Polanyi

Le renouveau de la pensée polanyienne. Introduction

The Renewal of Polanyian Thought. Introduction

Jean-Marc Fontan, Jean-Louis Laville et Diane-Gabrielle Tremblay

- 1 L'objet d'un numéro spécial de la revue *Interventions économiques* sur le renouveau de la pensée polanyienne est de faire le point sur l'apport novateur de chercheurs nord-américains et européens au développement de cette pensée. Le numéro s'inscrit dans le cadre des travaux entourant la réalisation de la Onzième conférence internationale Karl Polanyi – *The Relevance of Karl Polanyi for the 21st Century* – et du 20^e anniversaire de la « Political Economy Conference » de l'Institut Karl Polanyi, qui se tient à Montréal, en décembre 2009.
- 2 Deux idées centrales sont travaillées dans ce numéro.
- 3 *Premièrement*, nous mettons en lumière des analyses socio-économiques récentes s'inspirant de la tradition polanyienne d'analyse des sociétés modernes. Dans cette perspective, le numéro propose un regard issu de différents horizons théoriques et culturels à partir de contributions émanant d'horizons paradigmatiques pluriels.
- 4 *Deuxièmement*, nous revoyons différents angles de la contribution de Polanyi à l'analyse économique des sociétés modernes. Le numéro permet ainsi de renouer et d'actualiser la richesse de cette contribution. Ce faisant, nous sommes aussi en mesure d'illustrer l'importance de travaux ou de concepts moins bien connus de sa pensée.

Pourquoi est-il important de se pencher sur le renouveau de la pensée polanyienne ?

- 5 Un premier élément de réponse tient à l'intérêt continu et croissant de la communauté scientifique internationale pour l'œuvre de Karl Polanyi. Le texte d'Ana Gomez rend bien compte de cet intérêt en illustrant comment le centre de documentation de l'Institut Karl Polanyi d'économie politique de Montréal accueille des chercheurs et des praticiens du monde entier. Cet intérêt, nous dit-elle, est observable tant par une augmentation du

nombre d'articles, d'ouvrages et de conférences faisant référence tant à la pensée qu'à l'utilisation des concepts mis en valeur par Polanyi.

- 6 Un deuxième élément tient certes à l'évolution même des sociétés contemporaines. Le processus de mondialisation du projet civilisationnel moderne fait en sorte que les différentes sociétés et communautés de la planète ont adopté ou ont été intégrées à un mode politique fondé sur la forme institutionnelle de l'État-nation. Ce même grand processus fait aussi en sorte que le marché capitalistique est devenu la forme centrale pour conduire des activités économiques tant à l'échelle nationale qu'aux échelles continentale et mondiale. Enfin, une culture internationale est en construction, laquelle est fortement structurée à partir d'un imaginaire coproduit à partir de contributions éclatées émanant des quatre coins de la planète.
- 7 Face au phénomène de convergence des cultures locales, régionales, nationales et continentales au sein d'un grand espace mondial, se pose de plus en plus la question de la mise en compréhension des mécanismes permettant d'expliquer et de rendre compte tant de la production d'un ordre hégémonique central, et de ses arrangements institutionnels, que de rendre compte de la production d'une ou de plusieurs contre propositions, lesquelles aussi se traduisent par des développements organisationnels et institutionnels. Cette réalité mondiale exige de la communauté scientifique de renouveler sa façon de concevoir le rôle de la science et les modalités de production de la connaissance. Pour mieux comprendre le monde de l'institutionnel et son importance clé pour assurer le fonctionnement et la transformation du système sociétal mondial, il nous faut revoir la façon de penser la réalité, les rapports de domination et les voies d'émancipation. Plus que jamais, des passerelles sont à établir entre l'univers de l'institutionnel et le royaume de l'action sociale dans ses déclinaisons économique, sociale, politique ou culturelle.
- 8 Dans cette perspective, les articles d'Andreia Lemaître et de Florence Degavre sur l'économie sociale en Belgique, de Karen Bahr sur des initiatives locales développées par des femmes au Salvador, d'Yves-Marie Abraham sur la marchandisation de la main-d'œuvre mexicaine aux États-Unis ou encore le texte d'Antoine Delière sur la place de l'économie de marché dans la société malgache représentent autant d'illustrations de la pertinence de l'analyse polanyienne dans des contextes culturels très différents les uns des autres. Ils nous montrent comment, tant au Nord qu'au Sud, la pensée polanyienne est toujours utile pour suivre et comprendre le renouvellement des phénomènes d'intégration, d'émancipation, de marginalisation ou d'exclusion.
- 9 Enfin, force est de constater que Polanyi nous a légué un vaste chantier de travail. Son œuvre offre des voies non encore unifiées en une théorie générale. Elles sont, de ce fait, porteuses d'une grande ouverture, permettant des prolongements paradigmatiques pluriels. Dans la perspective d'illustrer les développements théoriques possibles à partir de la pensée de Karl Polanyi, nous avons regroupé deux types d'articles, qui viennent s'ajouter aux articles évoqués plus haut, qui sont davantage des applications pratiques des concepts et thèses de Polanyi.
- 10 D'abord, le travail de Hart Keith, sur l'économie libérale d'une part, et de Fred Block sur la reconstruction d'une théorie critique à travers l'idée de double mouvement, permettent de situer à la fois le cadre libéral, tel qu'interprété par Polanyi, et son dépassement, tel qu'il l'envisage. Dans cette veine, l'article de Jean-Marc Fontan illustre la prise en compte des phénomènes de domination dans l'analyse des transformations sociétales permises par le processus d'innovation.

- 11 Par ailleurs, nous retrouvons trois articles s'adressant au renouveau de la sociologie économique. Ronan Le Velly propose une analyse renouvelée du marché. Roberto Rizza revoit la question du lien entre le renouveau de la sociologie institutionnelle et le renouveau de la sociologie économique. Enfin, Jean-Louis Laville reprend la notion d'encastrement à partir d'une analyse des travaux de Mauss, de Polanyi et de Granovetter.
- 12 Étant donné l'importance des thèmes abordés par Polanyi, et l'importance des travaux réalisés à partir des concepts polanyiens, nous espérons que ce numéro pourra contribuer à diffuser plus largement les écrits de Polanyi, tout en démontrant l'actualité des travaux réalisés à partir des concepts qu'il a développés.
- 13 Ce numéro peut aussi être vu comme un appel à relancer les débats autour de divers auteurs hétérodoxes, puisqu'il vient s'ajouter à un numéro précédent sur Veblen. La revue *Interventions économiques* reste intéressée à recevoir d'autres contributions sur les travaux polanyiens, afin de poursuivre les échanges sur ces questions, mais aussi des propositions d'articles ou de numéros sur d'autres auteurs importants, dont les concepts peuvent être utiles pour les débats d'aujourd'hui.

Encastrément et nouvelle sociologie économique : de Granovetter à Polanyi et Mauss

Embedding and New Economic Sociology: From Granovetter to Polanyi and Mauss

Jean-Louis Laville

Introduction

- 1 La notion d'encastrement, à la suite des travaux de Granovetter, s'est imposée comme centrale dans la nouvelle sociologie économique (Steiner, 2002). En prenant acte tout à la fois de l'importance et de la polysémie du concept, il s'agit dans cette contribution de revenir sur le débat entre Granovetter et Polanyi. Pour ce faire, une première partie est consacrée au rappel des deux définitions, respectivement réticulaire et politique. La différence, mais aussi la possible complémentarité désormais reconnue par Granovetter (2000) tient à ce que, chez Polanyi, l'analyse institutionnelle ne se résume pas à l'étude de la cristallisation de réseaux de relations personnelles ; elle inclut une approche historique dont la vertu heuristique a été soulignée, par exemple par Le Goff (1986 : 19-20).
- 2 Rapportée à la modernité démocratique, la démarche de Polanyi permet de mettre en évidence un double mouvement caractérisant les rapports entre économie et société, dont les grands traits sont synthétisés dans la deuxième partie. Si l'on adopte une telle lecture, la convergence entre Polanyi et Mauss apparaît alors dans une approche plurielle de l'économie présentée dans la troisième partie. Selon l'hypothèse esquissée dans la quatrième partie, une telle lecture suggère de remplacer la référence à une « grande transformation » par une interrogation sur la teneur des changements institutionnels susceptibles de conforter la pluralité de l'économie, autrement dit de participer à son « ré-encastrement » démocratique.

La définition de l'encastrement : le débat entre Granovetter et Polanyi

- 3 Pour rompre avec une conception de l'action économique qu'il qualifie d'atomisée, Granovetter a développé le concept d'encastrement, qu'il a emprunté à Polanyi (1983). Il affirme ainsi que l'action économique est « encastrée » au sein de réseaux de relations personnelles. Un tel encastrement réticulaire (Steiner, *op.cit.*) débouche sur la construction sociale des institutions comme l'illustre la genèse de l'industrie électrique américaine (Mac Guire, Granovetter, Schwartz, 1993). A l'origine d'une telle institution, plusieurs possibles historiques existent et la forme qu'elle prend finalement résulte de la cristallisation de certaines relations personnelles particulières. Si cette industrie peut nous paraître aujourd'hui très stable et tout à fait « naturelle », son histoire montre qu'elle aurait pu se développer par le biais de configurations institutionnelles différentes. Autrement dit, l'institution telle qu'elle existe actuellement ne s'explique pas en termes d'efficience ; d'autres facteurs sont à prendre en compte, en particulier les réseaux de relations personnelles qui déterminent quelle solution a été effectivement adoptée. L'analyse des réseaux peut donc être utilisée afin de saisir les facteurs explicatifs de la formation institutionnelle, car pour Granovetter, on peut définir les institutions comme des « réseaux sociaux figés ».
- 4 Cette façon d'envisager les institutions à partir de la reconstruction des conditions d'agrégation des actions individuelles a néanmoins été envisagée comme une des limites de l'approche de Granovetter par les représentants d'une autre tradition sociologique, postulant l'existence des rapports sociaux qui précèdent, voire déterminent, les interactions entre les agents sociaux. Selon celle-ci, un rapport social peut prévaloir sans que des interactions ne soient identifiables : la dimension structurelle des rapports sociaux possède un statut irréductible aux relations personnelles quelles qu'elles soient (Bourdieu, 1997 ; Wacquant, 1992). Dans l'introduction à la traduction de ses essais écrite pour le lecteur français, Granovetter (*op.cit.*) revient sur cet argument en admettant que la sociologie économique anglophone peut avoir une propension à négliger les forces culturelles et politiques qui dépassent les réseaux. Il y voit une possible complémentarité avec une sociologie économique francophone, influencée par Polanyi, plus portée à se pencher sur ces dimensions. Cette identification des deux registres engendre une clarification qui lève des ambiguïtés liées au concept d'encastrement.
- 5 Pour Polanyi, l'économie recouvre l'ensemble des activités dérivées de la dépendance de l'homme vis-à-vis de la nature et de ses semblables. Par encastrement, il désigne l'*inscription* de l'économie ainsi définie dans des règles sociales, culturelles et politiques qui régissent certaines formes de production et de circulation des biens et services. L'encastrement selon Granovetter rend compte de l'insertion des actions économiques dans des réseaux sociaux, qu'il convient de cerner à partir des relations personnelles et des structures de celles-ci. Il s'agit d'*étayage* sur des réseaux sociaux qui peuvent, par exemple, expliquer l'itinéraire suivi par des entreprises dans leur développement, certains choix techniques renvoyant à des relations de confiance entre responsables d'entreprises et experts. Il n'en demeure pas moins que ces parcours sont finalisés dans une économie marchande. Granovetter propose donc d'expliquer certaines trajectoires d'institutions propres à l'économie marchande, ce qui diffère du projet de Polanyi, centré

sur l'explicitation de la dynamique du marché et l'analyse de ses conséquences sur la démocratie.

- 6 Il émane de cette décomposition du concept englobant d'encastrement¹ une possibilité d'en mobiliser les différentes acceptions pour une sociologie de l'économie contemporaine. Ces acceptions de l'encastrement peuvent ne pas être opposées mais pensées en complémentarité, ce à quoi Granovetter (*op. cit.* : 39) invite en minimisant les critiques adressées au Polanyi « polémique » et en reconnaissant l'apport du Polanyi « analytique ».
- 7 L'économie de marché peut être étudiée en intégrant les cadres relationnel et institutionnel sans lesquels elle ne saurait se déployer. Déterminants pour comprendre certains marchés comme le marché du travail, les réseaux relationnels peuvent, comme cela a déjà été mentionné pour l'industrie électrique, expliquer certaines stratégies d'entreprises. Les choix d'investissement guidés par une logique de rentabilisation du capital sont tellement ouverts qu'il existe des cas où les décisions des entreprises ne peuvent être comprises que par la médiation de réseaux personnels expliquant pour partie l'option finalement sélectionnée.
- 8 Le cadre analytique de Polanyi n'implique pas une négation de l'étayage de relations marchandes sur des réseaux de relations. Il n'en demeure pas moins que l'encastrement sur lequel il insiste émane des limites posées à la logique du marché par la communauté des citoyens. Quand il conçoit l'économie comme processus institutionnalisé, il montre combien l'autonomisation de l'activité économique est un projet politique auquel peuvent être confrontés d'autres choix. Au-delà des écrits sur l'encastrement historique (Steiner, *op. cit.*), il avance donc l'idée d'un encastrement politique expliquant en partie les formes prises par les activités désignées, dans une société, comme économiques. Au-delà de ces formes d'étayage sur des contacts interpersonnels, la plupart des marchés existants sont encadrés par des institutions qui élaborent en particulier des règles sociales ou environnementales. L'imbrication des marchés et de ces institutions peut être replacée dans une tension historique entre dérégulation et régulation qui est constitutive de l'économie de marché dans la modernité démocratique.

L'économie dans la modernité démocratique : l'apport de Polanyi

- 9 Pour situer cette spécificité de l'économie de marché dans la société contemporaine, Polanyi sollicite diverses études anthropologiques qui l'amènent à réfléchir sur la définition de l'économie. Selon lui, le terme économique que l'on utilise couramment pour désigner un certain type d'activité humaine oscille entre deux pôles de signification qui n'ont rien à voir l'un avec l'autre. Le premier sens, le sens formel, provient du caractère logique de la relation entre fins et moyens, comme dans les termes économiser et économe : la définition de l'économique par référence à la rareté provient de ce sens formel. Le second sens, ou sens substantif, souligne ce fait élémentaire que les hommes, ne peuvent continuer à vivre sans des relations entre eux et sans un environnement naturel capable de leur fournir leurs moyens de subsistance : la définition substantive de l'économique en découle. Le sens substantif provient de ce que, pour leur subsistance, les hommes dépendent, de toute évidence, de la nature et des autres hommes. Cette distinction entre la définition de l'économique par référence à la rareté et par référence

au rapport entre les hommes et avec leur environnement a été relevée dans l'édition posthume des principes de Menger², initiateur de l'économie néo-classique, relevant deux directions complémentaires de l'économie, l'une étant fondée sur la nécessité d'économiser pour répondre à l'insuffisance des moyens, l'autre qu'il appelait la direction « techno-économique » qui découlait des exigences physiques de la production sans qu'il soit fait référence à l'abondance ou à l'insuffisance de moyens. Ces deux directions vers lesquelles peut tendre l'économie humaine proviennent « de sources essentiellement différentes » et sont « toutes deux primaires et élémentaires » (Menger, 1923 : 77). Cette discussion a été oubliée et n'est reprise dans aucune présentation de l'économie néo-classique, les résultats de la théorie des prix de Menger ayant favorisé de la part de ses successeurs une réduction au seul sens formel confortée par l'absence de traduction en anglais de l'édition posthume de Menger. Polanyi suggère que cette réduction du champ de la pensée économique a entraîné une rupture totale entre l'économie et le vivant, comme l'indiquent des économistes soucieux d'une réflexion épistémologique sur leur science (Bartoli, 1977 ; Maréchal, 2001 ; Passet, 1996 ; Perroux, 1970).

- 10 A partir de la distinction entre sens formel et substantif de l'économie, il devient possible de procéder à une analyse du mouvement de l'économie inhérent à la modernité démocratique.
- 11 — *L'autonomisation de la sphère économique assimilée au marché* constitue le premier point. L'occultation du sens substantif de l'économie débouche sur la confusion entre l'économie et l'économie marchande au terme d'un long « repliement » dont les étapes sont retracées par Passet, des physiocrates aux néo-classiques (Passet, op. cit : 31-37). Le concept d'économie est élaboré par les physiocrates au moment où le marché s'institue en tant que mécanisme de mise en rapport de l'offre et de la demande par les prix, mais chez Quesnay comme chez Smith fondateur de l'école classique, si l'économie de marché est abordée comme le cours naturel des choses, la sphère économique n'est pas séparée du reste de la société. Par contre avec le passage à l'école néo-classique dans laquelle les fondements de la valeur sont liés à son utilité-rareté, une économie pure peut être définie comme la théorie de la détermination des prix sous un régime hypothétique de libre-concurrence absolue de laquelle sont exclus les phénomènes hors marché ; sauf à les expliquer par des échecs du marché comme le feront plus tard l'économie néo-institutionnelle ou l'économie des organisations qui ne reconnaissent d'autres solutions qu'en substitution au marché posé comme principe premier.
- 12 Toutefois, selon Malthus, la convention selon laquelle le prix mesure l'utilité n'est valable, qu'à condition de séparer les objets matériels, dont l'accroissement ou la diminution peuvent être susceptibles d'évaluation et qui relèvent à ce titre de l'économie, des objets immatériels qui ne sauraient relever de l'économie. Comme le note Perret (1999 : 253), « l'expansion des échanges monétaires hors du champ de l'acquisition d'objets matériels fragilise la prétention de la science économique à être la science positive de l'utilité ». L'autonomie de l'économie était justifiée par le fait qu'elle pouvait être considérée comme l'infrastructure de la société, ce qui réglait la vie matérielle et les moyens de subsistance ; elle est par conséquent remise en question quand la distinction avec les superstructures se brouille « puisque la croissance économique se poursuit en envahissant les superstructures, notamment les mondes de l'information, de la communication, de la culture » (Roustang, 2002 : 11).
- 13 — *L'identification du marché à un marché auto-régulateur* constitue le deuxième point. Les hypothèses rationaliste et atomiste sur le comportement humain autorisent l'étude de

l'économie à partir d'une méthode déductive procédant par agrégation grâce au marché de comportements individuels, sans considérations pour le cadre institutionnel dans lequel ils prennent forme. Considérer le marché comme auto-régulateur, c'est-à-dire comme mécanisme de mise en rapport de l'offre et de la demande par les prix, conduit à passer sous silence les changements institutionnels qui ont été nécessaires pour qu'il adienne et à oublier les structures institutionnelles qui le rendent possible. Or, l'élément d'intégration qu'est le prix ne trouve pas son origine que dans des actions aléatoires d'échange, il relève d'un processus institutionnalisé, c'est-à-dire qu'il est organisé socialement.

- 14 — On peut ajouter un troisième point qui découle logiquement des deux premiers : *l'identification de l'entreprise moderne à l'entreprise capitaliste*. Dans une économie capitaliste fondée sur la propriété privée des moyens de production, la création de biens suppose un profit possible pour les détenteurs de capitaux. L'entreprise est une « unité économique de profit, orientée en fonction des chances d'opération marchande, et ce dans le but de tirer bénéfice de l'échange » qui ajoute « le compte de capital est donc au fondement de la forme rationnelle de l'économie lucrative » puisqu'il permet de calculer si un surplus est dégagé « par rapport à la valeur estimable en argent des moyens engagés dans l'entreprise » (Weber, 1991 : 14-15). La reconnaissance de la société par actions donne les moyens d'une concentration de capitaux inédite puisque les droits de propriété peuvent être échangés sans que les détenteurs n'aient besoin de se connaître, la médiation de la bourse garantissant parallèlement une liquidité à leurs avoirs. « Dans la mesure où le compte de capital est devenu universel, il est désormais —et avec lui les chances d'opérations marchande— l'horizon tant de l'échange des marchandises que celui de la production » (*ibid.*).
- 15 Finalement, l'économie abordée comme la combinaison du marché auto-régulateur et de la société de capitaux donne lieu à un autre développement : le projet d'une société enracinée dans le mécanisme de sa propre économie. L'économie de marché quand elle ne connaît pas de limites débouche sur la société de marché dans laquelle le marché englobe et suffit à organiser la société ; la recherche de l'intérêt privé réalise le bien public sans passer par la délibération politique. L'irruption de cette utopie d'un marché auto-régulateur différencie la modernité démocratique des autres sociétés humaines dans lesquelles il a existé des éléments de marché sans qu'il soit visé de les agencer en système autonome.
- 16 Cependant, l'horizon de la société de marché s'est révélé impossible à atteindre, la société ayant réagi à cette perspective par la mise en place de répliques qui concernent chacun des trois points mentionnés ci-dessus.
 - *Contre la réduction de l'économie au marché, le principe de la redistribution a été mobilisé.* Un autre pôle est tout aussi constitutif de la modernité démocratique que l'économie marchande, celui de l'économie non marchande qui correspond à l'économie dans laquelle la répartition des biens et services est confiée à la redistribution. L'économie marchande n'a pu réaliser la promesse d'harmonie sociale dont elle était porteuse. Au contraire avec la montée de la question sociale, se fait jour la nécessité de promouvoir des institutions susceptibles d'en contrecarrer les effets perturbateurs. Un autre principe économique que le marché, la redistribution, est donc mobilisé à travers l'action publique pour donner naissance à l'État social qui confère aux citoyens des droits individuels grâce auxquels ils bénéficient d'une assurance couvrant les risques sociaux ou d'une assistance constituant un ultime recours pour les plus défavorisés. Le service public se définit ainsi par une prestation de biens ou

services revêtant une dimension de redistribution (des riches vers les pauvres, des actifs vers les inactifs,...) dont les règles sont édictées par une autorité publique soumise au contrôle démocratique.

- Contre la confusion entre marché et marché auto-régulateur, un cantonnement du marché s'est opéré par son encadrement institutionnel. S'il existe une tendance propre à la modernité de désencastrement du marché, elle a été contrecarrée par des interventions ayant pour but de « socialiser » le marché, c'est-à-dire de l'inscrire dans un ensemble de règles élaborées à partir d'un processus de délibération politique. Historiquement, la poussée vers l'établissement d'un marché autorégulateur a engendré la création d'institutions régulatrices (Verley, 1999 : 66-69). Autrement dit, la tension entre désencastrement et encastrement peut être considérée comme constitutive de l'économie marchande moderne. « La plupart des marchés qui existent aujourd'hui sont avant tout des règles, des institutions, des réseaux qui encadrent et contrôlent la formation et la rencontre de l'offre et de la demande ». Mais ils sont contestés à leur tour par des élans de dérégulation appelant à « l'alignement de ces marchés divers sur la norme idéale et impersonnelle du marché concurrentiel parfait, à la désocialisation des marchés » (Gadrey, 1999).
- A ceci, il convient d'ajouter *des tentatives pour fonder et donner droit de cité à des entreprises non capitalistes*. Le modèle de base de l'entreprise dans la théorie néo-classique est celui où les droits de propriété sont détenus par les investisseurs. Dans ce cadre, l'objectif de l'entreprise se résume à la maximisation du profit c'est-à-dire l'accumulation du capital financier. Le facteur travail est subordonné à cette logique d'accumulation. Face à ce modèle largement dominant dans la théorie économique, des analyses ont montré *la diversité des formes de propriété*, c'est-à-dire la diversité des personnes qui peuvent détenir les droits de propriété et donc les objectifs d'une entreprise. Les finalités d'une entreprise dépendent de la configuration des droits de propriété c'est-à-dire des parties prenantes qui sont détentrices de ces droits puisqu'elles déterminent les objectifs (Milgrom, Roberts, 1992 : 790). Contrairement aux entreprises capitalistes, certaines entreprises ne sont pas détenues par les investisseurs, mais par d'autres types de parties prenantes et, par conséquent, leurs objectifs se différencient de l'accumulation du capital. Comme le soulignent Hansmann (1996) ou Gui (1991), il y a autant de formes potentielles de propriété que de types de parties prenantes³ : parmi ceux-ci, en dehors des investisseurs, figurent les travailleurs, les consommateurs, les donateurs... De nombreuses études ont pris pour objet des organisations dans lesquelles les propriétaires ne sont pas des investisseurs. La littérature sur l'autogestion s'est penchée sur les entreprises organisées par les travailleurs. L'analyse du monde des coopératives a également mis en évidence, aux côtés des entreprises aux mains des travailleurs, celles détenues par les consommateurs ou les fournisseurs. Dans l'évaluation de l'activité économique, ce sont d'autres critères que la rentabilité du capital financier qui sont alors valorisés : l'accès à un approvisionnement, la qualité de prestation d'un service ... (Rose-Ackermann, 1986). La mise en œuvre de l'action économique peut aussi renvoyer à la réciprocité dans laquelle « le lien prime sur le bien » et non à la maximisation de l'intérêt individuel.

- 17 Les réactions face à l'utopie de la société de marché ont donc été diverses : mobilisation d'autres principes économiques, créations d'institutions limitant et édictant des règles pour la sphère du marché, recours à des formes de propriété autres que capitalistes. Beaucoup de commentateurs ont polémique avec Polanyi sur la datation d'une phase historique de société de marché. Cependant, le message essentiel que l'on peut retenir de Polanyi est ailleurs, il réside dans *l'identification d'un double mouvement qui caractérise*

l'économie dans la modernité démocratique : un premier mouvement exprime la tendance au désencastrement d'une économie restreinte à un marché autorégulateur et à une seule forme d'entreprise, un second mouvement lui répond, il exprime la tendance inverse au réencastrement démocratique de l'économie s'exprimant à travers une approche plurielle de celle-ci.

18 La question des relations entre économie et démocratie ne peut à ce titre être considérée comme secondaire et Polanyi en propose une problématisation qui prolonge les investigations des fondateurs de la sociologie économique sur les rapports entre économie et société. Son originalité peut en particulier être synthétisée autour des quelques apports suivants.

- Dans les sociétés pré-capitalistes, les marchés sont limités et la plupart des phénomènes économiques qui peuvent être isolés font l'objet d'une inscription dans des normes et institutions qui leur préexistent et leur donnent forme. L'économie moderne se singularise par une tendance au désencastrement. Mais, on l'a dit, cette propension, parce qu'elle perturbe la société, engendre une réaction de celle-ci, impliquant des formes de réencastrement. Les marchés réels font place à des encastnements réticulaires et institutionnels. En outre, le progrès du marché ne signifie pas la disparition des formes d'économie basées sur la redistribution et la réciprocité. Redistribution et réciprocité perdurent au sein des économies modernes où la redistribution publique témoigne, dans sa construction même, d'un encastrement de l'économie dans la politique et où le maintien de relations de réciprocité traduit parallèlement un encastrement de l'économie dans la culture. Le désencastrement de l'économie n'est donc que tendanciel ; de nombreuses relations marchandes comme l'existence des pôles non marchand et non monétaire de l'économie attestent de la persistance de multiples formes d'encastrement. En conséquence, dans les sociétés contemporaines, malgré l'impact du projet de société de marché, l'encastrement politique de l'économie n'a pas disparu et peut être étudié. Il s'exprime entre autres par des droits sociaux et à travers des dispositions législatives et réglementaires comme des instances de négociation collective. Plusieurs auteurs comme Zukin et Di Maggio (1990) ont d'ailleurs insisté sur cet encastrement politique et critiqué un rabattement de la notion d'encastrement sur les réseaux sociaux.
- Pour Polanyi, l'autonomie du marché est une utopie libérale qui est périodiquement réactualisée et contrecarrée par la création d'institutions régulatrices. Aux poussées dérégulatrices, répliquent des initiatives sociétales qui inscrivent le fonctionnement de l'économie dans des règles attestant le respect du cadre démocratique. Le propos de Polanyi est centré sur la question de cet encastrement politique et il donne la priorité à l'étude de l'inscription de l'économie dans des cadres politiques. Une telle orientation n'implique pas pour autant de nier l'intérêt d'une compréhension de l'étayage des activités économiques sur des réseaux sociaux. Par contre, dans cette perspective théorique, la sociologie économique ne se résume pas à une sociologie des marchés, elle peut être appréhendée comme la perspective sociologique appliquée à une économie plurielle avec marché, dans laquelle l'économie ne se résume pas à la seule économie de marché et dans laquelle le marché ne se réduit pas à un marché autorégulateur.

19 ● Dans le cadre d'une telle réflexion, le clivage au sein de la sociologie entre les « critiques moralisateurs » du marché et les analystes de l'encastrement du marché, invoqué par exemple par Zelizer (1992) ou Le Velly (2002), perd sa raison d'être. Si la référence à la société de marché est une idéologie qui nie l'encastrement du marché tout en façonnant et formatant l'économie « plutôt que d'observer comment elle fonctionne » (Callon, 1998 : 2), la prégnance de cette norme conduit à conjuguer étude des formes

d'encastrement du marché et étude des recours aux autres principes économiques, sans les opposer.

- 20 ● Contrairement à ce qui est avancé par certains auteurs, on peut s'accorder avec Caillé (1982-1983), pour ne pas distinguer dans les sociétés contemporaines dynamiques du marché et du capitalisme. Le marché autorégulateur et la propriété privée des moyens de production sont des principes économiques de circulation et de production des biens articulés dans une même référence à la maximisation du gain. La production tournée vers le gain et l'échange marchand, quand ils ne sont pas enserrés dans des « principes généraux de comportement » qui les contiennent, déstabilisent la société comme le disait déjà Aristote, mettant en garde contre l'emprise de la chrématistique.
- 21 ● Ainsi les différences introduites par Braudel (1980) entre économie du rez-de-chaussée, marché et capitalisme peuvent être relativisées. En plus du fait qu'elles séparent marché et capitalisme, elles hiérarchisent entre les différentes catégories économiques alors que les différentes formes d'intégration (marché, redistribution, réciprocité) n'impliquent aucune autre distinction que typologique et ouvrent à une analyse des pondérations entre ces formes et leurs imbrications selon les sociétés.

Les convergences entre Polanyi et Mauss

- 22 Arguant d'une diversité des motivations humaines et d'une possible définition substantive de l'économie, Polanyi souligne la pluralité des principes économiques et la dimension institutionnalisée du marché.
- 23 Le rapprochement avec Mauss mérite d'être noté puisque ce dernier reconnaît la pluralité des formes de propriété et insiste sur le fait que l'organisation économique est un complexe d'économies souvent opposées (Mauss, 1997) façonné par des institutions sociales évolutives. « La propriété, le droit, l'organisation ouvrière, sont des faits sociaux, des faits réels, correspondant à la structure réelle de la société. Mais ce ne sont pas des faits matériels ; ils n'existent pas en dehors des individus et des sociétés qui les créent et les font vivre, qui en vivent. Ils n'existent que dans la pensée des hommes réunis dans une société. Ce sont des faits psychiques. Les faits économiques, eux-mêmes, sont des faits sociaux (monnaie, valeur, etc...), donc des faits psychiques, tout comme les autres faits sociaux qui leur sont connexes, qu'ils conditionnent et qui les conditionnent, le droit de propriété par exemple » (Mauss, *op. cit.* : 76). Si la propriété individuelle ne peut être remise en cause sauf à restreindre la liberté, peuvent y être ajoutées « une propriété nationale et des propriétés collectives par-dessus, à côté et en dessous des autres formes de propriété et d'économie » (*ibid.* : 265).
- 24 Il n'y a pas un mode unique d'organisation de l'économie qui serait l'expression d'un ordre naturel, mais un ensemble de formes de production et répartition qui coexistent. « Il n'y a pas de sociétés exclusivement capitalistes... Il n'y a que des sociétés qui ont un régime ou plutôt —ce qui est encore plus compliqué— des systèmes de régime plus ou moins arbitrairement définis par la prédominance de tel ou tel de ces systèmes ou de ces institutions » (*ibid.* : 565). Pour Mauss, les représentations individuelles induisent des actions et pratiques sociales que les institutions normalisent par la politique traçant le cadre dans lequel les pratiques peuvent se déployer et influant en retour sur les représentations. Les institutions sont changeantes parce que ce sont des conventions sociales qui à la fois expriment et délimitent le champ des possibles ; leur étude peut

permettre d'acquérir « la conscience précise des faits et l'appréhension, sinon la certitude de leurs lois » (*ibid.* : 566)., elle aide aussi à se détacher de cette « métaphysique » dont sont imprégnés « les mots en isme » comme capitalisme. Affirmer l'existence d'une société capitaliste revient à supposer une coordination parfaite des représentations individuelles, il existe en réalité une dominante capitaliste puisque le système économique dominant coexiste avec des formes économiques qui sont différentes dans leur logique même si leurs marges de manœuvre sont limitées.

- 25 Autre convergence entre Mauss et Polanyi : leur commune critique de l'intérêt matériel comme seule motivation individuelle dans la sphère économique. Alors que Mauss (1923) livre une intuition décisive en postulant que les échanges économiques relèvent du don, inextricable mixte d'intérêt et de désintéressement, Polanyi insiste sur la restriction de l'action rationnelle à l'action rationnelle en finalité comme conséquence logique de la définition formelle de l'économie. Selon ses termes, « le solipsisme économique » consiste à naturaliser l'action rationnelle en finalité, engendrant une dissolution des questions politiques dans le paradigme de l'intérêt : les motivations de l'homme ayant été dissociées en « matérielles » et « idéales », les motivations matérielles sont les seules à intervenir dans l'activité économique. Pourtant, si l'individu est susceptible non seulement d'action rationnelle, entendue comme action instrumentale ou stratégique guidée par l'intérêt mais aussi d'action « raisonnable », impliquant des considérations morales et un sens de la justice, voire une incontournable intersubjectivité, l'action sociale, y compris l'une de ses modalités qu'est l'action économique, peut relever de différents principes de légitimité. Ce sont alors les présupposés atomistes gouvernant la conception du sujet, quand il est abordé comme acteur dans une axiomatique du contrat, qui sont remis en cause. On retrouve sur ce plan les options de la théorie des conventions.
- 26 Comme cela a été le cas pour Mauss, la théorisation de Polanyi a été surtout mise à contribution pour les sociétés traditionnelles, mais il est possible d'argumenter que cette conceptualisation aide à lire la situation présente. L'apport de Polanyi et de Mauss peut être interprété comme la mise à disposition d'une grille d'analyse permettant d'appréhender le caractère pluriel de l'économie réelle par la mise en évidence de l'existence d'une diversité de principes économiques de répartition et de production en même temps que par l'attention portée aux formes d'encadrement institutionnel du marché. La référence à une économie plurielle présente l'avantage de respecter les faits et peut mettre à jour tant des complémentarités que des tensions et des conflits entre des polarités économiques.

Vers une autre conception des changements sociaux ?

- 27 L'extension du marché « a rencontré un contre-mouvement contrôlant cette expansion dans des directions déterminées pour protéger la société » (Polanyi, 1983 : 179). D'où le passage, selon Polanyi, à « une grande transformation » qui aurait libéré la société des menaces que faisait peser sur elle le libéralisme économique. Mais, comme le rappelle Dumont (1983), cette tentative a débouché avec les régimes fascistes et communistes sur la destruction de la liberté et le règne de l'oppression. La conciliation de la liberté et de l'égalité n'a pas pu être assurée par une grande transformation, mais par un « alliage sans formule précise » où les effets du marché étaient corrigés par l'intervention de l'État. En disant cela Dumont sous-estime la cohérence des sociétés industrielles « fordistes » et « providentialistes » dans lesquelles des règles sociales s'imposaient à l'économie

marchande de par la législation et la négociation collective et dans lesquelles était également organisé un vaste ensemble redistributif d'économie non marchande dont les règles étaient édictées par l'État social. Mais il relève à juste titre le caractère réversible de ce compromis dont la « mondialisation » a sapé les fondements en exonérant le marché de certaines règles sociales perçues comme des rigidités et en délégitimant une économie non marchande assimilée à une excroissance bureaucratique.

- 28 La question posée est donc celle d'institutions qui soient en mesure d'assurer la pluralisation de l'économie pour l'inscrire dans un cadre démocratique, ce que la logique du gain matériel compromet quand elle devient unique et sans limites. La réponse à cette question ne peut être recherchée qu'à partir d'inventions institutionnelles ancrées dans des pratiques sociales ; ce sont celles-ci qui peuvent indiquer les voies d'une ré-inscription de l'économie dans des normes démocratiques. La restauration des compromis antérieurs est vouée à l'échec et la réflexion sur la conciliation entre égalité et liberté qui demeure le point nodal de la démocratie dans une société complexe ne peut progresser que par la prise en compte des réactions émanant de la société. C'est un autre point d'accord entre Mauss et Polanyi ; il s'agit de s'appuyer sur des pratiques pour informer sur leur existence et les analyser, autrement dit de partir du « mouvement économique d'en bas » et non pas d'un projet de réforme sociale « d'en haut ». C'est une conception des changements sociaux qui s'exprime, des changements qui « ne commandent nullement ces alternatives révolutionnaires et radicales, ces choix brutaux entre deux formes de société contradictoires » mais qui « se font et se feront par des procédés de construction de groupes et d'institutions nouvelles à côté et au-dessus des anciennes » (Mauss, 1997 : 265).
- 29 Pour conclure, on peut, avec Granovetter, préférer le Polanyi « analytique » au Polanyi « polémique ». Malgré la force des dynamiques du marché et du capitalisme dans la société contemporaine, l'économie réelle ne s'y est pas cantonnée. En d'autres termes, le marché autorégulateur ou la société de marché sont plus des horizons que des états de l'économie observés dans une période historique donnée. C'est pourquoi, la notion de « grande transformation » avec ce qu'elle implique d'inéluctable peut être remplacée par l'étude des tensions récurrentes entre économie et démocratie. Les sphères économique et politique ne sont ni confondues, ni séparées, et l'étude des constructions institutionnelles à travers lesquelles s'est opérée leurs articulations peut constituer l'un des objets de la nouvelle sociologie économique.

BIBLIOGRAPHIE

Barber, B. (1996). *Djihad versus Mc World. Mondialisme et intégrisme contre la démocratie*. Paris, Desclée de Brouwer.

Bartoli, H. (1977). *Économie et création collective*. Paris, Économica, 566p.

Bourdieu, P. (1997). « Le champ économique ». *Actes de la recherche en sciences sociales*. 119, septembre, pp. 48-66.

- Braudel, F. (1980). *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*. Paris, Armand Colin. 3 tomes.
- Caillé, A. (1982-1983). « Comment on écrit l'histoire du marché ; réflexions critiques sur le discours historien, plus particulièrement inspirées par « Civilisation matérielle, économie et capitalisme » de Fernand Braudel », *La Revue du Mauss*, nos 3-4, 3ème et 4ème trimestre 1982 ; n° 5, 1er trimestre 1983.
- Caillé, A. (1993). *La démission des clercs. La crise des sciences sociales et l'oubli du politique*. Paris, La Découverte. 296p.
- Caillé, A. (2000). *Anthropologie du don*. Paris, Desclée de Brouwer. 277p.
- Callon, M. (1998). « Introduction : the embeddedness of economic markets in economics ». dans M. Callon (ed.). *The laws of the markets*, *The Sociological Review*. Blackwell Publishers.
- D'Iribarne, P. (1989). *La logique de l'honneur*, Ed. du Seuil, Paris. 280p.
- Dumont, L., Préface à K. Polanyi (1983). *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. (traduction française). Paris, Gallimard.
- Etzioni, A. (1988). *The moral Dimension : toward a New Economics*. New-York, The Free Press. Mac Millan. 314p.
- Ferraton, C. (2002). *L'idée d'association (1830-1928)*. Thèse de doctorat en sciences économiques. Université Lumière Lyon 2.
- Gadrey, J. (1999). « La gauche et le marché : une incompréhension plurielle ». *Le Monde*. 10 Mars.
- Gislain, J.J. et P. Steiner (1995). *La sociologie économique 1890-1920*. Paris, Presses Universitaires de France. 235p.
- Granovetter, M. (2000). *Le marché autrement*. Paris, Desclée de Brouwer. 238p.
- Gui, B. (1991). « The Economic Rationale for the Third Sector ». *Annals of Public and Cooperative Economics*. vol. 4, pp. 551-572.
- Hansmann, H. (1996). *The Ownership of Enterprise*. Harvard University Press. 384p.
- Hirschman, A.O. (1980). *Les passions et les intérêts*. Paris, Presses Universitaires de France.
- Lazar, M. (2002). « Faut-il avoir peur de l'Italie de Berlusconi ? ». *Esprit*. mars-avril.
- Le Goff, J. (1986). *La bourse ou la vie. Économie et religion au Moyen-âge*. Paris, Hachette-Pluriel. 125p.
- Le Velly, R. (2002). « La notion d'encastrement ; une sociologie des échanges marchands ». *Sociologie du travail*. n° 1, volume 44. janvier-mars, pp. 37-53.
- Maréchal, J.P. (2001). *Humaniser l'économie*. Paris, Desclée de Brouwer. 2001. 223p.
- Mauss, M. (1923). *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. *Année sociologique*, Paris. 248p.
- Mauss, M. (1997). *Écrits politiques. textes réunis et présentés par M. Fournier*. Librairie Arthème Fayard, Paris. 811p.
- MacGuire, P., M. Granovette, M. Schwarz, Thomas Edison and the Social Construction of the Early Electricity Industry in America (1993). *Explorations in Economic Sociology*. dans R. Swedberg (ed.) New York, Russell Sage Foundation.
- Menger, C. (1923). *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*. Vienne, Edition Carl Menger.

- Milgrom, P. et J. Roberts (1992). *Economics, organization and Management*. Prentice Hall International Editions. 621p.
- Passet, R. (1996). *L'économie et le vivant*. Paris, Économica. 291p.
- Perret, B. (1999). *Les nouvelles frontières de l'argent*. Paris, Le Seuil. 296p.
- Perroux F. (1970). « Les conceptualisations implicitement normatives et les limites de la modélisation en économie ». *Économie et société, Cahiers de l'ISEA*. tome IV, n° 12. décembre.
- Polanyi, K. (1977). *The Livelihood of Man*. édité par Harry W. Pearson, New York, Academic Press. 335p.
- Polanyi, K. (1983). *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. (traduction française). Paris, Gallimard. 419p.
- Rose-Ackerman, S. (ed.) (1986). *The economics of non-profit institutions. Structure and Policy*. New-York. 440p.
- Roustang, G. (1998). « Grande transformation ou « alliage sans formule précise » ? » dans J.M. Servet, J. Maucourant et A. Tiran. *La modernité de Karl Polanyi*. Paris, L'Harmattan.
- Roustang, G. (2002). *Démocratie : le risque du marché*. Paris, Desclée de Brouwer. 208p.
- Steiner, P. (2002). « Encaastrements et sociologie économique ». dans I. Huault (dir.). *La construction sociale de l'entreprise : autour des travaux de Mark Granovetter*. Éditions Management et Société, Colombelles.
- Verley, P. (1999). « Économie de marché : une construction historique ». *Alternatives Économiques*. n° 166, janvier, pp. 66-69
- Wacquant, L. (1992). « The Sociology of Economic Life ». *Compte rendu de l'ouvrage collectif dirigé par M. Granovetter, R. Swedberg, Cahiers Internationaux de Sociologie, Volume 39, n° 93*, pp. 423-424.
- Weber, M. (1991). *Histoire économique. Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société* (traduction française). Paris, Gallimard. 431p.
- Zelizer, V. (1992). *Repenser le marché, la construction sociale du marché aux bébés aux Etats-Unis, 1970-1930*. Actes de la recherche en sciences sociales. septembre.
- Zukin, S. et P. Di Maggio (eds) (1990). *Structures of Capital : The Social Organization of the Economy*. Cambridge, Cambridge University Press. 461p.

NOTES

1. Alain Caillé a déjà mis en évidence « le flou du concept d'embeddedness » et distingue des cas de figure extrêmement variés. A l'approche de Granovetter qui montre comment l'économie s'appuie sur les réseaux de relations entre personnes, il est possible d'ajouter les analyses selon lesquelles l'économie serait encadré dans la culture (Weber, 1991 ; d'Iribarne ; 1989), dans la société globale (Polanyi, 1983), dans l'État et le politique (école de la régulation) ou bien dans l'économie lui-même (école des conventions). Pour sa part, il tente de penser son encastrement dans la politique, cf. Caillé (1993 : 251-252).
2. Comme le mentionne Polanyi, Hayek en qualifiant ce manuscrit de « fragmentaire et désordonné » s'est livré à une manœuvre éditoriale visant à le déconsidérer, justifiant ainsi qu'on ne le traduise pas.

3. Par partie prenante ("stakeholder" en anglais), il faut entendre « les groupes de personnes ayant un intérêt direct à ce que l'entreprise mène des opérations profitables et durables » (Milgrom et Roberts : 790, 1992).

RÉSUMÉS

Le concept d'encastrement s'est imposé dans la nouvelle sociologie économique. Ce texte souligne sa polysémie. Dans une première partie, il rappelle les deux acceptions politique et réticulaire respectivement adoptées par Granovetter et Polanyi. Rapportée à la modernité démocratique, la démarche de Polanyi permet de mettre en évidence un double mouvement caractérisant les rapports entre économie et société, dont les grands traits sont synthétisés dans la deuxième partie. Si l'on adopte une telle lecture, la convergence entre Polanyi et Mauss apparaît alors dans une approche plurielle de l'économie, présentée dans la troisième partie. Selon l'hypothèse esquissée dans la quatrième partie, une telle lecture suggère d'approfondir la teneur des changements institutionnels susceptibles de conforter la pluralité de l'économie, autrement dit de participer à son « ré-encastrement » démocratique.

The concept of embeddedness has imposed itself in the New Economic Sociology. This paper highlights the multiple meanings of this term. In a first part, we discuss the political and reticular meanings adopted by Granovetter and Polanyi respectively. In the context of modern democracy, the work of Polanyi shows a double movement characterizing the relations between economy and society, which we develop in the second part. With such a perspective, the convergence between Polanyi and Mauss is highlighted in a plural approach of the economy, which we discuss in the third part. The hypothesis presented in the fourth part leads us to analyze the content of institutional changes which can confirm the plurality of the economy, and to participate in its democratic « reembeddedness ».

INDEX

Mots-clés : encastrement, niveau d'intégration, sociologie économique, Granovetter, Polanyi, Mauss

Keywords : embeddedness, economic sociology, Granovetter, Polanyi, Mauss

AUTEUR

JEAN-LOUIS LAVILLE

Laboratoire Interdisciplinaire pour une Sociologie Economique, LISE, Cnam-CNRS, Paris.

Polanyi's Double Movement and the Reconstruction of Critical Theory

Le double mouvement de Polanyi et la reconstruction de la théorie critique

Fred Block

Introduction

- 1 Karl Polanyi argued in *The Great Transformation* (2001 [1944]) that the development of market societies over the past two hundred years has been shaped by a double movement. On one side is the movement of *laissez faire*--the efforts by a variety of groups to expand the scope and influence of self-regulating markets. On the other side has been the movement of protection--the initiatives, again by a wide range of social actors, to insulate the fabric of social life from the destructive impact of market pressures. What we think of as market societies or "capitalism" is the product of *both* of these movements ; it is an uneasy and fluid hybrid that reflects the shifting balance of power between these contending forces.¹
- 2 Many contemporary analysts have found this formulation useful to understand global developments of the last thirty years (Berman 2006, Blyth 2002, Bugra and Agartan 2007, Evans 2008, Silver and Arrighi 2003). Particularly since 1980, the movement of *laissez-faire* has been in the ascendant in the form of "neo-liberalism", "market fundamentalism" or the "Washington consensus". Yet at the same time, at multiple levels of politics--local, national, regional, and global-- we also see counter movements that have sought to check, control, or modify the impact of market forces. And, in fact, there is considerable evidence that business and finance "need" some of these limits, especially regulatory initiatives, to avoid destructive social, environmental, and economic consequences (Evans 2008).
- 3 But Polanyi's double movement formulation has been criticized for being functionalist or for reifying an abstract entity called "society" that somehow knows how and when to protect itself (Block and Somers 1984). Rather than responding to these criticisms point by point, this essay will attempt to develop a theoretical reconstruction of Polanyi's

double movement concept—showing the theoretical foundations on which it rests and arguing that this reconstructed theory of the double movement has the potential to be an important element of a 21st century critical theory. This reconstruction does not claim to be an accurate reflection of Karl Polanyi’s theoretical and political intentions when he wrote *The Great Transformation*. On the contrary, the intention is to use some of Polanyi’s ideas to create a theory that illuminates political possibilities immanent in the existing social order.

- 4 The essay starts by laying out the broad outlines of the double movement idea, and then it elaborates the micro-foundations of the protective counter movement to explain how agents sometimes have the opportunity, the power, and the capacity to challenge and change the institutional structures of market societies. After examining barriers to the mobilization of a protective counter movement, the final section explores the possibilities of moving beyond the double movement.

The theoretical project

- 5 In developing the concept of the double movement, Polanyi was addressing some key problems in Marxist class analysis. For Polanyi, standard analyses of “class struggle” were economic; they focused too narrowly on the relative strength of workers and employers at the point of production rather than analyzing the larger political field in which those conflicts occurred (Block and Somers 1984). Polanyi suggests that the exercise of state power fundamentally shapes the relative strength of different social actors, so he broadened his analytic lens to encompass battles over government regulation, over the provision of public goods and services, and over international flows of labor, goods, and money. It is implicit in his analysis that these conflicts ultimately influence the balance of forces on the shop floor.
- 6 For Polanyi, this analytic shift follows logically from his understanding that the market system did not and could not exist independently of government action. Even when the official ideology is *laissez-faire*, the state is deeply involved in managing market economies. This is what he meant by his dictum that “Laissez-faire was planned,” and he developed the point with his account of the fictitious commodities of land, labor, and money. Since the market acting alone cannot produce these things in correct and sustainable quantities, the state *must* manage the supply and demand for these critical inputs to the production process (Block 2003).
- 7 This fictitious foundation of the market economy meant that the movement for *laissez-faire* always operates at a certain disadvantage. Since its stated political goal—a fully self-regulating market economy—is fundamentally impractical and incoherent, there is always a substantial gap between the ideology and the reality. This represents a major difference between Marx and Polanyi. For the former, the core contradiction is that capitalism would prove unable to further develop the productive forces and a socialist transformation would become inevitable. For Polanyi, the core contradiction of market society is that a system of self-regulating markets cannot possibly be a foundation for social order; state action is required to produce and maintain economic and social order. So despite the power imbalance between employers and workers, the opponents of self-regulating markets can use this impossibility to win incremental changes that help protect society from the market.

- 8 Polanyi's analysis develops two key innovations ; it reconceptualizes the field in which social struggles take place and it provides a less class-deterministic account of who the relevant actors in these struggles are. These two moves are closely interconnected since Polanyi sought a more holistic account of social conflicts in which the specific historical context helped shape how social groups mobilized (Block and Somers 1984).
- 9 Perhaps, Polanyi's most original contribution was to redefine the field of social struggle as occurring in a specifically global context. To be sure, many analysts before him had recognized the expansive and global nature of capitalism, but he took the argument a step further by showing how social struggles within particular polities were constrained and limited by the nation's particular position within the global system of states. This meant that the two movements were not simply national phenomena, but global phenomena. For most of the past two centuries, the influence of the movement for *laissez-faire* was magnified enormously by the support of the world's dominant global power, first England and then the United States, and the system of financial and military coercion that those powers were able to mobilize (This part of Polanyi's analysis has been effectively elaborated by Arrighi 2007 and Arrighi and Silver 1999).
- 10 For Polanyi, it is a given that markets can function in societies in many different ways. However, both England and the United States exported to the rest of the world one particular template --an economy organized around an integrated set of self-regulating markets for land, labor, capital, and other commodities. To be sure, even in England and the United States, the actual organization of the economy followed this template only loosely, but political and economic leaders around the world were well-advised to say that they were implementing this template or they could be subject to harsh reprisals by the dominant power. In the 19th century, compliance was expressed by embracing "free trade" and the gold standard ; in the 20th century by aligning against the socialist or communist templates (Block 1977, Silver and Arrighi 2003).
- 11 The coercive power of England and the United States has never been absolute ; given limited resources, they were both forced to exercise influence pragmatically and selectively. Some nations were granted substantially more leeway to violate the template either because of their geopolitical location or their specific struggles against the protective counter movement. Moreover, there have also been periods when the dominant power has been preoccupied with hot or cold wars that have left other nations with considerably more room to maneuver. And in the 1930's, when the global economy collapsed, neither the declining power-England-or the rising power-the U.S.-had the resources or inclination to enforce the discredited global rules of the game.
- 12 Nevertheless, the general pattern has been that social conflicts within nations have been conditioned by this global context. The movement for *laissez-faire* within nations has been strengthened by invoking the authority of the global hegemon ; the social groups that amass behind the banner of *laissez-faire* have been able to claim that their nation would become an isolated backwater if it failed to expand the scope of markets. And these groups have resisted demands for social protection by claiming that such moves are simply not possible without a radical and dangerous break with the international rules.
- 13 But this dependence of the forces of *laissez-faire* on the global hegemon is also a source of weakness because of the inevitable rivalries within the international state system. Since Alexander Hamilton's *Report on Manufacturing* in 1791, the suspicion has existed that the template being exported by the hegemon is not in the general interest but is designed

primarily to preserve its position at the top of the global system at the expense of other nations (Chang 2002 and 2008). Domestic counter movements are able to draw on nationalist resentments in arguing against fealty to foreign notions of how the economy should properly operate and in favor of pursuing their own unique developmental path that requires some greater degree of political management of markets.

- 14 This is the complex terrain that political leaders within nations have to negotiate. In order to hold on to political power, they need to protect the nation's position within the international state system and they need to make the domestic economy function effectively. Tilting policies too far in the direction favored by the movement of *laissez-faire* risks both weakening the domestic economy and becoming too dependent on the global hegemon. But tilting too far in the other direction can anger the business community and lead to disinvestment that could jeopardize efforts to improve the nation's global position. Political leaders have to thread the needle between these two dangers and this provides opportunities and openings for both movements.
- 15 In seeking to capitalize on these opportunities, the two competing movements struggle to influence the state in their own preferred direction, but their relative power will be heavily dependent on the political and economic conditions and how those specific conditions have been perceived by social actors. For example, when a nation's economy first starts into a downturn, supporters of *laissez-faire* are often successful in demanding a rollback of previous reforms that they claimed discouraged productive investment. However, if the downturn continues, the protective counter movement tends to gain greater political leverage as more citizens demand protection from economic hardship.
- 16 In these battles, ideology is an essential resource. Polanyi drew heavily on Marx's argument that revolutionary classes are able to exert greater influence when they claim to be fighting for interests that are universal rather than just for their own particular interests. This is precisely why the theory of self-regulating markets looms so large in Polanyi's analysis. If the movement for *laissez-faire* simply argued that expanding markets would create more profit opportunities for certain firms, their arguments would have little resonance. But invoking the theory of self-regulating markets developed by Malthus and Ricardo is an effort to capitalize on a broadly shared interest in a prosperous economy and in protection from the intrusive exercise of state power.
- 17 Moreover, ideology also conditions how political and economic events are understood. In one famous passage, Polanyi notes how political leaders in the aftermath of WW I, including even the Bolsheviks, could see no alternative to the restoration of the pre-war Gold Standard (Polanyi 2001, p. 26). This ideologically produced blindness led directly to the global economic crisis of the 1930's. Ultimately, the severity of the Great Depression lifted the ideological blinders, and in the last years of W.W. II, the world's political leaders were able to agree on a new global monetary system that fixed many of the weaknesses of the Gold Standard.
- 18 In short, the global context, the contradictory pressures on the state, and the mobilization of ideology represent the context in which the two movements contend. Who then are the actors who participate in these movements? Capitalists and workers are certainly key actors in Polanyi's account of the double movement; they represent respectively the durable core of the two competing movements. However, they are certainly not the only actors in his analysis. Other social groups including landed classes, shopkeepers, intellectuals, government officials, and groups with no shared class identity routinely play key roles as part of these broad coalitions. As with Gramsci's

concept of the “historical bloc” (Burawoy 2003), Polanyi also believed that the bourgeoisie and proletariat exercised the most influence when they forged powerful coalitions that included other social groups.

- 19 But Polanyi also followed Weber in recognizing that in actual politics, classes often divide along multiple lines including divisions between export-oriented industrialists and those producing for the domestic market or between unskilled workers of one ethnic group and skilled workers of another. So while capitalists tended to participate in the movement for *laissez-faire* and workers in protective counter movements, things do not always line up so neatly. There are always some capitalists who are fighting for protection from the market and frequently there are groups of workers who ally with the movement to expand markets.
- 20 While Polanyi often describes the two broad movements as political coalitions mobilized around a particular goal, he also recognized that unity could not be assumed. Profound differences over strategy or goals can, at times, make joint action impossible. Polanyi does not explore this option, but there are time that the movement for *laissez-faire* is hopelessly divided between free market extremists and more pragmatic defenders of the market, and the two groups are weakened because they cannot make common cause. Moreover, advocates for social protection can have radically different political agendas, as in the 1930's when both socialists and fascists offered critiques of market ideology but proposed divergent strategies for protecting society from the market.
- 21 A similar situation exists in the contemporary world as protests and resistance to the impacts of global forces have strengthened both activist movements of the political left and various forms of religious and ethnic fundamentalism that are often reactionary in their political preferences. These two very different types of movements compete to win support from some of the same social groups and their relative strength will depend on some combination of specifically local factors and political skill.

Opportunity, power, and capacity

- 22 In its specifics, the double movement is a theory of politics in societies that are at least nominally democratic and where citizens have a set of basic political rights. To be sure, some of the analysis is also relevant to social struggles that occur under authoritarian regimes. But the sheer difficulty of political mobilization under authoritarian conditions makes it a separate topic. The double movement is about the normal politics of market societies with democratic governance, where adherents of both *laissez-faire* and the protective counter movement are able to press their case in the political arena. (Silver and Arrighi 2003 make the point that there is no double movement in colonized societies because of the effectiveness of repression.)
- 23 Understanding the power and capacities of the *laissez-faire* side of the double movement provides relatively few challenges. Most often, it is capitalists or wealth holders who are in the vanguard of efforts to press for the expansion of markets and for the dismantling of barriers that restrict their ability to increase profits. But they are often able to mobilize a broader political coalition that agitates for expanded markets. Political leaders, for example, might join because they recognize possibilities for economic growth that could come from dismantling local or national barriers to the movement of goods or capital, and they are sometimes able to build cross-class coalitions in favor of such

policies. But in such fights, one will usually find some capitalists on both sides of the divide. For example, “deregulatory” initiatives that open up some spheres of economic activity to new competitors are likely to be resisted by some of the incumbent firms that have flourished behind the regulatory barriers.

- 24 The proponents of *laissez-faire* usually justify their favored policies by invoking the vision of a self-regulating market system in which the role of government is kept to a minimum so that market signals are able to determine the allocation of land, labor, and capital. However, many of those who advocate this self-regulating market system recognize their own dependence on the continuous and widespread exercise of the state’s coercive powers to protect their property, control workers and the poor, and manage the market system itself (Block 2003, Evans 2008).
- 25 This is precisely why Polanyi termed the vision of a self-regulating market system to be utopian ; it is literally impossible. Without the state’s continuous management on a variety of fronts, the market economy would collapse. In brief, the free market utopia empowers the movement of *laissez-faire* by grounding their self-interested arguments in an appealing and seemingly coherent vision of a desirable social order. But this empowerment is not unlimited ; it also comes with a measure of vulnerability. The fundamental incoherence of the free market utopia, and the day-to-day dependence of wealth holders on the state, ultimately provides an ideological opening, an opportunity, to the advocates of the protective counter movement.
- 26 A contemporary example should suffice to illustrate the opportunity that is available to protective counter movements. Global corporations have waged fierce battles in recent years for an international trade regime that enforces their property rights around the world. They frame their argument within the standard language of market freedom. Pharmaceutical firms insist that they invested scarce resources in developing new medications and it is only fair that they be able to profit from their discovery wherever there is demand for that product. After all, recycling a share of those profits into new discoveries will ultimately benefit all global consumers (Evans 2008, Klug 2008)
- 27 The problem, however, is that the protection of those property rights requires a series of action by states. First, the firm’s home government must grant the firm a patent, essentially a monopoly over the production of a particular product for a given time period. Second, that home government, or one of its allies, must make clear to governments in other parts of the world that they are determined to protect the firm’s property rights overseas. Third, other governments must agree to enforce that patent and interdict any competitor’s product that infringes on that patent. In short, the property right is not self-enforcing ; it requires political action in multiple sites.
- 28 The dependence of the firm on state action creates opportunities for the protective counter movements that are sometimes able to challenge the priorities of the states that are involved. Advocates are able to ask why states are choosing to put the protection of the firm’s property rights above the protection of the health of human beings who will die without access to those medications. This is a powerful argument that ultimately forced the United States to agree in the Doha Declaration that governments have the right to override these intellectual property claims to respond to health emergencies. The argument was also a factor in the decision of the Administration of George W. Bush to expand significantly U.S. spending on the battle against HIV/AIDS in Africa. To be sure, behind the scenes, the U.S. has continued to discourage the flow of cheap generic antiviral drugs to Africa (Klug 2008). So that while the movements have had a real impact,

they have not yet been able to mobilize enough pressure to force deeper institutional changes.

Exercising Power

- 29 The fact that the protective counter movement is consistently provided with ideological openings hardly ensures that it will be able to exercise the power necessary to win the protections from market forces that it seeks. By definition, the people who need protection the most are those with the fewest material resources, and this lack of resources puts them at a structural disadvantage in the arena of politics. Wealth holders, in contrast, are able to use ideological, structural, and instrumental power to advance the agenda of *laissez-faire* and resist movements of social protection (Lukes 1974). They use those forms of power to structure the “rules of the game” to assure the political ineffectiveness or powerlessness of their opponents.
- 30 But this is not the end of the story. Recently, Frances Fox Piven (2006, 2008) has developed an argument about “interdependent power” that explains how protective counter movements are sometimes able to wield considerable influence and win significant concessions. Piven starts from Marx’s insight that the structural position of workers in production gives them power when they collectively withhold labor or refuse to obey managerial commands. But she then argues that in the complex division of labor and spatial organization of industrial and postindustrial societies, many different groups have the opportunity to exercise interdependent power by collectively refusing to follow the standard institutional routines. So, for example, the urban poor can assemble to protest high food prices and refuse to disperse when ordered to do so by the police, students can strike or occupy buildings, and activists can mobilize thousands to close down highways, bridges, or other critical transportation linkages.
- 31 Piven recognizes that people are unlikely to engage in this form of disruptive protest casually; the threat of arrest and legal sanctions is usually sufficient to discourage disruptive protests. However, such actions become more likely when there is an ideological opening that makes a particular injustice appear to be remediable through political action *and* when there are significant obstacles to a purely repressive response by the state. Such circumstances occur most often when political and economic elites are seriously divided over how to solve the problems that the political system is facing.
- 32 When elites are divided between a reformist wing and a conservative wing, there is an increase in the opportunity for this exercise of interdependent power. The very existence of the reformist wing helps to legitimate the claims of the insurgents that change is possible and feasible. If the reformist wing is holding power, its leaders are considerably less likely to unleash undifferentiated repression against the protestors. And when the conservative wing is holding power, there is a chance that its use of repression will create a backlash that brings the reformers into power.
- 33 Moreover, movements can work to create the very circumstances in which the exercise of disruptive power becomes feasible. Years of agitation using less dangerous tactics can build up popular support and undermine the earlier unity among elites. In that sense, the disruptive actions are often the culmination of many years of preparation including earlier defeats and false starts.

- 34 In a word, movements cannot simply will the existence of favorable political opportunities, but they are also not condemned to wait passively for such opportunities to arise.

Capacity

- 35 But how is it that those with less power are able to exercise the solidarity that is needed for the exercise of interdependent power? Those who most need protection from the market are often separated from each other by religious, ethnic, racial, gender, age or other divisions. How can they overcome these divisions and engage in joint action? Moreover, if they engage in the rational calculus proposed by Mancur Olson (1971), they would immediately recognize that it is to their advantage to “free ride” on the protest activities of their neighbors or co-workers and only a handful of ideologically inclined militants would actually risk reprisals for engaging in disruptive actions. Olson’s argument cannot be easily dismissed since the calculus that he proposes perfectly mirrors the prevailing ideology of the society—that individuals need to look out primarily for themselves and that concern for others is an utterly impractical luxury in a dangerous and competitive world.
- 36 The problem of explaining solidarity has plagued social theory long before Durkheim made it the central category in *The Division of Labor* (1997 [1893]). As Viviana Zelizer (1985, 1988) has argued, the fear that the instrumental values of market society would erode the ability of individuals to form durable bonds with others has been a theme in the culture for hundreds of years. It was expressed by Shakespeare, theorized by the young Marx, elaborated by Georg Simmel, and remains an enduring current of contemporary theorizing (Hochschild 2003). However, analysts have been hard pressed to make the case that this decline of fellow feeling and solidarity has actually occurred; it is almost always discussed as something that is just about to happen—often suggested by the analyst’s perception of the extreme cynicism and amorality of the young.
- 37 Zelizer’s contribution (1985, 2007) has been to argue that these instrumental, market-oriented values are continually being contested by other values, and that individuals are able to draw on multiple cultural currents to avoid becoming the rational maximizers of economic theory. However, she does not offer an explanation of where these alternative values come from and how they are continually reproduced. But it is possible to extract from Polanyi’s discussion of reciprocity, which draws heavily on Durkheim and Mauss (1990 [1924]), the elements of such a general explanation.
- 38 In *The Great Transformation*, Polanyi discusses reciprocity when he argues that: “The outstanding discovery of recent historical and anthropological research is that man’s economy, as a rule, is submerged in his social relationships.” (Polanyi 2001, p. 48) For him, reciprocity and redistribution are general principles of behavior that have helped to structure economic systems. He writes :
- 39 ...the orderly production and distribution of goods was secured through a great variety of individual motives disciplined by general principles of behavior. Among these motives gain was not prominent. Custom and law, magic and religion cooperated in inducing the individual to comply with rules of behavior which, eventually, ensured his functioning in the economic system.” (Polanyi 2001, p. 57.)

- 40 Polanyi is talking about something which is different from the thin notion of reciprocity that occurs in market exchange. The thin model defines reciprocity as an exchange of equivalents between two individuals where there is an expectation that the balancing will occur relatively quickly. This model encompasses the circumstance where A does a favor for B and assumes that B will return the favor relatively soon. This type of reciprocity is consistent with the motive of gain since the parties are able to do a relatively precise cost-benefit analysis to make sure that they will gain materially from the exchange.
- 41 Thick reciprocity is different in three important ways.² First, there is no expectation of exact equivalence ; what is given obligates the receiver, but how this obligation is to be filled is open ended. Second, the relationships are not strictly dyadic ; what is received from one person might obligate the receiver to give to one or multiple other people. Finally, the timing of the obligation is also open-ended ; it might take many years for the obligations of thick reciprocity to be redeemed.
- 42 As Mauss (1990) argues, thick reciprocity is hardly confined to primitive or historical societies ; it remains a powerful force in modern societies (See, also, Hyde 1983). It is currently most evident when longstanding relationships with lovers, friends, or relatives are ended. Very often, one of the parties will explain the decision to end the relationship by the other's failure to meet the expectations of thick reciprocity. The vernacular is that the other person was not "there for me" when I needed care, attention, or help even though I had provided those for him or her under difficult circumstances. Such imperiled relationships can sometimes be saved if the person who violated the expectations is able to explain that there were special circumstances that made them unable to respond appropriately. Such apologies are sometimes effective precisely because thick reciprocity does not demand an immediate balancing of accounts.
- 43 Most people learn how to do thick reciprocity beginning in childhood.³ The nurture and care of infants and small children by parents or other adults provides the model of an unselfish relationship in which the child's open ended obligation is simply to love and obey the care giver. The child is supposed to understand that he or she will have the opportunity to repay in the distant future either by caring for the aging parent or by providing care for the next generation. Similar lessons are learned as the child forms relationships with peers and comes to understand the norms of friendship, and ultimately of intimate relationships. While many of those early relationships might be characterized by betrayals and disappointments, they still teach the basic expectations of thick reciprocity. Moreover, the same lessons are reinforced by both religious and secular authorities who remind us that we should treat others as we wish to be treated ourselves.
- 44 This nearly universal capacity to construct relationships based on norms of thick reciprocity is the basic social material out of which protective counter movements can be constructed. People learn empathy, the ability to take the role of the other, and the demands of thick reciprocity in their personal relationships and they bring those skills with them when they encounter strangers. These skills can be used to forge solidaristic relationships with multiple others and it is in the context of those solidaristic relationships that people take actions that could never be justified by purely self-interested calculations.
- 45 Moreover, the logic of solidarity means that in building such protective counter movements, it is not necessary that everyone is either similar or is responding to an identical threat. Thick reciprocity makes it possible to create broader and broader

networks of solidarity that cross existing lines of social division. Even though we are of different ethnicities or skill levels, I might be willing to rally today to support you against your employer because I know that I might need such help against my own employer six months or a year from now. Similarly when I recognize that environmental struggles and labor struggles are connected, I might participate in both types of actions with equal enthusiasm.⁴

Barriers

- 46 While this capacity for thick reciprocity and the building of solidaristic relationships is a constantly renewing feature of social life, actual participation in social movements is highly variable over time. Even in the face of the most severe challenges, it cannot be assumed that strong counter movements will appear. The most striking recent example was the response to “shock therapy” in various parts of what had been the Communist bloc. In Russia and other former socialist states, newly chosen governments adopted radical programs of market-oriented reforms that produced very dramatic downward shifts in living standards that persisted for years (Meurs and Ranasinghe 2003). While the economic dislocation produced a range of adaptive behaviors including widespread resort to barter and reliance even among urbanites on their own garden plots, there was often little in the way of protest or social movement activity (Burawoy , Krotov, and Lytinka 2000, Woodruff 1999)
- 47 The example suggests the importance of the way events are framed ideologically. Free market ideas had played a central role in the delegitimation of Soviet-style regimes through the 1970’s and 1980’s; most key dissidents embraced these ideas without reservation. So when the pursuit of a rapid transition to the market produced widespread economic and social dislocation, most people were left with a very limited repertoire of explanation. One option was to take the proponents of *laissez-faire* at their word and accept that there was no immediate alternative to austerity and that things would eventually get better. The other was to listen to the defenders of the Soviet regime and argue for its restoration. But given the glaring defects of that regime, few people were willing to mobilize around the slogan of socialist restoration.
- 48 While the recent history of the United States is very different, it also suggests the importance of ideology in explaining the relative weakness of the protective counter movement. Starting in the late 1970’s, the movement for *laissez-faire* in the U.S. moved from triumph to triumph. It made the tax system substantially more regressive, it dismantled a significant part of the system for regulating business and finance, it cut back social programs designed to protect the poor and the weak, and it aggressively pushed “free trade” and “free markets” abroad (Block 2007, Harvey 2005). Yet even though these policies had adverse consequences for the prosperity of the average citizen (Bartels 2008) , it took until the Democrats made gains in the 2006 midterm elections before one could plausibly speak of a protective counter movement that was strong enough to impact state policies.
- 49 Three factors help account for how long it took before the protective counter movement could make a significant challenge in the U.S. The first was the extraordinary investment from the mid-1970’s onward by business leaders and conservatives in the propagation of free market ideas through think tanks, policy organizations, contributions to both political parties, and the mass media (Block 2007, Micklethwait and Wooldridge 2004).

Alternative framings that suggested that there might be limits to the market were literally drowned out. The second was a high level of elite unity around these ideas that persisted until the election of George W. Bush in 2000. While the Clinton Administration initially made some challenges to market-oriented policies, it ultimately accepted the logic of greater reliance on the market at home and abroad (Shoch 2008). Counter movements were able to grow, as reflected in the mobilizations against NAFTA and against the WTO in Seattle in 1999, but their political impact was limited.

50 Finally, part of the protective counter movement in the U.S. was channeled into the activism of the religious right that worked to strengthen the conservative movement's influence at the national level. One important current in the grassroots activism of the religious right in the 1980's and 1990's was a sense of economic dislocation caused by plant closings, corporate downsizing, and increasing economic insecurity (Block 2007). But as more people sought comfort and support in evangelical congregations, they were mobilized on behalf of "Christian values" to support conservative politicians committed to the project of *laissez-faire* (Frank 2004).

51 Beyond the double movement ?

52 When he wrote *The Great Transformation*, Polanyi anticipated that the era of the double movement might finally have ended since much of the world had come to recognize the folly of organizing human society around self-regulating markets. He imagined a new era in which humanity collectively chose to subordinate markets to political control. Bretton Woods and the system of "embedded liberalism" did represent a sharp break with the logic of the Gold Standard, but we now know that the break proved to be only temporary. In the 1970's, the global rules of the game shifted sharply in the direction of market sovereignty and the theorists of self-regulating markets suddenly regained the influence that they had lost in the 1930's and 1940's. Friedrich Hayek, one of Polanyi's antagonists in theoretical debates in Vienna in the 1920's, survived to become the favored theorist of Margaret Thatcher and Ronald Reagan.

53 But despite Polanyi's failure as a prophet, the question remains open. Is humanity doomed to endless cycles in which one movement is in the ascendancy followed by the other ? Or is it possible that the age of the double movement could finally be transcended ? If so, how would this transcendence occur and what would it look like ? Some answers are suggested by Polanyi's discussion of the "reality of society" in the final pages of *The Great Transformation*.

54 Polanyi wrote : "Man [sic] becomes mature and able to exist as a human being in a complex society." This reflects his belief that human beings are fundamentally social beings who can realize their full potential only in a complex society with a highly developed division of labor, high levels of individual autonomy, and a state that exercises a Weberian monopoly over the means of compulsion. Polanyi believed that institutional procedures and rights could be established that would effectively prevent the state's coercive power from being used in ways that were illegitimate or designed to preserve the position of particular individuals or interests. However, he was quite insistent that :

55 "Power and compulsion are a part of that reality ; an ideal that would ban them from society must be invalid." (p. 267)

56 However, he also recognized that the fear of power and compulsion were deeply rooted in Western traditions and had created utopian visions of a society in which the power of the state either withered away or was limited to the role of a night watchman. He traced

these fears back to the Christian Gospels that had preached a vision of each individual exercising his or her own freedom of conscience autonomously from everyone else. The Gospels, in short, did not recognize the “reality of society”, that people necessarily live together in complex interdependence. For Polanyi, the Gospels were the source of an obsolete paradigm in which individual freedom could only be guaranteed under the completely unrealistic condition that power and compulsion were eliminated from society.

- 57 Polanyi believed that humanity’s maturation required a new paradigm that recognized that the ethical injunctions of the Gospels could only be realized by surrendering to the reality of life in a complex society. He briefly outlined this new paradigm in the final pages of *The Great Transformation*, that durable change required both a new paradigm of human freedom and new institutional forms that would support that paradigm. At the global level, this meant a new set of international institutions to manage trade and financial flows. He favored something along the lines of John Maynard Keynes’ proposal for an International Clearing Union so that every nation could pursue high levels of employment and protect its citizens from global market forces (Skidelsky 2000).
- 58 The suggestion is that with both a change in human consciousness and a change in global institutions, the double movement would finally come to an end. The new paradigm would assure that people no longer defined human freedom in terms of being left alone and this would immediately deprive *laissez-faire* rhetoric of its core appeal. At the same time, there would no longer be a global hegemon pressing other nations to adopt the template of market self-regulation. Groups within nations might well argue for greater reliance on markets in particular policy areas, but such arguments would likely be tested pragmatically rather than being granted some kind of epistemological privilege (Somers and Block 2005).
- 59 In short, there would continue to be a process of experimentation where different societies increased or decreased the role of markets, but the shifts would be less dramatic and less ideologically charged than in the era of the double movement. Such shifts would occur within a broad consensus that an effective society and economy required markets, government regulation, and mediating social institutions. This would provide societies with considerable freedom to develop social institutions that produced greater prosperity and greater equality while also being environmentally sustainable.
- 60 Despite Polanyi’s hopes, this kind of durable transition did not occur in the 1940’s. The influence of the social sciences expanded in the immediate post-World War II period, but this fell well short of the paradigm shift that Polanyi anticipated. The Bretton Woods institutions did allow for a period of “embedded liberalism” in which nations had considerable opportunity to buffer their economies from the global market. But when the Bretton Woods system entered into crisis at the end of the 1960’s, the decision was made to shift to a system of floating exchange rates which significantly strengthened global market forces. Moreover, in the aftermath of the social conflicts of the 1960’s and the economic troubles of the early 1970’s, the free market utopia gained millions of new acolytes and the U.S. redoubled its efforts to press the market template on other nations. History was again fully in the grip of the double movement.
- 61 However, Polanyi’s theoretical framework helps to explain his own failure as a prophet.
- 62 In the U.S., the economic dynamism of the 1960’s and 1970’s was similar to the period of intense economic change in England at the beginning of the 19th century. Stronger

economic linkages and a deepening division of labor dramatically increased social interdependence. More people were working in large organizations and also had to recognize that their livelihoods and prosperity were increasingly dependent on events and people on the other side of the world. Without the paradigm shift that Polanyi had hoped for, this intensified interdependence was widely perceived as a threat to individual autonomy (Block, forthcoming).

- 63 Just as in the early 19th century, it became appealing for many to seek to protest and oppose this oppressive “reality of society” by embracing the utopia of self-regulating markets. The right wing was particularly effective in mobilizing such sentiments in collective efforts such as the anti-tax mobilizations of the late 1970’s and early 1980’s. The paradox is that at a time when most people’s work had become highly abstract and collaborative, an anti-tax rhetoric that was rooted in an early 19th century society of autonomous farmers and artisans gained extraordinary resonance. Anti-tax and other movements against oppressive government ushered in an almost thirty year period of right wing dominance organized around anti-government and pro-market rhetoric.
- 64 However, the time might again be ripe for the new paradigm that Polanyi anticipated. Two indicators are particularly important. First, the problems of the global environment including climate change, the deteriorating condition of the world’s oceans, and the difficulty of feeding almost 7 billion people seriously challenge the old concept of human freedom. How can one defend an individual’s right to waste resources or foul the environment when it puts the survival of others at risk ? Second, a new generation has grown up that sees the technologies of communication and connectivity not as a threat but as a tool for building stronger ties of community and solidarity. Younger people do not appear to share their parents fears or ambivalence about a greater degree of social interdependence ; they simply take it as a given.
- 65 These changes could mean that today’s protective counter movement has the possibility not only of protecting societies and the planet from the grave dangers posed by global markets, but of finally ending the double movement itself. However, such a radical transformation would require social mobilization on a global scale, the creation of new global institutions, and the elaboration of a new paradigm for conceptualizing individual freedom in a complex society.

Thanks

I am grateful to Margaret Somers for a quarter century of conversations on the work of Karl Polanyi.

Thanks also to Jean-Marc Fontan for his comments on an earlier draft.

BIBLIOGRAPHY

Arrighi, Giovanni (2007). *Adam Smith in Beijing*. London : Verso, 408p.

- Arrighi, Giovanni and Beverly Silver (1999). *Chaos and Governance in the Modern World System*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 315p.
- Bartels, Larry (2008). *Unequal Democracy : The Political Economy of the New Gilded Age*. New York : Russell Sage.
- Berman, Sheri (2006). *The Primacy of Politics : Social Democracy and the Making of Europe's Twentieth Century*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Block, Fred (forthcoming). "Read Their Lips : Taxation and the Right Wing Agenda", dans Isaac Martin, Ajay Mehrotra, and Monica Prasad, eds., *The Thunder of History : Taxation in Historical and Comparative Perspective*, Cambridge University Press.
- Block, Fred (2007). "Understanding the Diverging Trajectories of the United States and Europe", *Politics & Society*, March, pp. 3-35.
- Block, Fred (2003). "Karl Polanyi and the Writing of *The Great Transformation*." *Theory and Society*, volume 32, pp. 1-32.
- Block, Fred (2000). "Deconstructing Capitalism as a System", *Rethinking Marxism*. 12 :3, pp. 83-98.
- Block, Fred (1990). *Postindustrial Possibilities*. Berkeley : University of California Press.
- Block, Fred (1977). *The Origins of International Economic Disorder*. Berkeley : University of California Press, 274p.
- Block, Fred and Margaret Somers (1984). "Beyond the Economistic Fallacy : The Holistics Social Science of Karl Polanyi", dans Theda Skocpol, ed., *Vision and Method in Historical Sociology*. Cambridge : Cambridge University Press, pp. 47-84.
- Blyth, Mark (2002). *Great Transformations : Economic Ideas and Institutional Change in the 20th Century*. Cambridge : Cambridge University Press, 284p.
- Bugra, Ayse and Kaan Agartan, eds. (2007). *Reading Karl Polanyi for the 21st Century*. New York : Palgrave.
- Burawoy, Michael (2003). "For a Sociological Marxism : The Complementary Convergence of Antonio Gramsci and Karl Polanyi", *Politics & Society* (June), pp. 193-262.
- Burawoy, Michael, Pavel Krotov, and Tatyana Lytinka (2000). "Involution and Destitution in Capitalist Russia", *Ethnography*, volume 1, pp. 43-65.
- Chang, Ha-Joon (2008). *Bad Samaritans : The Myth of Free Trade and the Secret History of Capitalism*, New York : Bloomsbury.
- Chang, Ha-Joon (2002). *Kicking Away the Ladder : Development Strategy in Historical Perspective*, London : Anthem Press, 187p.
- Durkheim, Emile (1997 [1893]). *The Division of Labor in Society*, Translated by W. D. Halls, New York : Free Press, 352p.
- De Sousa Santos, Boaventura (2008). "The World Social Forum and the Global Left", *Politics & Society*, June, pp. 247-270.
- Evans, Peter (2008). "Is an Alternative Globalization Possible ?", *Politics & Society*, June, pp. 271-305.
- Frank, Thomas (2004). *What's the Matter with Kansas ?*, New York : Metropolitan Books.

- Gintis, Herbert and Rakesh Khurana (2008). "Corporate Honesty and Business Education : A Behavioral Model", pp. 300-327 in Paul J. Zak, ed., *Moral Markets : The Critical Role of Values in the Economy*. Princeton : Princeton University Press.
- Harvey, David (2005). *A Brief History of Neoliberalism*, New York : Oxford, 247p.
- Hochschild, Arlie Russell (2003). *The Commercialization of Intimate Life*. Berkeley : University of California Press, 313p.
- Hyde, Lewis (1982). *The Gift : Imagination and the Erotic Life of Property*. New York : Vintage, 327p.
- Klug, Heinz (2008). "Law, Politics, and Access to Essential Medicines in Developing Countries". *Politics & Society*. June, pp. 207-246.
- Lukes, Steven (1974). *Power : A Radical View*. New York : Macmillan, 64p.
- Mauss, Marcel (1990 [1924]). *The Gift : The Form and Reason for Exchange in Archaic Societies*. Translated by W.D. Halls. New York : Norton, 164p.
- Meurs, Mieke and Rasika Ranasinghe (2003). "De-Development in Post-Socialism : Conceptual and Measurement Issues." *Politics & Society*. March, pp. 31-53.
- Micklethwait, John and Adrian Wooldridge (2004). *The Right Nation : Conservative Power in America*. New York : Penguin Books, 450p.
- Olson, Mancur (1971). *The Logic of Collective Action*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 186p.
- Piven, Frances Fox (2008). *Challenging Authority : How Ordinary People Change América*, Maryland : Rowman & Littlefield.
- Polanyi, Karl (2008). "Can Power from Below Change the World ?". *American Sociological Review*. Volume 73, February, pp. 1-14.
- Polanyi, Karl (2001 [1944]). *The Great Transformation*. Boston : Beacon, 317p.
- Shoch, James (2008). "Bringing Public Opinion and Electoral Politics Back In : Explaining the Fate of "Clintonomics" and Its Contemporary Relevance". *Politics & Society*. , pp. 89-130.
- Silver, Beverly and Giovanni Arrighi (2003). "Polanyi's 'Double Movement' : The Belles Epoque of British and U.S. Hegemony Compared". *Politics & Society* 31 (June), pp. 325-355.
- Skidelsky, Robert (2000). *John Maynard Keynes : Fighting for Freedom 1937-1946*. New York : Penguin Books.
- Somers, Margaret and Fred Block (2005). "From Poverty to Perversity : Ideas, Markets, and Institutions over 200 Years of Welfare Debate". *American Sociological Review*, Volume 70, April, pp. 260-287.
- Woodruff, David (1999). *Money Unmade : Barter and the Fate of Russian Capitalism*. Ithaca : Cornell University Press, 228p.
- Zelizer, Viviana (2005). *The Purchase of Intimacy*. Princeton : Princeton University Press, 356p.
- Zelizer, Viviana (1988). "Beyond the Polemics on the Market". *Sociological Forum*. Volume 3, pp. 614-634.
- Zelizer, Viviana (1985). *Pricing the Priceless Child*. Princeton : Princeton University Press, 227p.

NOTES

1. This essay builds on Block (2000), Block (2003), Block (2007), Block (forthcoming) and Somers and Block (2005).
 2. The distinction between thin and thick or weak and strong reciprocity is also developed by others. See, for example Gintis and Khurana 2008.
 3. Obviously, this learning is not universal, but those who fail usually are labeled as developmentally disabled or as sociopaths.
 4. For a discussion of how a social movement can self-consciously build such commonality across social divides, see De Sousa Santos 2008.
-

ABSTRACTS

Karl Polanyi argued in *The Great Transformation* (2001 [1944]) that the development of market societies over the past two hundred years has been shaped by a double movement. On one side is the movement of *laissez faire*--the efforts by a variety of groups to expand the scope and influence of self-regulating markets. On the other side has been the movement of protection--the initiatives, again by a wide range of social actors, to insulate the fabric of social life from the destructive impact of market pressures. The essay starts by laying out the broad outlines of the double movement idea, and then it elaborates the micro-foundations of the protective counter movement to explain how agents sometimes have the opportunity, the power, and the capacity to challenge and change the institutional structures of market societies. After examining barriers to the mobilization of a protective counter movement, the final section explores the possibilities of moving beyond the double movement.

Karl Polanyi est bien connu pour son livre *The Great Transformation* (2001 [1944]), où il soutient que les économies capitalistes ont été l'objet d'un double mouvement. D'un côté, le laissez-faire, et de l'autre des mesures protectionnistes pour protéger la vie sociale de l'impact destructeur des du marché. Cet essai commence par décrire ce double mouvement, élabore les micro-fondations du mouvement protectionniste afin d'expliquer comment les agents ont parfois la possibilité, le pouvoir et la capacité de défier et de modifier les structures des sociétés marchandes. Après avoir traité des barrières à la mobilisation de ce mouvement protectionniste, la dernière section explore les possibilités d'aller au delà de ce double mouvement.

INDEX

Mots-clés: double mouvement, protection, laissez-faire, Polanyi

Keywords: double movement, laissez-faire, protection, Polanyi

AUTHOR

FRED BLOCK

University of California at Davis

Karl Polanyi, la Nouvelle sociologie économique et les forces du marché

Karl Polanyi, the New Sociology and Market Forces

Ronan Le Velly

Introduction

- 1 Le terme de Nouvelle sociologie économique est apparu au milieu des années 1980 pour qualifier une série de travaux, majoritairement américains, participant à un renouveau des recherches sociologiques sur les activités économiques. Depuis, plusieurs comptes-rendus et recueils de textes témoignent de la fécondité de cette approche et de l'existence de principes d'analyse communs aux auteurs de ces travaux (Biggart, 2002 ; Dobbin, 2004 ; Swedberg, 1997). De réelles convergences dans les perspectives de recherche, quant aux théories de l'action et des institutions économiques mises en œuvre, ont été identifiées (Beckert, 1996 ; Le Velly, 2002) et il a été montré combien la Nouvelle sociologie économique s'est constituée en cherchant à se distinguer d'autres approches associant sociologie et économie (Convert et Heilbron, 2007). On peut alors soutenir que les approches de Viviana Zelizer, Mark Granovetter, Neil Fligstein ou Michel Callon, en dépit de leurs différences, sont relativement proches les unes des autres, du moins dès lors que l'on prend suffisamment de recul pour les comparer à d'autres groupes de travaux, tels que par exemple ceux de la Nouvelle économie institutionnelle (North, 1990 ; Williamson, 1994) ou ceux des auteurs se revendiquant de l'Économie politique (Crouch et Streeck, 1997 ; Hollingsworth et Boyer, 1997).¹
- 2 Un tel niveau d'analyse a le mérite de permettre l'identification à la fois de tendances communes et de grandes différences. Dans cet article, je souhaite ainsi montrer en quoi plusieurs auteurs emblématiques de la Nouvelle sociologie économique tendent à adopter un regard partiel sur les forces du marché, une question qui était centrale pour des auteurs classiques comme Max Weber et Karl Polanyi.
- 3 L'observation de la réception très nuancée des écrits de Karl Polanyi par Mark Granovetter et Fred Block, deux auteurs importants de la Nouvelle sociologie

économique, offre un bon point d'entrée pour étayer une telle démonstration.² Dans l'introduction qu'il a consacrée à la traduction française d'une sélection de ses articles, Granovetter distingue deux volets dans l'œuvre de Polanyi, un premier dans lequel il se reconnaît pleinement et qu'il qualifie d'« analytique », un second dans lequel il se reconnaît moins et qu'il juge « polémique » (Granovetter, 2000). Le Polanyi analytique est alors celui qui met en avant la pluralité des modes d'allocation des ressources et le Polanyi polémique celui qui « surestime l'autonomie du marché » et « écrit qu'au 19^{ème} siècle les sociétés sont entrées dans une période radicalement nouvelle où l'économie est devenue désencastrée » (Granovetter, 2000, p. 39). Un jugement comparable apparaît dans un texte où Block explique que Polanyi a commencé la rédaction de *La grande transformation* en étant imprégné d'une pensée marxiste hétérodoxe et que c'est dans ce cadre qu'il a été amené à décrire les ravages de l'économie autoréglée et le contre-mouvement permettant l'autoprotection de la société (Block, 2003). Mais, poursuit Block, au fur et à mesure qu'il décrivait les multiples formes de cette autoprotection, Polanyi « découvrait le concept de l'économie toujours encadrée » (Block, 2003, p. 297) : il découvrait que toute économie a besoin pour fonctionner de règles, de lois et de principes moraux. Selon Block, cette découverte aurait dû conduire Polanyi à reprendre totalement son manuscrit afin de l'expurger des références à l'autorégulation ou au désencastrement. Mais, désireux de publier son ouvrage avant la fin de la guerre pour pouvoir peser sur les débats politiques, il n'aurait pas pris le temps de le faire et l'ouvrage aurait, en conséquence, conservé nombre de raisonnements incohérents.

- 4 Le désencastrement, comme le suggère Block, est-il impossible ? L'intérêt de cette question est d'inviter à préciser la nature des relations qui sont évoquées par les termes d'encastrement et de désencastrement. Dans la première partie de cet article, je vais pour cela distinguer deux notions d'encastrement, renvoyant à deux regards différents sur les phénomènes marchands. Il me sera alors possible d'avancer que, loin d'être incohérente, la pensée de Polanyi est, tout comme celles de Weber ou de Durkheim, particulièrement riche en ce qu'elle couple un cadre méthodologique institutionnaliste et une attention au poids variable des forces du marché. L'accusation peut alors se retourner contre ceux qui la professent et, dans la seconde partie, je montrerai que des travaux majeurs de la Nouvelle sociologie économique, notamment ceux de Viviana Zelizer et de Neil Fligstein, se sont établis sur la base de la première perspective de recherche distinguée mais qu'ils tendent à ne traiter que de façon partielle de la seconde.

L'impossible désencastrement ? Pour une reconnaissance de la richesse de l'analyse polanyienne

- 5 Parler de désencastrement est-il un non-sens ? Toutes les économies sont-elles encadrées ? Les accusations dont est l'objet Polanyi gagnent en clarté mais perdent en pertinence dès lors que sont distinguées deux notions que je nomme encastrement-étayage (1.1.) et encastrement-insertion (1.2.).

L'encastrement-étayage : adopter une perspective institutionnaliste

- 6 L'affirmation du caractère toujours encastéré de l'économie est à mettre en relation avec la perspective de recherche des auteurs associés à la Nouvelle sociologie économique. Ainsi, même si tous ne mobilisent pas le terme d'encastrement, tous montrent par leurs travaux l'intérêt d'étudier minutieusement les diverses conditions sociales sur lesquelles s'appuie la construction des activités économiques. Je propose de nommer encastrement-étayage cette première conception de la relation d'encastrement. Il s'agit ici d'une posture méthodologique générale.
- 7 Une telle attention est d'abord importante dans une perspective de connaissance empirique. Par exemple, étudier les conditions d'encastrement-étayage des marchés permet de mieux comprendre pourquoi certains d'entre eux sont plus libéraux ou plus proches du modèle de la théorie économique standard que d'autres. Par exemple, l'ethnographie comparée de plusieurs marchés financiers qu'a menée Mitchel Abolafia (1996) montre que le niveau d'opportunisme, la forme de rationalité ou le degré de concurrence n'ont rien d'une constante. Ils dépendent de l'existence ou non d'outils permettant la transparence de l'information, de différences dans la forme des réseaux et de la nature des règles formelles et morales qui encadrent les comportements spéculatifs. Dans la perspective de la nouvelle sociologie économique, il convient alors d'énoncer qu'un marché très libéral comme le *New York Stock Exchange* est tout aussi encastéré-étayé qu'un marché très régulé comme le *Chicago Board of Trade* : même si ces deux marchés s'appuient sur des conditions d'encastrement-étayage très différentes, celles-ci existent autant d'un côté que de l'autre.
- 8 La méthodologie de la nouvelle sociologie économique permet ensuite d'affirmer une théorie de l'action en rupture autant avec celle des économistes qu'avec celle de l'« ancienne » sociologie économique de Talcott Parsons (Granovetter, 1990). Le projet s'inscrit à cet égard dans la série de réorientations théoriques que les sciences sociales ont connues depuis les années 1960 et qui ont pu être qualifiées de « tournant interprétatif », « cognitif » ou « pragmatique » (Thévenot, 1995). Dès lors que le chercheur refuse une conception mécaniste de l'action, qu'elle consiste en une optimisation rationnelle ou en l'exécution d'un système de normes et de valeurs, il doit être attentif aux opérations par lesquelles les agents interprètent le contexte et donnent du sens à leurs actes. Plusieurs articles ont alors montré que, sans les contraintes et les repères associés aux conditions d'encastrement, la coordination entre les agents économiques serait extrêmement problématique, et ce d'autant plus qu'elle implique de s'en remettre à autrui et de lui faire confiance (Orléan, 1994 ; Beckert, 1996). De ce point de vue, le vocable de désencastrement n'a effectivement pas de sens s'il suggère l'existence d'une économie sans institutions.
- 9 La notion d'encastrement-étayage renvoie donc à une tradition d'analyse institutionnaliste. Même s'il est risqué de lui attribuer la découverte du caractère toujours encastéré-étayé des activités économiques, tant des auteurs comme Max Weber, Emile Durkheim ou John Commons peuvent tout aussi bien prétendre à ce titre, l'article de Block (2003) a alors au moins le mérite de reconnaître que Polanyi était loin de penser que l'économie puisse s'établir dans un vide institutionnel. Conformément aux préceptes institutionnalistes, l'économie libérale du 19^{ème} siècle est effectivement décriée dans *La grande transformation* en partant des changements institutionnels qui l'ont permise

(mouvement des *enclosures*, fin des *poor laws*, développement de machines spécialisées...) La référence que Polanyi fait au « marché autorégulateur » ne vise alors pas à présenter une économie fonctionnant dans un vide social. Là encore, c'est tout le contraire, puisque pour lui, le marché autorégulateur est une institution culturelle qui a nourri le projet politique de la libéralisation économique. Enfin, la thèse de Polanyi est également que cette utopie ne pouvait être mise en application sans atteindre à la survie de la société. L'affaiblissement des régulations traditionnelles de l'économie a alors généré la mise en place de nouvelles régulations. En somme, le double mouvement est bien, de bout en bout, un processus institutionnalisé.

L'encastrement-insertion : observer le niveau des forces du marché

- 10 Polanyi aurait-il dû, comme le suggère Block (2003), reprendre son manuscrit pour l'expurger de toute référence au terme de désencastrement ? Oui, si l'on pense à l'encastrement-étayage. Non, si l'on pense aux relations d'encastrement-insertion. Pour comprendre ce qui est en jeu, nous pouvons reprendre la description des caractéristiques que Polanyi (1983) associe à l'« économie de marché ».
- 11 En comparant cette économie aux autres systèmes économiques, Polanyi (1983) signale d'abord le poids exceptionnel qu'y prennent les échanges marchands dans la satisfaction des besoins humains. Suite à l'institution d'un marché pour la terre et pour le travail et à la spécialisation croissante des activités économiques, les individus sont obligés de vendre leur production ou leur force de travail sur le marché afin de survivre. En outre, les marchés institués sont libérés des régulations sociales (publiques, communautaires, professionnelles, religieuses...) propres aux systèmes économiques antérieurs. Une économie de marché est alors une économie où se généralise la recherche du gain individuel et « une économie gouvernée par les prix du marché et par eux seuls » (Polanyi, 1983, p. 71). Polanyi décrit ensuite les conséquences dramatiques de ce mouvement : pollution, désorganisation sociale, vice, perversion sont des mots qu'il lui associe. Ce que Polanyi présente comme un réflexe d'autoprotection de la société ne pouvait alors que s'enclencher dès les années 1860 par l'établissement de régulations non marchandes (règles d'hygiène et de sécurité, assurances contre les accidents du travail...) et se généraliser à partir des années 1930 dans l'avènement de la social-démocratie et du fascisme.
- 12 Dans cette perspective, la relation d'encastrement envisagée n'est pas la même que celle décrite dans la section précédente. La distinction opérée par Alain Caillé (1993) entre pensée du contexte et pensée des ordres résume bien la différence d'approche. Il ne s'agit plus de partir des contextes sur lesquels s'étaient les activités, mais d'évaluer jusqu'à quel point les différents ordres du social sont autonomes-désinsérés ou subordonnés-insérés les uns aux autres. Sauf à supposer que le désencastrement entraîne une rupture radicale, l'étude comparative des degrés d'encastrement-insertion a alors tout son sens. En s'inspirant de l'introduction au célèbre recueil *Markets in Africa*, trois critères peuvent même être identifiés pour évaluer le degré d'encastrement-insertion de telle ou telle économie (Bohannon et Dalton, 1965). Jusqu'à quel point (1) les prix sont-ils le résultat d'une libre confrontation de l'offre et de la demande, (2) la survie matérielle passe-t-elle par la participation au marché et (3) les décisions économiques sont-elles guidées par les rémunérations qu'induisent les prix de marché ? Présentée ainsi, la notion d'encastrement-insertion est loin de renvoyer à une théorie abstraite des relations entre

les différents ordres du système social. Elle invite à étudier, pour différentes économies ou différents marchés, la question tout à fait concrète du niveau des forces du marché.

- 13 Polanyi n'est pas la seule référence classique permettant d'envisager cette question. Tout un pan des écrits de Weber (1978, 2003) insiste sur l'émergence d'un ordre économique relativement autonome et source de contraintes imposant de façon « objective » des sanctions comme la faillite. Prisonniers de cette « cage de fer », les participants au cosmos capitaliste n'ont alors guère d'autres choix que d'appliquer une rationalité formelle, excluant de tenir compte de considérations personnelles et de valeurs éthiques extérieures à la logique marchande.³ En empruntant directement à Weber, Pierre Bourdieu a décrit combien l'importation du « cosmos capitaliste » dans l'Algérie colonisée a provoqué des changements dans les conduites et des ruptures avec les valeurs d'honneur et de solidarité qui encadraient traditionnellement les relations économiques. L'ordre marchand est « un jeu infiniment complexe dans lequel les travailleurs se trouvent jetés et dont ils doivent coûte que coûte apprendre les règles, parce qu'ils ne sauraient quitter cette partie dont l'enjeu est la vie, la survie » (Bourdieu et al. 1963, p. 313).
- 14 Bourdieu rejoint ici Weber ou Polanyi, mais il rejoint aussi Durkheim. Pour ce dernier, la division du travail des sociétés modernes est un fait social : non seulement elle trouve sa source en dehors des volontés individuelles, mais en plus elle impose des obligations et des sanctions. Dans le chapitre consacré aux causes la division du travail, Durkheim (1998) explique ainsi qu'au fur et à mesure que les marchés s'étendent et que les structures segmentaires s'effacent, des entreprises extérieures viennent concurrencer les entreprises localement implantées. Cette concurrence, explique Durkheim, contraint les personnes et les entreprises à toujours se spécialiser davantage sous peine de disparaître. « Si nous nous spécialisons, ce n'est pas pour produire plus, mais c'est pour pouvoir vivre dans les conditions nouvelles d'existence qui nous sont faites » (Durkheim, 1998, p. 259). Les obligations d'efficacité économique, tout comme celles découlant des règles légales ou morales, relèvent pleinement de la sociologie du fait social (Durkheim, 1975).
- 15 Au final, je ne peux qu'insister sur le fait que l'analyse de Polanyi, tout comme celles de Weber et de Durkheim, couple les deux perspectives que j'ai distinguées à travers les termes d'encastrement-étayage et d'encastrement-insertion. Pour Polanyi, l'« économie de marché » est (1) comme toutes les économies, une économie institutionnalisée, encadrée-étayée et (2) plus que toutes les autres économies, une économie différenciée, fortement soumise aux forces du marché, au niveau d'encastrement-insertion faible. Présenté ainsi, et en dépit des arguments récemment avancés par Kurtulus Gemici (2008), je ne vois pas en quoi il y aurait un discours incohérent ou inachevé dans *La grande transformation*. En revanche, une telle présentation invite à renverser l'accusation et à se demander si certains travaux de la Nouvelle sociologie économique n'ont pas tendance à traiter de façon incomplète la question des forces du marché.

L'absence de désencastrement ? La mise en avant du regard partiel de quelques travaux de la Nouvelle sociologie économique

- 16 Il est important de saisir dès maintenant que mes réticences ne visent pas en tant que telle la perspective institutionnaliste de la Nouvelle sociologie économique mais bien la

façon dont cette perspective est couplée avec un regard incomplet sur les forces du marché. Mon propos ne porte pas sur les limites de la Nouvelle sociologie économique en général, mais sur celles de quelques-uns de ses travaux. Dans cette seconde partie, je vais ainsi présenter la façon dont Viviana Zelizer appréhende les forces du marché (2.1.), puis la manière dont des auteurs comme Walter Powell, Neil Fligstein ou Nicole Biggart abordent les pressions concurrentielles (2.2.).

« Le pouvoir du marché a été surestimé. Nous avons besoin de mener une recherche supplémentaire sur ses limites. »

- 17 Cette citation est issue de la préface à la réédition du premier ouvrage de Zelizer (Zelizer, 1983, p. x). Selon moi, elle résume à la fois la force de son programme de recherche, mais aussi l'existence d'un parti-pris dans le choix de ses objets. Commençons par le premier point. Ce programme de recherche, que Zelizer nomme modèle des « marchés multiples » (Zelizer, 1988) puis modèle des « liens différenciés » (Zelizer, 2005), est pensé en opposition à d'autres perspectives théoriques. De façon récurrente, Zelizer affirme d'abord sa différence par rapport à diverses formes d'analyses réductionnistes, qu'elles mobilisent systématiquement le schéma d'analyse de la théorie économique standard, ou qu'elles se focalisent exclusivement sur les réseaux sociaux, la culture ou les relations de pouvoir. On conviendra que ce premier point n'est pas très original. Pour se rapprocher de la spécificité du programme de recherche de Zelizer, il nous faut présenter la critique de ce qu'elle nomme les analyses en terme de « marché sans limite » (Zelizer, 1988) et de « mondes antagonistes » (Zelizer, 2005). Le reproche adressé à ces analyses est de surestimer la rupture entre le monde froid, rationnel et impersonnel de la sphère marchande et le monde chaud, solidaire et intime des sphères non-marchandes. Là encore, la critique n'est pas très originale, même si elle est bienvenue, tant l'hétérogénéité empirique des situations marchandes et extra-marchandes en confirme la pertinence.
- 18 Le cœur du programme d'analyse de Zelizer porte alors sur un second volet de la critique du modèle « marché sans limite - mondes antagonistes ». Ce second volet concerne les risques associés à l'intrusion de logiques non-marchandes dans le monde du marché et de logiques marchandes dans les mondes non-marchands. De la même façon que l'introduction de considérations intimes et personnelles dans les relations d'affaires est supposée nuire à l'efficacité, l'introduction de questions d'argent et de rapports marchands est pensée comme une source de dérèglements moraux pour les relations relevant de l'intime, de la famille, du sacré, etc. Dans ses derniers textes, Zelizer (2001, 2005) associe cette pensée des « mondes antagonistes » à des essais aux titres évocateurs tels que *L'horreur économique* de Viviane Forrester ou *Everything for sale* de Robert Kuttner. Mais, dans ses précédents écrits, elle attribue également à Karl Marx, Georg Simmel et Max Weber cette conception du pouvoir corrupteur du marché. Dans ses trois premiers livres, elle cite systématiquement les *Manuscrits parisiens* de Marx et la *Philosophie de l'argent* de Simmel, cette dernière référence constituant même le principal argument auquel elle oppose *The social meaning of money*. Dans ce même ouvrage, alors que *L'éthique protestante* était précédemment évoqué comme un exemple précurseur d'analyse « contestant le déterminisme marchand » (Zelizer 1985, p. 16), Zelizer critique les passages où Weber décrit l'inévitable affaiblissement des impératifs éthiques de fraternité suite au développement de l'économie capitaliste. De la même façon qu'il existerait un

Polanyi « analytique » et un Polanyi « polémique », il existerait alors un Weber des « marchés multiples » et un Weber du « marché sans limite ». A ce propos, il peut être noté que Zelizer évoque extrêmement peu Polanyi. Mais, comme le souligne Philippe Steiner (2007), la façon dont Polanyi a décrit les ravages consécutifs au désencastrement de l'économie justifierait certainement de le rattacher à la tradition de pensée dont Zelizer fait la critique.

- 19 A ce stade du raisonnement, il ne faut pas se méprendre sur la nature de mes réserves. Je trouve parfaitement convaincante la façon dont Zelizer a su montrer, à travers des études de cas extrêmement bien documentées, combien le pouvoir des forces du marché ne doit pas être surestimé. On ne peut qu'être admiratif devant la finesse des analyses proposées pour décrire en quoi la création d'un marché de l'assurance-décès s'est accompagnée d'une « sacralisation » des relations marchandes associées (Zelizer, 1983), en quoi la fixation d'une valeur monétaire pour un enfant décédé ou adopté ne renvoie pas à une logique d'appauvrissement et d'uniformisation des valeurs (Zelizer, 1985), ou en quoi le développement des échanges marchands et monétaires s'est couplé avec un processus de différenciation de leurs multiples significations (Zelizer, 1994). De la même façon, les derniers travaux de Zelizer (2001, 2005) montrent que la création d'un marché pour les soins à domicile ou pour la garde d'enfants, activités qui relèvent traditionnellement de l'intimité domestique, ne génère pas forcément de dégradation de la qualité des prestations. S'appuyant notamment sur des écrits de Julie Nelson (1998), Zelizer constate que les professionnels accordent de la compassion et de l'affection aux patients et aux enfants dont ils s'occupent et qu'ils ne se limitent pas aux tâches prescrites, mais peuvent rester discuter ou donner des coups de main même s'ils ne sont pas rémunérés pour cela. Sur ce terrain comme sur d'autres, insiste Zelizer, il vaut mieux adopter une posture de recherche attentive aux modalités originales d'interpénétration entre marché et amour, plutôt que de postuler que le premier corrompt forcément le second.
- 20 L'analyse de Zelizer montre avec beaucoup de justesse le caractère socialement construit et différencié des relations marchandes et illustre les bénéfices d'une approche institutionnaliste en terme d'encastrement-étayage. Cependant, en partant du cas des soins à domicile, il est possible de remettre en cause la façon dont Zelizer envisage la relation d'encastrement-insertion. Ainsi, d'autres travaux portant sur ce même terrain concluent exactement à son opposé. Par exemple, Bernard Enjolras (1995) décrit les avantages associés à la fourniture de ces soins dans un cadre associatif et les dysfonctionnements générés par une offre financée exclusivement par le marché. Sur les segments de marché les moins solvables, explique-t-il, les coûts et la qualité des soins se font dans une « spirale vers le bas » (Enjolras, 1995, p. 194) et les bénéficiaires comme les prestataires des soins en subissent les conséquences. Dans les termes de Jean-Louis Laville : « La régulation concurrentielle induit un comptage et un contrôle des temps de prestation, pour les circonscrire afin d'améliorer la compétitivité, ce qui pose la question de l'articulation avec un temps relationnel où il n'est plus seulement question de professionnalisation et de registre technique (...) mais aussi d'empathie et d'attention » (Laville, 2000, p. 544).
- 21 Comment expliquer une telle différence de jugement ? Une réponse possible est qu'Enjolras et Laville d'un côté, Nelson et Zelizer de l'autre, n'évoquent pas tout à fait les mêmes marchés. Si une telle éventualité ne remet aucunement en cause la pertinence des conclusions de Zelizer quant au caractère multiple des marchés et à la possibilité de maintenir un haut niveau de sollicitude dans le cadre de relations marchandes, elle

suggère un doute quant aux terrains sélectionnés pour soutenir sa démonstration. D'une façon générale, le sentiment que les objets auxquels Zelizer a consacré ses travaux ont en commun d'être relativement isolés du reste du système marchand capitaliste pose question (Fine et Lapavistas, 2000). En privilégiant volontairement des situations où les effets corrupteurs du marché sont supposés être les plus dangereux (Zelizer, 2000), Zelizer est effectivement amenée à retenir des terrains où les efforts de protection sont particulièrement importants. Mais n'existe-t-il pas, par ailleurs, des situations où les forces du marché agissent dans les termes décrits par Polanyi ou Weber ? Le problème est que l'analyse de Zelizer n'offre pas vraiment les outils théoriques qui permettraient de saisir pourquoi et comment les forces du marché sont actives sur tel ou tel marché. Pour le dire dans les termes polanyiens, en n'observant que les mécanismes par lesquels les transactions sont fortement encastées-insérées, on perd de vue d'une part les mécanismes sources de désencastement et d'autre part les effets associées à ce processus (Steiner, 2007).

- 22 Il semble pourtant que le terrain décrit dans *Morals and markets* offrait l'occasion de travailler sur le poids relatif des forces du marché. Dans le sixième chapitre, Zelizer relate qu'une fois le marché de l'assurance-décès institué, à la fin du 19^{ème} siècle, il est devenu légitime pour les assureurs de poursuivre des objectifs d'efficacité économique. Le chapitre décrit alors les ambivalences de l'industrie de l'assurance vie, déchirée entre son ancienne fonction morale de protection des veuves et des orphelins et son nouvel objectif de rentabilité économique. Pour l'essentiel, Zelizer aborde cette question comme un cas de difficile conciliation de logiques d'actions différentes. Il me semble cependant que, dans le cas décrit, l'efficacité économique n'est pas qu'une question de légitimité mais qu'elle est aussi une affaire de survie. Zelizer décrit ainsi la situation des « sociétés fraternelles » qui s'étaient créées autour de valeurs d'entraide et refusaient d'utiliser les techniques actuarielles et de contractualiser les engagements de leurs membres. Ces sociétés ont, nous dit-elle, soit fait faillite, soit adopté les modes de gestion des assureurs conventionnels. Selon moi, cette situation constituait une formidable occasion d'étudier la façon dont les forces du marché impliquent de modifier des croyances et des pratiques. Malheureusement, Zelizer ne s'engage pas dans cette voie et présente simplement ces dilemmes comme le résultat d'une incohérence culturelle. Il est certain que des conflits de justifications ont existé dans cette industrie, mais il me semble probable que, à l'image de ce qu'a montré par ailleurs Joyce Appleby (1978), ce type de conflits se développe volontiers dans des contextes d'accroissement du poids des forces du marché.

« La cage de fer revisitée »

- 23 Le titre retenu pour introduire cette section est celui d'un célèbre article publié en 1983 dans l'*American Sociological Review* par Paul DiMaggio et Walter Powell. Cet article, bien qu'issu de la sociologie des organisations, est très souvent identifié comme un des textes fondateurs de la Nouvelle sociologie économique. Plus précisément, il est généralement cité comme étant la référence-clé d'un ensemble de travaux occupant une place centrale dans la Nouvelle sociologie économique, travaux attachés au terme de « néo-institutionnalisme sociologique » et aux noms de Neil Fligstein, Nicole Biggart ou Gary Hamilton (Convert et Heilbron, 2007).
- 24 Dans cet article, DiMaggio et Powell souhaitent revenir sur la thèse wéberienne de la « cage de fer ». Leur argument est que l'homogénéisation des modes de gestion dans un

champ organisationnel donné ne résulte pas forcément du poids des pressions concurrentielles qui s'y exercent et que d'autres facteurs sont aujourd'hui plus importants pour expliquer ces phénomènes d'isomorphisme. Ainsi, même si le contexte académique dans lequel la question est posée est très différent de celui dans lequel Zelizer a parallèlement développé son modèle des « marchés multiples », c'est de nouveau l'importance des forces du marché qui est remise en cause. DiMaggio et Powell mettent alors l'accent sur l'importance des règles formelles et des modèles culturels. Plus que les pressions concurrentielles, ce sont les obligations réglementaires imposées par les pouvoirs publics, les méthodes de travail développées dans les cadres professionnels, les innovations promues par les cabinets de conseils, les attentes manifestées par les marchés financiers... qui expliquent que des organisations tendent à partager les mêmes modes de gestion. Comme l'établissent clairement DiMaggio et Powell, une telle approche a alors le mérite d'être ouverte sur une pluralité de facteurs explicatifs et de rompre avec l'hypothèse d'une sélection efficiente des modes d'organisation. Autrement dit, il n'y a pas lieu de croire, contrairement à ce que supposent les modèles d'Écologie des organisations (Aldrich, Hannan et Freeman...) et de la Nouvelle économie institutionnelle (North, Williamson...), que la concurrence sélectionne les formes organisationnelles les plus efficaces et évince les autres.

- 25 DiMaggio et Powell (1983) n'écrivent à aucun moment que la concurrence ne pèse aujourd'hui plus dans les dynamiques organisationnelles et ils n'excluent pas que ce facteur puisse agir en interaction avec les facteurs réglementaires, légaux et culturels. Cependant, aucun des exemples qu'ils développent ne montre comment cette interaction pourrait s'effectuer. Quelques années plus tard, l'ensemble des textes regroupés dans l'ouvrage qu'ils dirigent confirme ce sentiment, puisque la concurrence n'apparaît jamais comme facteur explicatif des dynamiques observées (DiMaggio et Powell, 1991). Neil Fligstein, un des auteurs présents dans ce recueil, a de ce point de vue une démarche qui mérite une attention particulière. La sociologie des marchés de Fligstein repose sur l'idée « qu'il peut être extrêmement puissant pour l'analyse théorique du fonctionnement d'un marché particulier de postuler que les entrepreneurs et les managers construisent leurs actions de façon à éviter la concurrence par les prix et à stabiliser leur position par rapport à leurs concurrents. » (Fligstein, 2001, p. 71). Dans ce cadre, Fligstein insiste tout particulièrement sur les « conceptions du contrôle », c'est à dire sur les représentations partagées qui définissent les stratégies acceptables sur un marché donné. En observant l'industrie américaine, il constate que les différentes conceptions du contrôle qui se sont succédées dans l'histoire, comme l'intégration horizontale ou la différenciation de l'offre, ont en commun d'écarter les formes les plus frontales de concurrence (Fligstein, 1990). Les marchés, explique-t-il, répondent aux logiques de champs décrits par Pierre Bourdieu, d'une part parce que les industries observées sont caractérisées par des rapports de force et d'autre part parce que ces rapports de force sont à l'origine d'institutions qui stabilisent le champ et reproduisent les structures de domination (Fligstein, 2001).
- 26 Selon moi, une telle analyse court le risque de basculer d'un excès dans un autre. Comme le souligne Olivier Favereau, dans une comparaison entre la sociologie de Bourdieu et la théorie économique standard, il est tout aussi discutable de postuler que la stabilité résulte de la reproduction des rapports de force que de postuler qu'elle résulte d'une pure coordination concurrentielle (Favereau, 2001). De même, autant il est empiriquement exact que les dynamiques de champs organisationnels ne sont pas toujours le résultat de

mécanismes de sélection concurrentielle, autant il ne faudrait pas négliger que la concurrence joue parfois ce rôle (Beckert, 1999). A la manière des réserves que j'émettais à l'encontre de Zelizer, on peut alors se demander si l'approche de Fligstein ne porte pas que sur une partie des processus observables dans la réalité. Dans un bref passage, de *The architecture of markets*, Fligstein reconnaît que son analyse ne devrait pas se résumer à l'idée que « tout est affaire de légitimité » ou que « tout est affaire de pouvoir ». Se référant à un article de Marco Orru, Nicole Biggart et Gary Hamilton paru dans DiMaggio et Powell (1991), il invite à « étudier les façons par lesquelles les impératifs sociaux et économiques se renforcent et se contredisent » (Fligstein, 2001, p. 190). Il n'est cependant pas évident que la référence proposée permette d'appréhender de façon satisfaisante les forces du marché...

- 27 L'ambition de Orru, Biggart et Hamilton (1991) est effectivement de tenir compte de l'existence simultanée de pressions « institutionnelles » et de pressions « concurrentielles ». Pour cela, ils insistent sur le fait que la concurrence s'exerce toujours à l'intérieur de cadres institutionnels déterminés et font le constat que l'efficacité économique n'est pas conditionnée par l'existence d'un modèle unique d'organisation ou de relations inter-organisationnelles. A mes yeux, le problème est que sur cette base institutionnaliste, Orru, Biggart et Hamilton ne présentent ensuite que des situations où les relations entre organisations relèvent soit de la coopération soit de la coercition mais jamais de la concurrence. Ce constat se vérifie dans un article co-écrit par Mitchel Abolafia et Nicole Biggart (1991). En mobilisant de nouveau le cas des firmes communautaires japonaises (Orru et al., 1991), mais aussi ceux des réseaux de ventes à domicile (Biggart, 1988) et du *Chicago Board of Trade* (Abolafia, 1996), ces deux auteurs ne traitent que de formes extrêmement contenues de concurrence. Ils peuvent alors écrire que leurs travaux conçoivent la concurrence « comme une forme d'effort mutuel institutionnellement encadrée et socialement maintenue » ou faire le constat que « la concurrence est socialement construite et maintenue » (Abolafia et Biggart, 1991, p. 211 et 219). Les éléments ici accolés renvoient pourtant à deux questions différentes. Il y a d'un côté le cadre méthodologique général de la construction sociale de la concurrence et de l'autre, la situation particulière d'un verrouillage social de la concurrence. La confusion est ennuyeuse, surtout si elle donne l'impression que le choix du cadre méthodologique de l'encastrement-étayage implique de ne travailler que sur des situations fortement encadrées-insérées.

Conclusion

- 28 En distinguant deux notions d'encastrement, renvoyant à deux formes de pensées de la relation entre l'économique et le social, j'espère avoir éclairé quelques débats et proposé une distinction utile pour l'analyse. Ainsi, cet article ne vise aucunement à contester la pertinence de la méthodologie générale en terme d'encastrement-étayage adoptée par les auteurs de la Nouvelle sociologie économique, mais à signaler la tendance commune à plusieurs de ces auteurs de se limiter à l'étude de situations fortement encadrées-insérées. Tous les travaux de la Nouvelle sociologie économique ne partagent pas cette tendance et il est possible d'y trouver des pistes pour travailler également sur les conditions institutionnelles qui génèrent de la mise en concurrence (Uzzi, 1996 ; White, 1981). Pour ma part, j'ai essayé dans un article consacré au commerce équitable (Le Velly, 2006) de mobiliser la méthodologie de l'encastrement-étayage pour décrire les conditions

institutionnelles associées à différents niveaux d'encastrement-insertion et retracer les conséquences des mouvements observables de désencastrement-désinsertion.

- 29 Un tel travail impliquait d'abord de mettre en avant la variété des conditions d'encastrement-étayage des circuits du commerce équitable. J'ai ainsi proposé de distinguer trois types de circuits que j'ai nommé filière directe (telle qu'elle existait en France au début des années 1980), filière intégrée-intermédiée (telle qu'elle existe aujourd'hui dans les réseaux de boutiques spécialisées), et filière déléguée-labellisée (telle qu'elle est promue par Max Havelaar France, Transfair Canada et les autres membres de FLO - Fairtrade Labelling Organizations). La comparaison de ces trois filières vise alors à souligner l'existence de différences dans les formes des réseaux construits entre producteurs et consommateurs, dans la nature des règles et outils utilisés pour sélectionner les producteurs, déterminer les prix, commercialiser les produits et offrir des garanties aux consommateurs, ainsi que dans les conceptions partagées de la raison d'être du commerce équitable.
- 30 L'observation de ces trois points permet de mieux comprendre le fonctionnement concret des circuits du commerce équitable et d'appréhender leur degré d'encastrement-insertion. Il s'agit alors d'étudier les mécanismes qui rendent comparables les produits ou les producteurs et les mettent en concurrence, et symétriquement les dispositifs qui les singularisent et les écartent de la concurrence (Callon, 2002). Ainsi, le passage de la filière directe à la filière intégrée-intermédiée, puis celui de la filière intégrée-intermédiée à la filière déléguée-labellisée, constituent deux étapes qui accroissent progressivement le niveau de concurrence auquel sont soumis les produits équitables. Cela apparaît typiquement lorsque différents produits issus ou non du commerce équitable sont rendus comparables, en étant présentés côte à côte sur un rayon de supermarché sans guère plus d'information permettant de les distinguer les uns des autres. De la même façon, j'ai expliqué comment la stratégie de délégation retenue par Max Havelaar ou Transfair implique d'établir un registre des organisations de producteurs respectant les critères de FLO et de les placer par là même en situation de concurrence frontale.
- 31 Les effets d'un niveau croissant de désencastrement-désinsertion peuvent alors être étudiés. Sur ce point, le cas du commerce équitable vient plutôt confirmer la réalité des tensions décrites par Polanyi ou Weber. L'observation comparée des différents circuits qui le composent suggère ainsi que l'accroissement de la mise en concurrence des produits et des producteurs est certes une condition du développement commercial du commerce équitable, mais aussi une source de ce que Weber nommait une rationalisation formelle de l'économie. Il est difficile d'établir un « commerce pas comme les autres », dès lors qu'augmente le degré de désencastrement-désinsertion. Pour le dire simplement, plus les impératifs d'efficacité concurrentielle croissent, moins il est possible de faire abstraction des prix de marché dans la détermination du prix équitable et de la qualité des produits dans la sélection des producteurs.
- 32 Ce travail est encore inabouti. Dans l'article concerné (Le Velly, 2006), j'ai en particulier eu trop tendance à supposer une relation de causalité quasi-automatique entre réduction du niveau d'encastrement-insertion et affaiblissement de la rationalité matérielle. Il s'agirait aussi de mieux saisir que je ne l'ai fait les différentes conditions institutionnelles qui génèrent ou non de la mise en concurrence. Néanmoins, je continue à penser qu'un tel travail valait la peine d'être mené et que d'autres études dans ce sens gagneraient à être envisagées. Pour les circuits du commerce équitable comme pour d'autres marchés, les

questionnements anciens portant sur les forces du marché méritent d'être gardés en mémoire et de susciter de nouvelles recherches.

BIBLIOGRAPHIE

- Abolafia, Mitchel (1996). *Making markets: Opportunism and restraint on Wall Street*, Cambridge, Harvard University Press, 240 p.
- Abolafia, Mitchel et Nicole Biggart (1991). "Competition and markets : An institutional perspective", dans Amitai Etzioni et Paul Lawrence (sous la direction de), *Socio-Economics : Toward a New Synthesis*, New York, Sharpe, pp. 211-231.
- Appleby, Joyce (1978). *Economic thought and ideology in seventeenth-century England*, Princeton, Princeton University Press, 287 p.
- Baehr, Peter (2001). "The iron cage and the shell as hard as steel: Parsons, Weber, and the stahlhartes Gehäuse metaphor in the protestant ethic and the spirit of capitalism", *History and Theory*, vol. 40, n° 2, pp. 153-169.
- Beckert, Jens (1999). "Agency, entrepreneurs and institutional change. The role of strategic choice and institutionalised practices in organizations", *Organization Studies*, vol. 20, n° 5, pp. 777-799.
- Beckert, Jens (1996). "What is sociological about economic sociology? Uncertainty and the embeddedness of economic action", *Theory and Society*, vol. 25, n° 6, pp. 803-840.
- Biggart, Nicole (sous la direction de) (2002). *Readings in economic sociology*, Oxford, Blackwell, 384 p.
- Biggart, Nicole (1988). *Charismatic capitalism*, Chicago, The University of Chicago Press, 223 p.
- Block, Fred (2003). "Karl Polanyi and the writing of The Great Transformation", *Theory and Society*, vol. 32, n° 3, pp. 275-306.
- Bohannon, Paul et George Dalton (sous la direction de) (1965). *Markets in Africa. Eight subsistence economies in transition*, New York, Anchor books, 372 p.
- Bourdieu, Pierre, Alain Darbel, Jean-Paul Rivet et Claude Seibel (1963). *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris, Mouton, 566 p.
- Caillé, Alain (1993). *La Démission des clercs. La crise des sciences sociales et l'oubli du politique*, Paris, La Découverte, 297 p.
- Callon, Michel (2002), "Pour en finir avec les incertitudes ?", *Sociologie du travail*, vol. 44, n° 2, pp. 261-267.
- Commons, John (2006). *Legal Foundations Of Capitalism*, Lawbook Exchange, 394p.
- Convert, Bernard et Johan Heilbron (2007). "Where did the new economic sociology come from?", *Theory and Society*, vol. 36, n° 1, pp. 31-54.
- Crouch, Colin et Wolfgang Streeck(sous la direction de) (1997). *Political Economy of Modern Capitalism. Mapping Convergence and Diversity*, Londres, Sage, 212 p.

- DiMaggio, Paul et Walter Powell (sous la direction de) (1991). *The new institutionalism in organizational analysis*, Chicago, The University of Chicago Press, 478 p.
- DiMaggio, Paul et Walter Powell (1983). "The iron cage revisited: institutional isomorphism and collective rationality in organizational fields", *American Sociological Review*, vol. 48, n° 2, pp. 147-160.
- Dobbin, Franck (sous la direction de) (2004). *The new economic sociology: a reader*, Princeton, Princeton University Press, 520 p.
- Durkheim, Emile (1998) [1893]. *De la division du travail social*, Paris, Presses Universitaires de France, 464 p.
- Durkheim, Emile (1975) [1900]. "La sociologie et son domaine scientifique", dans Emile Durkheim, *Textes 1. Éléments d'une théorie sociale*, Paris, Les éditions de minuit, pp. 13-36.
- Enjolras, Bernard (1995). *Le marché providence. Aide à domicile, politique sociale et création d'emploi*, Paris, Desclée de Brouwer, 251 p.
- Favereau, Olivier (2001). "L'économie du sociologue ou penser (l'orthodoxie) à partir de Pierre Bourdieu", dans Bernard Lahire (sous la direction de), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu. Dettes et critiques*. Edition revue et augmentée, Paris, La Découverte, pp. 255-314.
- Fine, Ben et Costas Lapavistas (2000). "Markets and money in social theory: what role for economics?", *Economy and Society*, vol. 29, n° 3, pp. 357-382.
- Fligstein, Neil (2001). *The architecture of markets: an economic sociology of twenty first century capitalist societies*, Princeton: Princeton University Press, 274 p.
- Fligstein, Neil (1990). *The transformation of corporate control*, Cambridge, Harvard University Press, 391 p.
- Gemiki, Kurtulus (2008). "Karl Polanyi and the antinomies of embeddedness", *Socio-economic review*, vol. 6, n° 1, pp. 5-33.
- Granovetter, Mark (2000). "Introduction pour le lecteur français", dans Mark Granovetter, *Le marché autrement*, Paris, Desclée de Brouwer, pp. 33-44.
- Granovetter, Mark (1990). "The old and the new economic sociology: a history and an agenda", dans Roger Friedland et Alexander Robertson (sous la direction de), *Beyond the marketplace, Rethinking economy and society*, New York, Aldine de Gruyter, pp. 89-112.
- Hollingsworth, John et Robert Boyer (sous la direction de) (1997). *Contemporary capitalism. The embeddedness of institutions*, Cambridge, Cambridge University Press, 512 p.
- Laville, Jean-Louis (2000). "Le tiers secteur. Un objet d'étude pour la sociologie économique", *Sociologie du travail*, vol. 42, n° 4, pp. 531-550.
- Le Velly, Ronan (2007). "Le problème du désencastrement", *Revue du MAUSS semestrielle*, n° 29, pp. 241-256.
- Le Velly, Ronan (2006). "Le commerce équitable : des échanges marchands contre et dans le marché", *Revue française de sociologie*, vol. 47, n° 2, pp. 319-340.
- Le Velly, Ronan (2002). "La notion d'encastrement : une sociologie des échanges marchands", *Sociologie du travail*, vol. 44, n° 1, pp. 37-53.
- Lévesque, Bernard, Gilles Bourque et Eric Forgues (2000). *La nouvelle sociologie économique*, Paris, Desclée de Brouwer, 200 p.
- Marx, Karl (1844). *Manuscripts parisiens*.

- Nelson, Julie (1998). "One sphere or two?", *The American Behavioral Scientist*, vol. 41, n° 10, pp. 1467-1471.
- North, Douglass (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, New York, Cambridge University Press, 159 p.
- Orléan, André (1994). "Vers un modèle général de la coordination économique par les conventions", dans André Orléan (sous la direction de), *Analyse économique des conventions*, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 9-40.
- Orru, Marco, Nicole Biggart et Gary Hamilton (1991). "Organizational isomorphism in East Asia", dans Paul DiMaggio et Walter Powell (sous la direction de), *The new institutionalism in organizational analysis*, Chicago, The University of Chicago Press, pp. 361-389.
- Polanyi, Karl (1983) [1944]. *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 419 p.
- Simmel, Georg (1999). *Philosophie de l'argent*. Collection Quatriges, 672p.
- Steiner, Philippe (2007). "Karl Polanyi, Viviana Zelizer et la relation marchés-société", *Revue du MAUSS semestrielle*, n° 29, pp. 257-280.
- Swedberg, Richard (1997). "Economic sociology: what has been accomplished, what is ahead?", *Acta Sociologica*, vol. 40, n° 2, pp. 161-82.
- Thévenot, Laurent (1995). "Rationalité ou normes sociales : une opposition dépassée ? ", dans Louis-André Gérard-Vallet et Jean-Claude Passeron (sous la direction de), *Le Modèle et l'enquête. Les usages du principe de rationalité dans les sciences sociales*, Paris, Éditions de l'EHESS, pp. 149-189.
- Uzzi, Brian (1996). "The sources and consequences of embeddedness for the economic performance of organisations: the network effect", *American Sociological Review*, vol. 61, n° 4, pp. 674-698.
- Weber, Max (2003). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, suivi d'autres essais*, Paris, Gallimard, 531 p.
- Weber, Max (1978) [1922]. *Economy and society, 2 volumes*, Berkeley, University of California Press, 1470 p.
- White, Harrison (1981). "Where do markets come from?", *American Journal of Sociology*, vol. 87, n° 3, pp. 517-547.
- Williamson, Oliver (1994) [1985]. *Les institutions de l'économie*, Paris, Inter-éditions, 404 p.
- Zelizer, Viviana (2005). *The purchase of intimacy*, Princeton, Princeton University Press, 368 p.
- Zelizer, Viviana (2001). "Transactions intimes", *Genèses*, n° 42, pp. 121-144.
- Zelizer, Viviana (2000). "Fine tuning the Zelizer view", *Economy and Society*, vol. 29, n° 3, pp. 383-389.
- Zelizer, Viviana (1994). *The social meaning of money*, New York, Basic Books, 286 p.
- Zelizer, Viviana. (1988). "Beyond the polemics on the market: establishing a theoretical and empirical agenda", *Sociological Forum*, vol. 3, n° 4, pp. 614-634.
- Zelizer, Viviana (1985). *Pricing the priceless child: the changing social value of children*, New York, Basic books, 277 p.
- Zelizer, Viviana. (1983) [1979]. *Morals and markets: the development of life insurance in the United-States*, New Brunswick, Translation, 208 p.

NOTES

1. Je n'adopte pas la conception très large de la Nouvelle sociologie économique retenue dans l'ouvrage de Lévesque et al. (2000). Autant pour m'en tenir au sens conventionnel que pour faire référence à un ensemble aux perspectives de recherche relativement homogènes, je n'inclus derrière ce terme ni les travaux de l'École de régulation, ni ceux du M.A.U.S.S. (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales), ni ceux de l'Économie plurielle et solidaire.
 2. J'ai développé cette question dans Le Velly (2007), dont j'emprunte quelques éléments dans cette fin d'introduction et dans la première partie.
 3. L'expression « cage de fer » est utilisée dans la première traduction française de *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (par Jacques Chavy en 1963) et s'inspire partiellement de la célèbre « iron cage » de la traduction américaine de Talcott Parsons. Même si le terme traduit mal la pensée Weber, je le conserve en raison de son succès dans les sciences sociales (Baehr, 2001). Par ailleurs, je me permets de renvoyer à Le Velly (2006) pour une présentation plus détaillée de l'analyse weberienne du cosmos capitaliste.
-

RÉSUMÉS

Cet article montre en quoi plusieurs auteurs de la Nouvelle sociologie économique tendent à adopter un regard incomplet sur les forces du marché. Pour cela, l'auteur distingue deux notions d'encastrement renvoyant pour la première à un cadre méthodologique institutionnaliste et pour la seconde à l'observation du poids variable des forces du marché. Il établit qu'autant des sociologues classiques comme Weber ou Polanyi ont su coupler ces deux approches, autant plusieurs travaux majeurs de la Nouvelle sociologie économique, notamment ceux de Zelizer, de Fligstein et de Biggart, adoptent la première perspective mais ne traitent que de façon partielle de la seconde. L'auteur met particulièrement en cause les objets de recherche retenus par ces derniers auteurs, dès lors que sont systématiquement privilégiées des situations où les forces du marché sont tenues à l'écart.

This article shows how many authors of the New Economic Sociology tend to adopt an incomplete view of market forces. The author distinguishes two notions of embeddedness, one related to the institutionalist theories and the second to the observation of the variable weight of market forces. It is established that classical sociologists such as Weber or Polanyi have joined these two approaches, while many works of the New sociological economy, for example those of Zelizer, Fligstein or Biggart adopt the first perspective, but only treat the second partially. The author particularly questions the research objects chosen by these authors, since he considers that they generally refer to situations where market forces are held at bay.

INDEX

Mots-clés : encastrement, Karl Polanyi, marché, nouvelle sociologie économique, Viviana Zelizer

Keywords : embeddedness, Karl Polanyi, market, new sociological economy, Viviana Zelizer

AUTEUR

RONAN LE Velly

Université de Nantes, Centre Nantais de Sociologie

Traduction inédite

Unpublished Translation

Néo-institutionnalisme sociologique et nouvelle sociologie économique : quelles relations ?

Sociological Neo-Institutionalism and New Economic Sociology: What Relationships?

Roberto Rizza

Traduction : Catherine Drubigny

NOTE DE L'ÉDITEUR

Traduit de l'italien au français par Catherine Drubigny

La pluralisation des approches institutionnalistes et la variété des pistes théoriques et de recherche

- 1 Après une première phase de diffusion et de légitimation de l'approche néo-institutionnaliste —période de l'adolescence selon Scott (1987)— il est aujourd'hui possible de faire un panorama des courants qui se réclament explicitement de cet horizon (Campbell, Perdersen, 2001) extrêmement enrichi mais bien plus confus, tant au plan théorique qu'au plan épistémologique et méthodologique. Nous assistons à une pluralisation des approches néo-institutionnalistes qui bien souvent ne partagent pas les mêmes concepts et qui traversent les traditions culturelles de chaque discipline.
- 2 Avant d'examiner les éléments qui séparent les différentes approches institutionnalistes, il convient de mettre en lumière les aspects sur lesquels elles concordent (Peters, 1999). En premier lieu, tous les institutionnalismes attribuent un rôle central aux institutions dans les sociétés modernes. Leur étude serait indispensable à la compréhension des phénomènes sociaux, économiques, politiques, culturels et à la reconstruction du rapport

complexe entre les individus et la sphère supra-individuelle. Dans cette optique, la problématique à approfondir est celle qui se réfère à la relation entre l'action et la structure, considérant qu'il est possible d'atteindre un bon niveau d'analyse en montrant combien le cadre institutionnel conditionne le comportement des acteurs.

- 3 En deuxième lieu, les différentes versions de l'institutionnalisme s'accordent sur le fait que les institutions contribuent à la définition de profondes régularités dans le comportement des individus. Elles impliquent une certaine homogénéité dans la conduite des acteurs, réduisant ainsi l'incertitude et rendant plus prévisibles les phénomènes sociaux, économiques, politiques et culturels. Enfin, les divers courants d'analyse montrent comment les institutions sont le résultat de l'interaction humaine, tout en essayant d'expliquer pourquoi des individus autonomes sont si profondément conditionnés, dans leurs choix, par des cadres institutionnels qu'ils ont eux-mêmes contribués à créer.
- 4 Au-delà de ces éléments d'interprétation communs, il existe au sein des approches néo-institutionnalistes de profondes divergences. Celles-ci reposent sur des difformités d'analyse par rapport aux mécanismes de genèse des institutions, sur le niveau de conditionnement qu'elles exercent sur les comportements individuels et collectifs, sur leur caractère malléable et changeant ou, au contraire, sur leur viscosité et leur inertie.
- 5 Trois orientations principales se disputent le champ (Scott, 1998) peuvent être distinguées.
- 6 1/ La première met en évidence le caractère *régulateur* des institutions. Cet aspect fait référence à la capacité des institutions elles-mêmes à établir des règles et à exercer des contrôles afin que les individus s'y conforment, à travers la mise en place d'incitations et de sanctions, de récompenses et de punitions qui conditionnent les comportements futurs. La plupart des économistes (Williamson, 1990), ainsi que les historiens de l'économie (North, 1994) tendent à privilégier cette perspective. Dans ce cadre, par exemple, on place la « nouvelle économie institutionnelle » qui, à travers une actualisation de l'approche économique néo-classique, interprète la variable institutionnelle dans sa capacité efficiente à réduire l'incertitude, en donnant forme à des encouragements à la base de l'échange. Le point de vue adopté est rationaliste puisque les caractéristiques du comportement humain sont définies comme opportunistes (Crozier, 1978) et rationnelles, même si la rationalité est limitée (Simon, 1956). Selon ce courant de pensée, les institutions naissent et se maintiennent parce qu'elles diminuent les coûts de transaction, tandis que la compétition entre les institutions élimine celles qui sont inefficaces. North, par exemple, définit les institutions comme « les règles du jeu d'une société ou, plus formellement, les contraintes que les hommes ont définies pour discipliner leurs rapports » (North, 1994, p. 23); elles « donnent forme aux encouragements qui sont à la base de l'échange, qu'il soit social, politique ou économique » (*Ibidem*, p. 23) Les institutions déterminent donc une structure pour l'échange. Elles introduisent des règles formelles et informelles qui limitent les choix individuels, réduisent l'incertitude et facilitent l'interaction entre les parties. Les contraintes institutionnelles peuvent être assimilées à des règles du jeu et à des usages qui, en cas de transgression, comportent la mise en place de sanctions. Pour les auteurs affiliés à ce courant d'analyse, les institutions « comptent » mais ont essentiellement pour fonction de baisser les coûts de transaction. Leur efficacité est ramenée à la mise en œuvre de contraintes en mesure de favoriser le développement économique.

- 7 2/ Le deuxième groupe de théories insiste surtout sur le caractère *normatif* des institutions. L'attention se porte sur l'ensemble des règles qui introduisent dans la vie sociale des prescriptions et des obligations sociales. Cette seconde perspective accorde un rôle crucial aux valeurs et aux normes qui définissent l'ordre du souhaitable ou du préférable, en précisant les comportements qui doivent être adoptés et les moyens qui peuvent être considérés comme légitimes pour atteindre les objectifs fixés. Une telle orientation intellectuelle doit beaucoup au programme de recherche de Durkheim, fondé sur la démonstration de l'autonomie et de la priorité de la socialité par rapport aux autres variables, y compris économiques (Mingione, 1997). Dans son œuvre *De la division du travail social*, Durkheim (1962) démontre que la division du travail reste incompréhensible si l'on s'en tient uniquement aux facteurs économiques. Plus qu'un moyen pour créer de la richesse ou générer de l'efficacité, la division du travail renvoie à une dimension typiquement sociale et institutionnelle : la solidarité, entendue comme principal vecteur de cohésion entre les hommes. Si l'égoïsme individuel —autrement dit le comportement fondé sur la poursuite de ses propres intérêts— ne suffit pas à expliquer les formes de cohabitation entre les individus, comment l'ordre social est-il garanti ?
- 8 Sur ce point, Durkheim privilégie clairement le rôle des institutions. Ces dernières sont construites par les individus au cours de l'interaction et se développent pour répondre aux problèmes de la vie collective. Toutefois, une fois qu'elles se sont affirmées, les institutions acquièrent une autonomie, une autorité et un caractère coercitif, et finissent par s'imposer aux individus. Enracinées dans la dimension contraignante de la réalité sociale, elles se présentent sous la forme de « choses » et ont une durée de vie supérieure à celle des individus et des accords interindividuels. Le lien social est donc compris dans sa dimension institutionnelle, à travers la prégnance de modèles comportementaux et de régularités qui guident les actions individuelles qui se sont stabilisées au cours de l'interaction et qui sont soutenues par des cadres juridiques, politiques, économiques et sociaux. Comme l'observe Trigilia (1998, p. 187), selon Durkheim, « les institutions rendent possibles les relations sociales et les activités économiques non seulement parce qu'elles règlent les conflits d'intérêt, mais aussi et surtout parce qu'elles permettent la perception et la définition mêmes des intérêts individuels, lesquels dépendent toujours d'un critère d'évaluation qui les fonde ». March et Olsen (1992) s'inscrivent dans ce schéma interprétatif. Dans leur ouvrage *Redécouvrir les institutions*, ils établissent une distinction entre la logique instrumentale et la logique de la convenance, clarifiant ainsi la différence entre conception régulatrice et conception normative des institutions. Si, en adoptant une logique régulatrice-instrumentale, les individus sont amenés à se demander « qu'est ce que me rapporte cette situation ? », selon le critère normatif de la convenance ou de la conformité, l'acteur se posera la question suivante : « étant donné mon rôle dans cette situation, que suis-je tenu de faire ? » (Scott, 1998, pp. 61-62). Cette conception des institutions met en évidence leur normativité : « la proposition selon laquelle les organisations suivent des règles, c'est-à-dire qu'une bonne partie du comportement dans une organisation est spécifiée par des procédures opérationnelles standardisées, est plutôt commune dans la littérature sur la bureaucratie et sur les organisations (...) Elle peut être étendue aux institutions politiques. Beaucoup de comportements que nous observons dans les institutions politiques reflètent la routine par laquelle les gens font ce qu'ils sont tenus de faire » (March, Olsen, 1992, p. 47). En résumé, la conception normative des institutions souligne le pouvoir des croyances et des normes —imposées de

l'extérieur ou intériorisées par les acteurs— dans le but de comprendre les phénomènes sociaux, politiques et économiques.

- 9 3/ Enfin, certains sociologues néo-institutionnalistes (Powell, DiMaggio, 1991) conçoivent les institutions comme des *appareils cognitifs* supra-individuels, tendanciellement stables qui structurent et canalisent l'action individuelle en fournissant aux acteurs des ressources et des freins. Contrairement à l'approche régulatrice, l'institutionnalisme cognitif est anti-utilitariste. Il critique le caractère abstrait de l'*homo oeconomicus* et insiste sur le rôle constitutif des institutions dans la formation des préférences individuelles. Les institutions, dans cette optique, représentent des schémas de référence légitimes liés à l'incorporation de routines et d'habitudes qui orientent l'action. Elles confèrent une stabilité aux processus sociaux et économiques, et deviennent facilement visqueuses, inertes, difficiles à changer.
- 10 L'étiquette « institutionnaliste » ou « néo-institutionnaliste » recouvre des orientations multiples. Il paraît compliqué de discerner analytiquement toutes les variantes internes aux trois principales approches que nous venons d'esquisser et nous doutons d'ailleurs du bon sens d'un tel effort de classification qui risque de se transformer en un pur exercice nominaliste et évanescent. A la lumière des objectifs de ce volume, il semble préférable de s'appesantir sur les deux courants principaux et opposés, à savoir celui qui envisage les institutions comme un ensemble de règles et celui qui, au contraire, souligne leur caractère constitutif et cognitif, ainsi que leur rôle essentiel dans la structuration de la réalité sociale.
- 11 Une telle simplification permet d'éclairer les termes réels de la querelle sur le plan théorique, épistémologique et méthodologique. En effet, la *dispute* relative à l'influence exercée par le contexte institutionnel sur l'ensemble des phénomènes économiques et sociaux est également présente dans le débat en cours entre les représentants de la nouvelle sociologie (Granovetter, 1985 ; Zuckin, DiMaggio, 1990 ; Swerdborg, Smelser, 1994 ; Laville, Mingione, 1999 ; Borghi, Magatti, 2002). Les concepts cardinaux de la discipline que sont la considération de l'action économique comme une action sociale, la théorie de l'encastrement, l'accent sur la variabilité historique et culturelle des ordres économiques ou encore l'élément de construction sociale des institutions économiques sont en effet proposés et interprétés différemment selon le spectre analytique adopté, au point de produire des approfondissements aux conclusions souvent dichotomiques et contradictoires.
- 12 Sur la base de ces considérations, nous nous pencherons dans un premier temps sur l'approche rationaliste en sociologie économique, laquelle soutient l'ontologie atomisée du social et cherche à actualiser l'utilitarisme, même si celui-ci est atténué par l'utilisation de concepts tels que la rationalité limitée ou par la référence à l'influence exercée par l'ossature institutionnelle sur le comportement économique individuel. Selon ce courant d'analyse, les institutions représentent des contraintes externes qui limitent les choix des individus. Elles sont facilement malléables et répondent à des critères d'efficacité. A cet ensemble de conceptions nous opposerons la sociologie néo-institutionnaliste (Powell, DiMaggio, 1991 ; Meyer, Scott, 1992), sceptique vis-à-vis de l'acteur rationnel, intéressée par le cadre symbolique et culturel où s'insèrent les choix économiques des acteurs et partisane d'une perspective constructiviste (Berger, Luckmann, 1969). Selon cette vision, les institutions sont des appareils cognitifs qui constituent la charpente à partir de laquelle les individus opèrent leurs choix. Elles forment des répertoires culturels qui tendent à s'objectiver mais qui, dans le même

temps, se réalisent dans les pratiques sociales (De Leonardis, 2001). En conclusion, nous montrerons les éléments de continuité entre la sociologie néo-institutionnaliste et la nouvelle sociologie économique, en soulignant la forte congruité entre ces orientations analytiques et la distance qui, au contraire, les sépare de la perspective rationaliste.

La théorie du choix rationnel et le rôle des institutions : une perspective économiciste

- 13 L'approche rationaliste cherche à rendre continue, rationnellement déductible et physiquement descriptible la série de mouvements reliant les fins, les moyens et les résultats. L'analyse se focalise sur les décisions, disposées et réordonnées le long de la trajectoire qui unit les préférences et l'ensemble des moyens initialement utilisables pour atteindre les buts (Giacomini, 1990). Ce cadre théorique déductif est partagé par la théorie du choix rationnel (*rational choice theory*) qui, utilisant des concepts clairement issus de l'économie, a pris de l'importance en attirant l'attention sur les motivations de l'action sociale et économique et sur les origines et le rôle des institutions.
- 14 Au niveau général, ce courant d'analyse soutient qu'il faut expliquer le lien entre le niveau micro de l'action individuelle et celui macro imputable au contexte structurel et institutionnel (Coleman, Fararo, 1992). Son principal objectif est de montrer que des actions rationnelles peuvent produire des effets sociaux. Dans cette optique, la théorie du choix rationnel, même si elle entend expliquer des phénomènes collectifs, prend appui sur le niveau individuel. Le passage individu-société est rendu possible par des « bridge assumptions » toujours plus compliquées qui, à partir de l'analyse d'agrégations simples, étudient les effets de l'interaction.
- 15 La théorie du choix rationnel est porteuse d'une ontologie atomisée du social centrée sur l'acteur optimisateur. Agissant rationnellement, celui-ci serait en mesure de maximiser ses propres intérêts à travers un calcul raisonnable des coûts et des bénéfices. Il s'agit en fait d'une application élargie et modernisée de l'approche microéconomique aux phénomènes sociaux qui plonge ses racines dans la philosophie individualiste de l'utilitarisme. Ce schéma d'analyse représente en outre une radicalisation de l'individualisme méthodologique. Il souligne que le fonctionnement de la société, ainsi que le moteur du changement s'inscrivent dans le cadre de l'action individuelle, laquelle structure les institutions qui orientent ensuite l'action. L'étude sur les origines des institutions du système économique capitaliste, par exemple, se concentre sur un système concret d'actions plutôt que sur l'orientation en valeur de la population (Coleman, 1987). Adhérant à une vision partielle de la théorie de Weber, Coleman soutient qu'une bonne théorie sociologique qui tente d'établir une relation causale entre l'avènement de la religion calviniste et la croissance de l'économie capitaliste doit chercher à comprendre non seulement comment la religion influence le comportement individuel mais surtout comment ce dernier se lie et interagit avec les autres actions subjectives, donnant naissance à des institutions sociales favorables à l'affirmation de l'entreprise capitaliste. Selon la théorie du choix rationnel, la réflexion sur les institutions doit être centrée tant sur la contrainte qu'elles exercent sur l'action individuelle que sur leur origine et la raison de leur existence.
- 16 Le rapport entre l'action et les institutions est abordé à partir de la thèse selon laquelle les individus, en tant qu'êtres rationnels, décident de construire les institutions pour

régler et contenir les comportements réciproques en résolvant, de cette manière, le problème de la coordination des actions et en anticipant d'éventuelles issues irrationnelles ou non optimales. Ce sont les acteurs qui choisissent les institutions, en les posant comme limites aux actions et en les accompagnant d'une série d'encouragements et de sanctions qui favorisent la coopération. Les individus s'adaptent aux règles, aux conventions et aux institutions en fonction de leur intérêt personnel. Celui-ci prescrit, si nécessaire, les initiatives à mettre en œuvre pour transformer les ordres institutionnels eux-mêmes et obtenir des bénéfices majeurs par rapport aux conditions précédentes (Harsanyi, 1976). La théorie du choix rationnel propose donc une interprétation des institutions —comme le marché par exemple— fondée sur les préférences individuelles. Les sciences sociales prennent la forme d'une théorie microéconomique des choix rationnels qui se limite à une explication intentionnelle du comportement des individus. Ces derniers sont considérés comme des acteurs stratégiques, dotés d'une rationalité paramétrique et conscients des conséquences futures de leurs actes (Elster, 1983). La théorie des jeux constitue une application typique de cette approche (Morgenstern, 1969). Même si elle incorpore dans ses concepts l'élément du conflit, elle tend à atteindre une cohérence formelle qui s'exprime par la recherche d'une stratégie rationnelle désignant la solution du jeu et rétablissant l'équilibre. Dans la perspective tracée cette théorie, les institutions préviennent des solutions non optimales dans le domaine de l'interaction stratégique. Elles se caractérisent par un ensemble de règles qui organise les relations sociales, informe sur la manière dont les individus sont tenus de se comporter en certaines circonstances et structure les choix stratégiques permettant d'atteindre l'équilibre.

- 17 Les institutions, selon l'optique rationaliste, permettent la compréhension anticipée des intentions d'autrui en situation d'interaction stratégique et offrent des options différentes en fonction du contexte interactionnel. Elles sont construites dans le but de faciliter la réalisation des objectifs individuels. La question de leur naissance, largement débattue (Hechter, Opp, Wippler, 1990), a donné lieu à deux réponses différentes.
- 18 La première fait référence à la théorie de la main invisible (Menger, 1983 ; Hayek, 1986, Nozik, 1977). Elle considère l'émergence des institutions comme un produit spontané de l'action volontaire d'individus égoïstes ne partageant pas les mêmes fins et les mêmes valeurs. Les institutions favorisent la réalisation spontanée de l'ordre social, en permettant aux acteurs égoïstes de poursuivre leurs objectifs personnels. Une telle théorisation souligne le rôle régulateur et répressif des institutions. Celles-ci se bornent à mettre au point des sanctions visant à contrôler et à réfréner les comportements antisociaux des acteurs égoïstes.
- 19 La deuxième réponse se concentre plutôt sur l'analyse de la genèse des institutions, considérées comme un produit de la solidarité (Hechter, 1990). Cette dernière est à son tour une conséquence de l'interaction entre des individus qui partagent des buts communs ne pouvant être atteints que s'ils se conforment aux obligations sociales. Dans cette seconde perspective, les institutions persistent surtout par effet de contrôle. L'émergence d'institutions coopératives requiert donc un accord sur les fins communes, l'acceptation de contraintes et la formalisation de contrôles interdisant le comportement de « passager clandestin ». La justification de ces comportements et la demande de construction des institutions découlent, une fois encore, du désir personnel d'obtenir des bénéfices non atteignables par des stratégies individuelles. Dans ce cas également, les institutions assument un rôle éminemment régulateur, en attribuant des récompenses et

en infligeant des sanctions, afin de maîtriser et de coordonner la conduite des individus. Les ordres institutionnels suivent donc un parcours évolutif issu de l'interaction entre des acteurs qui utilisent les institutions de façon instrumentale, dans le but de poursuivre leur intérêt personnel.

- 20 Le récent ouvrage dirigé par Brinton et Nee (1998) et intitulé de manière grandiloquente « Le nouvel institutionnalisme en sociologie » appartient à ce courant d'analyse. Bien que prétendant représenter les différentes sensibilités présentes à l'intérieur de la discipline, il ne rend guère compte que de la vision proposée par la théorie du choix rationnel. La majorité des essais contenus dans le volume fait en effet référence aux institutions en tant que vecteurs de régulation qui imposent des contraintes afin de limiter les choix individuels. Les parcours de choix ne font l'objet d'aucun questionnement et ne sont rapportés à aucun contexte historique et culturel particulier. Ils continuent à être interprétés selon le principe de l'acteur instrumental et optimisateur. L'explication proposée, typiquement déductive, tend à universaliser des thèses —notamment celle de l'acteur rationnel ou celle des institutions comme facteurs de régulation efficaces et facilement malléables par les individus en fonction de leurs besoins égoïstes— qui, au contraire, représentent des points de vue partiels. L'utilisation même du terme encastrement est lacunaire, pauvre et peu ouverte à l'éventail de problématiques qu'il sous-tend (voir, dans ce volume, la contribution de Mingione).
- 21 Même si les auteurs de l'ouvrage rappellent que les choix et les actions des individus sont influencés par le contexte institutionnel, ce dernier finit par n'être rien d'autre qu'un appendice des options individuelles, un simple frein aux décisions. La dernière analyse de livre de Brinton et Nee donne lieu à une proposition faible, au risque d'importer en sociologie le paradigme dominant de l'économie orthodoxe et de renforcer l'impérialisme économiciste dont beaucoup de sociologues souhaitent s'affranchir (Swedberg, 1994). À l'instar de la perspective rationaliste, la dimension constitutive des orientations culturelles qui se sont sédimentées en institutions est sous-estimée. Or celles-ci ne canalisent pas seulement les choix, mais constituent la sphère à l'intérieur de laquelle les décisions peuvent être pensées. Non seulement le caractère routinier de l'action sociale et économique n'est pas pris en compte, mais on tait le fait que les engagements qui représentent la base des choix individuels sont souvent donnés d'avance et ne font l'objet d'aucun calcul stratégique (Vaira, 2003). Négligeant l'influence des conditions sociales sur la formation des intérêts, les théoriciens de la décision rationnelle ne conçoivent pas l'individu et les institutions comme une construction sociale, culturelle et historique, mais se concentrent sur une caricature d'*homo oeconomicus* poursuivant des fins abstraites et immuables.
- 22 Or, contrairement à ce que soutient la perspective rationaliste, les individus suivent le plus souvent des orientations routinières fortement influencées par le cadre institutionnel hérité. Celui-ci constitue l'horizon des choix possibles et s'adapte difficilement aux intérêts personnels. Les institutions représentent des schémas de référence collectifs, des normalisations (Berger, Luckmann, 1969), des habitudes sédimentées (Bourdieu, 1980) et des routines enracinées dans les pratiques des acteurs qui orientent les processus d'échange, y compris ceux qui se vérifient dans le domaine économique. D'importantes suggestions pour la formalisation de cette perspective théorique ont été offertes par d'autres approches mettant en lumière leur fonction constitutive par rapport au monde social et économique. C'est le cas notamment du néo-institutionnalisme en sociologie (Powell, DiMaggio, 1991).

Le néo-institutionnalisme sociologique et la dimension constitutive des institutions

- 23 L'approche néo-institutionnaliste est née aux Etats Unis dans les années quatre-vingt (Zucker, 1977 ; Meyer, Rowan, 1977 ; DiMaggio, Powell, 1983 ; Meyer, Scott, 1992 ; Scott, 1987) et a connu une forte diffusion dans le domaine des études centrées sur l'analyse du rôle des organisations économiques et des marchés. Elle se rattache à la « vieille » école institutionnaliste représentée par les travaux de Veblen (1969) et Commons (1957) et par la tradition organisationnelle, avec pour principal représentant Selznick (1974). A l'instar du « vieil » institutionnalisme économique américain, elle rejette l'atomisme, ce qui la conduit à critiquer la fausse, immuable et passive conception de la nature humaine fondée sur l'image de l'individu calculateur. Elle met au contraire l'accent sur les éléments de l'action relatifs à la présence d'instincts, à l'émulation et aux routines. Comme l'affirme Veblen (1969, p. 245) : « non seulement la conduite de l'individu est définie et guidée par le type de rapports habituels qu'il entretient avec les autres individus appartenant à son groupe, mais de tels rapports —de caractère institutionnel— varient selon les conditions dans lesquelles ils se vérifient ». Les institutions ne sont que le résultat des attitudes et des habitudes consolidées et communes à l'ensemble des individus. Elles changent avec l'évolution des catégories de la pensée et de l'action et provoquent des frictions dans le cours du cycle pérenne du changement économique, social et culturel. Les individus interagissent dans un monde social en constante évolution. Leurs préférences ne peuvent être considérées comme données puisqu'elles sont le produit d'un processus d'adaptation et de transformation.
- 24 La tradition portée par Selznick transmet au néo-institutionnalisme un appareil de connaissance permettant d'élargir le cadre : non seulement il faut abandonner la perspective de l'acteur calculateur, rationnel et optimisateur, pure caricature de la nature humaine, mais les institutions économiques et les organisations ne peuvent être décrites comme des instruments dans les mains d'individus cherchant délibérément à atteindre leurs buts sur la base de programmes prédéterminés et rationnels. Elles doivent, au contraire, supporter des pressions externes exercées par des forces présentes dans l'environnement institutionnel qui en dénaturent les fins et en modifient les objectifs. Pour les organisations, la fin ultime devient alors celle de la survie, même si cela doit se faire au détriment des projets originels. Comme l'observe à ce propos Bonazzi (2000, p. IX), « le souci de sauvegarder les instruments porte à renoncer à des parties qualifiantes de ces mêmes projets pour lesquels les instruments avaient été imaginés : *propter vitam vitae perdere causam*, pour sauver la vie perdre la raison pour laquelle on vit, pourrait-on dire en usant d'une maxime latine ».
- 25 Néanmoins, alors que le « vieil institutionnalisme » concevait les influences externes comme négatives et rétrogrades, comme l'instrument de forces déformant les fins des organisations, le néo-institutionnalisme estime qu'il est nécessaire d'accepter l'inévitabilité dans la vie économique et sociale moderne d'un réseau dense et serré d'organisations et d'institutions qui exercent une action continue d'intervention, de contrôle et de normalisation sur les autres acteurs individuels et collectifs. Les organisations interviennent donc dans un contexte institutionnel qui fixe les normes et les standards qui les légitiment et auxquelles elles sont tenues de se conformer. En

partant de ces prémisses, le courant néo-institutionnaliste (Meyer, Scott, 1983 ; Powell, DiMaggio, 1991 ; Scott, Ruef, Mendel, Caronna, 2000) développe trois grandes thèses :

- la conception de l'action sociale et économique ;
- la signification du terme « institutions » et les processus contribuant à leur construction ;
- les phénomènes qui ont lieu à l'intérieur des organisations et la relation qui se structure entre elles et le contexte institutionnel.

26 En ce qui concerne la première, les sociologues néo-institutionnalistes adhèrent à une approche « post-parsonnienne » et post-fonctionnaliste (DiMaggio, Powell, 1991). Ils ne placent pas au centre l'acteur opportuniste et rationnel ou celui qui agit sur la base d'une adhésion a-critique aux valeurs et aux normes, mais mettent en relief l'importance des routines, des cartes cognitives des acteurs, des conventions considérées comme bonnes. Celles-ci garantissent le caractère prévisible de l'interaction et confèrent du sens au monde social : « de l'acteur fort, construit de façon unitaire sur des valeurs intériorisées au cours d'un long processus de socialisation en institutions primaires et secondaires on passe à un acteur faible, segmenté en une multitude d'appartenances, poussé à agir par des routines garantes du maintien de l'ordre quotidien » (Bonazzi, 2000, p. XI). Selon les sociologues néo-institutionnalistes, les processus cognitifs représentent les facteurs constitutifs de la réalité sociale et économique. Ils naissent de l'interaction sociale qui fournit aux acteurs des connaissances, des compétences et des significations en mesure d'orienter l'action (Schutz, 1979). Le monde social constitue une structure importante pour les acteurs qui l'interprètent par des « résultats en termes de sens commun de la réalité de la vie quotidienne, et ce sont ces objets de pensée qui déterminent leur comportement, définissent les buts de leurs activités et les moyens à disposition pour les atteindre ; bref qui les aident à trouver leurs positions à l'intérieur de leur environnement naturel et socioculturel et à pactiser avec lui » (*Ibidem*, p. 6). La *Lebenswelt* est un monde intersubjectif qui préexiste aux individus, leur offre des interprétations de la réalité et les oriente dans l'action pratique. L'interprétation du monde social dépend des expériences que les acteurs se transmettent. Elles sont incorporées et utilisées comme schémas de référence, en étant tenues pour sûres. Ce sont donc les objectivations des processus subjectifs qui permettent la construction du monde interindividuel (Berger, Luckmann, 1969). Caractérisée par la standardisation réciproque du comportement, l'interaction est modelée par les routines de la vie quotidienne. La majeure partie des actions, y compris celles économiques, est routinière, issue de programmes d'actions standardisés, de prévisions sur la stabilité du milieu de référence qui permettent la réalisation d'économies cognitives (Lanzara, 1995). Les routines facilitent la coordination de nombreuses activités, fournissent des interprétations du monde, « limitent la négociation à un environnement contrôlable et assurent le respect des accords » (March, Olsen, 1992, p. 51).

27 De ce modèle d'action et d'acteur émerge une conception des institutions comme constructions sociales. Il s'agit en fait de la deuxième thèse développée par la sociologie néo-institutionnaliste. D'après les néo-institutionnalistes, les institutions apparaissent dans le sillon de l'interaction et deviennent au fil du temps des formes objectivées tendant à revêtir un caractère de « faisabilité ». C'est le processus de normalisation des actions coutumières qui engendre, par conséquent, les institutions : celles-ci ont un développement historique, elles fournissent des modèles de conduite aux individus et sont considérées comme valables parce qu'objectivées. Les institutions sont dotées d'une réalité qui leur est propre et qui se présente aux acteurs comme extérieure et coercitive.

Suivant ce raisonnement, elles formalisent des standards cognitifs par rapport à ce qui peut être considéré comme acceptable et digne de confiance (Offe, 1995, p. 182). En outre, elles se manifestent comme des faits incontestables, externes et durables.

- 28 Chaque institution sociale et économique est le fruit de la sédimentation de significations. Cette cristallisation prend des formes objectivées et fournit des points de référence pour des actions qui revendiquent leur propre autorité de génération en génération, donnant un sens de continuité au monde social. Le processus entre les acteurs et les institutions est donc bidirectionnel. Pour survivre, les institutions doivent pouvoir apprendre des acteurs en intégrant dans leurs propres routines des éléments possibles d'innovation, tandis que les individus doivent adapter leurs propres comportements sur la base des régularités fournies par les institutions (Lanzara, 1997). La perspective néo-institutionnaliste met en évidence le caractère cognitif et circulaire de la relation entre pensée (en insistant sur les connotations pré-catégorielles), action (en soulignant les caractéristiques routinières, répétitives, pré-stratégiques, mais aussi réfléchies) et réalité (comme donnée par les acteurs mais en même temps modifiable). Elle s'intéresse aussi aux pratiques. L'accent est mis sur la « production de mondes » (De Leonardis, 1990, p. 96), sur la connaissance de la réalité sociale dont les individus disposent et sur un « faire qui est à refaire » (*Ibidem*, p. 96) en relation à des mondes institués, avec des savoirs, des normes, des pouvoirs vis-à-vis desquels les acteurs peuvent jouer un rôle actif. Les institutions établissent des régularités cognitives et normatives, rendant plus prévisibles les comportements et encourageant le contrôle des actions opportunistes. En tant que construction sociale, elles ont tendance à reproduire des programmes et des règles associés à des croyances données, issus de processus d'interaction sociale qui conduisent à une sédimentation de significations cristallisées dans des formes objectivées (Berger, Kellner, 1981). L'activité économique n'échappe pas à ce phénomène : elle se déroule à l'intérieur d'un contexte institutionnel où prévalent, selon les néo-institutionnalistes, des routines, des connaissances tacites qui sédimentent des répertoires partagés par les acteurs (Garfinkel, 1967). Selon cette perspective de recherche, la cristallisation de logiques d'actions assumant un caractère objectif et autonome devient fondamentale (Magatti, 1997).
- 29 Nous touchons ici au troisième thème développé par l'école néo-institutionnaliste : celui relatif au concept d'organisation et à son rapport avec le milieu institutionnel. L'activité organisationnelle se caractérise par une relation continue entre des considérations subjectives et des conditionnements objectifs qui favorise la formation d'interprétations partagées par les différents acteurs. Comme l'observe Scott (1987, p. 508), « les schémas institutionnels définissent les fins et influencent les moyens par lesquels les intérêts sont poursuivis et déterminés. Il s'agit de facteurs de type institutionnel permettant aux acteurs d'une entreprise de poursuivre le profit ; aux fonctionnaires des différences agences gouvernementales d'agir pour obtenir des fonds toujours plus importants ; aux membres des partis politiques d'aller à la recherche des votes ; et aux chercheurs à l'intérieur de ces contextes très spécialisés que sont les universités et les centres de recherche de s'efforcer à publier ». Les règles institutionnalisées contribuent donc à la définition du sens de l'action, en influençant les objectifs des acteurs membres des organisations.
- 30 Plutôt que de privilégier le poids des normes, la théorie néo-institutionnaliste s'intéresse aux variables cognitives, aux *scripts*, c'est-à-dire aux scénarios, aux canevas qui confèrent du sens à des situations données. « En tant que chercheurs des organisations, notre tâche

n'est pas seulement d'expliquer pourquoi un hôpital est plus efficient qu'un autre ou pourquoi certaines écoles sont moins tranquilles que d'autres : nous devons aussi expliquer pourquoi certaines organisations sont construites comme des hôpitaux et d'autres comme des écoles. Nous devons nous demander d'où viennent les différents modèles organisationnels, comment ils se reproduisent et comment ils se transforment » (Scott, 1998, p. 68). Les processus par lesquels les organisations s'imposent sont appréhendés à partir de mécanismes organisationnels micro qui, en se structurant, préparent des éléments institutionnels (structures, normes, actions, rôles) qui prennent une forme spécifique, en persistant dans le temps et en stabilisant leurs propres relations internes (Zucker, 1987). Les acteurs héritent de rapports construits socialement qui ont la fonction de règles objectivées, dont on ignore l'origine. Ce sont les formes organisationnelles qui sont institutionnalisées. « Le problème central autour duquel la réflexion s'articule concerne donc la cristallisation de logiques d'actions qui deviennent partie intégrante de la réalité externe et objectivée par rapport aux acteurs et acquièrent une sorte d'autonomie et d'inertie » (Magatti, 1997, p. 475).

- 31 Les schémas cognitifs ne sont cependant pas les seuls à peser sur la vie des organisations. Les sociologues néo-institutionnalistes (Meyer, Rowan, 1977) critiquent le postulat implicite commun à beaucoup d'analyses classiques selon lequel la structure formelle d'une organisation a la tâche de coordonner et de contrôler les activités économiques et de travail qui se réalisent en son sein. Ils soutiennent au contraire que les organisations opèrent dans des environnements institutionnels qui établissent des critères de rationalité auxquels elles-mêmes doivent se plier. Sous cet angle, l'analyse de Meyer et Rowan (1977) est particulièrement éclairante.
- 32 Selon ces deux chercheurs, la structure formelle et les processus de rationalisation orientés aux buts ne sont pas des caractéristiques ontologiques des organisations formelles, dans la mesure où celles-ci dépendent de modèles d'action institutionnalisés, légitimés et acceptés socialement. Alors que les conceptions rationalistes considèrent le contrôle et la coordination comme des dimensions essentiellement rationnelles du contexte organisationnel, Meyer et Rowan accordent une importance capitale à l'institutionnalisation moyennant laquelle « les processus sociaux, les obligations et les conditions réelles en viennent à assumer un statut de norme dans la pensée et dans l'action sociale » (Meyer, Rowan, 1977, p. 239). Etant placées à l'intérieur de la société, les organisations sont en relation directe avec les croyances rationalisées socialement : « les positions, les politiques, les programmes et les procédures des organisations modernes sont déterminés en grande partie par l'opinion publique, par le jugement d'importants porteurs d'intérêt à l'égard de l'organisation, par les connaissances légitimées à travers le système scolaire, par le prestige social, par les lois et par les définitions de négligence et de prudence utilisées par les tribunaux. Ces éléments de la structure formelle sont la manifestation de puissantes règles institutionnelles qui font fonction de mythes hautement rationalisés et contraignants pour des organisations particulières » (*ibidem*, p. 242). L'identité, les activités et les structures organisationnelles dérivent donc de modèles institutionnalisés dans l'environnement capables de certifier la validité d'une organisation donnée, en exerçant des pressions ritualisées qui assurent la conformité de l'action à certaines normes sociales.
- 33 Dans cette acception, on utilise le concept de *mythe*, toujours agissant à l'intérieur d'un environnement institutionnel et en relation directe avec les processus de légitimation sociale qui, en rationalisant les fins, les règles et les moyens, échappent au caractère

discrétionnaire de chaque individu. Bien que devant respecter des critères d'efficience interne, les organisations sont assujetties à des règles externes pouvant s'opposer à la logique de l'efficience mais qui, parce qu'elle favorisent l'acquisition continuelle de ressources, protègent les organisations de l'éventualité d'être délégitimées (Meyer, Rowan, 1977). « Combien d'investissements, notamment dans la formation professionnelle, dans des conseils externes ou dans des initiatives de pure image, sont-ils décidés non pas parce qu'on en connaît précisément l'utilité, mais par simple effet imitatif, parce qu'ils sont à la mode et aident à légitimer une politique ? D'autre part, comment peut-on dire qu'ils sont inutiles si grâce à ces investissements justement on crée un climat interne plus favorable, les médias de masse diffusent une image positive et les banques accordent des prêts plus facilement ? Dans un contexte institutionnalisé, il devient difficile de distinguer les stricts calculs d'entreprise des retours d'image liés au fait que l'entreprise a honoré des convictions et des conventions » (Bonazzi, 2000, p. XII).

- 34 Dans les organisations, de telles tendances favorisent la création de structures et de processus séparés, découplés (Brunsson, 1989). Ce phénomène suppose le développement de deux structures organisationnelles distinctes : l'une plus encline à suivre les règles de l'efficience, l'autre plus en accord avec la dimension informelle, rituelle et cérémonielle (Meyer, Rowan, 1977 ; Brunsson, 1989). Il suffit de songer, par exemple, aux systèmes complexes de calcul des investissements dont les entreprises se dotent souvent mais qu'elles n'utilisent pas, ou encore au recueil sophistiqué d'informations minutieuses qui, en définitive, ne sont pas prises en compte lors des décisions.
- 35 L'orientation néo-institutionnaliste souligne que les organisations économiques font preuve d'une grande habilité à refléter les différents intérêts des groupes sociaux pouvant garantir soutien et légitimation, même en l'absence de résultats efficaces. Les organisations sont incorporées dans des contextes institutionnels caractérisés par la présence d'institutions (comme les agences publiques et privées, les organisations de représentation des intérêts, les appareils juridiques et de contrôle, les centres de diffusion du savoir, les médias de masse) qui exercent une action continue de normalisation sur les activités des autres acteurs en véhiculant des critères de légitimité qui en définissent les modes de fonctionnement et les marges de réussite (DiMaggio, Powell, 1983). Pour illustrer ces phénomènes, le néo-institutionnalisme utilise deux concepts cardinaux : le *champ* organisationnel et l'*isomorphisme*.
- 36 Le premier fait référence à cet ensemble d'éléments symboliques, de pratiques sociales, de routines fonctionnant comme « connaissance locale » (Geertz, 1988). A l'intérieur d'un champ interagissent différents acteurs (entreprises, organisations publiques, associations de catégorie, associations professionnelles, syndicats) qui instituent des croyances légitimées auxquelles il faut se conformer, en influençant le cours de l'action économique. Un champ organisationnel est formé par des individus qui se contaminent réciproquement et qui contribuent à définir des normes de référence par rapport à différentes dimensions de la vie d'une organisation (les politiques de gestion du personnel, le développement de nouveaux produits/services, la recherche de nouvelles solutions pour la résolution de problèmes...). L'analyse d'un processus d'innovation organisationnelle ne doit donc pas être ramenée aux actions et aux décisions mises en œuvre à l'intérieur de chaque organisation, mais doit être élargie au rôle joué par tous les protagonistes importants : les fournisseurs, les consommateurs, les organismes de régulation, les organisations qui produisent des biens ou des services similaires, les associations professionnelles. Comme le note à ce propos Bonazzi : « dans la perspective

néo-institutionnaliste, la recherche d'un changement d'organisation devient la reconstruction d'un véritable morceau d'histoire de la société où le changement s'est produit » (2000, p. XV). Le champ est donc déterminé par le niveau institutionnel et sa structuration définie par quatre vecteurs :

- le renforcement de l'interaction entre les organisations présentes dans un champ ;
- l'émergence de structures inter-organisationnelles de domination et de modèles de coalition bien définis ;
- le volume croissant d'informations dont les organisations disposent à l'intérieur d'un contexte ;
- la prise de conscience chez les membres d'une même organisation d'être engagés dans une entreprise commune (DiMaggio, Powell, 1983).

- 37 Le concept d'isomorphisme met quant à lui en lumière la tendance des organisations présentes dans un domaine à se ressembler, en raison de l'action croisée de tous les acteurs et de l'homogénéisation des critères de conduite et des prestations internes au champ lui-même. DiMaggio et Powell (1983) ont décrit trois types d'isomorphisme. Le premier, l'isomorphisme coercitif, résulte des pressions exercées par le contexte social à l'intérieur duquel les organisations opèrent. L'influence de l'institution étatique est évidente. A travers ses lois et son appareil légal-rationnel (Weber, 1961), l'Etat garantit des ressources et confère de la légitimité aux organisations qui adoptent des structures organisationnelles particulières. Si l'analyse de Weber met en évidence le rapport étroit entre le type de rationalisation compétitive incarné par l'entreprise capitaliste et la formation des Etats modernes, les réflexions des théoriciens néo-institutionnalistes insistent sur le fait que l'innovation organisationnelle se caractérise par des processus produisant de l'homogénéité. Lors des décisions, les acteurs ont en effet tendance à s'aligner sur des conditions déjà expérimentées (March, Olsen, 1992) et tenues pour sûres (Zucker, 1987). Les acteurs importants sont l'Etat et les agences publiques, qui établissent des contraintes législatives et normatives auxquelles il faut se plier, ou les grandes entreprises, qui peuvent imposer des clauses contractuelles aux entreprises sous-traitantes avec des effets d'homogénéisation structurelle.
- 38 Le deuxième type d'isomorphisme, celui mimétique, encourage l'imitation de formes organisationnelles déjà disponibles, considérées comme efficaces et légitimes. Ce processus implique un certain ritualisme lié à la recherche de légitimation. Nous pensons en particulier à la diffusion en Europe et aux Etats-Unis d'innovations organisationnelles fondées sur le principe japonais de la « qualité totale » qui, selon ses défenseurs, permet de résoudre les problèmes liés à l'efficacité de l'entreprise ou de l'administration, à la collaboration et à la satisfaction des employés.
- 39 La troisième forme d'isomorphisme se rapporte aux pressions exercées par les organisations professionnelles et les réseaux associatifs. La présence, au sein des organisations appartenant à un domaine, de managers formés dans les mêmes instituts de formation et faisant souvent partie de communautés professionnelles partageant des croyances semblables sur la « juste manière d'organiser » favorise la structuration d'un champ organisationnel, que ce soit parce que les professionnels ont un socle culturel commun ou parce qu'ils s'échangent fréquemment des informations à l'intérieur du champ lui-même.
- 40 En dépit de leur importance, les processus d'isomorphisme ne constituent, selon Powell (1991), qu'une partie des tendances présentes dans un champ. Il faut aussi relever les sources d'hétérogénéité dans les formes organisationnelles. Celles-ci dépendent du

désaccord entre les membres d'un champ par rapport à l'interprétation des critères imposés de l'extérieur. Ces disputes sont aussi dues au fait que le milieu avec lequel les organisations sont en contact peut prendre, simultanément ou alternativement, une connotation institutionnelle ou technologique. Le premier terme se réfère à un environnement particulier dominé par un appareil normatif, symbolique et culturel auquel les organisations doivent s'adapter afin d'obtenir soutien et légitimation. L'environnement technologique, au contraire, impose aux organisations des évaluations sur la base des résultats atteints. Ces deux environnements ne s'excluent pas l'un l'autre, mais représentent des dimensions variables auxquelles les organisations sont souvent soumises en même temps. On observe donc souvent la co-présence de pressions dirigées à la fois vers la conformité aux normes d'efficacité/efficacités et vers les conditions procédurales et cérémonielles.

- 41 Ces considérations élargissent le cadre de l'analyse institutionnaliste en même temps qu'elles confirment la thèse selon laquelle, d'une part, la survie d'une organisation dépend de l'échange de ressources avec l'environnement et, d'autre part, sa légitimation sociale varie en fonction de son habileté à créer et à refléter un accord symbolique avec le milieu lui-même. En effet, les organisations « sont en compétition non seulement pour les ressources et les clients mais pour le pouvoir politique et la légitimation institutionnelle, pour la convenance sociale et économique » (DiMaggio, Powell, 1991, p. 66). Les structures et les activités des organisations sont donc le produit d'une constante interprétation et ré-interprétation de la relation avec le milieu social. Ce phénomène implique que les organisations soient ritualisées et isomorphes aux environnements institutionnels et, parallèlement, des entités autonomes à même de reproduire des comportements actifs générés par des processus réfléchis.
- 42 Le bagage conceptuel développé par le néo-institutionnalisme sociologique, son approche cognitiviste fondé sur une idée constitutive des institutions dans la création du monde sociale, économique, culturel, politique, est appuyé par une quantité notable d'analyses empiriques (Meyer, Scott, 1983 ; Fligstein, 1990 ; Powell, DiMaggio, 1991 ; Scott, Ruef, Mendel, Caronna, 2000) qui prouve, en dernière instance, que cette approche ne peut être confinée à l'intérieur d'une branche de l'analyse organisationnelle. Elle propose une enquête historique, sociale et politique-culturelle des transformations actuelles de nos sociétés qui atteste que les frontières disciplinaires entre la sociologie, l'économie et l'anthropologie ont souvent peu de sens. Les conceptualisations offertes par les néo-institutionnalistes —comme le modèle d'action économique et social adopté, la signification attribuée aux institutions et la description des processus contribuant à leur formation, à leur sédimentation et à leur légitimation, les changements internes aux organisations sociales et économiques en lien avec l'environnement institutionnel— constituent des intégrations importantes et sans doute un enrichissement des concepts clés forgés par la nouvelle sociologie économique qui à l'instar du néo-institutionnalisme, prône une approche interdisciplinaire (Swedberg, Smelser, 1994). En guise de conclusion, il paraît utile de fournir un cadre synthétique des affinités entre le néo-institutionnalisme et la nouvelle sociologie économique, en référence aux analyses du fonctionnement de l'économie et à l'examen des rapports entre économie et société, en attirant l'attention sur la contribution spécifique offerte par l'école néo-institutionnaliste sociologique.

Néo-institutionnalisme sociologique et sociologie économique : quels apports à l'analyse du fonctionnement de l'économie et des rapports entre économie et société ?

- 43 En premier lieu, le néo-institutionnalisme et la nouvelle sociologie économique conçoivent l'action économique comme une action sociale. Ils partagent la même vision critique de *l'homo oeconomicus*. Les acteurs ne se comportent ni ne décident comme des atomes extérieurs au contexte social. Leurs tentatives d'exécuter des actions intentionnelles sont au contraire imbriquées dans des systèmes de relations sociales concrets et actifs. Prévaut la problématique de l'*embeddedness* introduite par Karl Polanyi (1957), c'est à dire l'idée de l'encastrement sociale de la production économique, qui montre comme l'intérêt individuel n'est pas dominante dans l'histoire de l'homme, à cause de l'importance de la conservation des liens sociaux et des obligations communautaires. En traduisant, la négociation sur les prix, l'embauche des travailleurs, la fixation des salaires, les comportements de consommation, la formation des marchés, la conduite des entrepreneurs sont des actions économiques incorporées dans une structure de relations sociales et culturelles qui les façonne.
- 44 En second lieu, ces deux écoles s'accordent sur la nécessité de replacer les phénomènes économiques dans leur contexte historique. Il importe en effet de reconstruire les trames singulières entre facteurs historiques et milieux sociaux. Sur ce point, une lecture historique des processus économiques et une interprétation des différences présentes dans les modèles de régulation sociale de la vie économique paraît très utile. Ces éléments sont d'ailleurs investis à la fois par l'école sociologique néo-institutionnelle (Orrù, Biggart, Hamilton, 1991) et la sociologie économique (Mingione, 1997). Aussi de ce point de vue il y a une convergence avec l'école polanyienne - très influente dans la sociologie économique contemporaine (Trigilia, 1998) - qui souligne l'impossibilité de formuler lois économiques générales, puisque dans la réalité il existent différents régimes économiques ou production, distribution et échange des biens sont régulés par institutions qui se modifient continuellement. L'économie est alors insérée dans institutions économiques et non économiques qui ont une importance décisive.
- 45 Les analyses proposées par la nouvelle sociologie économique et par le néo-institutionnalisme montrent aussi que les relations sociales et les valeurs culturelles jouent un rôle actif dans la formation des marchés en instituant des formes d'échange, de production et de distribution. Il en ressort que l'économie est « plurielle ». Le marché en est une des composantes majeures, mais en aucun cas la seule (Laville, 1998). L'économie moderne tourne autour du marché, qui constitue l'élément central et qualifiant du système de production, de distribution et de consommation. Cela ne signifie pas pour autant qu'économie et marché coïncident (Borghi, Magatti, 2002).
- 46 Sur cette implantation théorique articulée, nous pensons que la sociologie néo-institutionnaliste offre une contribution spécifique et intéressante, en soulignant les mécanismes d'incorporation de l'activité économique dans les institutions. L'action économique tend à s'institutionnaliser, à se cristalliser dans des pratiques tenues pour sûres. Elle n'est pas aussi fluide que le soutient l'approche néo-classique en économie et l'orientation du choix rationnel en sociologie, mais elle est canalisée par des routines, des

convictions et des habitudes qui établissent des ordres institutionnels tendanciuellement stables. L'école néo-institutionnaliste a aussi révélé le poids des logiques organisationnelles dans la vie sociale et économique.

- 47 À l'origine du fonctionnement des marchés et des organisations économiques elle place non pas la logique absolue de l'efficacité mais celle de la convenance, de la conformité. Une telle vision permet d'expliquer les phénomènes d'inertie et la persistance d'institutions et d'organisations inefficaces et pourtant légitimées socialement, en raison des croyances, des convictions, des conventions cristallisées, des rapports de pouvoir. De ce point de vue, la contribution néo-institutionnaliste se distingue pour avoir élargi des concepts fondamentaux comme celui de champ organisationnel et d'isomorphisme. Enfin, le néo-institutionnalisme sociologique et la nouvelle sociologie économique semblent s'être engagés dans la même voie : affranchir les sciences sociales d'une vision rationaliste et utilitariste de la réalité sociale et économique, en construisant un terrain de réflexion commun et interdisciplinaire.

BIBLIOGRAPHIE

- Akerlof, G. (1984). *An Economic Theorist's Book of Tales*, Cambridge University Press, Cambridge, 206p.
- Berger, P. et T. Luckmann (1969). *La realtà come costruzione sociale*. Il Mulino, Bologne.
- Berger, P. et H. Kellner (1981). *L'interpretazione sociologica*. Officina, Rome.
- Biggart, N.W. (1991). « Explaining Asian Economic Organization. Toward a Weberian Institutional Perspective ». *Theory and Society*. Vol 20, Number 2, pp. 199-232.
- Bonazzi, G. (2000). « Presentazione », dans Powell W. et P. DiMaggio (dir.), *Il neoistituzionalismo nell'analisi organizzativa*, Comunità, Turin, pp. VII-XXX.
- Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique*. Editions de Minuit. Paris, 475p.
- Borgni, V. et M. Magatti (2002). *Mercato e società*. Carocci, Rome.
- Brinton, M. et V. Nee (1998). *The New Institutionalism in Sociology*. Russell Sage Foundation, New York.
- Brunsson, N. (1989). *The Organization of Hypocrisy*. Wiley & Sons, Chichester.
- Campbell, L. et O. Pedersen (2001). *Neoliberalism and Institutional Analysis*. Princeton University Press, Princeton, 312p.
- Coase, R. (1937). « The Nature of Firm ». *Economica*. n° 4, pp. 386-405.
- Coleman, J. (1987). *Public and private high schools : the impact of communities*. New York : Basic Books, 254p.
- Coleman, J. et T. Fararo (1992). *Rational Choice Theory*, Sage, New York, Londres.
- Commons J. R. (1957), *Legal foundations of capitalism*, University of Wisconsin Press, Madison.

- Crozier, M. (1978). *Il fenomeno burocratico*, Etas, Milan.
- De Leonardis, O. (1990). *Il terzo escluso*. Feltrinelli, Milan.
- De Leonardis, O. (2001). *Le istituzioni*, Carocci, Rome.
- DiMaggio, P. (1990). « Cultural Aspects of Economic Action and Organization », dans Friedland, R. et A.F. Robertson (1990). *Beyond the Marketplace*, Aldine de Gruyter, New York, pp. 113-136.
- DiMaggio, P. et W. Powell (1983). « The Iron Cage Rvisited : Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields », *American Sociological Review*, vol. 48., (pp. 147-160)
- DiMaggio, P. et S. Zuckin (1990). *Structures of Capital*, Cambridge University Press, Cambridge, 449p.
- Douglas, M. (1990). *Come pensano le istituzioni*, Il Mulino, Bologne.
- Durkeim, E. (1962). *La divisione del lavoro sociale*, Comunità, Milan.
- Elster, J. (1983). *Ulisse e le sirene*, Il Mulino, Bologne.
- Fligstein, N. (1990). *The Transformation of Corporate Control*, Harvard University Press, Cambridge, 408p.
- Fligstein, N. (2001). *The Architecture of Markets*, Princeton University Press, 288p.
- Fridland, R. et R. Alford (1991). « Bringing Society Back in : Symbols, Practices and Institutional Contradictions », dans Powell, W. et P. DiMaggio (dir.), *The New Institutionalism in Organizational Analysis*. Chicago, pp. 223-262.
- Friedland, R. et A.F. Robertson (1990). *Beyond the Marketplace*. Aldine de Gruyter, New York, 365p.
- Gagliardi, P. (1995). *Le imprese come culture*, Isedi, Turin.
- Garfinkel, H. (1967). *Studies in Ethnomethodology*. Englewood Cliffs, Prentice-Hall.
- Geertz, C. (1988). *Antropologia interpretativa*, Il Mulino, Bologne.
- Giacomini B. (1990) *Modelli e teorie: mutamenti nei paradigmi scientifici tra Marx e Luhmann*, Angeli, Milan.
- Granovetter, M. (1985). « Economic Action and Social Structure : A Theory of Embeddedness ». *American Journal of Sociology*. vol. 91, Number 3, pp. 481-510.
- Harsany, J. (1976). *Essays on Ethics*, Boston.
- Hayek, K. (1986). *Individualismo*. Ribettino, Soveria Mannelli.
- Hechter, M. et al. (1990). *Social Institutions*, de Gruyter. New York, 342p.
- Hirsch, P., S. Michaels et R. Friedman (1994). « Clean Model vs. Dirty Hands : why Economics is different from Sociology », dans Di Maggio, P., S. Zuckin, *op. cit.*
- Hirschman, A. O. (1988). *Come complicare l'economia*, Il Mulino, Bologne.
- Hodgson, G. (1991). *Economia e istituzioni*, Otium, Ancone.
- Jepperson, R.L. (1991). « Institutions, Institutional Effects, Institutionalism », dans Powell W.W., DiMaggio P.J., *op.cit.*
- Lanzara, G. (1993), *Capacità negativa*, Il Mulino, Bologne.
- Lanzara, G. (1995), « Quale cognitivismo per le scienze sociali ? », *Rassegna italiana di sociologia*, n ° 3, pp. 419-431.

- Laville, J.L. (1998). *L'economia solidale*, Bollati Boringhieri, Turin.
- Laville, J.L. et E. Mingione (1999). *La nuova sociologia economica. Prospettive europee*, Angeli, Milan.
- Magatti, M. (dir.) (1991). *Azione economica come azione sociale*, Angeli, Milan.
- Magatti, M. (1997). « Sociologia economica e teoria sociale », *Stato e mercato*, n° 51, pp. 457-493.
- Magatti, M. (1999). « L'istituzionalità della vita economica : tre livelli analitici », dans Laville, J.L. et E. Mingione, *op. cit.*.
- March, J. et J. Olsen (1992). *Riscoprire le istituzioni*. Il Mulino, Bologne.
- Menger, K. (1983). *Principi di economia politica*. Utet, Turin.
- Meyer, J. (1994). « Rationalized Environments ». dans Scott, R. et J. Meyer (dir.). *Institutional Environments and Organizations*. Sage, pp. 28-54 .
- Meyer, J., J. Boli et G. Thomas (1994). « Ontology and Rationalization in the Western Cultural Account ». dans Scott, R. et J. Meyer (dir.). *Institutional Environments and Organizations*. Sage, 328p.
- Meyer, J. et B. Rowan (1977). « Institutionalized Organizations : Formal Structure as Myth and Ceremony ». *American Journal of Sociology*, n° 83, pp. 340-364.
- Meyer, J. et R. Scott (1983). *Organizational Environments. Ritual and Rationality*. Sage Publications, 312p.
- Meyer, M et L. Zucker (1989). *Permanent Failing Organizations*. Sage.
- Meyer, M.W. (1994). « The Growth of Public and Privat Bureaucracies ». dans DiMaggio, P. et S. Zuckin (dir.), *op. cit.*.
- Mingione, E. (1997). *Sociologia della vita economica*. NIS, Rome.
- Mingione, E. (1999). « Gli itinerari della sociologia economica in una prospettiva europea ». dans Laville, J.L. et E. Mingione, *op.cit.*.
- Morgenstern O. (1969). *Teoria dei giochi*, Boringhieri, Torino.
- North, D. (1994). *Istituzioni, cambiamento istituzionale, evoluzione dell'economia*. Il Mulino, Bologne.
- Nozik, K. (1977). *Anarchia, stato e utopia*. Le Monnier, Florence.
- Offe, C. (1995). « Si possono progettare le istituzioni ? Cosiderazioni sulla transizione nell'Europa dell'Est ». *Stato e mercato*. n° 44, pp. 181-212 .
- Orrù, M., N. Woolsey Biggart et G. Hamilton (1991). « Organizational Isomorphism in East Asia ». dans Powell W. et P. DiMaggio, *op. cit.*.
- Peters, G. (1999). *Institutional Theory in Political Science*. Continuum, Londres, New York, 195p.
- Polanyi, K. (1983). *La sussistenza dell'uomo*, Einaudi, Turin.
- Polanyi, K. (1957). *The great transformation*. Boston : Beacon Press, 315p.
- Powell, W. (1991). « Expanding the Scope of Institutional Analysis ». dans Powell W., Di Maggio P., *cit.*.
- Powell, W., P. Dimaggio (1991). *The Neo Institutionalism in Organizational Analysis*. Chicago.
- Rizza, R. (1999). *Logiche istituzionali e costruzione sociale delle organizzazioni*, Angeli, Milan.
- Rizza, R. (dir.) (1999). *Istituzioni sociali e vita economica*, Angeli, Milan.

- Rowan, B. (1982). « Organizational Structure and the Institutional Environment : The Case of Public Schools », *Administrative Science Quarterly*, n° 27, pp. 259-279.
- Schutz, A. (1979). *Saggi sociologici*, Utet, Turin.
- Scott, R. (1985). *Le organizzazioni*, Il Mulino, Bologne.
- Scott, R. (1987). « The Adolescence of Institutional Theory », *Administrative Science Quarterly*, n° 32, pp. 493-511.
- Scott, R. et J. Meyer (1991). « The Organization of Societal Sectors. Propositions and Early Evidence », dans Powell W. et P. Di Maggio, *op. cit.*.
- Scott, R. (1994). « Institutions and Organizations. Toward a Theoretical Synthesis », dans Scott R. et J. Meyer, *cit.*.
- Scott, R. et J. Meyer (1994). *Institutional Environments and Organizations. Complexity and Individualism*, Sage, 334p.
- Scott, R. (1995). *Institutions and Organizations*. Sage, Londres. trad. it., *Istituzioni e organizzazioni*, Il Mulino, Bologne, 1998.
- Scott, R., M. Ruef, P.J. Mendel et C.A. Caronna (2000). *Institutional Change and Healthcare Organizations*, The University of Chicago Press, Chicago, 452p.
- Selznick, P. (1949). *Tva and the Grassroots. A Study in the Sociology of Formal Organizations*. University of California Press. trad. it., *Pianificazione regionale e partecipazione democratica. Il caso della Tennessee Valley Authority*. Angeli, Milan, 1974.
- Simon, H. (1956). *Il comportamento amministrativo*, Il Mulino, Bologne.
- Streeck, W. (1994). « Vincoli benefici: sui limiti economici dell'attore razionale ». *Stato e mercato*. n° 41, pp. 185-213 .
- Swedberg, R. (1994). *Economia e sociologia*, Donzelli, Rome.
- Swedberg, R. et N. Smelser (1994). *Handbook of Economic Sociology*. Princeton. 835p.
- Tolbert, P. et L. Zucker (1983). « Institutional Sources of Change in the Formal Structure of Organizations : the Diffusion of Civil Service Reform, 1880-1935 ». *Administrative Science Quarterly*. n° 28, pp. 22-39.
- Triglia, C. (1998). *Sociologia economica*. Il Mulino. Bologne.
- Vaira, M. (2003). « Dove va il neo-istituzionalismo ? ». *Rassegna Italiana di Sociologia*. n° 1, pp. 123-138 .
- Veblen, T. (1969). *Opere*, Utet, Turin.
- Weber, M. (1982). *Sociologia della religione*, Utet, Turin.
- Weber, M. (1961). *General economic history*. New York, Collier Books. 288p.
- Williamson, O. (1990). *Le istituzioni economiche del capitalismo*. Angeli, Milan.
- Zelizer, V. (1994). *Pricing the Priceless Child. The Changing Social Value of Children*. Basic Books, New York, 296p.
- Zuckin, S. et P. Dimaggio (1990). *Structures of Capital*. Cambridge University Press, Cambridge. 1990. 449p.
- Zucker, L. (1977). « The Role of Institutionalization in Cultural Persistence ». *American Sociological Review*. n° 42, pp. 725-743.

Zucker, L. (1987). « Institutional Theories of Organizations ». *Annual Review of Sociology*. vol. 13, pp. 443-464.

Zucker, L. (1988). *Institutional Patterns and Organizations*. Ballinger, Cambridge, pp. 232.

RÉSUMÉS

L'horizon théorique néo-institutionnaliste attribue un rôle central aux institutions pour la compréhension des phénomènes sociaux, économiques, politiques, culturels et pour la reconstruction du rapport complexe entre les individus et la sphère supra-individuelle. Les différentes versions de l'institutionnalisme s'accordent sur le fait que les institutions contribuent à la définition de profondes régularités dans le comportement des individus en réduisant l'incertitude et en rendant plus prévisibles les phénomènes sociaux, économiques, politiques et culturels. En outre, les divers courants d'analyse montrent comment les institutions sont le résultat de l'interaction humaine, tout en essayant d'expliquer pourquoi des individus autonomes sont si profondément conditionnés, dans leurs choix, par des cadres institutionnels qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer. Au-delà de ces éléments d'interprétation communs, il existe au sein des approches néo-institutionnalistes de profondes divergences qui reposent sur des différences d'analyse par rapport aux mécanismes de genèse des institutions, sur le niveau de conditionnement qu'elles exercent sur les comportements individuels et collectifs, sur leur caractère malléable et changeant ou, au contraire, sur leur viscosité et leur inertie. Trois orientations principales se disputent le champ : l'approche *régulatrice*, que fait référence à la capacité des institutions elles-mêmes à établir des règles et à exercer des contrôles afin que les individus s'y conforment, l'approche *normative* qui porte son attention sur l'ensemble des règles qui introduisent dans la vie sociale des prescriptions et des obligations sociales, et enfin l'horizon *cognitif* que conçoit les institutions comme des appareils supra-individuels, tendanciellement stables qui structurent et canalisent l'action individuelle en fournissant aux acteurs des ressources et des freins.

The neo institutionalist theories attribute a central role to institutions for the understanding of social, economic, political and cultural phenomena, as well as for the reconstruction of the complex relation between individuals and the supra-individual sphere. The different versions of institutionalism agree on the fact that institutions contribute to the definition of regularities in individuals' behaviours by reducing uncertainty and making social, economic, political and cultural phenomena more predictable. Various authors show how institutions are the result of human interaction, while trying to explain why autonomous individuals are so deeply conditioned, in their choices, by institutional schemes that they contributed to create themselves. Beyond these common interpretations, there exist profound differences in the neoinstitutionalist approaches, due to differences in the explanation of the source of institutions, the level of conditioning they exert on collective and individual behaviours, as well as their changing or inert quality. Three main orientations are disputing the field: the regulatory approach, which refers to the capacity of institutions to establish rules and exert controls so that individuals conform to these; the normative approach which is based on the series of rules that introduce social prescriptions and obligations into social life; and finally the cognitive approach, which sees institutions as supra-individual schemes, basically stable, which structure and orient individual action by presenting resources and obstacles to individuals.

Karl Polanyi : prophète de la fin de l'économie libérale

Karl Polanyi: Prophet of the End of Liberal Economy

Keith Hart

NOTE DE L'AUTEUR

Ce texte s'inspire librement de mon travail avec Chris Hann en tant qu'éditeur d'un recueil d'essais critiques sur Polanyi, *Market and Society : The Great Transformation today* (Hann et Hart 2009). J'ai également appris beaucoup de ma collaboration avec Jean-Louis Laville (2006, n.d.). Un nouveau recueil majeur d'essais sur Polanyi est paru récemment en français : "Avec Karl Polanyi, contre la société tout-marchand" (MAUSS 2007). La publication de ce recueil coïncidait avec une conférence organisée à Paris, "Revisiter Polanyi". Une conférence se tiendra également à Montréal, en décembre 2008, à l'occasion du 20ème anniversaire de l'Institut Polanyi. Pour des publications personnelles, voir McRobbie et Polanyi Levitt (2000). Stanfield (1986) explore les aspects philosophiques et économiques clés de la pensée de Polanyi. Halperin (1984) souligne sa dette envers Marx, tandis qu'Isaac (2005) offre une évaluation objective de l'œuvre de Polanyi et de son statut actuel.

- 1 Karl Polanyi (1886-1964), écrivain et professeur d'origine hongroise, a vécu en Europe centrale et en Grande-Bretagne avant d'émigrer aux Etats-Unis durant la Deuxième Guerre mondiale. Il est l'auteur d'une critique brillante et puissante de la tendance libérale à placer le marché au centre de la nature humaine et de la société, un phénomène que nous pourrions désigner par le terme d'"intégrisme marchand". Dans *La grande transformation* (1944 ; 1983 pour l'édition française¹), il considère que le capitalisme industriel du 19^{ème} siècle et sa représentation idéologique dans l'économie politique libérale ont marqué une rupture fondamentale dans l'histoire humaine, rupture dont la conséquence désastreuse a été l'effondrement de la civilisation mondiale durant la première moitié du 20^e siècle. En faisant du "marché autorégulateur" le centre de son

analyse, Polanyi n'a pas pu prévoir la renaissance de l'économie de marché après la guerre, dans un cadre social-démocrate. Mais sa pensée retrouve aujourd'hui une singulière actualité, à l'heure où l'expérience néolibérale, qui réunit tant de caractéristiques du capitalisme marchand du 19^{ème} siècle, se trouve manifestement confrontée à ses propres contradictions.

- 2 Après la guerre, Polanyi a travaillé avec des collègues, aux Etats-Unis, pour mettre en évidence les limites de l'économie néoclassique en tant que théorie universelle de l'économie humaine. Il ne s'est plus attaqué de front aux économistes, se satisfaisant apparemment d'une division académique du travail qui conférait à ces derniers la prééminence dans les sociétés industrielles et laissait aux anthropologues et aux historiens les autres sociétés. Il a élaboré une approche des "modes d'intégration" de l'économie dans laquelle le marché coexistait avec d'autres principes, à savoir la réciprocité et la redistribution. En donnant un nouveau souffle à la distinction établie par Carl Menger entre les perspectives "formelle" et "substantive" de l'économie, il a provoqué un débat majeur dans le domaine de l'anthropologie économique, s'élevant ainsi, dans ses dernières années, au rang de figure emblématique de l'âge d'or de cette discipline. Il a mené des recherches secondaires mais d'une certaine importance sur l'Afrique de l'Ouest et la Grèce Antique, en cherchant toujours à atteindre une plus grande clarté analytique dans sa définition des limites de la prétention à l'universalité de l'économie dominante (Polanyi 1977). L'idée de Polanyi selon laquelle l'économie est "encastrée" dans les institutions sociales est devenue, au cours des dernières décennies, une pierre angulaire de la sociologie économique (Beckert 2009). Selon lui, le projet utopique visant à "désencastrer" l'économie de marché de la société mène à un "double mouvement", divers groupes et classes agissant en réaction pour protéger les intérêts de la société contre le marché. Son approche pluraliste des institutions économiques, basée sur le refus des intégrismes, qu'ils soient de droite ou de gauche, a attiré un groupe sans cesse croissant de disciples soucieux de sortir de l'impasse qui, durant trois décennies, a été associée à la domination néolibérale de l'économie mondiale.
- 3 *La grande transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps* (Polanyi 1944 ; 1983 pour l'édition française) s'ouvre sur le récit de la façon dont s'est construite la société mondiale au 19^{ème} siècle - une société que Polanyi considérait, non sans raison, comme étant en ruines à l'époque où il écrivait. Il identifie quatre piliers de cette civilisation, dont chacun s'était écroulé au cours de ce que Winston Churchill a appelé "la deuxième Guerre de Trente Ans" (1914-1945) : le système d'équilibre des puissances, qui avait généré un siècle de paix en Europe ; l'étalon-or international ; le marché autorégulateur ; et l'Etat libéral. Il assimile l'intérêt pour la paix à ce qu'il nomme la *haute finance*²,
- 4 une institution *sui generis*, spécifique au dernier tiers du 19^{ème} siècle et au premier tiers du 20^{ème}, [qui] constituait le principal lien entre l'organisation politique et [l'organisation] économique du monde durant cette période (1944 : 10).
- 5 L'étalon-or international "représentait simplement une tentative d'extension du système de marché intérieur au domaine international" ; le système d'équilibre des pouvoirs était une superstructure basée sur sa fondation et la chute de l'étalon-or "a été la cause immédiate de la catastrophe" (ibid : 3). Le marché autorégulateur était « le puits et la matrice du système" ; il avait "produit un bien-être matériel sans précédent », mais il était utopique dans sa poursuite d'un circuit autonome de marchandises et d'argent.

L'Etat libéral, au nom de la liberté de marché, a contraint tous les autres intérêts de la société à se soumettre à la liberté du capital - un autre nom pour l'argent.

- 6 Polanyi ne prétendait pas faire œuvre d'historien : "ce que nous recherchons n'est pas une séquence convaincante d'événements marquants, mais une explication de ce vers quoi ceux-ci tendent en termes d'institutions humaines" (ibid : 4). Il s'est concentré sur le cœur industriel de la civilisation du 19^{ème} siècle, et sur la Grande-Bretagne en particulier. A côté de la montée de l'intégrisme de marché, il a minimisé la révolution bureaucratique de la fin du 19^{ème} siècle, qui a permis aux gouvernements de promouvoir la production et la consommation de masse, de concert avec les sociétés. Dans l'ouvrage cité, il ne dit pas grand-chose de l'Amérique et de la Russie, même s'il reconnaît leur montée en tant que grandes puissances durant cette période. Il en dit moins encore sur la façon dont une société mondiale "raciste" s'est construite par le biais de l'empire colonial. C'est plutôt aux conséquences de la marchandisation de l'essence même de notre humanité, dans la nature et dans la société, que s'attache Polanyi, avec ce qu'il désigne comme les "biens fictifs". La terre, le travail et l'argent sont essentiels au système industriel ; ils doivent dès lors être vendus et achetés, mais ils n'étaient absolument pas destinés à être vendus. Le travail est une activité humaine qui participe de la vie elle-même ; la terre n'est qu'un autre nom pour la nature ; et "l'argent réel n'est qu'un gage de pouvoir d'achat qui, en règle générale, n'est pas produit du tout, mais existe par le biais du mécanisme des activités bancaires ou des finances publiques" (ibid :72). Polanyi va presque jusqu'à suggérer ici qu'un marché de l'argent libre implique d'acheter et de vendre la société elle-même.
- 7 Polanyi distingue les formes "gage" et "marchand" de l'argent, des étiquettes que j'ai empruntées pour une analyse des deux aspects de la question comme étant symboliques de la dyade Etat/marché (Hart 1986). L'"argent gage" a été conçu pour faciliter le commerce intérieur, et l'"argent marchandise" pour le commerce extérieur ; mais les deux systèmes sont souvent entrés en conflit. Ainsi, l'étalon-or a parfois exercé une pression à la baisse sur les prix domestiques, provoquant une déflation qui n'a pu être contrée que par l'accroissement, par divers moyens, de l'offre d'argent par les banques centrales. La tension entre les dimensions interne et externe de l'économie a mené à une sérieuse désorganisation du commerce (ibid : 193-4). Une autre manière de formuler cette contradiction est d'opposer la définition libérale de l'argent, simple "moyen d'échange", à une définition de celui-ci comme "moyen de paiement". L'argent n'était donc
- 8 ...pas un bien, c'était un pouvoir d'achat ; loin d'avoir une utilité en lui-même, il était simplement un jeton représentant un droit quantifié sur des choses pouvant être achetées. Il était clair qu'une société dans laquelle la distribution dépendait de la possession de tels gages de pouvoir d'achat était une construction totalement différente d'une économie de marché (ibid : 196).
- 9 La chute finale de l'étalon-or international a donc été l'une des conséquences de la tentative désastreuse de dissocier la forme "marchandise" de l'argent de sa forme "gage". Dans une discussion incisive sur la crise économique des années 1930, qui rappelle, par certains aspects, l'économie mondiale actuelle, Polanyi a souligné la séparation entre le système de l'argent et le commerce. Au fur et à mesure que les restrictions sur le commerce augmentaient, l'argent est devenu plus libre :
- 10 L'argent à court terme pouvait passer, en une heure, de tout point du globe à un autre ; des réglementations uniformisées ont été appliquées aux modalités de paiement international entre gouvernements et entre entreprises ou personnes privées....

Contrairement aux hommes et aux biens, l'argent était libre de toute entrave et sa capacité à négocier des affaires, indépendamment des contraintes de lieu et de temps, a continué à se développer. Plus il devenait difficile de déplacer des objets concrets, plus il devenait facile de transmettre des revendications sur ceux-ci.... L'élasticité et la catholicité croissantes du mécanisme monétaire international compensaient, d'une certaine façon, les canaux sans cesse restreints du commerce mondial.... La dislocation sociale a été évitée grâce aux mouvements de crédit ; le déséquilibre économique a été corrigé par des moyens financiers (ibid : 205-6).

- 11 Mais bien sûr, au final, les moyens politiques visant à corriger le déséquilibre l'ont emporté sur les solutions de marché, et c'est la guerre qui en a résulté.
- 12 *La grande transformation* est une oeuvre visionnaire et, dans l'ensemble, la prophétie ne s'est pas réalisée. Les années 1940 ont effectivement été le témoin d'une révolution mondiale ; mais son résultat immédiat n'avait pas été prévu par Polanyi. La révolution anti-coloniale contre l'empire européen s'est accompagnée d'un regain du marché mondial sous hégémonie américaine, regain nourri par une expansion des services publics dans tous les principaux pays industrialisés. Pourtant, l'intérêt pour l'oeuvre de Polanyi n'a jamais été plus grand qu'aujourd'hui, et ceci pourrait être lié à sa valeur dans le contexte actuel de crise de l'économie mondiale. Les prophètes ne parlent pas seulement de l'avenir ; ils révèlent aussi des vérités cachées sur le monde, faisant souvent de celles-ci une source de pensée révolutionnaire et d'inspiration pour les mouvements sociaux (Graeber 2008). Les trois dernières décennies ayant vu se reproduire le scénario du "marché autorégulateur" et peut-être le début de sa fin, la vision de Polanyi offre une perspective sur les origines politiques et économiques de notre propre époque. Son heure pourrait encore être à venir.
- 13 En 1957, Polanyi et deux de ses collègues (Conrad Arensberg et Harry Pearson) d'un projet interdisciplinaire de la Fondation Ford (projet mis sur pied pour assurer à Polanyi une occupation salariée après sa retraite) ont produit un recueil d'essais, *Trade and Market in the Early Empires : economies in history and theory*. Cet ouvrage inclut deux essais de Polanyi lui-même, dont un sur "l'économie en tant que processus institué" (*The economy as instituted process*, Polanyi 1957) dont l'influence s'est révélée remarquable, tout au moins en anthropologie. Il existe deux significations du terme "économique", que l'on a fusionnées : la signification formelle et la signification substantive - une distinction kantienne que Polanyi a puisée chez Menger (1871), bien que Max Weber (1978 : 85-86) et bien d'autres l'aient également utilisée. La première signification renvoie à une relation "moyens-fin", le processus mental qui consiste à économiser, tandis que la seconde signification concerne le fait de prendre des dispositions en vue d'assouvir des souhaits matériels. Menger, l'un des pères de la révolution marginaliste, a suggéré, dans une édition posthume de son travail, que l'économie pourrait prendre n'importe laquelle de ces deux directions sur base de suppositions fondamentalement différentes : l'une reflète la nécessité de choisir en situation de rareté ; l'autre, qu'il désigne par le terme de "technico-économique", répond aux exigences de la production physique, sans référence à l'abondance ou à la rareté des moyens disponibles (Laville n.d.). Il considérerait ces deux approches du développement de l'économie humaine comme primordiales et fondamentales. Ses successeurs en économie néo-classique, notamment Friedrich von Hayek, protégés par l'absence d'une traduction anglaise de son édition posthume, ont choisi de privilégier la théorie des prix de Menger et de réduire son approche à une approche uniquement formelle.

- 14 Polanyi soutenait que cette réduction du champ de la pensée économique menait à une rupture totale entre l'économie et la vie. La plupart des sociétés pré-industrielles sont dirigées par des institutions qui garantissent la survie collective ; mais les sociétés industrielles ont une économie délocalisée, "le marché", dans laquelle c'est la prise de décision individuelle qui domine. La proposition selon laquelle les anthropologues et les historiens devraient se concentrer sur les économies non-capitalistes, laissant aux économistes le capitalisme moderne, s'est révélée séduisante à l'époque et a mené à ce que l'on a par la suite nommé "le débat formaliste-substantiviste" (Leclair et Schneider 1968), une reproduction de la "Querelle des méthodes" (Methodenstreit) dans l'Allemagne et l'Autriche de la fin du 19^{ème} siècle.
- 15 Karl Polanyi était un intellectuel public rebelle, qui a passé plus d'années à travailler comme journaliste que sous statut universitaire. C'était un historien dans l'âme, et son sens affûté de la littérature confère à ses meilleurs écrits une vivacité mémorable. Le changement historique substantif l'intéressait davantage que les spéculations sur une rationalité abstraite et formelle. Une vision particulière de ce qui fait notre humanité à tous sous-tend son œuvre ; mais il était à la recherche de schémas généraux plutôt que de lois universelles. Il serait aisé de soutenir que sa contribution à la compréhension moderne de la société est relativement asystématique et imprécise ; pourtant, loin de sombrer dans l'oubli, son influence semble plus grande aujourd'hui que jamais.
- 16 Polanyi n'a jamais nié l'utilité des marchés pour l'allocation de certains biens et services. Ce qu'il condamnait était l'élévation du "marché autorégulateur" au rang de principe dominant, et le prix élevé auquel les classes ouvrières britanniques payaient cette situation. Le libéralisme du laissez-faire n'était pas le corollaire nécessaire et "naturel" de l'industrialisme : le "marché autorégulateur" est dans une certaine mesure un terme inapproprié, voire une illusion, ce régime ne pouvant émerger et se reproduire que grâce à des interventions spécifiques de l'Etat. En même temps, sa domination a été remise en question par des contre-mouvements au sein de la société, les victimes du libéralisme cherchant à se défendre contre ses conséquences. Les Chartistes ont ainsi constitué le premier mouvement à travers lequel des travailleurs ont cherché à se protéger des mécanismes de marché. Le marché est donc resté profondément "encastré", dans deux sens distincts : tout d'abord, dans sa dépendance vis-à-vis de l'Etat, et deuxièmement, comme d'autres formes d'échange, par son association à une série d'institutions sociales, dont certaines formées explicitement pour contrer les forces du marché, supposées impersonnelles et "naturelles". Polanyi a parfois minimisé ces tendances, caractérisant le libéralisme du laissez-faire comme une société "désencastrée". La meilleure façon d'appréhender ce concept de société marchande consiste peut-être à le considérer comme un idéal-type. C'est à l' "intégrisme de marché" qu'il s'opposait véritablement.
- 17 Jens Beckert a récemment montré à quel point les idées de Polanyi imprègnent la sociologie économique, un domaine actuellement en pleine expansion :
- 18 Le regain d'intérêt de la sociologie pour la recherche sur les institutions de base des économies capitalistes modernes, et en particulier les marchés, pourrait ne pas surprendre. Ce qui est surprenant, cependant, est le fait que le concept essentiel appliqué dans la nouvelle sociologie économique ne trouve pas son origine chez les sociologues classiques - Max Weber, Émile Durkheim, Georg Simmel ou Karl Marx. Le "manifeste fondateur" de la nouvelle sociologie économique, l'article fondateur de Mark Granovetter (1985), "Economic action and social structure -- the problem of embeddedness", est en fait construit autour du concept de Karl Polanyi. Depuis sa publication, cet article constitue

un point focal de la nouvelle sociologie économique. Pratiquement tous les articles associés à la nouvelle sociologie économique mentionnent l' "encastrement" en tant que concept central dénotant une approche sociologique de l'économie. Peu de socio-économistes réfuteraient l'affirmation selon laquelle "désormais, nous sommes tous des polanyistes " (Beckert 2009).

- 19 Beckert poursuit en déclarant que l'intention radicale de la formulation originale de Polanyi a été largement perdue dans ce qui est, après tout, fondamentalement, une discipline américaine conservatrice. L'idée a souvent été réduite à souligner que les réseaux sociaux jouent un rôle dans les marchés du travail et les associations commerciales. Mais il subsiste une tension entre l'affirmation selon laquelle "le marché libre" est de plus en plus "désencasté" du contrôle politique, d'une part, et la reconnaissance du fait qu'il est en réalité "encastré" dans des processus politiques qui sont rendus largement invisibles par l'idéologie libérale. Le géographe marxiste David Harvey (2005) nomme respectivement "libéralisme encastré" et "libéralisme désencastré" le consensus de l'Etat-providence de l'après-guerre et la période néolibérale, alors que certains pourraient penser que le premier serait plus justement décrit par l'expression de "démocratie sociale" que comme un type de libéralisme. Il est nécessaire de clarifier ces ambiguïtés. Ce qui est certain, c'est que Polanyi s'est imposé, de manière tardive, dans l'analyse sociale du capitalisme contemporain.
- 20 Depuis les années 1980, tant les techniques keynésiennes que les techniques socialistes traditionnelles de gestion économique ont été discréditées et balayées. L'idéologie néolibérale qui a pris leur place dépasse de loin le prototype libéral originel dans sa défense des vertus du marché. C'est pourquoi tant d'experts de différents domaines trouvent aujourd'hui une inspiration dans l'œuvre de Polanyi. Ainsi l'économiste Eric Helleiner (2000) soutient-il que l'expansion spectaculaire du capital financier au cours des dernières décennies est totalement analogue au phénomène identifié par Polanyi, de sorte qu'une critique polanyienne est opportune. La mondialisation actuelle du capitalisme de marché s'est accompagnée d'une tendance comparable au niveau des mouvements sociaux. La société se protège désormais non plus à travers la formation de syndicats au sein des Etats-nations, mais à travers des réseaux transnationaux d'activistes qui protestent contre le pouvoir des Etats du G8. Polanyi serait probablement acquis à la cause de tous ceux qui cherchent actuellement à développer des formes nouvelles et plus radicales de démocratie. Ces constellations de forces pourraient pallier les dommages incessants infligés par "le marché" aux individus et à l'environnement naturel. Des marchés mondiaux impliquent l'existence d'une "société civile mondiale", et vice versa (Keane 2003); notre tâche est de mieux comprendre les formes institutionnelles changeantes de cette interdépendance.
- 21 Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, le prestige de Marx dans la pensée critique française s'est effacé devant l'importance croissante acquise par Polanyi et Marcel Mauss.³ Jean-Louis Laville (2006, n.d.) a fait valoir que ces deux auteurs avaient assis leur analyse économique sur une critique de l'affirmation réductrice qui voit l'action économique uniquement comme l'expression d'un intérêt personnel matériel. Ils soutenaient que le comportement économique pourrait être l'expression d'un intérêt ne se limitant pas au simple aspect matériel d'un sens d'appartenance ou d'un intérêt et d'un mixte d'intérêt et de désintéressement mêlés. Tous deux ont insisté sur le fait que la réalité économique est toujours plurielle, et que cela est masqué par le modèle libéral de l'économie, l'utilitarisme. Nous savons maintenant que l'identification de la société au marché, dans

un souci de protection de la liberté individuelle, génère des inégalités criantes ; mais la soumission de l'économie à la volonté politique, sous prétexte d'égalité, mène elle aussi à la suppression de la liberté. Ces deux solutions du 20ème siècle au problème de "l'économie humaine" ont remis en question la démocratie elle-même, que ce soit en subordonnant le pouvoir politique à celui de l'argent ou sous la forme de systèmes totalitaires. Si nous rejetons chacune de ces options, la question devient alors de développer des institutions capables de garantir une économie plurielle au sein d'un cadre démocratique. Polanyi et Mauss s'accordaient sur ce point : nous devons nous appuyer sur l'expérience pratique pour l'information et l'analyse ; en d'autres termes, partir des mouvements économiques réels, et non d'un programme abstrait de réforme sociale.

- 22 Leur conception commune du changement social ne constitue en aucun cas un engagement en faveur de solutions révolutionnaires ou radicales, de choix brutaux entre deux formes contradictoires de société, [mais] résulte et résultera d'un processus de construction de nouveaux groupes et institutions, à côté de et en plus des anciens (Mauss 1950 : 265).
- 23 En décrivant les fondements théoriques d'une approche plurielle de l'économie, Polanyi, plutôt que de lancer un appel abstrait à une solution alternative radicale, a ouvert l'ensemble du champ des possibilités humaines, dont la plupart existent déjà dans nos sociétés. Il nous revient de créer, à partir de ces possibilités, de nouvelles combinaisons institutionnelles, en mettant l'accent sur de nouveaux éléments.

BIBLIOGRAPHIE

- Beckert, Jens (2009). « The great transformation of embeddedness : Karl Polanyi and the new economic sociology ». In Chris Hann and Keith Hart editors, *Market and Society* (q.v.).
- Graeber, David (2008). « The sadness of post-workerism ». *The Commoner*, Spring/Summer, No. 13.
- Granovetter, Mark (1985). « Economic action and social structure : the problem of embeddedness ». *American Journal of Sociology* 91 (3), pp. 481-510.
- Halperin, Rhoda (1984). « Polanyi, Marx, and the institutional paradigm in economic anthropology ». *Research in economic anthropology* 6, pp. 245-72.
- Hann, Chris and Keith Hart (editors) (2009). *Market and Society : The Great Transformation today*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Hart, Keith (1986). « Heads or tails ? Two sides of the coin ». *Man (N. S.)* 21 (3), pp. 637-56.
- Harvey, David (2005). *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford : Oxford University Press, p. 254.
- Helleiner, Eric (2000). « Globalization and haute finance – déjà vu ? » In Kenneth McRobbie and Kari Polanyi Levitt (eds.), *Karl Polanyi in Vienna* (q.v.), pp. 12-31.
- Isaac, Barry (2005). « Karl Polanyi ». In James G. Carrier (ed.), *Handbook of Economic Anthropology*. Cheltenham : Edward Elgar, pp. 14-25

- Keane, John (2003). *Global Civil Society ?* Cambridge : Cambridge University Press. 236p.
- Laville, Jean-Louis (2006). « Économie plurielle ». Dans Jean-Louis Laville and Antonio David Cattani (editors), *Dictionnaire de l'autre économie*. Paris : Gallimard, pp. 250-258
- Laville, Jean-Louis (n.d.). *Towards a theory of plural economy : in the footsteps of Mauss and Polanyi*. Presented at a conference, « Rethinking Economic Anthropology : a human-centred approach », London, January 2008.
- Leclair, Edward and Harold Schneider (editors) (1968). *Economic Anthropology : readings in theory and analysis*. New York : Holt, Rinehart and Winston. 528p.
- McRobbie, Kenneth and Kari Polanyi Levitt (editors) (2000). *Karl Polanyi in Vienna : the contemporary significance of The Great Transformation*. Montreal : Black Rose Books. 416p.
- Mauss, Marcel. 1950. « Essai sur le don ». Dans Claude Lévi-Strauss (editor), *Sociologie et anthropologie*. Paris : Presses Universitaires de France.
- MAUSS (2007). « Avec Karl Polanyi, contre la société tout-marchand ». *Revue du MAUSS Semestrielle*, No. 29, Premier Semestre. Paris : La Découverte. 364p.
- Menger, Carl (1981 [1871]). *Principles of Economics [Grundsätze der Volkswirtschaftslehre]*, posthumous edition, Vienna, 1923]. New York : New York University Press.
- Polanyi, Karl (1977). *The Livelihood of Man* (Harry Pearson, editor). New York : Academic Press.
- Polanyi, Karl (1957). « The economy as instituted process ». Dans Karl Polanyi, Conrad Arensberg and Harry Pearson, editors. *Trade and Market in the Early Empires : Economies in history and theory*. New York : Free Press, pp. 243-270.
- Polanyi, Karl (1944). *The Great Transformation : the political and economic origins of our times*. Boston : Beacon Press.
- Stanfield, John (1986). *The Economic Thought of Karl Polanyi*. London : MacMillan. 162p.
- Weber, Max (1978). *Economy and Society, Volume 1* (Gunther Roth and Claus Wittich, editors). Berkeley : University of California Press.

NOTES

1. Les traductions ont été effectuées dans ce texte à partir du texte original de 1944.
2. En français dans le texte.
3. Ce dernier est symboliquement et pratiquement représenté par le *Mouvement Anti-Utilitariste en Sciences Sociales* (M.A.U.S.S.), mené par Alain Caillé, et de diverses façons à travers sa revue, *La revue du MAUSS*.

RÉSUMÉS

L'intérêt pour le travail de Karl Polanyi s'est renforcé avec l'avènement de la globalisation néo-libérale, et il peut encore s'accroître étant donné la catastrophe engendrée par celle-ci. En 1944,

l'ouvrage « La Grande Transformation » expliquait les difficultés rencontrées par le capitalisme entre les deux guerres. Elles résultaient en particulier de la tendance à instaurer un marché auto-régulateur depuis le 19^{ème} siècle. La société a réagi à cette tendance pour s'y opposer. Polanyi attendait donc une réarticulation de l'économie et de la société à travers la planification sociale, mais il n'avait pas anticipé la relance de l'économie de marché sous le leadership américain. Il s'est ensuite consacré à l'économie pré-industrielle, à la fois formelle et substantive. Plus tard, son concept d'encastrement a été central dans l'émergence d'une nouvelle sociologie économique. Aujourd'hui, son analyse du capitalisme financier avant la première guerre mondiale et le désastre de l'entre deux guerres est d'une pertinence particulière.

The interest for the work of Karl Polanyi has increased with the advent of neoliberal globalization and it may still increase given the catastrophes which follow. In 1944, in his book *The Great Transformation*, Karl Polanyi explained the difficulties encountered by capitalism between the two wars. They resulted in part from the tendency to try to establish an autoregulating market since the 19th century. Society reacted to this and opposed this trend. Polanyi expected a rearticulation of economy and society through social planification, but he had not anticipated the development of market economy under leadership of the USA. He then went on to study preindustrial economies, from a formal and substantive point of view. Later on, his concept of embeddedness was central in the emergence of a new Economic Sociology. Today, his analysis of financial capitalism before the first war and the disaster of the period between the two wars is particularly interesting.

INDEX

Keywords : autoregulating market, embeddedness, formal and substantive economy, the great transformation

Mots-clés : économie formelle et substantive, embeddedness, encastrement, la grande transformation, marché auto-régulateur

AUTEUR

KEITH HART

Professeur de recherche honorifique à l'Université de Kwazulu-Natal, Durban et Professeur d'anthropologie, Goldsmiths University of London. johnkeithhart@gmail.com.
www.thememorybank.co.uk.

Approches substantives de l'économie : des outils pour l'étude des organisations d'économie sociale

Substantive Approaches to the Economy: Tools for the Study of Social Economy Organizations

Florence Degavre et Andreia Lemaître

Introduction

- 1 Les organisations relevant de l'économie sociale (OES) sont au cœur de nombreux débats sociaux, économiques et politiques contemporains. La crise de l'État-Providence et du couple traditionnel État-marché dans l'Union européenne (Rosanvallon 1992) ainsi que la perte de légitimité des discours sur le « tout au marché » dans les pays du Sud et de l'Est (Peemans 2004) nous conduisent à interroger le rôle de ces initiatives privées, émanant d'une dynamique collective et caractérisées par une finalité de service aux membres ou à la collectivité plutôt que de profit (Defourny et Develtere 1999). Ces initiatives de la société civile mettent en œuvre une pluralité de logiques économiques, sociales et politiques, développent des pratiques économiques porteuses d'alternatives, telles que l'insertion de personnes particulièrement défavorisées, généralement non présentes dans l'acception dominante de l'économie. Elles ne peuvent donc être lues à travers l'objectif de maximisation du profit.
- 2 Comment dès lors étudier l'action collective menée par ces initiatives ayant une dimension clairement économique mais se distinguant de la forme entrepreneuriale classique ? Dans cet article nous verrons en quoi il est pertinent de percevoir dans les OES une double dimension, socioéconomique et politique : de les appréhender comme des initiatives privées produisant des biens et services, mais aussi comme des formes potentielles d'expression collective, pouvant interroger les politiques publiques en

vigueur. Pour ce faire, certains concepts dégagés de l'analyse de Polanyi apportent des outils heuristiquement intéressants.

- 3 Nous commençons par présenter l'approche substantive de l'économie adoptée par Polanyi, qui lui permet de dégager ce qu'il nomme les « différentes formes d'intégration » sur la base desquelles les sociétés organisent l'économie. Cela posé, nous présentons deux apports de Polanyi dans l'analyse des organisations d'économie sociale : le concept d'encastrement politique et la mobilisation, par les OES, de ces différentes formes d'intégration. Nous constaterons que, dans certains domaines d'activité, tels que le *care* (ou *soins aux personnes*), les organisations d'économie sociale mobilisent la forme particulière d'intégration qu'est l'administration domestique. Cette quatrième forme d'intégration a généralement été délaissée dans les analyses ultérieures de Polanyi (1983) ainsi que dans celles qui mobilisent cet auteur pour étudier le champ de l'économie sociale. Il s'agit là d'une contribution apportée par une relecture féministe de Polanyi. Nous terminerons l'article en suggérant qu'une étude en termes de rapports sociaux de sexe permet d'affiner encore la grille de lecture inspirée de l'approche substantive de l'auteur.

Polanyi : une approche substantive de l'économie identifiant différents formes d'intégration

- 4 Nous présentons ici les traits saillants de l'approche substantive de Karl Polanyi. Nous évoquons la vision élargie de l'économique que l'on retrouve chez l'auteur ainsi que la multiplicité des formes d'intégration qui sous-tendent sa thèse tout au long de ses ouvrages : l'idée que la seule forme du marché ne suffit pas à expliquer la vie économique des sociétés antérieures au marché capitaliste du XIX^{ème} siècle.

Une approche substantive de l'économie

- 5 Au sein des approches « orthodoxes »¹ prévaut une conception « formelle » de l'économie, où la science économique est appréhendée comme la science qui étudie les choix humains face à des ressources limitées sollicitées par des fins multiples et des besoins insatiables. Elle considère, en termes de comportement optimisateur, l'économie comme « *la relation entre des fins et des moyens rares ayant des usages alternatifs* » (Robbins 1932, p.15). Polanyi quant à lui met à jour, par une approche historique et anthropologique, une définition « substantive » de l'économie. Cette conception substantive de l'économie contient l'idée que « *les relations sociales de l'homme englobent, en général, son économie* » (Polanyi 1983, p. 75).
- 6 « Le sens substantif [du terme économique] tire son origine de la dépendance de l'homme par rapport à la nature et à ses semblables pour assurer sa survie. Il renvoie à l'échange entre l'homme et son environnement naturel et social. Cet échange fournit à l'homme des moyens de satisfaire ses besoins matériels » (Polanyi, Arensberg et Pearson 1957, in Polanyi, 2002, p. 57).
- 7 L'adoption d'un sens substantif de l'économie permet à Polanyi (1983) de mettre en exergue une pluralité de modes de circulation de biens et services, que les sociétés combinent de manières diverses à travers le temps et l'espace : l'échange – et son modèle de marché – la redistribution – qui requiert le modèle institutionnel de la centralité –, la

réciprocité – encouragée par le modèle institutionnel de la symétrie – et l'administration domestique – à laquelle correspond l'autarcie. Ces formes d'intégration désignent les interactions au travers desquelles sont acheminés les biens et ressources dans une société, et la façon dont les groupes d'individus, en raison de ces circuits symboliques, sont liés entre eux, intégrés à la société dans son ensemble.

- 8 « Forms of integration thus designate the institutionalized movements through which the elements of the economic process –from material resources and labor to the transportation of goods- are connected » (Livelihood of men, p. 35).
- 9 Ces formes d'intégration, ou leur cohabitation particulière, différencient les sociétés entre elles. A chaque forme d'intégration correspond un modèle institutionnel particulier. Nous développons ci-dessous chaque forme et le modèle institutionnel qui lui correspond.

Les différentes formes d'intégration

- 10 Prenant pour exemple la société des Trobriandais de Mélanésie, Polanyi (1983) met en évidence deux principes de comportement qui ne sont généralement pas associés à l'économie : la *réciprocité* et la *redistribution*. Chez les Trobriandais, la réciprocité touche les relations entre individus issus d'une même famille tandis que la redistribution touche les individus qui dépendent d'un même chef. La réciprocité réside dans le fait que l'entretien de la famille est assuré par les parents matrilineaires. Cet entretien fonctionne sur le principe du don-contre-don mais entre membres différents au sein d'un même groupe : les frères pourvoient aux besoins des sœurs et de leur famille, en échange de quoi ils reçoivent, à travers les produits reçus par leur épouse de leur propre famille, la subsistance. La redistribution est assurée par le chef de l'île qui se voit attribuer une partie de la production et la redistribue ensuite, la production non ponctionnée étant principalement affectée aux événements festifs de la communauté.
- 11 Pour assurer réciprocité et redistribution, l'organisation fonctionne respectivement sur le principe de la symétrie et de la centralité. La symétrie se lit dans les échanges entre villages, échanges qui s'effectuent sur le mode de la complémentarité : produits des villages côtiers contre produits des villages de l'intérieur. La centralité s'explique par le besoin de rendre compte de la collecte, de l'emmagasiner et de la redistribution du produit. Le chef de village qui reçoit les produits de la chasse les partage ensuite de façon à assurer la subsistance de tous et la cohésion.
- 12 « Et plus le territoire sera vaste, plus le produit sera varié, plus la redistribution aura pour effet une division effective du travail, puisqu'elle doit aider à relier les uns aux autres des groupes de producteurs différenciés » (Polanyi, 1983, p. 79).
- 13 L'enseignement que tire Polanyi de l'étude de ce type de sociétés porte à la fois sur l'existence de principes organisateurs de l'économie différents de ceux décrits et « universalisés » par les économistes classiques et en particulier par Adam Smith, et qui sont basés sur la recherche du gain et la propension au troc, et sur la reconnaissance du caractère complexe d'organisations sociales sans marché qui réussissent à faire franchir des milliers de kilomètres et échanger des milliers d'objets à ses membres d'autre part. (Polanyi 1983, p. 79). Les principes de réciprocité et de redistribution y assurent par ailleurs l'insertion des activités économiques dans les liens sociaux et la sociabilité.

- 14 Le *principe du marché* (autre forme d'intégration) fait référence à l'échange de biens et services par le mécanisme de fixation des prix, qui fait rencontrer l'offre et la demande pour ces biens et services. Polanyi montre que la forme de marché telle que nous la connaissons aujourd'hui, comme lieu de transaction, a une histoire récente. Les marchés, depuis le XIX^{ème} siècle, sont autorégulateurs, c'est à dire qu'ils sont gouvernés "*par les prix du marché et par eux seuls*" (Polanyi 1983, p. 71). Contrairement aux deux autres formes d'intégration vues ci-dessus, le marché autorégulateur repose uniquement sur le mobile du gain comme moteur.² Ce mobile correspond à l'accaparement individuel de richesses ou de biens.
- 15 Cette réflexion de Polanyi emprunte à Aristote la distinction entre l'administration domestique d'une part et le mobile du gain d'autre part. Dans le premier cas, la production à un but d'usage, contrairement au second cas où la production est tournée vers le gain. Les deux buts de production ne sont cependant pas contradictoires puisque la production tournée vers le gain ne détruit pas nécessairement l'administration domestique et l'autarcie qu'elle suppose.
- 16 Pour Polanyi, Aristote a su comprendre la révolution qu'entraînait dans la production le principe du gain :
- 17 « en dénonçant le principe de la production en vue du gain comme non naturelle à l'homme, comme sans bornes et sans limites, Aristote mettait en fait le doigt sur le point crucial : le divorce entre un mobile économique séparé et les relations sociales auxquelles ces limitations étaient inhérentes » (Polanyi 1983, p. 85).
- 18 Or le mobile du gain est tout simplement absent des communautés de Mélanésie sur lesquelles il base son analyse des sociétés et organisations économiques. Le mobile du gain est en revanche présent dans l'histoire récente des sociétés occidentales, où la vie sociale et économique est presque intégralement dépendante des marchés.³ Ces marchés, qui ne se développent réellement que dans les échanges internationaux, sont portés par le mobile du gain.
- 19 Le quatrième principe qui joue un rôle dans l'histoire économique est le *principe de l'administration domestique*, qui consiste à produire pour son propre usage ou pour les membres de son groupe (Polanyi 1983, p. 84). Ce principe n'est pas plus ancien que la réciprocité et la redistribution. Au contraire, on ne commence à voir de familles qui produisent pour leur propre compte que relativement tard, à un moment où les techniques agricoles deviennent plus avancées. Cette forme de production autarcique n'est donc pas considérée comme une forme primitive de vie économique dans la mesure où il faut avoir la maîtrise des techniques pour les utiliser à l'échelle de son groupe, sans plus dépendre de la division du travail (Polanyi 1977, p. 42). La taille de ce groupe peut varier fortement :
- 20 « La nature du noyau institutionnel est indifférente : ce peut-être le sexe comme pour la famille patriarcale, le lieu comme pour le village, ou le pouvoir politique, comme pour le manoir seigneurial » (Polanyi, 1983, p. 84).
- 21 Jusqu'à la fin de la féodalité, ce sont ces trois principes de réciprocité, redistribution et administration domestique qui gouvernent prioritairement les sociétés, auxquels correspondent des institutions sociales mentionnées plus haute, la symétrie, la centralité et l'autarcie. Pour fonctionner dans de telles formes d'intégration, les individus doivent se conformer à des mobiles parmi lesquels le gain est tout à fait minoritaire. Même une organisation commerciale aussi vaste que celle de la période gréco-romaine fonctionnait

selon ces trois principes et les marchés n'y jouaient pas encore un rôle prédominant (Polanyi, 1983, p. 86).

- 22 A partir du XVI^{ème} siècle en revanche, les marchés commencent à se multiplier. Il faut pourtant encore attendre le XIX^{ème} pour se rendre compte qu'ils sont devenus autorégulateurs et fonctionnant exclusivement sur un système de prix, que les États ne les contrôlent pas, alors que jusque là, les réglementations les plus strictes assurent qu'ils ne soient pas dominants dans les transactions économiques.
- 23 Autrement dit, à toutes les époques se combinent différentes formes d'intégration, le marché ne devenant dominant sur les autres qu'à partir du XIX^{ème} siècle.
- 24 Polanyi insiste bien par ailleurs sur le fait qu'il n'y a pas lieu de confondre les formes d'intégration avec des comportements personnels ou des préférences individuelles :
- 25 « it is important at this point to distinguish between forms of integration, supporting structures and personal attitudes. The difficulty lies in the common usage of the terms reciprocity, redistribution and exchange, which are often employed to denote different types of personal attitudes, as well as the forms of integration suggested here-two very different matters. The effective functioning of forms of integration depends upon the presence of definite institutional structures, and it has long been tempting for some to assume that such structures are the result of certain kinds of personal attitudes » (Polanyi 1977, p. 37).
- 26 Cela signifie bien que dans la pensée de Polanyi, les comportements individuels ne se substituent pas aux structures qui les induisent. Le mobile du gain n'est pas à lui seul ce qui dirige le mouvement des marchandises, mais bien le marché :
- 27 « it is not true (...) that individual acts and attitudes simply add up to create the institutional structures that support the forms of integration » (p.37).
- 28 Les formes d'intégration, qui portent sur des économies anciennes, demeurent tout à fait valides pour l'analyse de nos sociétés contemporaines. Ainsi, elles ont permis l'émergence de la pensée sur l'économie plurielle et ont inspiré de nombreuses études en socioéconomie à partir desquelles il a été possible d'identifier quelles formes d'intégration sont à l'œuvre aujourd'hui, dans certains pans déterminés de l'économie. Mobile du gain, redistribution, réciprocité et administration domestique désignent généralement aujourd'hui les rationalités des individus. Modèle de marché (ou marché), redistribution, réciprocité et administration domestique désignent la nature des ressources et, par extension, celle des institutions qui sont à leur origine (Marché, État, société/sociabilité et famille).
- 29 On retrouve bien entendu dans nos économies des relations marchandes. Dans l'économie marchande, c'est au marché qu'incombe la responsabilité de la circulation des biens et services. La redistribution (principe par lequel la production est collectée par une autorité centrale dont la responsabilité est de la répartir) est fondamentale dans nos économies contemporaines puisque l'État social s'organise autour de ce principe, moyennant des règles de taxation et de transfert. Il redistribue les ressources en étant soumis au contrôle démocratique. La réciprocité, décrivant un mode spécifique de circulation des biens et services exprimant un lien social particulier entre les groupes ou les individus recevant des dons et supposés offrir librement un contre-don, s'exprime aujourd'hui, selon Laville et Nyssens (2001), principalement au sein de l'économie non-monnaire. Mais un certain nombre de relations réciprocaires adoptent des formes monétaires, telles que les donations monétaires. Quant au principe de l'administration

domestique, l'un des enjeux de l'article est justement de montrer que, bien qu'il ait été délaissé dans les études en économie plurielle, il garde toute sa pertinence dans l'analyse des économies contemporaines et des organisations en économie sociale. Il constitue le point d'entrée fondamental pour une lecture de Polanyi à l'aune des écrits sur les rapports sociaux de sexe. C'est en effet en grande partie sur l'étude de l'articulation entre économie domestique et production marchande que repose (à l'origine) l'analyse économique féministe.

Polanyi : un apport dans l'étude des organisations d'économie sociale

- 30 Ayant présenté la manière dont Polanyi permet de penser l'économie, nous sommes à présent en mesure de développer ce que nous jugeons être deux apports de l'auteur dans l'étude des organisations d'économie sociale. Le concept d'encastrement politique ainsi que la mobilisation des différents registres économiques, dont l'administration domestique, nous semblent heuristiquement intéressants à mobiliser dans ce champ d'analyse.

L'encastrement politique des organisations d'économie sociale

- 31 Bien que l'« encastrement » (*embeddedness*) soit issu de l'ouvrage de Polanyi (1983), l'intérêt de l'auteur semble être moins de s'attacher à définir le concept – lequel prend d'ailleurs diverses modalités dans *La grande transformation* – qu'à mobiliser ce terme qui lui semble particulièrement fécond pour mettre à jour le double mouvement de désencastrement et de réencastrement de l'économie au sein de la modernité démocratique. Sous le terme général d'*encastrement de l'économie dans la société*, Polanyi (1983) définit l'encastrement comme étant l'inscription de l'économie dans l'ordre social, culturel et politique qui le contient. De manière générale, il utilise le terme d'encastrement lorsqu'il fait référence au fait que l'économie s'imbrique dans des ordres qui ne relèvent pas uniquement du mobile du gain.
- 32 Un point nodal de l'analyse de Polanyi est le « double mouvement » de tension entre l'encastrement et le désencastrement constitutif de l'économie dans la modernité démocratique.⁴ Chez Polanyi, le désencastrement de l'économie n'est qu'une tendance, l'autre tendance étant la réponse qui lui est fournie par la société. Ce double mouvement est une dialectique selon laquelle, d'une part, l'économie se désencastre de la société, en se réduisant à l'échange marchand mu par le seul mobile du gain qui devient alors le seul principe organisateur et qui envahit les autres sphères de la société. D'autre part, la société réagit pour se protéger des effets néfastes sur le tissu social de ce « marché autorégulateur » en réencastrant l'économie, en la soumettant à des institutions garantes d'une pluralité de logiques autres que le seul mobile du gain. Laville (2004) relit le double mouvement de l'économie dans la modernité démocratique, comme suit :
- 33 « un premier mouvement exprime la tendance au désencastrement d'une économie restreinte à un « marché autorégulateur » et à une seule forme d'entreprise, un second mouvement lui répond, il exprime la tendance inverse au réencastrement démocratique de l'économie s'exprimant à travers une approche plurielle de celle-ci » (p. 19).

- 34 Les institutions qui inscrivent le fonctionnement de l'économie au sein d'un cadre démocratique sont non seulement les réglementations socialisant le marché et la mobilisation des autres formes d'intégration, telles que la redistribution et la réciprocité, mais aussi les organisations d'économie sociale (OES), c'est-à-dire la multitude d'inventions institutionnelles ancrées dans des pratiques sociales, recourant à d'autres formes de propriété et poursuivant d'autres finalités que les entreprises capitalistes.
- 35 Appréhender le changement social à partir du mouvement économique « d'en bas », c'est-à-dire en étudiant les pratiques sociales, les inventions institutionnelles opérées par les acteurs de terrain, pourrait laisser croire que l'on se désintéresse de la régulation publique. Mais Polanyi n'oppose pas les différentes formes d'encastrement : la mise en place d'institutions régulatrices socialisant le marché, ainsi que la redistribution et la réciprocité sont toutes aussi constitutives de la manière dont la société reprend des droits sur un « marché autorégulateur ». De la sorte, le concept d'encastrement polanyien ouvre aussi tout un pan de recherche lié aux relations entre les acteurs et aux processus d'institutionnalisation. Autrement dit, ce concept invite à s'intéresser d'une part à la manière dont les initiatives sociétales « d'en bas » mettent à jour de nouveaux modes de régulation porteurs de réconciliation entre l'économie et le social et, d'autre part, à la façon dont ces initiatives sont institutionnalisées pour faire corps avec un cadre démocratique plus large.
- 36 Dès lors, nous sommes invitées à étudier la dimension politique des OES, c'est-à-dire leur *encastrement politique* (Lemaître, à paraître). Il s'agit d'étudier l'interaction entre les OES et l'espace public, en ce compris la régulation publique. Comment les OES se sont-elles inscrites dans l'espace public et ont-elles été capables d'action dans celui-ci ? En retour, comment témoignent-elles d'une critique sociale plus générale en vigueur à un moment donné ? Comment ont-elles été progressivement reconnues par les politiques publiques à destination du champ ? En retour, selon quelles modalités les politiques publiques ont-elles reconnu ces initiatives et les influencent-elles, voire les formatent ? Avant de répondre à ces questions, nous posons l'apport spécifique de Polanyi dans le champ de l'analyse des organisations.

Un apport par rapport aux théories traditionnelles des organisations

- 37 L'économie néoclassique vise principalement l'étude des marchés et de l'intervention publique et non l'étude de la complexité des relations internes et externes des organisations. L'entreprise, productive, est supposée maximiser le profit et est analysée en termes purement techniques. Avec les théories contractualistes en économie (Jensen, Meckling, Fama, Alchian, Demsetz, etc.), les aspects transactionnels sont introduits quant à l'étude des organisations mais ces dernières sont présentées en tant qu'extensions du marché en cas de problèmes d'information ; elles n'existent pas en dehors de celui-ci. Avec la nouvelle économie institutionnelle (Williamson pour l'économie des coûts de transaction, North, etc.), il devient possible de mener des études approfondies sur les organisations et leur diversité, mais celles-ci sont appréhendées en termes de solutions efficaces qui s'imposent face à des échecs de marché, marché qui demeure la solution première. Malgré les nombreux apports de ces théories, la théorie néo-classique et la théorie standard élargie en économie (les théories contractualistes et la nouvelle

économie institutionnelle) nous fournissent peu d'outils pour analyser la dimension politique des OES.

- 38 La sociologie des organisations substitue à une coordination par les marchés une coordination par les règles et « ouvre la boîte noire » des théories néo-classiques pour y analyser de manière approfondie la manière dont les individus se coordonnent au sein des organisations. Ainsi, elle inclut une grande variété de grilles de lecture, permettant chacune de mettre en lumière une dimension particulière de l'organisation. De manière extrêmement brève, nous pouvons avancer que les modèles fonctionnalistes (Emery et Trist pour l'école sociotechnique, Mintzberg pour la théorie de la contingence, etc.), par rapport aux modèles rationnels (Weber, Taylor, Fayol, etc.) et au courant des relations humaines (Mayo, Maslow et McGregor pour la théorie des besoins et des motivations, etc.), introduisent l'analyse de la relation de l'organisation à son contexte. Mais l'environnement est envisagé en termes technologiques et marchands et l'organisation est supposée s'ajuster de manière quasi-automatique à celui-ci. Il faut attendre l'analyse stratégique (Crozier et Friedberg, etc.), la théorie de la régulation sociale (Reynaud), ensuite la sociologie de l'identité et de la culture (Sainsaulieu, D'Iribarne, etc.) et les approches constructivistes (Weick, Huff, Pondy, etc.), pour que, d'une part, l'organisation soit envisagée comme un construit humain et que, d'autre part, les termes utilisés pour envisager l'environnement soient élargis à d'autres éléments tels que la culture. Toutefois, des modèles déterministes aux modèles où le jeu des acteurs stratégiques crée les formes organisationnelles, le rapport à l'environnement est envisagé dans le sens de l'influence de ce dernier sur l'organisation. Les approches constructivistes des organisations constituent une avancée dans la manière d'appréhender la relation entre l'organisation et la société. L'idée d'interaction entre l'organisation et son environnement est à présent envisagée mais l'influence que peut avoir l'organisation sur son environnement n'est abordée que de manière interne à l'organisation, selon des processus d'attribution de sens qui permettent de décoder celui-ci. C'est que la sociologie des organisations se focalise principalement sur les fonctionnements internes des organisations et permet d'analyser ceux-ci de manière approfondie. Par conséquent, quant à l'étude de la relation entre les organisations et leur contexte, il est très peu envisagé la manière dont l'organisation influence son environnement.
- 39 Historiquement, l'analyse des organisations, en ce compris la relation de celles-ci à leur contexte, a été abordée par les chercheurs à travers la théorie des organisations, principalement en économie et en sociologie. Pourtant, nous avons vu que tant les théories économiques orthodoxes que les théories sociologiques des organisations traitent le rapport de l'organisation à son environnement dans le sens d'une influence du contexte, envisagé en termes principalement marchands, sur l'organisation. De surcroît, elles envisagent souvent l'organisation en tant que solution unique et prévisible, parce qu'efficace. Lorsqu'il s'agit de reconnaître aux individus davantage de capacité d'action dans la définition de la forme organisationnelle, ceux-ci sont alors appréhendés en termes principalement stratégiques. Pourtant, les acteurs à la base des OES mettent en exergue, en tant que moteur de leur action, un ensemble de normes et de valeurs, qui trouvent finalement peu de place au sein des cadres théoriques traditionnels.
- 40 L'hypothèse d'encastrement politique des organisations dégagée de l'analyse de Polanyi permet dès lors d'analyser le rapport entre les organisations et la société en infléchissant l'analyse organisationnelle afin d'envisager les organisations comme des institutions. Celles-ci peuvent adopter une diversité de formes non explicables en termes d'efficacité.

Elles sont porteuses de normes et de valeurs, d'action collective susceptible d'influencer un environnement non-marchand (par exemple en ce qui concerne l'émergence de politiques publiques). Cette dimension est importante lorsque sont étudiées les OES, dans la mesure où l'une de leurs spécificités est l'ancrage dans l'espace public. L'encastrement politique permet d'accorder une attention particulière à l'insertion de l'organisation dans un contexte non-marchand, en termes d'interaction, d'influence réciproque.

Illustration : le cas des OES actives dans l'insertion par le travail

- 41 La recherche menée en Belgique sur les OES actives dans l'insertion par le travail a mis en exergue l'interaction entre ces OES et les politiques publiques dans la construction du champ (Lemaître, Nyssens et Platteau 2005 ; Lemaître 2006). En Belgique, de même que dans plusieurs pays de l'Union européenne, les premières OES d'insertion par le travail sont nées dans les années 1970, portées par des acteurs de la société civile, des travailleurs sociaux et des militants associatifs. S'enracinant dans différents champs du travail social, ces acteurs sont confrontés à un public en marge de la société : le secteur de la Protection de la Jeunesse, les milieux d'éducation permanente liés au mouvement ouvrier ou encore des milieux associatifs moins institutionnalisés (Fusulier et Mertens, 1995). Dans un contexte de croissance du chômage et de politiques passives (qui visent à indemniser les personnes sans emploi), ces OES s'insèrent dans une critique de l'exclusion sociale en revendiquant le travail en tant que droit. Elles émergent en marge des cadres légaux et pointent les limites des politiques publiques traditionnelles, jugées ne pas fournir une réponse adéquate aux personnes exclues du marché du travail. Pionnières dans l'insertion par le travail de personnes fragilisées, nous pouvons dire que, par leurs pratiques, elles ont mis sur pied des politiques actives d'emploi « avant la lettre ». Elles ont émergé dans une perspective de contestation et d'autonomie par rapport aux pouvoirs publics et ont contribué au renouvellement des politiques sociales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, développant ainsi une seconde génération d'initiatives « de concertation », s'ouvrant à la collaboration avec d'autres acteurs, en particulier les pouvoirs publics. Elles vont alors participer au renouvellement des politiques publiques.
- 42 Dans les années 1980, face à la montée du chômage et ladite « crise des finances publiques », les pouvoirs publics mettent en place, aux côtés des politiques passives, une série de politiques actives d'emploi, qui visent l'intégration des chômeurs au sein du marché du travail. A l'époque, les programmes de résorption du chômage constituent le poste le plus important parmi ces politiques actives. Ils ont pour objectif l'insertion de chômeurs dans des projets estimés avoir une plus-value sociale. Dans ces années 1980, la majorité des OES d'insertion ont une forme d'association sans but lucratif et ont recours aux programmes de résorption du chômage pour poursuivre leur mission.
- 43 À la fin des années 1990, alors que ces programmes se sont progressivement transformés en emplois réguliers, d'autres politiques actives d'emploi sont développées. Il s'agit des politiques d'activation, ciblées notamment sur les personnes bénéficiaires d'allocations sociales, via la reconversion, l'« activation » de ces moyens en aides à l'emploi. Ces politiques reflètent la tendance à la transformation de l'« État social » en un « État social actif ». Concept polymorphe et ambigu à plus d'un titre, nous pouvons dire que, dans cette perspective, l'État est censé développer des mesures pour inciter les individus à

s'intégrer dans la vie active, et plus particulièrement sur le marché du travail. Les allocataires sociaux, quant à eux, ont le devoir de saisir « les opportunités » qui leur sont présentées.

- 44 Les OES d'insertion s'étant multipliées, suite à des négociations entre des représentants du secteur et les pouvoirs publics, ceux-ci les reconnaissent légalement. Ainsi, naît en Région wallonne en 1998 un cadre légal spécifique pour ces OES (révisé en 2004) : l'agrément « Entreprise d'insertion ». A travers ce décret, les pouvoirs publics inscrivent les OES d'insertion dans l'action publique et, en particulier, au sein des politiques d'activation de l'État social actif. L'OES d'insertion agréée est conçue comme l'un des instruments de mise en œuvre des politiques d'activation de l'État social actif et de ses parcours d'insertion.
- 45 Nous percevons donc que, selon l'hypothèse d'encastrement politique, il y a eu une co-construction du champ entre les OES d'insertion et les politiques publiques. De nombreuses OES d'insertion existantes adoptent l'agrément et, dans la foulée du décret, naissent une série de nouvelles OES d'insertion. Si le développement de quelques initiatives pionnières a mené à de nouveaux cadres légaux spécifiques, la reconnaissance légale a entraîné à son tour une croissance de ces initiatives. Par contre, alors que le décret octroie des subsides spécifiques aux OES pour poursuivre leur mission d'insertion, certaines OES, visant bien la création d'emploi pour un public fragilisé, choisissent de ne pas adopter l'agrément, de ne pas entrer dans cette voie d'institutionnalisation. Elles ont pour la plupart gardé leur forme associative. En outre, aux côtés de l'institutionnalisation légale, des processus « d'auto-labellisation » et de mise en réseau se sont développés. Différents degrés d'identification à ces réseaux et labels coexistent selon l'importance accordée par les OES d'insertion à cette appartenance. Pour certaines, l'auto-labellisation est la première identification, pour d'autres elle est secondaire et le cadre légal est plus important.
- 46 Dès lors, si nous avons vu que la construction des politiques publiques n'est pas un processus allant seulement de haut en bas, ce n'est pas pour autant que cette co-construction est exempte de tensions. La tendance au développement de relations contractuelles entre les pouvoirs publics et les OES d'insertion pour la prestation de services dans le cadre des politiques d'emploi permet aux OES d'accéder à une plus grande visibilité, une reconnaissance légale et un accès aux ressources publiques nécessaires à la poursuite de leur mission. Cependant, l'inscription des OES dans l'action publique influence en retour leur forme organisationnelle, ce qui peut constituer un carcan si leur capacité d'innovation n'est pas reconnue. Ainsi, la recherche menée montre que l'institutionnalisation des OES d'insertion tend à se traduire par des formes d'organisations plus marchandes, portées par des groupes entrepreneuriaux et dont l'objectif social est seulement l'insertion professionnelle de publics fragilisés (Lemaître, Nyssens et Platteau 2005). Elle permet alors d'éclairer les raisons quant au choix d'autonomie des OES d'insertion non-institutionnalisées. Ces organisations tendent à adopter une structure d'objectifs sociaux multiples. Mais l'objectif de production à finalité sociale peut alors parfois se retrouver en tension avec l'objectif d'insertion, ce dernier n'étant plus subordonné à la finalité sociale, et une certaine sélection du public-cible en insertion a pu être observée, justifiée par le besoin de garantir la qualité du service rendu.

La mobilisation des différentes formes d'intégration par les organisations d'économie sociale

- 47 Si Polanyi permet d'introduire la dimension politique et collective qui semble essentielle à l'étude des OES, il permet aussi d'étudier leur dimension socioéconomique en délaissant la seule référence au marché pour faire place à la pluralité des registres économiques potentiellement à l'œuvre en leur sein. Nous pouvons alors analyser la manière dont les OES interrogent le mode de gestion dominant de l'économie non seulement en termes de projet politique mais aussi en termes de fonctionnement, à travers des combinaisons diverses d'objectifs, d'acteurs et de moyens d'échange de biens et services.

Un apport par rapport aux analyses des théories économiques orthodoxes

- 48 Dans les approches orthodoxes en économie (économistes néo-classiques et néo-institutionnalistes), l'économie marchande est première : le marché est la matrice principale de l'économie (Nyssens 2000). L'économie non marchande qui relève des interventions de l'État dans l'économie, est, quant à elle, supplétive, c'est-à-dire qu'elle n'est envisagée que comme le résultat d'échecs de marché. Et, ce qui relève de la réciprocité et de l'administration domestique est passé sous silence.
- 49 Polanyi (1944), grâce aux quatre modes d'intégration de l'économie, donnant droit de cité à la réciprocité et à l'administration domestique, permet de mettre en lumière tout ce qui relève aussi, dans l'économie, du non-monnaire, tels que les dons en nature ou l'engagement volontaire, ou encore la production de biens et services à l'intérieur des familles. Ce principe de l'administration domestique demeure important dans nos sociétés, notamment à travers le travail des femmes au sein du ménage, comme en attestent les nombreuses études sur le *care*. L'observation de ce principe et son importance pour les OES revient à la relecture féministe des analyses polanyiennes.
- 50 À ce stade, mentionnons que l'apport de Polanyi ne tient pas uniquement au fait qu'il fasse apparaître deux autres formes d'intégration que sont la réciprocité et l'administration domestique. Nous avons vu que Polanyi interroge le caractère naturel du marché et fait apparaître l'économie comme un processus institutionnalisé et politique, en montrant que réciprocité, redistribution, administration domestique et marché sont quatre formes institutionnelles selon lesquelles les sociétés ont toujours organisé la production, la circulation et la répartition des biens et services. Il suggère donc de penser les différentes formes d'intégration, qui peuvent toutefois parfois se trouver en tension, *sans hiérarchisation a priori*. La manière de les combiner, que ce soit au niveau macro d'une société ou au niveau micro d'une organisation, est un choix politique. Mentionnons aussi que leurs dimensions politique et socioéconomique sont liées et révèlent les intentions des acteurs au niveau de la régulation économique. Polanyi invite à analyser les formes particulières que prend l'articulation entre ces modes d'action complémentaires pour reconstituer la complexité des formes de production et de circulation des richesses, dont les combinaisons peuvent être multiples.

Illustration : le cas des OES actives dans le « care »

- 51 Dans cette partie, nous illustrons l'application de la grille d'analyse construite ci-dessus à une étude des organisations d'aide et de soin à domicile (le *care*) en Belgique francophone. Nous avons étudié sept services d'aide à domicile à partir des prestataires et des ressources mobilisées. Notre hypothèse était la suivante : les services de proximité étudiés sont une construction sociale reposant sur différentes formes d'intégration identifiées chez Polanyi, ce qui leur confère un caractère hybride. Les différents outils développés ci-dessus se sont révélés utiles à la compréhension des logiques socioéconomiques présentes dans ces OES. En effet, en étudiant ces services, nous avons constaté qu'ils mobilisaient différents prestataires professionnels et non professionnels autour de la personne dépendante : travailleuses des associations d'économie sociale (garde à domicile principalement) ou du secteur public d'une part et famille d'autre part (Nyssens et Degavre 2008). Précisément, le fait que la famille soit répertoriée dans les prestataires n'est pas anodin : certaines organisations comptent sur une participation des membres de l'entourage pour rendre leurs services. Nous avons donc trouvé dans ces services de proximité des prestataires organisés sur la logique de l'administration domestique. Les autres prestataires, telles que les gardes à domiciles, répondent davantage à la logique de la redistribution puisque leur travail relève d'un contingent d'heures fixé par l'État et attribué au secteur de l'aide à domicile et que leurs emplois sont subventionnés par des programmes de résorption du chômage.
- 52 Dans un second temps, nous avons observé ces services du point de vue des ressources qu'ils mobilisent. Nous avons constaté que la mobilisation sans hiérarchisation a priori d'une articulation entre différents types de ressources qui relèvent des différentes formes d'intégration de Polanyi permet à l'organisation de donner droit de cité dans son action à d'autres préoccupations que les seuls objectifs marchands. Ainsi, nous avons recensé des ressources marchandes (issues du marché, il s'agit de la contribution propre de l'utilisateur), des ressources non-marchandes (issues de la redistribution, il s'agit de la part de subsides de l'État ainsi que de la part de subsides des mutuelles) et des ressources gratuites (le travail de l'entourage). Les ressources non-marchandes permettent à l'organisation de poursuivre une finalité d'intérêt collectif tout en étant active sur le marché. En effet, la redistribution soutient alors la finalité collective de l'OES, à travers des politiques publiques, lui permettant d'assumer sa finalité de service collectif.
- 53 Les ressources gratuites prélevées sur le travail effectué par l'entourage relèvent de l'administration domestique, et donc de la famille. Dès lors, l'administration domestique, qui pourtant a été négligée dans les analyses ultérieures de Polanyi ainsi que dans les analyses en économie sociale au profit de la redistribution ou encore de la réciprocité, joue dans les services du *care* un rôle spécifique et fondamental : elle permet la co-construction du service entre l'utilisateur dépendant-e, l'entourage et l'organisation elle-même.
- 54 Les analyses en économie sociale mobilisant les formes d'intégration de Polanyi délaissent l'administration domestique au profit de la réciprocité. Pourtant, comme nous l'avons mentionné, les ressources puisées dans les familles ne sont pas de l'ordre de la réciprocité. La famille est une unité de production de services à la personne, gratuits, et souvent sans contre-don ou équivalence. Les enquêtes sur les budgets-temps démontrent les inégalités existant en ce qui concerne le partage des tâches domestiques : l'éducation

des enfants, le soin aux parents, l'entretien des affaires de l'époux sont autant de services rendus qui ne donneront pas lieu à un retour ou à une réciprocité équivalente. Justement, Polanyi insiste bien sur l'équivalent acceptable pour qualifier un ensemble d'interactions de « réciprocités ». Or comme le montrent de nombreux travaux sur le fonctionnement de la famille (en sociologie des rapports sociaux de sexe notamment), la famille fonctionne davantage sur le modèle du « transfert unilatéral » (Boulding, cité par Michel 1978, p. 73). Il n'y a donc pas lieu d'assimiler l'administration domestique à la réciprocité, ni en termes de prestataires, ni en termes de ressources.

- 55 Polanyi associe, lui, la famille autarcique à une forme de redistribution, arguant qu'il y a un élément centralisateur qui redistribue les ressources produites en autarcie. C'est sans doute vrai pour les unités familiales observées à certaines époques antérieures à la nôtre, mais aujourd'hui, dans les familles où les époux gagnent tous deux un revenu, il serait incorrect de penser que les ressources sont strictement mises en commun. C'est pourquoi, à nouveau, nous pensons que l'administration domestique possède son fonctionnement et ses logiques propres. Elle ne peut donc pas, dans l'état actuel des choses, être assimilée à la redistribution ou encore la réciprocité.

Approches polanyienne et féministe : correspondances

- 56 Ce sont les lectures féministes de l'économie qui nous ont permis d'être attentives au rôle encore actuel du principe d'administration domestique. De manière générale, l'approche polanyienne peut avantageusement entrer en dialogue avec l'analyse féministe en économie, d'autant que les deux approches partagent un élément fondamental : la critique de l'individu isolé comme fondement de la démarche dans les sciences économiques (England 2003, p. 33 pour l'analyse féministe) :
- 57 « The conception of human nature underlying neoclassical economics is of an individual human as radically separate from other humans and from nature ; the emphasis is on separation, distance, demarcation, autonomy, independence of self » (Nelson, 1996, p. 30)
- 58 Comme l'approche substantive de Polanyi, la lecture féministe défie en cela les définitions basées sur les théories du choix rationnel et l'individualisme méthodologique. La science économique féministe s'appuie sur la non autonomie de l'individu, sur l'encastrement des agents dans des rôles sociaux et des relations sociales. L'approche substantive (la dépendance de l'être humain à son environnement et à ses semblables) se retrouve bien dans l'économie du *care*, où la dépendance est interprétée comme la marque des relations « épaisses » entre les individus et dont les femmes ont la plus grande responsabilité, et dans la socioéconomie féministe matérialiste, où la dépendance des individus entre eux est interprétée au travers du prisme des rapports sociaux hiérarchiques qui s'établissent entre les hommes et les femmes. Pour Nelson (1996), le déni de cette dépendance par les théories orthodoxes en économie et le credo de l'*homo oeconomicus* n'est pas le fruit du hasard : si elle est exclue du raisonnement, c'est aussi parce que le travail de *care*, considéré comme « naturel », est précisément le travail des femmes. Or ce sont des hommes qui ont posé les fondements des théories économiques (Nelson, 1996, p. 31). Ceux qui ont forgé les concepts fondamentaux de la discipline ont pris comme point de départ leur propre rapport au monde et ont confondu le point de vue universel avec leur expérience « située ». On retrouve ici la même mise à nu du point de vue situé que celui

que l'on trouve chez Polanyi lorsqu'il déconstruit la vision smithienne de l'individu et des marchés : Smith a confondu l'histoire économique avec sa perception « située » de l'individu porté sur le troc et du marché du XIX^{ème} siècle.

- 59 De façon générale, l'économie féministe est articulée autour d'une définition de l'économie comme « *the provisioning of human life* » (Ferber et Nelson 2003, p. 1) et non du marché. Les frontières de l'économie substantive, comme de l'économie féministe, dépassent donc le traditionnel clivage privé-public puisque le marché n'est pas central et parce que l'on reconnaît à l'individu des besoins sociaux qu'il ne trouve à satisfaire que dans la sphère des sentiments et des rapports humains, considérée par l'économie orthodoxe comme « privée ».
- 60 Les deux analyses, polanyienne et féministe, partagent également une vision de l'économie comme un processus historique, « institutionnalisé » pour les uns, comme un ensemble construit (socialement) sur des institutions pour les autres, dont la famille n'est pas la moindre (Nelson, 1996, p. 23). L'idée d'encastrement dans des institutions est bien présente dans l'économie féministe, même si elle ne revêt pas tout à fait l'acception que nous retirons de Polanyi. Pour les économistes féministes, l'environnement social et institutionnel existe et de surcroît il marque les rapports sociaux de sexe.
- 61 La question que nous inspire ces correspondances entre l'approche substantive polanyienne et celle de l'économie féministe est de savoir en quoi consisterait une analyse économique qui ne soit pas axée sur l'individu rationnel, isolé, autonome et dont l'activité principale se situe sur le marché, mais bien au contraire axée sur les êtres humains situés socialement et où le genre « compte » pour comprendre des comportements hors-marché. La question économique devient donc la création d'organisations et d'institutions qui permettent d'inscrire l'activité économique dans des logiques non accumulatives, dans la préservation du social et de la nature. C'est à cette question principale qu'étaient consacrées les parties précédentes de l'article.

Conclusion

- 62 Sur maints aspects, Polanyi donne à penser. L'élément central développé dans cet article porte sur l'apport de cet auteur à l'analyse des organisations d'économie sociale dans leur double dimension, politique et socioéconomique. Son œuvre permet en effet de prendre deux directions différentes et complémentaires dans l'étude de celles-ci : d'une part, celle de la démonstration de l'encastrement politique des OES (elles interagissent bien avec leur environnement et co-construisent même l'action publique), d'autre part, celle de leur nature hybride en termes de logiques socioéconomiques (ce qui leur permet de préserver une finalité de service à la collectivité). Il s'agit de deux apports originaux par rapport à l'analyse des organisations, en économie comme en sociologie.
- 63 L'étude des logiques socioéconomiques présentes dans les OES, basée sur l'analyse des rationalités d'acteurs et des ressources des organisations, a notamment permis d'identifier la présence de l'administration domestique, mise au service d'une finalité collective. Ce principe est pourtant délaissé par Polanyi lui-même ainsi que par les études en économie sociale. L'analyse de cette forme d'intégration est renforcée par la lecture de genre qui nous oblige précisément à porter le regard vers ce qui se passe dans la sphère domestique. Ce que nous enseigne la présence de l'administration domestique, c'est bien que l'économie dépasse largement le marché et qu'une approche substantive permet de

dégager des marges dans l'étude des comportements et institutions qui jouent un rôle important dans la cohésion sociale. Il reste à étudier l'impact de la lecture de genre sur les autres formes d'intégration ainsi qu'à relever les tensions qu'elles suscitent en termes d'inégalités entre les sexes.

- 64 Polanyi offre donc un socle théorique pour penser les comportements altruistes ou coopératifs. Le besoin de réciprocité et de redistribution élargit la perspective de l'acte économique de production, en y intégrant notamment la confiance ou la préservation et la reproduction du lien social. Il rappelle ainsi la nécessité qu'a toute société de se protéger socialement : « *ce besoin vital de protection sociale* » (Polanyi 1983, p. 209). On doit bien à l'auteur d'avoir anticipé certaines ruptures à l'intérieur du savoir économique. Point n'est besoin de rappeler ici combien sa définition substantive de l'économie a eu de l'importance dans la fondation du raisonnement en économie sociale qui tente, précisément, de prendre un autre point de départ dans l'analyse économique, celui, notamment, des comportements et formes d'intégration de l'économie et du social. En revanche, il semble important de souligner combien l'approche substantive, partagée d'ailleurs par l'économie féministe, permet de réfléchir aussi à des phénomènes a priori non économiques au regard des paradigmes orthodoxes en économie, mais qui « comptent » dans la reproduction de la vie humaine. L'ensemble de la pensée de Polanyi repose sur l'idée que la vie humaine est un processus de reproduction *étendue*, où l'on reconnaît que plusieurs institutions et formes d'intégration participent à la régénération des liens sociaux (Degavre, 2005). Ce concept de reproduction étendue sert à désigner des pratiques concrètes qui permettent de tisser des liens étroits entre les organisations économiques et leur environnement politique et social.
- 65 L'opérationnalisation du cadre polanyien à laquelle nous nous sommes livrées dans cet article et son application aux OES dans un contexte contemporain permet dès lors de mieux éclairer leur implication dans la reproduction étendue. L'exemple étudié sur les OES d'insertion de personnes particulièrement défavorisées menant au développement de politiques publiques à destination de ces personnes, de même que celui d'un *care* qui combine ressources familiales et associatives, publiques et marchandes, en fournissent des illustrations.

BIBLIOGRAPHIE

- Alchian, A. A., et H. Demsetz (1972). « Production, Information Costs and Economic Organization », *American Economic Review*, 62, décembre, pp. 777-795.
- Crozier, M., et E. Friedberg (1977). *L'Acteur et le Système*, Ed. du Seuil, Paris. 500p.
- Defourny, J., et P. Develtere (1999). « Origines et contours de l'économie sociale au Nord et au Sud ». dans : J. Defourny, P. Develtere et B. Fonteneau, eds., *L'économie sociale au Nord et au Sud*, De Boeck Université, Paris, Bruxelles, pp. 25-56.

- Degavre, F. (2005). *Enjeux du développement dans les contextes Nord. Le rôle des femmes dans le care et la reproduction du lien social*. Thèse de doctorat. Faculté des sciences économiques, politiques et sociales. Université Catholique de Louvain. Louvain-la-Neuve, mars.
- Delphy, C. (1998). *L'ennemi principal, économie politique du patriarcat*. tome 1. Editions Syllepses, collection Nouvelles Questions Féministes, Paris.
- d'Iribarne, P. (1989). *La logique de l'honneur*, Ed. du Seuil, Paris. 280p.
- Emery, F. E., et E. L. Trist (1965). « The causal texture of organizational environments », *Human Relations*, February, vol. 18, pp. 21-32.
- England, P. (2003). « Separative and soluble selves : dichotomous thinking in economics ». dans : M. A. Ferber et J.A. Nelson. *Feminist economics today*. The University of Chicago Press, London and Chicago, pp. 33-59.
- Fama, E., et M. Jensen (1983). « Agency problems and residual claims », *Journal of Law and Economics*, 26, juin, pp. 327-349.
- Fayol, H. (1916). « L'administration industrielle et générale », *Bulletin de la société de l'industrie minérale*, n° 10, pp. 5-164.
- Ferber, M. A. et J.A. Nelson (2003). *Feminist economics today*. The University of Chicago Press, London and Chicago, 209p.
- Fusulier, B., et S. Mertens (1995). « Les entreprises de formation par le travail ». *Rapport final au projet d'évaluation des pratiques des EFT*. EFT Consultance.
- Huff, A. S. (1983). « A Rhetorical Examination of Strategic Change », dans : R. Pondy, P.J. Frost, G. Morgan et T.C. Dandridge, (eds.), *Organizational Symbolism*, JAI Press, New York, pp. 167-186.
- Jensen, M. C., et W. H. Meckling (1976). « Theory of the Firm : Managerial Behavior, Agency Costs and Ownership Structure », *Journal of Financial Economics*, 3, octobre, pp. 305-360.
- Laville, J.-L. (2004). « Encastrément et nouvelle sociologie économique : de Granovetter à Polanyi et Mauss », dans : M. La Rosa et J.-L. Laville (dir.). « La sociologie économique européenne. Une rencontre franco-italienne ». *Sociologia del Lavoro*, supplément spécial au n° 93, pp. 11-25.
- Laville, J.-L. et M. Nyssens (2001). « The Social Enterprise. Towards a Theoretical Socio-economic Approach », dans : C. Borzaga et J. Defourny (éd.), *The Emergence of Social Enterprise*. Routledge, London, New York, pp. 312-332.
- Lemaitre, A. (à paraître). *L'encastrément politique des organisations d'économie sociale et solidaire. Etudes de cas Nord-Sud*. Thèse de doctorat. Faculté des sciences économiques, politiques et sociales. Université catholique de Louvain. Louvain-la-Neuve.
- Lemaitre, A. (2007). « As organizações da economia solidária : quebrando e interrogando os paradigmas teóricos dominantes nas ciências econômicas ». *V Encontro Internacional de Economia Solidária : O Discurso e a Prática da Economia Solidária*. Université de São Paulo, pp. 11-14.
- Lemaître, A. (2006). *L'insertion par le travail des personnes défavorisées*. Prix Roger Vanthournout. Luc Pire Electronique, Bruxelles.
- Lemaître, A., M. Nyssens et A. Platteau (2005). « Les entreprises sociales d'insertion par le travail entre idéal-type et institutionnalisation ». *Recherches Sociologiques*, 01, pp. 129-152.
- Hobson, B., J. Lewis et B. Siim (2002). *Contested concepts in gender and social politics*. Edward Elgar. Cheltenham UK, Northampton, MA, USA, 242p.
- Maslow, A.H. (1954). *Motivation and Personality*, Harper and Row, New York. 293p.

- Mayo E. (1933). *The Human Problems of an Industrial Civilization*, Macmillan, Londres. 194p.
- Mc Gregor, D. (1960). *The Human Side of Enterprise*, Mc Graw Hill. 456p.
- Michel, A. (dir) (1978). *Les femmes dans la société marchande*. PUF, Paris, 256p.
- Mintzberg, H. (1982). *Structure et dynamique des organisations*, Editions d'Organisation, Paris. 440p.
- Nelson, J.A. (1996). *Feminism, Objectivity and Economics*. New York : Routledge, 174p.
- North, D. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Nyssens, M. (2000). « Les approches économiques du tiers-secteur, apports et limites des analyses anglo-saxonnes d'inspiration néo-classique ». *Sociologie du travail*. n° 42, pp. 551-565.
- Nyssens M., et F. Degavre (à paraître). « Paid and unpaid care to elderly people : a socialisation "in the making". The Case of "Home Care Workers" in Belgium ». dans : T. Addabbo, M.-P. Arrizabalaga, C. Borderías et A. Owens et al. (éds.). *Home, Work and Family, Gender and Well-being in Modern Europe*. Ashgate.
- Nyssens, M., et F. Degavre (2008). « L'innovation sociale dans les services d'aide à domicile : Les apports d'une lecture polanyienne et féministe ». *Revue Française de Socio-Economie*. n° 2, pp. 79-98.
- Peemans, J.-P. (2004). « Quelques remarques introductives sur les rapports entre gouvernance locale, économie sociale et pratiques populaires face à la globalisation », dans : S. Charlier, M. Nyssens, J.-P. Peemans et I. Yépez (éds.). *Gouvernance locale, économie sociale, pratiques populaires face à la globalisation*. Presses Universitaires UCL.
- Polanyi, K. (1983 [1944]). *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. traduit de l'anglais par C. Malamoud, préface de L. Dumont. Gallimard, Paris, 419p.
- Polanyi, K. (1977). *The Livelihood of Man*. Academic Press. New York, 280p.
- Polanyi, K., K. Arensberg et H. Pearson (dirs.) (1957). *Trade and market in the early empires. Economics in history and theory*. Glencoe III, Free Press. dans : K. Polanyi (2002). *Essais de Karl Polanyi*. Seuil, Paris, 382p.
- Pondy, R. L. (1983). « The role of Metaphors and Myths in Organization and in the Facilitation of Change », dans : R. Pondy, P.J. Frost, G. Morgan et T.C. Dandridge, (eds.), *Organizational Symbolism*, JAI Press, New York, pp. 157-166.
- Reynaud, J.-D. (1997). *Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale*, 3^{ème} édition, Armand Colin/Masson, Paris.
- Robbins, L. (1932). *An Essay on the Nature and Significance of Economic Science*. New York University Press, New York, 160p.
- Rosanvallon, P. (1992). *La crise de l'État-providence*. Editions du Seuil, Paris, 183p.
- Sainsaulieu, R. (1977). *L'identité au travail, les effets culturels de l'organisation*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. 460p.
- Taylor, F.W. (1957-1967, première version en 1911). *La direction scientifique des entreprises*, Bibliothèque Marabout, Paris-Verviers.
- Weber, M. (1964, traduction française de l'ouvrage paru en 1920). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Plon, Paris. 394p.
- Weick, K. E. (1979). *The Social Psychology of Organization*, Reading (Mass), Addison-Wesley.

Williamson, O. (1975). *Markets and Hierarchies : Analysis and Antitrust Implications*, MacMillan, Free Press, New York. 286p.

Williamson, O. (1985). *The Economic Institutions of Capitalism : Firms, Markets, Relational Contracting*, MacMillan, Free Press, New York. 468p.

NOTES

1. Nous utilisons par convention la distinction entre théories économiques « orthodoxes » et « hétérodoxes », en supposant que les théories orthodoxes en économie ont acquis une place relativement prépondérante, voire dominante, en sciences économiques.
2. Il existe cependant des marchés encastrés, comme le reconnaît lui-même Polanyi (1983) et des marchés non auto-régulateurs, où les prix sont « gouvernés ».
3. On peut objecter à Polanyi que le mobile du gain s'accompagne, dans les économies contemporaines, de la redistribution sous la forme de l'Etat social.
4. Il y a là une forte contradiction chez Polanyi, dans la mesure où le désencastrement de l'économie n'est possible justement que parce que l'économie est encastrée. Dans la mesure où cette contradiction chez l'auteur n'affecte pas les arguments développés dans l'article, nous présentons son analyse sans développer ce point.

RÉSUMÉS

Les approches traditionnelles des organisations d'économie sociale (OES) se centrent le plus souvent sur leur dimension socioéconomique, les analysant comme des initiatives privées non-lucratives produisant des biens et services, dans un rapport de contingence à leur environnement. Dans l'article, nous défendons une approche des OES fondée sur leur double dimension, socioéconomique et politique. Nous les envisageons aussi comme des institutions, capables d'action sur leur contexte, comme des voies d'expression collective s'inscrivant de manière spécifique dans l'espace public et pouvant interagir avec la régulation publique. L'article a pour objectif de démontrer la pertinence de la grille polanyienne pour appréhender cette double dimension, à travers la mobilisation de deux concepts : d'une part celui d'encastrement politique et, d'autre part, celui de l'articulation des différentes formes d'intégration, mis en avant à travers l'adoption d'une définition substantive de l'économie. Parmi ces formes, le principe de l'administration domestique est très peu évoqué dans la littérature sur la pensée de Polanyi. Pourtant, l'administration domestique renvoie à ce que la littérature féministe contemporaine appelle le « travail domestique » ou encore le *care*, à savoir la production, principalement assurée par les femmes, de biens et services gratuits destinés à leurs proches. Une relecture de ce principe dans le cadre des rapports sociaux de sexes démontre tout son intérêt dans les OES, particulièrement celles qui sont impliquées dans l'aide à la personne, où l'entourage proche est régulièrement mobilisé.

The traditional approaches of the social economy organizations (SEO) generally focus on their socioeconomic dimension, analyzing them as private non-profit initiatives producing goods and services, in a contingent relation with their environment. In this article, we suggest an approach

of SEO based on a double dimension, socio-economical and political. We consider them also as institutions able to act on their context, like collective expressions that are fitting in with the public space in a specific manner and able to interact with the public regulation. The article aims to demonstrate the pertinence of the Polanyian framework in order to consider such double dimension, through the mobilization of two major concepts: on the one hand, “political embeddedness” and, on the other hand, the different “forms of integration”, put into light through the adoption of a substantive definition of the economy. Among these “forms of integration”, the one of domestic administration is seldom cited in the literature on Polanyi’s thought. However, domestic administration refers to what the feminist literature calls “domestic work” or “care”, which means the production, mainly assumed by the women, of free goods and services in their family. Domestic administration can be analyzed through the gender lenses, so that it reveals its interest for the analysis of SEO, particularly the ones that are implicated in the home care, where the close relatives are usually mobilized.

INDEX

Keywords : feminist approach, integration form, political embeddedness, social economy organization, substantive economy

Mots-clés : approche féministe, économie substantive, encastrement politique, forme d’intégration, organisation d’économie sociale

AUTEURS

FLORENCE DEGAVRE

Florence Degavre est économiste, docteure en Sciences sociales. Elle est Professeure à la Faculté Ouverte de Politique Économique et Sociale de Université catholique de Louvain et chercheuse au CERISIS. Elle travaille sur les politiques sociales dans le domaine du « *care* » avec une perspective de genre.

ANDREIA LEMAÎTRE

Andreia Lemaître est économiste, Aspirante du Fonds National de la Recherche Scientifique Belge, au CERISIS et à l’Institut d’Études du Développement de l’Université catholique de Louvain. Elle travaille sur les organisations d’économie sociale et solidaire et les politiques publiques à destination du champ, dans le contexte européen et au Brésil.

La place de l'économie de marché dans une société rurale malgache : l'actualité des travaux de Polanyi

The Place of the Market Economy in a Rural Malagasy Society: The Latest News on Polanyi's Work

Antoine Delière

Introduction

- 1 Notre communication vise à présenter certains résultats d'une recherche sur les formes d'échange et la mise en place d'une économie de marché dans une société rurale malgache.¹ Nous avons effectué ces études de terrain de 2005 à 2007 dans le village d'Amboasary situé sur les Hautes Terres centrales malgache. Une fois arrivé sur le terrain d'étude, nous avons été confrontés à une situation inédite : une population rurale considérée comme très pauvre² parvient à organiser chaque année des festivités très coûteuses pour honorer ses ancêtres. La situation était assez troublante : pourquoi des populations vivant sous le seuil de pauvreté dépensent-elles le peu qu'elles arrivent à accumuler pour des morts qui, par définition, ne reviendront pas ? Autrement dit, pourquoi n'investissent-elles pas dans des domaines plus productifs comme l'achat de matériel agricole, d'engrais chimique, etc. afin d'augmenter les surplus agricoles et ainsi augmenter d'autant les revenus monétaires ? Ces questions sont évidemment troublantes et on semble nager dans les abîmes de l'irrationalité. Mais les anthropologues ont montré depuis longtemps que ce qui peut être rationnel pour un peuple peut être considéré comme irrationnel par un autre, et vice versa. Que la rationalité est donc culturelle et souvent imposée par les plus forts. Si les conduites d'autrui ne sont donc pas irrationnelles, elles procèdent par conséquent d'une « autre rationalité » dont il faudra percer les mystères. Ce premier questionnement nous permettra de remettre en cause de nombreux malentendus culturels concernant l'attachement émotionnel des sociétés agricoles malgaches aux terres ancestrales et aux tombeaux. Ignorant la dimension

symbolique essentielle des conceptions locales, les « développeurs » ont du mal à comprendre que des paysans, vivant fréquemment dans ce qu'ils considèrent comme des masures, investissent des fortunes dans des tombeaux ostentatoires d'où, peut-être, cette qualification facile de « société de la mort » appliquée aux sociétés malgaches, qui pourtant n'explique rien.

- 2 La question du « pourquoi » qu'il faudra donc résoudre dans un premier temps débouche sur la question du « comment ». Si les raisons de telles pratiques ont souvent animé les enquêtes des ethnologues malgaches, la mise en pratique effective a très peu été discutée. Comment une population qui vit avec moins de deux dollars par jour parvient-elle à organiser de telle cérémonie qui rassemble parfois plus d'un millier de personnes qu'il faut nourrir. Quelles sont les ressources et les forces mobilisées pour réunir les moyens de ce financement ? Les réponses à ces questions nous permettront d'évaluer la place de l'économie dans cette société rurale. Mais avant cela, il faut revenir à la théorie de l'encastrement de Karl Polanyi.

De l'intérêt d'une approche polanyienne des sociétés en développement

- 3 Karl Polanyi est principalement connu du grand public pour son ouvrage *La Grande Transformation*, publié en 1944, dans lequel il étudie l'évolution de la place de l'économie dans les sociétés. La notion d'« encastrement » (*embeddedness*) va permettre à Polanyi d'étudier l'évolution de la place de l'économie dans la société. Le concept, en tant que variable historique, évalue à quel point une économie est séparée ou non de la société. L'histoire économique de l'Occident montre que le développement des échanges marchands a conduit progressivement à faire du marché auto-régulé la forme essentielle de la régulation d'ensemble des économies. Le XVIIIème siècle et encore plus le XIXème sont les témoins de la naissance d'une utopie, celle du « Grand marché » reposant sur la croyance qu'il serait possible d'organiser la société sur la base d'un ensemble de marchés autorégulés. Cette croyance est si forte qu'elle va progressivement amener la société, sous l'impulsion des pouvoirs publics, à s'organiser effectivement sur ce modèle. Ce processus va passer par la transformation en marchandises d'objets qui, intrinsèquement et historiquement, ont toujours été hors de toute relation marchande : le travail, la terre et la monnaie. L'ensemble du processus conduit à un fait totalement inédit dans l'histoire des sociétés humaines : l'autonomisation complète de la sphère économique, alors que cette dernière avait été jusqu'à présent toujours encastree au sein de relation sociales. L'économie se détache du social, « la société est devenue sur toute la ligne un appendice du système économique » (Polanyi, 1983, p. 111).
- 4 Dans la perspective de Polanyi, l'ensemble des transformations des économies de marché qui se sont produites dans la première moitié du XXe siècle constitue « la Grande Transformation ». Pour lui, le triomphe du marché au milieu du XIXe a abouti – lors de la Grande Crise des années 1930 – à une situation de désorganisation sociale, d'instabilité politique et à des dysfonctionnements monétaires et financiers causant une montée généralisée de l'endettement qui n'est pas supportable à terme pour l'économie mondiale. A certains égards, les thèses de Polanyi peuvent être considérées orthodoxes, mais elles ont l'intérêt de montrer que l'autorégulation de l'économie marchande est une illusion, c'est l'échec de « l'utopie du marché ». Si Polanyi ne nie pas un certain nombre

de vertus autorégulatrices propres à ce Grand Marché, il affirme néanmoins son caractère essentiellement utopique car jamais la société n'aurait supporté toutes les conséquences concrètes d'une telle conception. Il montre d'ailleurs que, face à ce processus destructeur, la société n'est pas restée immobile et a tenté de se protéger. C'est ainsi que s'est mis en place un « contre-mouvement » se manifestant notamment au travers de l'émergence d'une législation sociale rendant, pendant un temps, la société de marché tolérable pour la vie des hommes.

- 5 A partir des années 1950, les travaux de Polanyi se concentrent à nouveau sur les « économies primitives » pour parachever l'explicitation du cadre théorique que l'on trouve en filigrane dans *La Grande Transformation*. Avec ses collègues de l'Université de Columbia - notamment l'anthropologue Conrad Arensberg et l'économiste Harry Pearson - Polanyi élabore un grand projet destiné à produire une analyse nouvelle des formes de distribution non-marchandes. Ce projet se concrétisera en 1957 dans l'ouvrage *Trade and Markets in the Early Empires* qui fût la première œuvre d'une série qui forma une sorte de charte de ce que devint l'« école substantive » dans l'anthropologie économique américaine. L'article « *L'économie comme procès institutionnalisé* » est de ce point de vue essentiel puisqu'il constitue l'un des écrits majeurs de l'économie institutionnelle. C'est ici que Polanyi introduit la distinction entre l'« économie formelle » et l'« économie substantive ». Animés par l'ambition de fonder une théorie générale et universelle des rapports entre économie et société/culture, les tenants de l'approche formaliste, au rang desquels on compte Melville Herskovits, Edward LeClair, Robbins Burling, considèrent que les lois et les concepts de l'économie capitaliste pouvaient expliquer tout système économique, l'économie était à prendre au sens d'« économie de moyens » : des moyens limités pour des fins illimitées. Cela sous-tend la loi de la maximisation, dont les deux piliers sont la notion de rareté et la notion de choix. Les moyens dont dispose tout acteur économique sont postulés rares et c'est par des stratégies, présumées rationnelles, qu'il saura déployer qu'il parviendra à les utiliser au maximum de son avantage. Leur projet est donc d'emprunter directement les concepts de l'économie néo-classique (concurrence, homo-oeconomicus, capital, investissement, offre et demande, maximalisation des fins) pour analyser des sociétés historiquement et culturellement différentes de la société industrielle.³ Une telle thèse revient à dire qu'il n'existe en fin de compte qu'un seul type d'économie, celui que nous connaissons dans notre civilisation, l'économie de marché et de « libre » concurrence, autrement dit l'économie libérale (Dupuis, 2001, p. 14).
- 6 Si cette approche se justifie pour étudier l'économie moderne plus ou moins « désencastrée », elle est en revanche, selon Polanyi, totalement inadaptée pour étudier les économies dites « primitives ». S'inspirant notamment des travaux de Malinowski sur les Iles Tobriand, Polanyi faisait déjà observer, dans son ouvrage *La Grande Transformation*, que dans de nombreuses sociétés « primitives », « les relations sociales de l'homme englobent [...] son économie » (Polanyi, 1983, p. 74-75). Il remarque à ce propos que l'échange marchand n'a pas toujours et partout existé. En effet, certaines sociétés se caractérisent par « l'absence du mobile du gain ; celle du principe du travail rémunéré, celle du principe du moindre effort ; et celle, en particulier, de toute institution séparée et distincte qui soit fondée sur des mobiles économiques » (1983, p. 76). Dans de nombreuses sociétés, tout au long de l'histoire humaine, les biens ont été produits et consommés pour l'essentiel dans le cadre de l'unité domestique (famille plus ou moins large, clan, etc.). Selon Polanyi, suivi par après par George Dalton, il existe plusieurs types de systèmes économiques qui combinent

différemment trois modèles fondamentaux de circulations des biens- appelés « formes d'intégration » : la « réciprocité », la « redistribution » et l'« échange de marché ». Le marché n'a donc rien de « naturel », il s'agit d'une construction socio-historique. Dans les sociétés dites « primitives », la circulation des richesses entre groupes différents obéit le plus souvent à une logique de réciprocité ou de redistribution, c'est-à-dire selon les principes de « symétrie » et de « centralité ». La fonction économique est alors assumée par des institutions sociales d'une autre nature à savoir la parenté, la politique ou la religion. Les rapports économiques sont alors « imbriqués », « encastrés » ou « enchâssés » (*embedded*) dans d'autres types de rapports : « *en fait, le système économique est une simple fonction de l'organisation sociale* » (1983, p. 79). Pour ces raisons, étudier ces économies « pré-modernes » en dehors des « *tissus de relations* » serait erroné. (1968, p. 117).

- 7 Or, au début du XXI^e siècle, la mondialisation marchande continue de conquérir toutes les économies et toutes les sociétés. Rares sont les sociétés qui peuvent encore prétendre échapper à la « modernité » et aux tentacules de l'économie de marché. En effet, depuis le début des années 1980, on assiste à la fois à un retour en force de la logique du marché dans le fonctionnement des économies qui, à travers la mondialisation, apporte une nouvelle extension du règne de la marchandise, et à un retour en force des idées libérales avec ou sans « néo ». La mondialisation qui fait suite au développement et à la colonisation, est devenue la grande référence sur le plan politique, social et culturel de la fin du XX^e et du début du XXI^e siècle. Les entreprises se délocalisent, les biens, les marchés financiers et les individus traversent les frontières de plus en plus vite. L'intrusion de l'économie de marché dans les pays en développement a provoqué de nombreux bouleversements socioculturels tels que la transformation du travail et de la terre en marchandise. Dans ce contexte, certains affirment même que l'on assiste à la fin de l'histoire, la victoire de l'économie de marché et du capitalisme étant définitivement assurée.
- 8 Non seulement une telle approche est vivement controversée, mais elle laisse entièrement posée la question d'une part de la régulation sociétale d'une économie de marché et d'autre part de la place de l'économie dans les sociétés « primitives » devenues depuis « en voie de développement ». L'introduction de l'économie de marché dans les sociétés « en voie de développement » déracine-t-elle également la sphère économique de son socle social ? En d'autres termes, peut-on encore analyser dans les pays en voie de développement les formes d'échanges en dehors des relations et des institutions sociales ? Est-ce que finalement les concepts de « l'école substantive » sont devenus obsolètes au profit de ceux forgés par « l'école formaliste » ?
- 9 Pour répondre à ces questions, nous nous baserons sur les résultats de notre étude de terrain effectuée dans le village d'Amboasary, près de la Capitale Malgache. Dans un premier temps, nous nous employons à décrire et analyser les modes de production ainsi que l'insertion d'une économie de marché au sein de la société rurale. Ensuite, nous montrons quelles sont les logiques qui sous-tendent la vie en générale ainsi que l'importance de la vie religieuse et symbolique pour les ménages ruraux. Cette partie nous permettra de connecter les résultats empiriques avec la théorie de l'encastrement de Polanyi puisqu'elle démontrera que la sphère « économique » est au service de la sphère symbolique et donc de la société. L'analyse d'une cérémonie post-mortuaire du *famadihana* en sera l'illustration.

Une société rurale malgache : le village d'Amboasary

- 10 En venant d'Antananarivo, Capitale de Madagascar, par la route nationale 7, le village d'Amboasary se découvre immédiatement lorsque l'on aperçoit les petites chutes de la rivière Andromba. Le hameau est installé principalement sur une butte sur la rive gauche de la rivière. Faisant partie de la commune rurale de Behenji, le village est délimité au Sud par le Fokontany⁴ d'Ankadivorisarotra, au Nord par le Fokontany principal Tsinjony, à l'Ouest par Mandrosoa et à l'Est par Volaitso. Le village d'Amboasary s'étend sur une superficie de 3 km² dans la partie nord de Behenji. Les habitations du village sont bien visibles sur un petit plateau en contrebas de la montagne d'Iharanandriana et éloignées de la forêt environnante par crainte des incendies. L'échelle manuelle de l'agriculture à Amboasary ressort d'une simple observation du paysage ; aucun champ immense, encore moins de matériel technique moderne. Le damier des petites parcelles agricoles attire le regard. Le spectacle des paysans qui se rendent à pied au marché renseigne sur le faible niveau de production : une soubique de légumes portés sur la tête, une ou deux têtes de volaille qui dépasse d'un panier, un porc trotinant à quelques pas devant son propriétaire, rien de bien volumineux qui suggérerait une agriculture à haut rendement. La taille des parcelles confirme la petite échelle de production avec en moyenne des rizières qui ne dépassent pas l'hectare et des cultures pluviales qui ne dépassent pas les trois hectares.⁵ Les paysans invoquent deux raisons pour expliquer la présence de terres cultivables non cultivées : d'une part, le manque d'eau, et d'autre part, l'infertilité traditionnelle du sol, dont les conséquences sont le métayage voire l'exode rural et la recherche d'emplois dans les entreprises locales, créant un manque aigu de main-d'œuvre pour les travaux agricoles. L'insuffisance notoire de superficie cultivable couplée avec le manque de productivité amènent les paysans à migrer, ou à chercher du travail en ville, ou encore à acheter des terrains en dehors de leur tanindrazana (terre ancestrale). Selon le Président du Fokontany⁶ : « En raison des multiples obligations sociales, et en prévision des semences pour la prochaine saison culturale, la production du riz ne suffit point pour la consommation familiale annuelle chez un paysan sur deux ».
- 11 La pauvreté en matière d'équipement est également un autre indicateur de cette petite échelle de production. L'exploitation des terres se fait avec des techniques agricoles rudimentaires de type traditionnel (bêches, sarcloirs tirés par des bœufs,...).

Tableau n° 1 : Équipement agricole par ménage

Équipement	Équipements par ménage
Bovins	1,48
Charrue	0,56
Herse	0,34
Angady (bêche)	2,08
Charrette	0,21
Pelle	0,69
Faucille	1,56

Source : Enquête auprès des ménages d'Amboasary. 2006.

- 12 La production est par conséquent en mesure du petit matériel et des petites parcelles que possède chaque ménage. Les charrues, herse et charrettes sont rares alors que, tractée par la force animale (bovin), elles permettraient d'accroître la productivité substantiellement. On ne dénombre que treize ménages qui possèdent une charrette. Les rendements sont eux-mêmes peu élevés avec en moyenne 2,2 tonnes de paddy⁷ par hectare.⁸ La quantité importante de semence utilisée (110-130kg par hectare) se combine avec la faiblesse des rendements limitant ainsi les surplus commercialisables. L'activité n'est pas seulement handicapée par son échelle mais également par sa dispersion. Les exploitations rizicoles comportent en moyenne un minimum de quatre parcelles, mais certains ménages mettent en valeur jusqu'à sept ou huit parcelles. La taille moyenne est de cinq ares⁹ et certaines ne dépassent pas les dix mètres carrés. Sur les *tanety* (flanc de collines), les ménages possèdent en moyenne cinq à six parcelles de cultures pluviales. L'éclatement des parcelles contraint les paysans à tenir compte, dans la gestion de la production, des contraintes d'éloignement et de déplacement qui rend le transport de fumier par soubique lourd et éreintant. Le morcellement des parcelles s'accroît au fur et à mesure des partages successoraux, chaque héritier conservant ses champs sans obligation de résidence. Cet émiettement est encore favorisé par les transactions foncières effectuées pour résoudre les besoins de liquidité. La valeur accordée à la terre semble s'adapter lentement à l'économie de marché et « *de plus en plus de Malgaches se font à l'idée d'extraire au moins une partie de leurs terres du domaine du sacré vers celui du profane où elle pourra être monnayée* » (Randriamarolaza, 2004, p. 165).
- 13 Si les parcelles sont dispersées, la fertilité du sol est également un enjeu important pour le paysan. A Amboasary, les propriétaires de parcelles traitent les carences du sol pour obtenir un maximum de production. Ils interviennent notamment dans trois domaines : en apportant des éléments fertilisants, en associant différentes cultures et en procédant à leur rotation. Ces procédés mêlent des pratiques traditionnelles et des techniques modernes introduites par les opérations d'encadrement agricole. La grande majorité des parcelles sont fumées, ce qui indique l'importance des apports à la parcelle. Les paysans utilisent toute une variété de matière organique animale comme engrais naturel. Les déjections des porcs ou des lapins mélangés à d'autres éléments minéraux serviront également d'intrants organiques d'origine animale. Une autre technique est la culture sur

brûlis. On brûle une certaine quantité de graminées ou d'arbustes qu'on a étalés préalablement sur la parcelle à labourer. Les cendres, retournées avec la terre, engraisseront celle-ci. S'agissant pour l'essentiel de résidus alimentaires, les intrants végétaux sont les plus disponibles pour tous ; ils diffèrent en cela des engrais chimiques, accessibles seulement à ceux qui ont les moyens de les acheter. Fautes de moyens, la fumure organique est d'ailleurs redevenue le fondement des apports fertilisants sur les parcelles de *tanety* comme lors des périodes antérieures à l'introduction des techniques agricoles modernes.

- 14 Les ménages déficitaires en riz le sont non seulement pour des raisons foncières, mais également à cause de la dégradation du système d'irrigation, de l'insuffisance des engrais organiques et du prix exorbitant des engrais chimiques. D'une manière générale, l'augmentation des rendements est possible avec l'adoption du repiquage en ligne, des semences améliorées, couplée avec l'utilisation des engrais chimiques, mais l'attachement aux variétés ancestrales est d'autant plus marqué que la hausse du coût des intrants les rend inabordable pour beaucoup. Dispersion des parcelles et sous-équipement agricole sont les caractéristiques de cette petite paysannerie d'Amboasary qui assure la production vivrière en exploitations familiales.

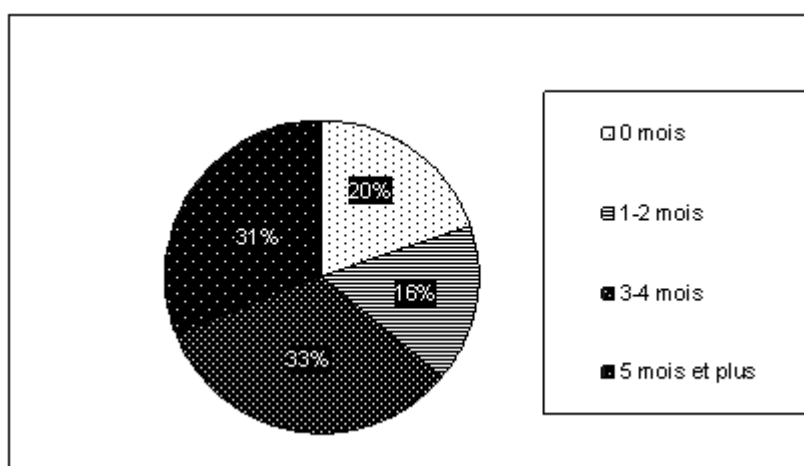
La riziculture et la période de soudure (fahavaratra)

- 15 Les principaux moyens de subsistance dans le monde rural visent tout d'abord l'autoconsommation et, de ce fait, la sécurité alimentaire est la règle qui guide les pratiques des paysans d'Amboasary et qui régit l'ensemble de la production agricole. Ainsi pour la majorité des ménages, la production rizicole est destinée prioritairement à l'autoconsommation, puis à l'auto-provisionnement en semences et, dans le cas où il est pratiqué, aux parts du faire-valoir-indirect. Si surplus additionnel il y a, une partie de celui-ci sera consacrée à la vente.
- 16 Un calcul a été fait sur les bases de :
- La taille moyenne du ménage : 3,4 personnes
 - La superficie rizicole moyenne exploitée par ménage : 5 ares
 - Le rendement moyen dans le terroir : 2,2 tonnes à l'hectare
- 17 La consommation moyenne annuelle d'un ménage est de 744,6kg¹⁰, alors que sa production donne 1100kg de paddy, fournissant 730kg de riz blanchi.¹¹ Les autorités et les institutions internationales estiment qu'en moyenne la ration calorique des ménages agricoles malgaches provient pour deux tiers de l'autoconsommation, et est évaluée à près de 2.000 Kcal par tête par jour, alors que le seuil de sous-alimentation est de 2.300 Kcal (Dorosh & al., 2003). Les revenus tirés de la commercialisation des récoltes, facteurs essentiels de la sécurité alimentaire, sont très faibles et d'autant plus faibles que l'on s'éloigne des principales voies de desserte. En général, on estime que les villages éloignés des routes bitumées reçoivent un prix de 15 à 25 % plus bas que ceux situés à proximité de routes bitumées.¹²
- 18 À Amboasary, comme partout ailleurs, les ménages ruraux étendent leurs activités (commerce, artisanat, élevage) afin d'élargir leur source de revenu et ainsi compenser leur déficit calorique. Or, comme me le fit remarquer un paysan, « *la faiblesse du revenu tiré de la vente de ces produits agricoles (manioc, riz, etc.) ne m'incite pas, ainsi que les autres villageois, à produire plus* ». Cela pourrait être une raison de la baisse de la production

vivrière ainsi que du déficit alimentaire national. De toute façon, toujours selon ce paysan, il lui serait difficile de produire davantage. L'absence de moyens financiers pour acheter des intrants et la petite taille de son exploitation ne peut conclure qu'au faible niveau de sa production me confie-t-il. En effet, les exploitations ont tendance à se morceler davantage avec le temps. Le mode d'acquisition des terres chez les Malgaches se fait principalement par héritage. Alors que ses parents possédaient une superficie exploitée de 10ha, il n'en a hérité que de la moitié et devra partager également ses terres à ses enfants. Un certain nombre d'experts internationaux ont proposé de compenser le manque de terre par l'amélioration de la productivité à l'hectare. Les essais furent nombreux mais rares furent les résultats positifs à long terme. Des problèmes techniques non seulement furent pointés du doigt mais il faut également souligner des résistances de la part des paysans.¹³ Les intrants chimiques ont certes augmenté la productivité mais ceux-ci ont souffert des déficits d'approvisionnement ainsi que de leur coût, souvent prohibitif pour la majorité des bourses paysannes. L'utilisation de gros engins tels que le tracteur est par ailleurs à exclure vu le caractère parcellaire des rizières et des terres cultivées.

- 19 Une enquête auprès des ménages montre que, mise à part les grands propriétaires, les paysans ne sont pas autosuffisants c'est-à-dire que le stock de riz d'une saison ne permet pas d'atteindre la suivante. S'ensuit une période dite de soudure¹⁴ où les paysans doivent acheter du riz car les réserves familiales sont épuisées. Ainsi à Amboasary, la soudure rizicole touche 80 % de la population. Seule une minorité, 20 %, avoue ne pas devoir acheter de riz pour ses besoins alimentaires dans l'année.

Figure 1 : Importance de la soudure à Amboasary



- 20 Trente pour cent des ménages affirment devoir réserver une part de leur production pour honorer le contrat de métayage. En général, le paysan-métayer retient les deux tiers de la récolte et fournit les semences, le fumier et paie les *mpanetsa* (repiqueuses). La récolte mise en sac, les propriétaires viennent chercher leur part de *varin-drazana* (riz ancestral).
- 21 Seuls les paysans propriétaires de large superficie de terres ont la possibilité de stocker leur surplus dans des annexes, tels les silos creusés, les greniers et de les vendre afin de se constituer des bénéfices non négligeables. Les grands producteurs sont assurés de revenus importants car ils sont les seuls à pouvoir attendre la période de soudure pour mettre leurs produits sur le marché. Dix pourcent déclarent vendre du riz et certains n'hésitent pas à spéculer sur le riz acheté. Ils l'achètent à 650 Ariary¹⁵ le kilo dans les

villages reculés (à plusieurs heures de marche) et le revendent à 750 ariary au marché de Behenji. Souvent, ce sont des intermédiaires qui en achètent pour l'écouler à la capitale, où il sera encore vendu plus cher. Le transport et le décortilage manuel permettent d'augmenter la valeur du produit et d'en tirer des bénéfices sans devoir puiser dans sa propre réserve. La spéculation est un moyen fort prisé qui permet de gagner de l'argent très rapidement. Rakoto Ramiarantsoa (1995, p. 174) montre ainsi qu'à la question « *Si vous aviez 100.000FMG disponibles, à quoi les utiliseriez-vous ?* », plus de 80 % des ménages ont répondu : « *à l'achat de paddy pour le décortiquer et le vendre, blanchi, progressivement au marché* ».

- 22 La volonté d'assurer en priorité l'autoconsommation du foyer n'est, en réalité, jamais respectée. Lorsque les provisions le permettent encore, la majorité des ménages vendent une certaine quantité de leur riz pour couvrir des frais divers tel que les besoins vestimentaires ou des frais médicaux. Chacun le fait, en étant conscient que la partie ponctionnée correspond à autant de quantité amputée sur la réserve familiale. Le rachat du déficit, en période de soudure, se fait à des prix plus élevés sur le marché. Comme le souligne Hervé Rakoto Ramiarantsoa (1995, p. 174) : « *la soudure est liée aux caractères structurels de l'activité rizicole. Conjoncture forcée et non choix délibéré, elle conditionne l'objectif prioritaire d'autoconsommation avant la recherche de la rentabilité* ».
- 23 Pour faire face à la période de soudure rizicole, plusieurs comportements alimentaires sont observés. Ainsi certains ménages cuisent du riz doux pour les trois repas journaliers.¹⁶ D'autres réduisent de moitié leur consommation journalière de riz. Dans tous les cas, l'insuffisance en riz est compensée par la consommation de tubercules, de manioc et de patates douces. Certains limitent, dès la récolte, leur ration quotidienne de riz, en intégrant plus que la normale des autres légumes ; ils achètent dès cette époque, lorsque les prix sont encore bas, du paddy en prévision de la soudure. La période de soudure fait ainsi converger les comportements alimentaires des paysans avec une diminution de la consommation du riz, un mode de cuisson moins dépensier en paddy et une plus grande place des tubercules. Si ces régimes sont de plus en plus importants, ils n'en sont pas moins temporaires et disparaissent pour la plupart lorsqu'une consommation normale de riz est possible : du riz à chaque repas, doux le matin, sec le midi et le soir. Certains ménages se rattrapent, pendant les beaux jours qui suivent la récolte, en mettant deux fois plus de riz dans la marmite. Ce défolement ou ce gaspillage, conséquence d'une longue frustration alimentaire, s'explique, selon un paysan, par « *le besoin de retrouver ses forces en vue de la prochaine période de soudure* ».

Construction d'un tombeau et famadihana

- 24 Malgré les difficultés financières, de nombreux chefs de ménage ont l'intention d'organiser un grand *famadihana* (secondes funérailles) et, si les moyens le permettent, la construction d'un nouveau tombeau. La construction d'un tombeau est un événement important dans la vie d'un chef de ménage parce que le fait de pouvoir réunir sa famille dans l'au-delà procure beaucoup de prestige social. Un dicton malgache évoque bien l'importance de ce rassemblement « *Vivants, une seule maison ; morts, un seul tombeau* »¹⁷. Il s'agit d'un devoir pour un aîné d'une famille d'assurer la demeure éternelle de ses proches et de sa lignée. La décision de construire un tombeau familial est prise par l'ensemble de la famille lorsque l'on constate une extension importante de la famille et qu'il ne sera plus possible de se partager une même tombe ancestrale. Selon nos enquêtes,

un peu moins de la moitié des pères de familles souhaitent construire un nouveau tombeau et ceci pour deux raisons principales : la première renvoie, comme nous l'avons dit, à l'incapacité de certaines tombes construites par les ancêtres de contenir encore des descendants après plus de dix générations. Le système patriarcal permet à tous les hommes d'une lignée, ainsi que leurs épouses, de se faire enterrer dans le tombeau familial. La seconde raison se retrouve chez les quelques pères de famille étrangers au village, qui désirent créer une nouvelle filiation.

- 25 Les anthropologues ont mis en évidence que le tombeau, la filiation et les ancêtres jouent un rôle triangulaire (Andrianjafitrimo, 2003, p. 101). Ainsi, Bloch (1971, p. 45) affirme que « *Burial in tomb is the ultimate criterion of membership* », mais aussi « *a man's home is more where he will be buried than where he lives* ». Selon Bloch, les trois termes s'articulent de manière cohérente pour composer l'identité de l'individu. Pour ces raisons, construire un tombeau est aussi important, voire plus important que de construire une maison. Honorer les ancêtres et/ou être le fondateur d'un nouveau tombeau familial donne ainsi un sens à l'existence et une raison d'être. C'est, avant tout, une question de prestige personnel qui aura des retombées sur le prestige de la famille. Il y a un honneur spécifique dans le fait d'être fondateur d'une nouvelle tombe : « *un chef de famille qui s'est rendu célèbre ne peut pas entrer dans une tombe où il ne présiderait pas* » nous confie un chef de ménage. La réussite socio-économique d'une personne, de son vivant, se manifeste dans la construction de sa tombe. Haile (pp. 405-406) note que « *l'estimation à la fois des vivants et des morts dépend beaucoup de la qualité des tombes, de leur solidité et de leur splendeur qui sont la mesure de l'honneur. L'homme qui ne peut pas se flatter d'avoir une tombe est un non-être dans la société, il ne mérite aucune considération* ». La présence des motifs décoratifs sculptés dans la pierre de la porte du tombeau montre toute « *la richesse visible* » ou « *haren-kita fasana* », qui mérite toutes les considérations.
- 26 Ceux qui ont réussi socialement et économiquement ont, pour cette raison, comme projets la perpétuation de leur prestige après leur passage dans ce monde. L'individu et la famille qui s'engagent dans la construction d'un tombeau ou dans l'organisation de grandes cérémonies deviennent donc des exemples de réussite sociale puisque d'une part, l'individu se développe en construisant une tombe, sa nouvelle demeure en tant qu'ancêtre et d'autre part, parce qu'en honorant ses ancêtres, il bénéficie de leurs bénédictions. La construction d'un tombeau et l'accomplissement des obligations envers les ancêtres confèrent donc un prestige immense au sein de la communauté puisqu'il traduit une étape de l'ascension sociale, qui, comme nous l'avons vu, n'est pas accessible à tous. Pour le prestige qu'elles confèrent, ces « dépenses sociales » constituent le cœur de la différenciation sociale au sein de cette société agricole. Si les ménages à budget en déficit ne peuvent honorer leurs ancêtres comme il se doit, les ménages à budget excédentaire en font une priorité voire un objectif de vie. Une fois la sécurité alimentaire assurée, la vente des surplus de la production est destinée à entretenir le *tanindrazana* (la terre des ancêtres). Ici, la logique économique est subordonnée à la logique sociale et symbolique qui, en retour, apporte prestige et donc distinction. Pour reprendre les termes de Polanyi, la sphère économique est donc bien « encadrée » dans la société. Les bénéfices tirés de la vente du surplus agricole sont prioritairement destinés non pas à la reproduction du capital économique mais bien à la sphère symbolique (tombeaux, festivités culturelles, etc.) et, par ce biais, à la filiation et aux liens de parenté. Cette logique socioculturelle (culte des ancêtres) reposant sur l'attachement au *tanindrazana* se trouve à la source de l'identité de l'individu et de par ce fait de sa position dans son

groupe social à savoir la famille et le *fokonolona* (communauté villageoise). Pour illustrer notre propos nous analyserons l'organisation d'un *famadihana* (« cérémonie du retournement des morts »). Avant cela, il est nécessaire de bien comprendre la logique socioculturelle qui la sous-tend.

Le Lahatra ou la cosmologie malgache

- 27 L'origine de la cosmologie malgache et de la religion des ancêtres auraient pour origine, selon Paul Ottino (1998, p. 538), une conjonction de la dureté des conditions matérielles et climatiques (insuffisance de l'alimentation, la pauvreté de l'habitat, le manque d'hygiène et de soins médicaux) :

« Dans un tel environnement, on comprend que les morts subies, les mauvaises récoltes, les malchances répétées sur lesquels les hommes et les femmes sont sans contrôle, les forcent à la recherche d'un sens qu'ils ne peuvent guère que découvrir dans l'imaginaire. Faute d'être en mesure de comprendre et d'interpréter les malheurs ou calamités naturels qui les atteignent dans leur personne, dans leur famille, dans leurs récoltes ou leurs troupeaux, ils les interprètent comme les conséquences de fautes ou de manquements dont ils se seraient rendus coupables à l'égard de l'instance de leurs ancêtres ou autres entités du monde invisible qui les en puniraient ».

- 28 En d'autres mots, faute de pouvoir agir sur les conditions exogènes de l'environnement, les paysans ont recours à toute une série de rituels pour compenser leur impuissance et avoir l'illusion d'une prise de contrôle, si minime qu'elle, soit sur le milieu naturel et sur les variations climatiques. La représentation du monde malgache embrasse donc un monde visible et un monde invisible régi par un équilibre, par l'ordonnement naturel du *lahatra* (cours normal des choses). Cet équilibre est assuré par les ancêtres qui en sont à l'origine et qui l'on imposé par leurs propres prescriptions et interdictions. L'équilibre ou le dérèglement du *lahatra* s'explique alors par la conformité ou la non-conformité de toute une série d'actions humaines dont le respect des *fady* (interdits, tabous), les prescriptions concernant le *fihavanana* (solidarité, lien social), et surtout les *fombandrazana* (les coutumes ancestrales). Ces dernières constituent un cadre normatif rigide gouvernant les actions et relations humaines au point d'être l'objet des premières préoccupations de la vie quotidienne des individus qui vivent sous la crainte d'être victimes des blâmes (*tsiny*) de leurs ancêtres.

- 29 Dans l'esprit des paysans, la cause des événements a toujours deux origines, une physique, provenant du monde visible, et une autre mystique venant du monde invisible. Lorsqu'un mal l'atteint, le paysan a toujours à l'esprit la combinaison d'une raison visible et d'une autre invisible. Cette manière de penser n'implique pas un aveuglement sur les causes des événements ni un fatalisme paralysant. L'action des ancêtres est déterminante mais le paysan n'oublie pas qu'il doit participer à ces actions car, « *les ancêtres ne protègent pas celui qui dort* ». Selon Ottino (1998, p. 27),

« [...], les gens pensent que les actions humaines, ou à l'inverse l'absence d'action, sont dangereuses parce que toujours susceptibles d'avoir des répercussions imprévisibles dans le monde de l'invisible. A cette croyance s'ajoute la conviction que les actions humaines ne sont jamais suffisantes par elles-mêmes à garantir les résultats escomptés, et qu'il est nécessaire de leur apporter un surcroît d'efficacité qu'en leur accordant leur *saotra*, (que seuls) les ancêtres peuvent procurer »

- 30 L'action du paysan ou le souhait de sa réalisation s'accompagne donc de prières aux ancêtres afin d'obtenir d'eux les *saotra* c'est-à-dire la garantie d'efficacité qu'ils sont seuls à pouvoir fournir à leurs descendants. Le fait qu'ils s'en remettent aux ancêtres ne les empêche pas de travailler dur pour faire vivre leur famille. On prie, on les invoque dans les rêves, on leur apporte des fleurs ou des offrandes, on leur rend une visite au tombeau... la bénédiction des ancêtres est ainsi invoquée presque quotidiennement ou du moins lorsqu'une entreprise quelque peu importante est sur le point de se réaliser. Cela fait même dire à Paul Ottino (1998, p. 231) que « *partout à Madagascar, le religieux est indissociable des activités instrumentales qu'il pénètre et entremêle de rituels* ». Pendant les périodes difficiles, lorsque les difficultés s'accumulent, on prie les ancêtres et même si « *on n'y compte pas trop là-dessus* », on ne peut se permettre d'écarter toute force d'intervention complémentaire. Il existe d'ailleurs, dans le coin Nord-est de la maison, un « *coin réservé aux ancêtres* » où on dépose les offrandes faites de riz et de viande ainsi qu'un petit verre de rhum pur.
- 31 La relation entre vivants et morts est basée sur la réciprocité. Les uns suscitent la bénédiction des autres en échanges d'offrandes (saveur et chaleur des aliments). En échange de leur bénédiction, les vivants injectent symboliquement de la vie à travers leurs offrandes c'est-à-dire un plat de viande (chair) et de riz (aliment « sacré ») à des morts qui par définition sont froids et secs. La capture de la saveur et la chaleur est ainsi significative de ce besoin de revitalisation. Revitalisation qu'on retrouve dans les *fomban-drazana*, les coutumes ancestrales, qui mettent en jeu les logiques culturelles qui les sous-tendent.

Les Fomban-drazana

- 32 En « ouvrant » la terre, le *razambe* (ancêtre fondateur) établit pour sa descendance un pacte avec les entités naturelles dont ces derniers, aussi longtemps qu'ils demeurent sur le *tanindrazana* (terre ancestrale) restent les gardiens. Les individus se définissent donc par rapport à un ancêtre commun d'origine auquel ils rendent un culte et comme leur ancêtre fondateur duquel ils tiennent leurs droits patrimoniaux. La référence et la filiation à ces ancêtres deviennent donc la source principale de l'identité de l'individu c'est-à-dire que son statut social est déterminé en premier lieu par le statut de ses ancêtres et ce, quel que soit le niveau hiérarchique où l'on se situe.
- 33 L'abattage de bœufs à la mort d'un membre de la famille et à l'occasion de ses funérailles (premières et suivantes) est une coutume dont on doit s'acquitter sous peine de traîner toute sa vie le qualificatif honteux de parent indigne, incapable d'enterrer décemment ses morts. Aller à un enterrement est non seulement une obligation, mais un investissement social, car celui qui « *enterre bien* » sera enterré à son tour avec le faste d'une foule nombreuse venue le conduire là où ses ancêtres reposent déjà.
- 34 Le but du *famadihana* est « *de transformer les défunts les plus récents, que l'on redoute et que l'on regrette encore, en ancêtres pacifiés, inoffensifs et bienveillants* » (Molet, 1979, p. 369). On profite de cette occasion pour changer les lindeuls de l'ensemble des morts présents dans le tombeau manifestant ainsi publiquement son intérêt à ceux dont on attend les bénédictions : « *c'est le moyen de désarmer par avance toutes les jalousies que feraient lever des succès ou des réussites ultérieures* » (Molet, 1979, p. 369). C'est la raison pour laquelle ce qui fut traduit par les voyageurs européens de « *retournement des morts* » devrait plutôt se

nommer « *réenveloppement* » du cadavre de nouveaux linceuls (*mamono lamba*)¹⁸. Si les premières funérailles concernent le cadavre, les secondes assurent la transformation du cadavre, objet de crainte et de répulsion en ancêtre, source de protection (*saotra*).

- 35 Il incombe à l'aîné de la famille de prévoir et d'organiser ces secondes funérailles sans lesquelles le *lolo* (âme errante) mettrait en danger la tranquillité et la santé des vivants. N'accédant au rang d'ancêtre, le *razana* serait dans l'incapacité de leur fournir les bénédictions tant attendues. Un mort dont l'enterrement n'a pas été accompagné de tous les rituels nécessaires (*tsy vita fomba*) peut venir troubler les vivants car il regrette sa vie antérieure et n'accepte pas son nouveau statut. Pour marquer sa tristesse, l'esprit malveillant sort de sa tombe et exerce des forces destructives et négatives sur les vivants. Si un membre de la famille ne participe pas au *fomba* (naissance, circoncision, construction d'un tombeau ou *famadihana*, etc.) sans motif valable, il abîme le *fiavanana* (la solidarité familiale).
- 36 Les morts ne deviennent des ancêtres (*razana*) qu'à la condition que leurs restes soient inhumés dans le tombeau ancestral. Un mort qui n'a pas été « retourné » se manifeste à un membre de la famille à travers d'un rêve où il montre qu'il a froid, *mangatsiaka*, signifiant ainsi qu'il a besoin que ses descendants le réenveloppent dans de nouveaux linceuls. Il devient alors difficile à la famille d'échapper à la cérémonie malgré son coût élevé. Les cérémonies du *famadihana* se déroulent tous les dix ans environs. Chacun est prévenu un an ou deux ans à l'avance lorsque le programme est fixé.
- 37 Suite aux manifestations oniriques, les enfants du mort sous la direction de l'aîné avertissent les représentants des différentes lignées du *fianakaviam-be* (famille élargie) de leur intention. L'assentiment à l'ouverture du tombeau doit être collectif et unanime. Les représentants se réunissent alors pour évaluer le montant des dépenses et leur répartition selon les groupes d'organiseurs. Une fois cette question réglée, un astrologue est consulté pour déterminer une date favorable. Les mois qui suivent sont employés à collecter les aides et les contributions, à acheter le ou les zébus à sacrifier et à réunir les quantités d'alcool nécessaires. La veille de la cérémonie, les organisateurs accompagnés d'un astrologue se rendent au tombeau selon un parcours prédéfini afin d'inviter les « ancêtres à retourner » pour que les restes soient réenveloppés dans de nouveaux linceuls.
- 38 Le lendemain matin, après l'arrivée des derniers invités, on procède à un rite de purification des descendants des ancêtres concernés. On sacrifie ensuite un zébu qu'on partagera avec les invités. Vers la fin de la matinée, on sert alors le repas festif- fait de riz et d'un bouillon de viande de bœuf- à l'ensemble de l'assemblée présente. Vers 14h le cortège conduit par l'astrologue et les descendants organisateurs se dirige vers le tombeau au rythme des *hira gasy* (musique folklorique malgache) joués par les musiciens loués à cette occasion. Les trompettes, accordéons et autres instruments doivent, après les discours cérémoniels, animer et faire danser la foule lors de l'ouverture du tombeau. La porte amovible du tombeau s'ouvre sur quelques marches donnant accès à la pièce funéraire où pénètrent les descendants afin d'identifier les ancêtres à sortir. S'il y a plusieurs corps à réenvelopper, ils sont sortis du tombeau selon un ordre qui va de l'aîné au cadet. Les cadavres sont sortis pendant quelques heures, le temps d'exposer ses ossements sur une natte neuve, en prenant bien soin d'en rassembler les huit os fondamentaux, puis à les envelopper dans de nouveaux linceuls, un *lambamena*¹⁹ en soie. Les descendants ne craignent pas de toucher, ou manipuler les restes de leurs ancêtres et de les garder un temps sur leur genoux. La musique redouble d'ardeur pour accompagner

le défilé des restes ancestraux réenveloppés pendant qu'ils font le tour du tombeau à trois reprises. Ils font encore danser les restes de l'ancêtre à bout de bras avant de les réintroduire ensuite sur l'un des trois niveaux de dalles ou lits funéraires où sont déposés les cadavres des autres ancêtres. Les restes « secs » désignant la dépouille d'ancêtre réduite à l'état de squelette ou en poudre sont déposés sur les dalles les plus élevées contrairement aux « cadavres mouillés » des morts récents non encore débarrassés de leur chair, qui sont eux déposés à même le sol du tombeau. Lors d'une prochaine ouverture du tombeau, les cadavres mouillés seront déplacés sur une dalle appropriée. Au fur et à mesure que les restes secs se réduisent en poussière, ils sont, exception faite des ancêtres fondateurs, réunis dans des linceuls et remontés d'un niveau supérieur afin de faire de la place pour des nouveaux-venus. A l'extérieur, les descendantes des ancêtres en mal d'enfants se disputent des lambeaux d'anciens linceuls et nattes qui ont été en contact avec les corps. Placés sous leur lit, ils ont la réputation de favoriser la fertilité. Une fois le rituel de fermeture fini, l'assistance retourne au village ou chez elle. Le soir, un repas et des festivités sont prévus pour accompagner les descendants à une viellée mortuaire.

- 39 Si les raisons pour lesquelles les familles se lancent dans l'organisation de telles cérémonies est maintenant évidente – honorer ses ancêtres, qui en retour, apportent les bénédictions- il reste à savoir comment ces impressionnantes dépenses liées aux *famadihana* en particulier et aux autres *fomban-drazana* en général sont possibles pour les différentes familles. Cela nous permettra surtout de comprendre comment les villageois sont parvenus à maintenir la sphère économique « encastrée », assujettie à la sphère sociale et symbolique.

L'organisation d'un famadihana

- 40 Pour les ménages, les frais engendrés par ces cérémonies sont énormes, compte tenu de la faiblesse de leur revenu et du nombre impressionnant de gens qui sont invités pendant les festivités. Quelles sont les diverses stratégies utilisées par les différents groupes familiaux pour honorer leurs obligations sociales et ancestrales ?
- 41 Pendant les deux ou trois jours que durent la cérémonie, les différentes familles organisatrices doivent se charger des repas des invités dont le nombre varie selon le prestige et les moyens. Nous avons analysé l'organisation d'un *famadihana* d'une famille à budget en équilibre (juillet 2007)²⁰ qui invita près de 130 personnes. En dehors de la famille, les voisins, les membres de la communauté ainsi que les connaissances des villages étaient invités.
- 42 Hésitant devant les coûts impliqués par le *famadihana*, la famille s'est finalement décidée à organiser la cérémonie. Elle l'avait repoussé d'année en année mais savait qu'elle ne pouvait y échapper. Elle s'est finalement résolue après que plusieurs indices, interprétés comme autant de signes de mécontentement des ancêtres et confirmés par un spécialiste (*ombiasy*), les aient rappelés à leurs devoirs.

Tableau n° 2 : Dépenses collectives d'un *Famadihana*

	Prix en ariary ²¹
Achat de linceuls	50.000

Joueurs de <i>Hira Gasy</i>	50.000
Joueurs de musique	20.000
Riz	80.000 (100kg)
Zébus	250.000 (2 zébus)
Boissons	85.000
TOTAL	535.000

- 43 En dehors de ces dépenses, il faudrait ajouter les vêtements neufs que les parents portent pendant la cérémonie. Le nombre de linceuls dépend du nombre d'inhumations que l'on va procéder. En dehors des ancêtres spécifiques à inhumer, il faut encore réenvelopper ceux des ancêtres fondateurs (*razambe*). Les joueurs de musique sont recrutés pour animer la soirée et faire danser les descendants de l'ancêtre lors de la nuit de l'exhumation. Les groupes de *Hira Gasy*, groupe de musique traditionnel, réciteront des discours et joueront lors de la procession. Il est également coutume de féliciter les chanteurs en leur offrant le *tsipikely* (sorte de pourboire).
- 44 Lors de la cérémonie, a été consommé 200kg de riz dont la moitié a été ponctionnée dans les réserves familiales de la dernière récolte. Mais s'agissant de surplus selon le chef de famille, elle ne pourra pas compter sur l'apport financier dégagé de leurs ventes. Elle a également dû acheter 100kg à 800 ariary le kilo. Un zébu a été donné par une famille alors que l'autre a été acheté. Les boissons alcoolisées sont également indispensables pour accompagner les parts de viande cuite provenant des zébus sacrifiés aux ancêtres et servies à leurs descendants et à l'assistance. Le total a été divisé entre sept familles. La participation financière de chaque groupe familial s'élevait à 76.500 ariary. Le partage équitable des frais est plus théorique que réel, puisqu'en réalité les membres de la famille les plus fortunés prennent en charge la plus grande partie des dépenses, et il y a donc un effet de redistribution important.
- 45 Les apports des organisateurs sont également complétés par des contributions de l'ensemble des enfants et de la famille étendue « descendant de l'ancêtre à honorer » qui fournissent le maximum de ce qu'ils peuvent donner. La pratique du *famangiana*, c'est-à-dire l'entraide, sous forme de troc d'avance ou de prêt financier avec ou sans compensation de la part de la famille plus éloignée est une aide précieuse. La contribution peut être faite en nourriture, en riz et en alcool. Les organisateurs peuvent également compter sur les quotes-parts en argent des assistants du village ou des délégations représentant les autres villages voisins. En échange d'un morceau de zébu qu'ils rapporteront chez eux, les invités offrent, à leur tour, le *sao-drazana*, une participation symbolique en argent de la part de chaque famille, enregistrée dans un cahier qui sera bien conservé afin de noter la présence des invités ainsi que le montant de leur participation financière. Cette attention particulière permettra à l'avenir de répondre par un montant équivalent ou un peu supérieur à la famille organisatrice de *famadihana* d'un des villages invités. C'est ce qu'on appelle « *aterokalao* » qui signifie tout simplement « ce qu'on apporte, on peut le reprendre ». Les organisateurs ne pouvant assumer à eux seuls la totalité des frais (achat des zébus, du riz, de l'alcool, etc.) le financement du *famadihana* est assuré par différents moyens. D'après nos enquêtes, en dehors du soutien familial, ces moyens sont l'épargne, la spéculation bovine ou porcine et l'augmentation de la production.

L'épargne

- 46 Si la participation financière est théoriquement équilibrée entre tous les groupes familiaux pour supporter les dépenses, chacun contribue selon ses moyens. La richesse dans le monde rural n'est pas uniquement financière et ceux possédant des zébus ou des réserves de riz sont encouragés à les offrir afin d'alléger les dépenses. Lorsque des gens projettent de construire un tombeau familial ou se préparent pour organiser un *famadihana*, ils parviennent à épargner des sommes considérables, malgré la faiblesse des revenus. Certains épargnent pendant des années alors que d'autres quelques mois seulement avant le début des festivités. D'après José, un paysan et éleveur,

« Les gens arrivent à épargner quand il s'agit de faire un *famadihana* ou de construire une tombe. Généralement, les gens ne disent pas toute la vérité lorsqu'ils prétendent n'avoir pas d'épargne. Elle n'est jamais nulle et chacun se débrouille pour obtenir ce qu'il doit car c'est un devoir envers les apparentés et ses ancêtres. Personne ne veut fâcher les ancêtres car ils tremblent devant les conséquences qui pourraient résulter ainsi que les blâmes de ces derniers ».

- 47 S'il est évident que le hiatus entre ce que les personnes déclarent lors de l'enquête et la réalité est plus ou moins important selon les familles, il n'en demeure pas moins que toutes les dépenses financières (le paiement des musiciens, les zébus et la nourriture pour nourrir les invités pendant trois jours, les linceuls, les nouveaux habits, etc.) ne peuvent être réalisées que grâce à l'épargne des participants, surtout pour les catégories pauvres. Il faut donc se procurer du numéraire par divers moyens et les marchés, étant des lieux d'accès à l'argent et aux produits, jouent un rôle central dans l'économie rurale. Les échanges monétaires, les plus importants, sont donc ici privilégiés et les transactions concernent tous les ménages. Elles portent sur les produits nécessaires à la consommation mais insuffisamment fournis par l'agriculture. Quelques que soient les différents types de budget, la commercialisation des produits agricoles ou extra-agricoles est essentielle aux revenus des ménages. Les activités extra-agricoles sont d'autant plus importantes que la superficie rizicole ne dégage pas ou peu de surplus. Cette production engendre des formes d'échanges qui imposent la fréquentation des marchés, lieux d'approvisionnement et de rencontres hebdomadaires. L'argent acquis permet ainsi d'acquérir les produits de première nécessité : allumettes, bougies, vêtements, matériels scolaires. Lors d'un *famadihana*, l'argent est recherché pour assurer les dépenses de consommation (alcool, viande, riz, etc.).

La spéculation bovine ou porcine

- 48 Une manière de se procurer des revenus complémentaires en vue d'un *famadihana* est la spéculation bovine. L'élevage se limite généralement à quelques bovins, porcins ou volailles mais reste une activité capitale à Amboasary puisque 51 ménages – soit 84 %-déclarent être possesseur de quelques bêtes. Tous les habitants ne pratiquent pas l'élevage faute de moyens mais la grande majorité d'entre-eux investissent dans cette activité, génératrice d'un revenu complémentaire non négligeable. Il fut un temps où il était mode de penser que les éleveurs malgaches (surtout dans le Sud de l'île) avaient un attachement irrationnel, émotionnel et esthétique pour le bétail, une sorte de « maladie » qu'on appelait d'ailleurs « *le complexe du bétail* ». La seule raison d'être du bétail, pensait-

on, était de permettre aux éleveurs d'honorer leurs obligations cérémonielles, pratiques anti-économiques par nature ou au mieux sans but économique précis. Si heureusement, le bien-fondé de ces idées reçues a depuis lors été remis en cause, il n'en demeure pas moins qu'elles restent encore vivaces chez une partie de l'élite urbaine (étrangère et locale). Or, force est de constater que s'il est incontestable que le zébu joue un rôle symbolique important dans la société malgache, sa place au sein des moyens de production est essentielle voire primordiale.

Tableau n° 3 : Nombre de ménage et type d'élevage

Élevage	Ménages	Pourcentage des ménages
Bovin	6	12
Porcin	10	17
Volaille	48	96

Source : enquêtes Amboasary (2006)

Environ trente pourcent des éleveurs combinent plusieurs types d'élevages alors que la majorité d'entre-eux ne se contentent que de deux ou trois poules, oies ou canards. L'élevage bovin est le fait d'une minorité, ce qui leur permet de tirer de nombreux avantages²². En effet, les paysans disent par exemple « *si l'élevage bovin se porte bien, les cultures n'ont pas de problèmes* » en faisant allusion à la fourniture de fumier de parc à zébu. L'élevage bovin est à la fois force de travail, fourniture d'engrais et, comme les autres élevages, il est une ressource financière et même alimentaire. Les soins apportés à l'alimentation des animaux, à la fabrication du fumier et à la conduite de l'embouche traduisent cette place importante.

La réforme des bœufs de trait âgés en bêtes d'embouche²³ est un mode de spéculation fréquent mais qui traduit également une activité très prenante pour le paysan qui souvent « *n'a pas le temps d'aller à l'église le dimanche* ». En effet, il s'agit de récolter du fourrage, d'abreuver, de préparer les « menus »...huis mois de stabulation²⁴ permanente d'un bœuf de fosse donnent cinq tonnes de fumier contre une tonne pour une vache au piquet.²⁵ L'intérêt est également manifeste lorsque l'on connaît la place du fumier dans le système de production. « *Un bœuf de fosse mobilise une personne car l'embouche demande du temps* ». L'IEMVT a estimé le temps moyen passé pour les soins d'une bête en stabulation permanente : 3 heures par jour en saison des pluies et 6 heures en saison sèche. Une embouche dure de huit à neuf mois et permet de tirer un bénéfice minimal de 50.000 ariary pour une bête et dix charretées de fumier. Elle débute généralement en novembre avec l'installation de la « *mère-pluie* », l'abondance du fourrage et des plantes qui poussent régulièrement ne posera pas de problème pour alimenter la bête. En raison des précipitations de plus en plus régulières, le paysan apporte des graminées sur la litière tous les deux-trois jours, afin que l'animal bénéficie d'un lieu sec qui le mette à l'aise. Dès le début, la production de fumier est ainsi amorcée. Septembre marque la fin de l'embouche car la chaleur du mois optimise l'état d'engraissement de l'animal ; en outre, à partir de juillet la sécheresse fait qu'elle dispose d'une litière bien sèche qui ne la dégoûte pas et elle en gagne en calme et donc en poids. A ce moment là, l'embouche peut être arrêtée et l'animal vendu, apportant ainsi des liquidités nécessaire pour honorer ses obligations sociales. Malgré la périodicité annuelle de la maladie de Teschen, certains

s'efforcent d'engraisser des porcs car cette activité est fortement rémunératrice. Dans tous les cas les débouchés sont assurés car les cérémonies *famadihana* ne se conçoivent pas sans repas comportant de la viande bien grasse.

- 49 Le cheptel bovin n'est pas à la portée de toutes les bourses et il faut compter à l'heure actuelle entre 400.000 et 500.000 ariary pour se procurer une bête. Il est clair que le prix de l'élevage sélectionne de ce fait les paysans qui peuvent le pratiquer. D'une part, la constitution du capital de départ représente un réel blocage financier puisque déboursier de telles sommes n'est pas à la portée de tous les ménages. Par ailleurs, les bœufs de trait qui vont nécessairement par deux doivent s'accompagner de matériel de travail telle la herse, la charrue, la charrette qui équivaut à des dépenses supplémentaires. D'autre part, la conduite de l'élevage impose également un investissement en travail important et il faut compter plusieurs heures par jour pour l'effectuer. Apport de litière de graminées dans le parc à zébu, ravitaillement fourrager quotidien, sorties et gardes pour le pâturage²⁶, les soins des bêtes²⁷ sont des contraintes qui rendent inaccessibles cet élément moteur de l'économie rurale à la majorité des paysans d'Amboasary. Or, la présence du bœuf a surtout une signification culturelle. L'élevage ainsi que les activités agricoles sont inséparables des activités rituelles qui les accompagnent :

« Les activités agricoles et d'élevage, inséparables des activités rituelles qui les accompagnent, sont largement intégrées par les zébus et le riz. Les zébus piétinent les rizières et fertilisent les champs de cultures sèches. Avec le riz dont à chaque récolte les prémices sont présentées aux ancêtres, les zébus sacrifiés à l'occasion des rituels du cycle de vie et de mort sont, par l'intermédiaire des prêtres familiaux ou ancestraux (mpisaotse), le principal médium de communication entre les vivants et les morts ». (Ottino, 1998, p. 23).

- 50 Si la production rizicole est l'activité principale de paysans d'Amboasary, la possession de zébu « leur permet d'exister rituellement et socialement ». En effet, lors des rites de naissance et de circoncision, lors des mariages, à l'occasion des funérailles et des *famadihana* (« retournement des morts »), pour sceller les relations entre les *foko* (lignage) ou réparer les fautes ou méfaits à l'intérieur du *fokonolona*, à l'occasion des sacrifices aux ancêtres, en un mot dans toutes les occasions où, de près ou de loin, le *foko* et les ancêtres sont en jeu (*lahatra*) le bœuf doit être présent. Sans lui, rien ne peut se faire.

Augmentation de la production

- 51 Beaucoup de métiers ou de pratiques traditionnelles sont toujours vivaces à Amboasary pour accomplir ces *fomban-drazana*. Si « en ville, il faut chercher de l'argent lorsqu'on a besoin de quelque chose, à la campagne, on doit pouvoir le fabriquer ». Ces activités servent premièrement les besoins du ménages car « la plupart des articles utilisés dans la vie quotidienne à la campagne sont fabriqués par les paysans eux-mêmes » déclare une artisane qui rajoute : « Nous tressons beaucoup de paniers et nattes parce que les gens du village en ont besoin pour toutes leurs activités que ce soient pour leurs travaux agricoles, pour les besoins du foyer ou lors des *famadihana* ». Toutes les femmes du ménage maîtrisent au moins les rudiments du tissage et du tressage. Selon la tradition, « les parents ne laissent pas les jeunes filles aller se marier sans avoir ce genre de connaissances » et on dit que « les jeunes gens cherchent leur âme sœur parmi les jeunes filles qui savent faire travailler leurs mains ».

- 52 L'artisanat est très actif à Amboasary et concerne surtout la filière des fibres végétales avec la vannerie, le tissage de raphia et le tressage de bambou. Depuis une dizaine d'années lorsque le tourisme de la Grande Île a pris petit à petit son essor, les habitants d'Amboasary se sont en quelques sortes « spécialisés » dans ces activités artisanales, profitant des passages réguliers des touristes sur la RN7. Quatorze échoppes (en 2007) au bord de la route proposaient toutes sortes de produits fabriqués au village tels que des sacs à main, des jouets pour enfants, des chapeaux, des paniers, etc. On rencontre ainsi de nombreuses femmes du village qui se convertissent pendant plusieurs mois en tisseuse pour confectionner des linceuls, et à tresser des nattes, savoir-faire qu'elles héritent de leurs mères et qui se transmet de générations en générations. Ces articles forts demandés, qui servent pour le famadihana et les décès, procurent des revenus non-négligeables pour celles qui les confectionnent. Pour ce jeune couple qui ne possède que très peu de terres et quelques volailles, la saison des famadihana est synonyme de longues heures de production. Tout le monde participe à la fabrication de ces matériaux et « celui qui ne peut pas forger peut mouler et celle qui ne peut pas tisser peut broder », affirme une couturière. Traditionnellement destinés à l'usage domestique, ces produits et ces compétences ont été offerts sur le marché avec l'introduction d'une économie monétarisée. Elle est d'autant plus importante qu'il faut amasser le plus de bénéfice pour pouvoir vivre dans les mois plus difficile (période de soudure). Les ménages qui bénéficient d'un budget en excédent le doivent à des produits agricoles et de l'élevage. Ces derniers assurent pour plus de 80 % des ressources monétaires de ces foyers. Ces proportions indiquent la quasi-absence d'une autre spéculation comme moyen d'enrichissement. Certes, certaines femmes tricotent des vêtements et les hommes forgent leurs propres matériaux (angady, couteau), mais cela ne fait pas d'eux ni des artisans ni des forgerons.
- 53 Par contre, chez les ménages à budget déficitaire, la situation est quelque peu différente. La petite taille des parcelles et les quelques volailles acquises ne procurent pas suffisamment de rendement et de revenus pour faire face aux différentes obligations pécuniaires. Handicapés par l'insuffisance des moyens, les jeunes ménages ou les ménages déficitaires en riz se tournent vers des activités génératrices de revenus complémentaires. Si les vadin'asa (activités secondaires) occupent une place importante dans les occupations (près de 66 % pour cette catégorie de ménage) c'est qu'ils parviennent tant bien que mal à compenser le manque d'argent. Les paysans ont donc recours à la pluriactivité notamment en raison de la saturation foncière permettant aux plus démunis de demeurer dans les villages grâce à des revenus majoritairement non-agricoles.
- 54 Le famadihana est donc indissociable des productions de l'économie rurale. Lors des périodes de fomban-drazana (festivités ancestrales) qui se déroulent généralement pendant la saison sèche (entre les mois de juillet et septembre, période pendant laquelle il est autorisé d'ouvrir les tombeaux pour causes d'hygiène), les activités économiques des paysans s'orientent vers les besoins utiles aux rites tels que le tissage de linceuls, le tressage des nattes, la confection de soubiques et d'uniformes qui distinguent les descendants. L'achat des linceuls, des bœufs à abattre pour nourrir les invités, du toaka gasy (l'eau de vie de fabrication artisanale), sont toutes des activités qui accaparent et dynamisent un des plus importants secteurs de l'économie populaire.

Conclusion

- 55 Au seuil du XXI^e siècle, il est incontestable que le marché, c'est-à-dire la place du marché, constitue une sphère d'échange de plus en plus importante pour les villageois d'Amboasary en particulier et des pays en voie de développement en général. En effet, ces individus, dorénavant, dépendent de la vente de leurs produits puisque les relations sociales passent de plus en plus par le médium de l'argent. Dans ce contexte, le marché en permettant d'écouler le surplus devient un élément central mais annexe des activités économiques du village. L'offre et la demande régissent certes la majorité des transactions mais aucun individu n'en retire encore tous ses moyens d'existence ; les échanges commerciaux sur le marché permettent surtout d'acquérir le numéraire nécessaire à l'achat des divers produits essentiels aux cérémonies socio-culturelles. Il est donc encore difficile voire impossible de saisir les logiques des formes d'échanges en dehors de leur substrat social.
- 56 À partir de la théorie de l'encastrement de Karl Polanyi, nous avons démontré que la communauté villageoise a résisté de manière originale aux pressions de l'économie de marché sur la reproduction des rapports sociaux dans le contexte du développement du capitalisme moderne. Cette résistance s'est incarnée de différentes façons mais toujours de manière pragmatique. Nous avons montré que les villageois, en investissant les bénéfices tirés de la vente de leurs surplus agricoles dans des pratiques à première vue « anti-économiques » (funérailles, tombeaux, etc.), sont parvenus à détourner la logique du capitalisme traditionnel – l'investissement perpétuel dans les moyens de production. Ce faisant, ils ont maintenu la sphère économique « encadrée » dans la société. En effet, l'étude d'une cérémonie des secondes funérailles- *famadihana*- a parfaitement illustré l'interdépendance entre les logiques culturelle, symbolique, sociale et économique dans la société rurale *merina*.
- 57 Si les biens matériels sont importants pour des paysans vivant avec moins de deux dollars par jour, les enjeux symboliques sont d'autant plus fondamentaux. La compétition et la concurrence touchent certes les biens de subsistance mais elles se portent davantage sur d'autres types de biens. Le *famadihana*- par exemple- est l'occasion d'exposer sa réussite afin d'affirmer son prestige social. Pour organiser une fête grandiose en l'honneur des ancêtres, les familles peuvent épargner pendant plusieurs années ou augmenter substantiellement la production horticole et/ou de l'élevage, ainsi que les produits artisanaux. Ces rituels et ces manifestations socio-culturelles engendrent donc des activités marchandes et non marchandes qui animent la vie du village pendant plusieurs mois. Les dépenses qu'elles engendrent sont importantes pour les budgets des familles et contredisent d'ailleurs le modèle de l'homo-oeconomicus qui postule que tout homme est poussé par la recherche de l'efficacité économique vers un toujours plus de biens et de profit, sauf à supposer une inégalité insurmontable qui frapperait ces villageois malgaches sur la base d'un déterminisme pour tout dire biologique. Il faut d'ailleurs souligner que ces dépenses à première vue « anti-économiques » dynamisent tout un secteur de production et de services pendant une bonne partie de l'année.
- 58 Même si cette communauté paysanne continue à fonctionner selon une logique essentiellement endogène, l'économie de subsistance et l'économie de marché interagissent fréquemment. Toutefois, la modernité en relation avec l'insertion du médium argent ne signifie pas, ici, diminution des rituels traditionnels. Au contraire,

l'économie reste soumise aux impératifs ancestraux c'est-à-dire au social et au symbolique. Ici, la richesse, avant d'être économique, est tout d'abord symbolique puisqu'elle est la condition intrinsèque à la reconnaissance et à la création de liens sociaux.

- 59 La diversité des systèmes économiques de Karl Polanyi reste en ce sens pertinent puisque les notions forgées par l'économie classique se révèlent souvent peu aptes à saisir l'économie des « autres ». Comme nous l'avons vu, l'économie ne présente toujours pas l'aspect de système séparé c'est-à-dire qu'elle n'opère pas selon une logique propre, indépendante des autres registres du social. Elle a, en effet, le mérite de garder une grande part à la connaissance des sociétés dans leur rapport avec leur milieu physique mais également et surtout dans leur relation avec leur environnement social, économique et symbolique. En effet, l'approche substantiviste – en portant l'analyse sur les modes de circulation et de distribution des biens – permet d'appréhender les dures conditions de vie de ces paysans. Si la logique marchande n'est pas désencastrée, le marché constitue néanmoins une ressource pour eux en leur permettant de vendre la partie non consommée de leur production. Les difficultés d'accès à celui-ci les précarisent. Par exemple, pendant la saison des pluies, de nombreux villages voient leur production pourrir sur place en raison de leur éloignement des grands axes et des places de marché. Ainsi, en favorisant l'extension marchande, on pourrait accroître le bien-être de cette population, non pas tant en termes d'élévation de leur niveau de vie matérielle mais de capacité à entreprendre des dépenses ostentatoires hautement significatives pour elle.
- 60 Cependant, l'analyse d'un système économique ne peut se confondre avec l'observation de ses aspects visibles et penser l'économie en termes substantifs ne doit occulter l'analyse des rapports sociaux de production et des inégalités sociales. Ainsi, analyser également le système de la production – et non de la circulation et de la distribution des biens comme l'ont fait Polanyi et par la suite Dalton (1962) – a ainsi le mérite de mettre en relief la structure sociale et les rapports sociaux. Cette approche transversale suppose donc de prendre en compte la totalité de l'édifice sociale, pour aller chercher derrière les institutions, les rapports sociaux, qui en apparence n'ont parfois rien de strictement « économique ». On se rendrait compte ainsi que le développement ne rimerait pas nécessairement avec égalité car ceux qui possèdent et vendent le plus accroissent leur prestige social s'exprimant lors des cérémonies post-mortuaires. Ainsi, paradoxalement, le marché est un moyen de sortir de la pauvreté, mais par sa nature même il renforce les inégalités sociales puisque seuls les paysans possédant des moyens de production (terre, bétail, etc.) peuvent dégager un surplus et sortir de l'économie de subsistance. Les paysans-métayers et les paysans sans terre ont, quant à eux, des difficultés à honorer leur ancêtre et donc d'obtenir la reconnaissance et le prestige social. Cette économie de prestige s'est adaptée à la modernité en incorporant l'économie de marché et les nouvelles inégalités sociales qui en ont découlé se sont greffées sur la stratification traditionnelle de la société rurale *merina*.

Remerciements

Nous remercions Bernard Fusulier, notre directeur de thèse, pour ses commentaires stimulants et bienveillants.

BIBLIOGRAPHIE

- Althabe, G. (1969). *Oppression et libération dans l'imaginaire. Les communautés villageoises de la côte orientale de Madagascar*, Paris, Maspero. 354p.
- Andrianjafy-Andriamanindrisoa, E. (2004). *Economie populaire, territoires et développement, à Madagascar : les dimensions historiques, économiques et socioculturelles du fokolonona*, Thèse non publiée, LLN.
- Andrianjafitrimo, L. (2003). *La femme malgache en Imerina au début du XXI^e siècle*, Paris, Karthala-Inalco.
- Arbousset, F. (1950). *Fokon'olona à Madagascar*, Paris, Domat-Monchestine.
- Balandier G., (1963). *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris, Presses Universitaires de France. 529p.
- Bayart, J.F. (1989). *L'Etat en Afrique, la politique du ventre*. Paris, éditions Medcicis, 439p.
- Belloncle, G. (2003). *Sept Priorités pour développer Madagascar*, Antananarivo, Foi et Justice.
- Bertaux, D. (1997). *Les récits de vie*, Paris, Nathan, 127p.
- Blanchet, Gotman A. (1992). *L'enquête et ses méthodes*, Paris, Nathan.
- Blanc-Pamard, C. (1985). « Au voleur ! Economie de crise et tactiques paysannes. Le cas du manioc sur les Hautes Terres malgaches », Paris, éditions Tropiques, lieux et liens, Orstom, coll.didactiques, pp. 198-208.
- Bloch, M. (1989). *Ritual, History and Power, selected papers in Anthropology*, Londres, The Athlone Press.
- Bloch, M. (1971). *Placing the Dead. Tombs, ancestral villages and kinship organization in Madagascar*, Londres, Seminar Press.
- Bohannon, P. & Dalton, G. (1962), *Market in Africa*, Northwestern University Press.
- Camacho, M. (1986). *Les Poubelles de la survie, la décharge municipale de Tananarive*, Collection Villes et Entreprises, Ed. L'Harmattan, Paris, 207p.
- Cazorla, A. & Draï, A-M. (1992). *Sous-développement et Tiers-Mondes, une approche historique et théorique*, Paris, éditions Vuibert.
- Condominas, G. (1960). *Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina*, Collection L'homme d'Outre-mer, Paris, Berger-Levrault.
- Corcuff, Ph. (1991). *Les Nouvelles Sociologies*, Paris, Nathan, 127p.
- Delivre, A. (1974). *L'histoire des Rois d'Imerina. Interprétation d'une tradition orale*, Paris, Klincksiek.
- Demaziere, D. & C. Dubar (1997). *Analyser les entretiens biographiques, L'exemple des récits d'insertion*, Paris, Nathan, 350p.
- Deschamps, H. (1968). *Madagascar*, Presse Universitaire de France, Paris, Que Sais-je ? n° 529.
- Desjeux, D. (1979). *La question agraire à Madagascar. Administration et paysannat de 1895 à nos jours*. Paris, L'Harmattan.

- Dorosh, P. & al. (2003). *Moteurs économiques pour la réduction de la pauvreté à Madagascar*, Cornell University.
- Dubois, R. (2002). *L'identité malgache, la tradition des Ancêtres*, Paris, Karthala, 171p.
- Dupuis, F. (2004). *Anthropologie économique*, Paris, Armand Colin, 192p.
- Durufle, G. (1988). *L'ajustement structurel en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar)*, Paris, Karthala, 205p.
- Firth, R. (1965 [1939]). *Primitive Polynesian Economy*. Londres : Routledge et Kegan Paul, 385p.
- Gault, D. (1994). *Père Pedro ou les collines du courage*, collection Paroles vives, Paris, Albin Michel.
- Godelier, M. (1973). *Sur les sociétés précapitalistes*, Paris, éditions Sociales.
- Goodefellow, D.M. (1939). *Principles of economic sociology as illustrated from the Bantu Peoples of South and East Africa*. London.
- Graeber, D. (1995). « Dancing with corpses reconsidered: an interpretation of famadihana (in Arivonimano, Madagascar) », *American Ethnologist*, pp. 258-278.
- Gudeman, St. (2001). *The Anthropology of Economy, Community, Market and Culture*, Malden/Oxford, Blackwell Publishing.
- Haille, J. H. 1892. « Famadihana, a Malagasy Burial custom », *Antananarivo Annual*, XVI, pp. 405-416.
- Hoggart, R. (1991). *La culture du pauvre*, Editions de Minuit, Paris, 420p.
- Hugon, P. (2001). *L'économie de l'Afrique*, Paris, La découverte, 123p.
- Hugon, P. (1987). « La crise économique à Madagascar », *Afrique contemporaine*, 144, octobre-décembre, pp. 3-22.
- Hugon, P. (1984). *Les économies non-officielles*. Paris ; La découverte.
- IEMVT/SEDES, (1969). *L'embouche bovine sur les plateaux malgaches*, Paris, Sedes, République française, République malgache.
- Julien, G. (1908). *Institutions politiques et sociales de Madagascar*, Tome I, Paris, éditions Guilmoto.
- Konrai, J. (1977). *L'économie de la pénurie*. Paris ; Dunod.
- Lafay, J.D. et J. Lecaillon (1992). *L'économie mixte*. Paris ; Coll. Que Sais-Je ? PUF, 127p.
- Latouche, S. (sous la direction), (1995). *L'économie dévoilée*, Paris ; Coll. Mutations ; Ed. Autrement.
- Latouche, S. (1991). *La planète des naufragés*, Paris : La découverte, 235p.
- Laulanie, de H. (2003). *Le Riz à Madagascar, Un développement en dialogue avec les paysans*, Paris, Kartala.
- Lautier, B. (1995). « Économie informelle : solution au problème », *cahiers des sciences humaines*, n° 50.
- Lautier, B. (1994). *L'économie informelle dans le tiers monde*. Paris, La Découverte, 125p.
- Radio Projet (1995-1998). *Le secteur informel dans l'Agglomération d'Antananarivo*, Enquête 1-2-3, Instat, Antananarivo.
- Mahieu, F.R. (1990). *Les fondements de la crise économique en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 197p.
- Massiot, M. (1971). *L'Administration publique à Madagascar*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence.

- Maucourant, J. (2005), *Avez-vous lu Polanyi ?*, Paris, La dispute.
- Mauss, M. (1950). *Sociologie et anthropologie*. Paris, PUF.
- Mayeur, N. (1913). « Voyage au pays d'Ancove, 1785, rédaction de M.Dumaine », Antananarivo, Bulletin de l'Académie malgache, 12 (2), pp. 13-42
- Molet, L. (1979). *La conception malgache du monde du surnaturel et de l'homme en Imerina, tome 1 et 2*, Paris, L'Harmattan.
- Nahavandi, F. (1997). *Culture du développement en Asie*, Paris, L'Harmattan.
- Ottino, P. (1998). *Les champs de l'ancestralité à Madagascar*, Karthala, Hommes et sociétés, 685p.
- Pacaud, P. (1998). *Le Famadihana : rite sacré et pouvoir dans un culte d'exhumation des morts familiaux, sur les hauts plateaux de Madagascar. Interprétations et (re) construction psychanalytiques*. Thèse de doctorat. Université de Paris VII.
- Polanyi, K. (1983 [1944]). *La Grande Transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 419p.
- Polanyi, K. (1977). *The Livelihood of Man*, edited by Pearson, H.W., New York, NY, Academic press, 280p.
- Polanyi, K. (1968). *Primitive, Archaic, and Modern Economies: Essays of Karl Polanyi*, edited by Dalton, G., New York, NY, Anchor Books.
- Polanyi, K., Arensberg C.M. et H.W. Pearson (eds) (1975 [1957]). *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*, trad.fr, Paris, Larousse, 348p.
- Raison, J-P. (sous la direction de) (1994). *Paysanneries malgaches dans la crise*, Paris, Karthala.
- Raison, J.P. (1984). *Les Hautes Terres de Madagascar et leurs confins occidentaux. Enracinement et mobilité des sociétés rurales*, Paris, Orstom/Karthala.
- Raison-Jourde, F. (1991). *Bible et pouvoir à Madagascar au XIXème siècle*, Paris, Karthala.
- Raison-Jourde, F. (1983). *Les souverains de Madagascar. L'Histoire royale et ses résurgences contemporaines*, Paris, Karthala.
- Rakotomalala, M. (1996). *Contribution à une anthropologie de la sexualité merina (Centre de Madagascar)*, 2 vol., Thèse de doctorat. Paris : Inalco
- Rakotondrasolo, J-M. (1989). *Transporteurs et monde rural : l'exemple du firaisana d'Anjepy*, Mémoire de Capen, Univ.Antananarivo.
- Rakoto Ramiarantsoa, H. (1995). *Chair de la terre, œil de l'eau...Paysanneries et recompositions de campagnes en Imerina (Madagascar)*, Col. À travers les champs, Paris, Orstom.
- Rakoto Ramiarantsoa, H. (1988). « Hommes d'un temps, hommes dans le temps. Réflexion à partir de quelques paysages de l'Imerina », *Omalysy anio*, 27 : 103-124.
- Ramamonjisoa, J. (2002). « Pseudo-castes et séquelles de l'esclavage », *Madagascar Fenêtre*, T.1, Antananarivo, CITE.
- Ramamonjisoa, J. (1984). « Blancs et Noirs : les dimensions de l'inégalité sociale. Documents sociolinguistiques », *Cahiers des sciences sociales*, EESDEGS, Université de Madagascar, n° 1.
- Randriamaro, J.R. (1997). *PADESM et luttes politiques à Madagascar : de la fin de la Deuxième Guerre mondiale à la naissance du PSD*, Paris, Karthala, 451p.

- Randriamarolaza, L.P. (2004). *La troisième naissance. Contribution à une anthropologie de Madagascar*. Thèse de doctorat. Département de Civilisation. Antananarivo.
- Ratsivalaka, G. (1996). *Madagascar dans le sud-ouest de l'Océan Indien (circa 1500-1824). Pour une relecture de l'histoire de Madagascar*, 2 tomes. Thèse de doctorat, Université de Nice.
- République de Madagascar (2006). MAP. Plan d'action Madagascar 2007-2012 : Un plan audacieux pour le développement rapide, <http://www.mepspc.gov.mg/fr/DMP/pages/map.html>
- Sahlins, M. (1976). *Age de Pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, 409p.
- Stifel, D., Minten B., et P. Dorosh (2002). *Transactions Costs and Agricultural Productivity : Implications of Isolation for Rural Poverty in Madagascar*. Washington D.C : International Food Policy Research Institute.
- Stiglitz, J. (2002). *La Grande Désillusion*, Paris, Fayard, 324p.
- Sylla, Y. (2006). « Regard sur l'histoire de Madagascar », Madagascar Fenêtres, Antananarivo, CITE.
- Urfer, S. (2000). *L'espoir et le doute*, Antananarivo, éditions Justice et foi.
- Waast, R. (1967). *La plaine de Tananarive*. La parenté. Tananarive, Orstom.

NOTES

1. Cette étude s'est faite dans le cadre d'une thèse de doctorat en Sociologie à L'Université Catholique de Louvain, Belgique.
2. Madagascar est classé 146^e parmi 177 pays pour l'Indice de Développement Humain des Nations Unies. En 2003, il avait un taux de pauvreté [Pourcentage de la population vivant avec moins de 2USD par jour] avoisinant les 85 %, l'espérance de vie n'atteint que les 55ans et le taux d'alphabétisation n'est que de 63 %. Chiffres tirés du Madagascar Action Plan (2007-2012).
3. Voir par exemple FIRTH, R. 1965 (1939). *Primitive Polynesian Economy*. Londres : Routledge et Kegan Paul ; GOODEFELLOW, D.M. (1939). *Principles of economic sociology as illustrated from the Bantu Peoples of South and East Africa*. London.
4. Fokontany : circonscription territoriale correspondant aux communes.
5. Le vavy correspond à la surface qu'une femme peut repiquer en un jour. Les champs de culture sont mesurés au nombre des hommes qui les travaillent.
6. Maire du village
7. Riz muni de sa balle après battage, c'est-à-dire non décortiqué.
8. Ce faible rendement serait expliqué, selon les agronomes, par la pauvreté chimique du sol, par des techniques inadéquates et le manque d'engrais chimiques utilisés par les paysans à cause de son coût élevé.
9. 1 are = 100 m² ou 0,01 hectare.
10. Ce chiffre est à prendre avec beaucoup de précaution. Nous avons compté 300 grammes (équivalent d'un *kapoaka*) par adulte en activité normale par repas. Si un adulte peut facilement manger cette quantité, il est clair qu'un enfant en mangera beaucoup moins. Par ailleurs, nous avons compté deux repas de riz, alors qu'il n'est pas rare lorsque les provisions le permettent que trois repas de riz blanchi par jour soit la norme. Si l'on avait retenu les 400grammes par personne par jour, qui fut le quota attribué lorsque la distribution du riz était entre les mains des collectivités, nous aurions obtenu une consommation annuelle de 496,4kg. Cela change tout puisque ce calcul permet aux ménages de dégager un surplus. La consommation est également

difficile à comptabiliser puisque, comme nous le verrons par la suite, les festivités (*fomba*) organisées par les familles nécessitent également une grande quantité de riz ponctionnée dans les provisions familiales. Par ailleurs, l'autoconsommation n'est jamais vraiment respectée et une partie de la production est vendue lorsqu'on a besoin de liquidité pour acheter des vêtements par exemple.

11. Nous avons appliqué le coefficient de conversion du paddy en riz blanchi décortiqué de 66,3 % tel que l'utilise l'agronome RAKOTO RAMIARANTSOA H., op.cit. 1995.

12. Plus les villages sont éloignés, plus les prix proposés par les collecteurs sont bas. Les paysans disent : « nous n'avons pas d'argent tant que le deux tonnes cinq n'est pas passé » en référence au camion du collecteur. Leur position privilégiée qui désenclave les zones leur permet d'imposer des prix très défavorables aux producteurs. Randriamarolaza, 2004, p. 244.

13. Voir à ce propos DE LAULANIE H. (2003), *Le riz à Madagascar*, Ed. Ambozontany-Karthala, Antananarivo, Paris.

14. La période de soudure peut débuter pour certains à partir d'octobre et se prolonger jusqu'au moment de la récolte au mois d'avril-mai.

15. 1 euro valait environ 2600 ariary en 2007.

16. Le riz doux (*Vary sosoa*) est cuit avec beaucoup d'eau, le grain est mou. Le riz doux exige une quantité inférieure de riz au mode de cuisson du riz sec pour remplir la même assiette, mais est également, de ce fait, moins nourrissant.

17. « velona iray trano, maty iray fasana »

18. *Mamono lamba* : ré-envelopper les morts avec les linceuls en soie.

19. Les *lambamena* sont des linceuls faits en soie sauvage très résistant au séjour en terre. Leur coût est assez élevé et parfois certains ménages s'endettent pour les acquérir. Un des cas qui font prospérer les usuriers. Le nombre des *lamba* à envelopper les morts varie selon la position sociale de la famille et la personne décédée.

20. Dans la thèse dont fait l'objet cette étude, nous comparons trois types de familles en fonction de leur budget : en déficit, en équilibre, excédentaire. Par souci d'alléger la démonstration, cette comparaison n'a pas été reprise ici.

21. Pour rappel, 1 euro valait environ 2600 ariary en 2007.

22. Il existe un *bokin'omby*, littéralement « livres des bovidés » qui est un cahier tenu auprès du fokontany, devant recensé dans le détail les troupeaux de chaque chef de ménage (nombre, caractéristique, ...). Les données sont dépassées, sous-évaluées et donc inutilisables.

23. Il s'agit d'engraisser un animal, en l'occurrence, un bœuf, pour le revendre plus cher.

24. La stabulation est un enclos dans lequel l'animal peut se déplacer sans être attaché.

25. IEMVT/SEDES (1969), *L'embouche bovine sur les plateaux malgaches*. Paris, Sedes, République française, République malgache.

26. La garde des bœufs est souvent assurée par les petits garçons (à partir de 8 ans) ; dont l'absence scolaire est souvent longue et prolongée. Certains parents ne comprennent pas toujours les bienfaits de l'école en comparaison des bénéfices que peuvent engendrer l'élevage bovin.

27. Le prix et la rareté des médicaments empêchent le paysan d'intervenir avant que les maladies se déclarent.

RÉSUMÉS

La pertinence des outils forgés par Karl Polanyi est manifeste pour comprendre la place de l'économie dans les sociétés dites « en voie de développement ». A travers l'étude d'une société rurale de Madagascar, l'auteur montre qu'il est difficile voire impossible de saisir les formes d'échanges en dehors de leur substrat social. Même si l'économie capitaliste s'est infiltrée en son sein, elle ne constitue pas une sphère propre. Au contraire, les comportements économiques sont enfouis, parfois dissimulés, mais toujours « encastrés » dans l'épaisseur insécable du social. L'analyse d'une cérémonie post-mortuaire- *famadihana*- illustre parfaitement l'interdépendance entre les logiques culturelle, symbolique, sociale et économique dans la société rurale merina. Cet exemple montre que si le marché est indispensable à la société rurale malgache pour sortir de la pauvreté, d'autres régulations que la seule régulation marchande sont présentes, possibles, recherchées et nécessaires.

Nowadays, the concepts created by Karl Polanyi are still very helpful to understand the place of economy in society and especially in the “developing” countries. In analyzing a rural society of Madagascar, this paper argues that it is difficult, even impossible, to analyze the forms of exchange without their cultural substance. Even though the capitalist economy is present; it does not constitute a separate sphere. On the contrary, the economic behaviors are buried, sometimes dissimulated, but always embedded in the social. The study of a post-mortem ceremony- *famadihana*- will illustrate the interdependence among the cultural, symbolic, social and economic logics in a merina rural society. This example will show that if the market is indispensable to the Malagasy rural society to avoid poverty, others regulations than the unique market regulation are present, possible, desirable and necessary.

INDEX

Mots-clés : *famadihana*, inégalité, Madagascar, marché, pauvreté, subsistance

Keywords : *famadihana*, inequality, Madagascar, market economy, poverty

AUTEUR

ANTOINE DELIÈGE

Doctorant en sociologie, Université Catholique de Louvain (Belgique),
antoinedeliege@yahoo.fr antoinedeliege

Le travail, marchandise fictive ? 100 ans de marchandisation de la main d'œuvre mexicaine aux États-Unis

Labour, a Fictional Commodity? 100 Years of Marketization of Mexican Labor in the United States

Yves-Marie Abraham

Retour sur la critique polanyienne de la société de marché

- 1 La « société de marché » est impossible, c'est une utopie dangereuse : tel est le verdict prononcé par Karl Polanyi en 1944, dans *La grande transformation*. En principe, explique-t-il, dans une société de ce type, la satisfaction des besoins matériels de ses membres est assurée par des marchés autorégulateurs. Autrement dit, la production et la distribution des biens et des services sont commandées par les prix qui émergent de la confrontation entre offres et demandes concernant ces biens et services. Aucun autre principe, aucune autre règle que celles du « marché libre » n'entrent en ligne de compte dans le « procès économique ». Une pré-condition essentielle toutefois : que chacun s'efforce de poursuivre son intérêt individuel (Polanyi, 1983 : 102).
- 2 Mais, un tel système n'est envisageable qu'à la condition qu'il y ait des marchés pour tous « les éléments de l'industrie ». Et parmi ces éléments, on trouve en premier lieu la terre, le travail et la monnaie. « Le point fondamental est le suivant : le travail, la terre et l'argent sont des éléments essentiels de l'industrie ; ils doivent eux aussi être organisés en marchés ; ces marchés forment en fait une partie absolument essentielle du système économique. (...) toute mesure, toute politique qui empêcherait la formation de ces marchés mettrait *ipso facto* en danger l'autorégulation du système » (Polanyi, 1983 : 107-108).

- 3 Or, et c'est là tout le problème, travail, terre et argent ne sont pas des marchandises, soutient Polanyi, en ce sens qu'ils n'ont pas été produits pour la vente sur le marché. « Le travail n'est que l'autre nom de l'activité économique qui accompagne la vie elle-même – laquelle de son côté n'est pas produite pour la vente mais pour des raisons entièrement différentes –, et cette activité ne peut pas non plus être détachée du reste de la vie, être entreposée ou mobilisée ; la terre n'est que l'autre nom de la nature, qui n'est pas produite par l'homme ; enfin la monnaie réelle est simplement un signe de pouvoir d'achat qui, en règle générale, n'est pas le moins du monde produit, mais est une création du mécanisme de la banque ou de la finance d'État. Aucun de ces trois éléments – travail, terre, monnaie – n'est produit pour la vente ; lorsqu'on les décrit comme des marchandises, c'est entièrement fictif. » (Polanyi, 1983 : 107).
- 4 La conséquence du fait de traiter ces éléments comme des marchandises ne peut qu'être dramatique. « Permettre au mécanisme du marché de diriger seul le sort des êtres humains et de leur milieu naturel, et même, en fait, du montant et de l'utilisation du pouvoir d'achat, cela aurait pour résultat de détruire la société. (...) aucune société ne pourrait supporter, ne fût ce que pendant le temps le plus bref, les effets d'un pareil système fondé sur des fictions grossières, si sa substance humaine et naturelle comme son organisation commerciale n'étaient pas protégées contre les ravages de cette fabrique du diable. » (Polanyi, 1983 : 108-109).
- 5 En ce qui concerne le travail, sa marchandisation est jugée impossible par Polanyi car « le travail n'est rien d'autre que ces êtres humains eux-mêmes dont chaque société est faite » (Polanyi, 1983 : 106). La force de travail est inséparable du travailleur. Dès lors, en la traitant comme une marchandise, c'est-à-dire comme une « chose », on finit nécessairement par traiter le travailleur lui aussi comme une chose. Dans un monde qui a fait de la liberté et de l'égalité des êtres humains ses deux valeurs fondamentales, c'est évidemment inacceptable et indéfendable. Voilà pour la contrainte morale.
- 6 Mais le fait que la force de travail soit indissociable du travailleur pose aussi d'inévitables problèmes pratiques, dans la perspective de l'employeur. Cette force de travail présente la particularité d'être une « marchandise » qui peut se prononcer sur sa valeur puis sur son utilisation une fois « achetée » ; une marchandise douée surtout *a priori* d'une autonomie considérable, qui peut lui permettre à tout moment de fausser compagnie à celui qui prétend l'utiliser. Certes, la sociologie des sciences et des techniques nous a appris que tout « objet » est capable d'actes de résistance (Latour, 1994), mais la force de travail humaine présente sur ce plan des qualités toutes particulières.
- 7 À cette autonomie de la force de travail s'ajoutent d'autres caractéristiques qui en compliquent sérieusement l'utilisation. Cette « marchandise » vient forcément avec le travailleur, qui lui-même ne vient en principe pas seul. Il s'agit d'un être social. Comme le rappelle Durkheim, dans des mots qui pourraient être ceux de Polanyi, tout être humain « est d'un temps et d'un pays, il a une famille, une cité, une patrie, une foi religieuse et politique, et tous ces ressorts et bien d'autres encore se mêlent, se combinent de mille manières, croisent et entrecroisent leur influence sans qu'il soit possible de dire au premier coup d'œil où l'un commence et où l'autre finit. » (Durkheim, 1970 : 85).
- 8 Tout cela donc, qu'il s'agisse de contraintes morales, psychologiques, sociologiques ou tout simplement pratiques, empêche *a priori* de traiter la force de travail comme une pure marchandise. Pour ce faire, il faudrait pouvoir distinguer cette force de celui qui l'exerce, extraire le travail de son porteur, séparer l'Homme du travailleur, ce qui est évidemment

impossible physiologiquement et semble donner raison à Polanyi sans qu'il soit nécessaire de pousser plus loin la démonstration.

- 9 Pourtant, cette séparation entre la force de travail et celui qui la porte s'avère praticable. Une marchandisation du travail est donc possible, sans que cela ne provoque le cataclysme social prédit par Polanyi. Telle est du moins la première thèse que nous voudrions soutenir ici. Par ailleurs, nous voudrions montrer que cette marchandisation du travail n'est pas la conséquence de la mise en place de marchés autorégulateurs, contrairement à ce qu'avance Polanyi. Selon nous, le traitement du travail humain comme une pure marchandise peut, dans certaines circonstances, être grandement facilité au contraire par l'absence d'un marché du travail autorégulé.
- 10 Pour soutenir ces deux thèses, nous avons choisi de décrire les dispositifs institutionnels qu'utilisent depuis un siècle environ les dirigeants politiques et économiques américains (et mexicains) pour assurer la « marchandisation » de la main d'œuvre d'origine mexicaine. Ces dispositifs sont globalement au nombre de trois : le travail temporaire légal sur le sol américain (programme *bracero* en particulier), le travail légal dans des usines de montage américaines sur le sol mexicain (programme de *maquiladoras*) et enfin, le travail clandestin sur le sol américain. Tous trois ont permis aux entreprises américaines de « marchander » le travail de millions de Mexicains, c'est-à-dire de le traiter pratiquement comme n'importe quelle autre marchandise, sans pour autant que l'on puisse parler d'esclavage.

Comment transformer avec succès le travail en marchandise : le cas de la main d'œuvre mexicaine employée par des entreprises américaines

Travail temporaire légal sur le sol américain : le programme *bracero*

- 11 Établie en 1848, l'actuelle frontière entre le Mexique et les États-Unis n'a pas constitué un obstacle à la libre circulation des personnes avant 1924 et la création de la *Border patrol* par le gouvernement américain. Jusque là, son franchissement ne posait à peu près aucune difficulté et allait de soi pour les ressortissants mexicains. Il faut se souvenir que cette frontière négociée en 1948 avait amputé le Mexique de 40 % de son territoire. Après cette date, au Nord du Rio Grande, le territoire est devenu officiellement Américain, mais est resté peuplé de Mexicains.
- 12 Dès la fin du 19^{ème} siècle, des milliers de jeunes hommes sont venus travailler dans les chemins de fer et les exploitations agricoles du Sud des États-Unis. Puis d'autres, par milliers à nouveau, mais le plus souvent en famille cette fois, ont trouvé refuge au nord de la frontière pendant la révolution mexicaine (1910) et la guerre civile qui suivit. En 1917, un premier programme officiel de « travailleurs invités » est lancé à l'initiative des autorités américaines qui veulent compenser le départ sur le front européen de dizaines de milliers de jeunes hommes. Plus de 70000 travailleurs traversent alors officiellement la frontière, mais bien d'autres les suivent, sans titre de séjour et sans que cela ne pose le moindre problème à personne, au moins jusqu'en 1921 (Odgers-Ortiz, 2003 : 61 ; Bickerton, 2001 : 898). Légaux et illégaux sont à l'œuvre dans les fermes de l'Ouest ou du Midwest, et même pour une part dans les industries des Grands lacs (Vagnoux, 1998 : 26).

- 13 À partir de 1921 toutefois, et au cours des sombres années 30 surtout, du fait de la récession économique, les autorités américaines organisent plusieurs opérations d'expulsion de travailleurs mexicains, qui viseront même des citoyens américains d'origine mexicaine... (De Genova, 2006 ; Odgers-Ortiz, 2003). Ils sont près de 600 000, la plupart contre leur gré, à repasser la frontière vers le Mexique dans le cadre du *Repatriation Program*, au cours des années de dépression (Vagnoux, 1998 : 26).
- 14 Mais, en 1941, les États-Unis entrent en guerre et le départ de milliers de jeunes hommes vers l'Europe suscite à nouveau d'importants besoins de main d'œuvre. La solution est toute trouvée : on importera temporairement de la main d'œuvre mexicaine, avec la bénédiction des autorités de ce pays, qui peuvent ainsi offrir des emplois à leurs trop nombreux citoyens démunis. Le *Bracero Program* est signé par les gouvernements américains et mexicains dès 1942 (*Public Law 45*, ratifiée par le congrès le 4 août) (Vermette, 2005 : 48). Selon les termes de ce premier accord bilatéral, qui doit prendre fin avec l'engagement des États-Unis dans la guerre, ce sont les autorités américaines qui sont officiellement employeurs des travailleurs mexicains. Elles doivent évaluer les besoins de main d'œuvre et établir sur cette base un certain nombre de contrats de travail temporaire (3 à 9 mois). Les autorités mexicaines s'occupent de leur côté de recruter des candidats à l'émigration provisoire, en fonction du nombre de contrats offerts par les Américains. Ces contrats garantissent aux travailleurs mexicains, les *braceros*, la prise en charge de leurs frais de déplacement et de séjour, un salaire identique à celui des travailleurs américains (jamais inférieur à 30 sous par heure) et une protection contre tout acte de discrimination (Bickerton, 2001 : 904 ; Morgan, 2004 : 130).
- 15 En 1947, malgré la fin de la guerre, l'accord est reconduit, à la satisfaction de tous, et il en sera finalement de même jusqu'en 1964. Les termes de cet accord fluctuent au gré des rapports de force entre les parties prenantes. C'est ainsi par exemple que les agriculteurs américains obtiennent de 1947 à 1951 le droit de traiter directement avec les travailleurs mexicains, quitte à prendre eux-mêmes en charge les frais de déplacement et de séjour de ces derniers. En 1951, alors que les États-Unis ont envoyé combattre en Corée une partie de leur jeunesse et que le Congrès vote une nouvelle loi autorisant l'emploi temporaire massif de travailleurs étrangers (*Public Law 78*), le gouvernement mexicain est en position de réclamer et d'obtenir des autorités américaines qu'elles assument à nouveau le rôle de contractant, garantie d'une meilleure protection pour les ressortissants mexicains face aux employeurs américains (Bickerton, 2001). Mais trois ans plus tard, lors de la renégociation de l'accord et alors que les autorités mexicaines réclament un salaire minimum fixe pour les *braceros*, les États-Unis rompent les négociations et lancent une campagne de recrutement « sauvage » de plusieurs semaines à la frontière avec le Mexique... (Morgan, 2004 : 128 ; De Genova, 2006 : 217).
- 16 Enfin, en 1964, le gouvernement américain décide unilatéralement de mettre un terme au programme. Celui-ci est devenu l'objet à l'époque de nombreuses critiques du côté états-unien. On lui reproche d'avoir contribué notamment à l'arrivée massive de clandestins et à une baisse des salaires pour les travailleurs américains. Mais le traitement réservé aux *braceros* est également dénoncé avec de plus en plus de virulence.¹ Outre ces critiques, il s'avère (surtout ?) que l'agriculture intensive américaine a pour l'essentiel parachevé sa mécanisation en ce milieu des années 1960... La force de travail humaine a perdu une grande part de son utilité, entre autres dans la culture du coton (Vagnoux, 1998 : 27 ; Grove, 1996 : 304, 320 ; De Genova, 2006).

- 17 Au total, près de 5 millions de *braceros* ont bénéficié d'un contrat de travail temporaire entre 1942 et 1964. Au cours de la deuxième moitié des années 1950, ils furent en moyenne 480 000 à travailler chaque année aux États-Unis (Grove, 1996 : 303). L'agriculture est restée tout au long de ces années le principal secteur concerné. Toutefois, une partie de cette main d'œuvre temporaire a également été embauchée dans les chemins de fer. Trente états américains ont bénéficié du programme, mais ce sont évidemment les états limitrophes du Mexique (Texas et Californie en particulier) qui ont accueilli le plus grand nombre de ces travailleurs saisonniers. A la fin des années 1950, les *braceros* représentaient à eux seuls 18 % de la main d'œuvre saisonnière dans l'agriculture états-unienne (Grove, 1996 : 310). Caractéristique démographique importante de ces ouvriers agricoles : il s'agissait dans leur grande majorité d'hommes, qui avaient traversé seuls la frontière, laissant éventuellement derrière eux pour plusieurs mois femmes et enfants. Les autorités mexicaines et américaines, ainsi que les agriculteurs américains, ont pendant toute la durée du programme découragé la migration familiale (Mize, 2006 : 101 ; Cohen, 2006).
- 18 La plupart des chercheurs ayant travaillé sur le programme *Bracero* s'entendent pour dire qu'il était excessivement favorable aux intérêts des agriculteurs américains. Wayne Grove, qui propose une analyse économique de ce dispositif de gestion de la main d'œuvre, affirme ainsi par exemple : « Le programme *Bracero* était une solution rêvée pour les agriculteurs : il apportait de la certitude sur un marché du travail jusque là très incertain, il permettait à ces agriculteurs de baisser leurs coûts de main d'œuvre et il leur garantissait une force de travail extrêmement productive. » (Grove, 1996 : 312). De même, selon Kitty Catavita, l'une des meilleures spécialistes de cet épisode des relations américano-mexicaines : « Les employeurs américains bénéficiaient [grâce à ce programme] d'une réserve assurée de main d'œuvre soumise. En outre, ils étaient en position d'imposer leurs conditions de travail : horaires, salaires et conditions de vie pendant la durée du contrat. » (Catavita, 1992, citée par Bickerton, 2001 : 909)
- 19 Le pouvoir de négociation des *braceros* semble en effet être resté très faible, voire inexistant, tout au long de la durée du programme. Même lorsque les contrats de travail étaient délivrés par le gouvernement américain, les termes de ces contrats n'étaient que rarement respectés par les employeurs, qui n'étaient en fait guère contrôlés (Basok, 2000 : 225). Et apparemment, la simple menace d'un renvoi de l'autre côté de la frontière suffisait le plus souvent pour mettre fin à toute protestation de la part de ces « travailleurs invités » (Mize, 2006 : 100). Évidemment, cette menace ne pouvait être efficace que dans la mesure où le marché du travail mexicain était encore plus défavorable aux intérêts de ces ouvriers. Selon, Wayne Grove, les salaires offerts au Mexique à l'époque, pour des travaux comparables, étaient en moyenne 10 fois inférieurs à ceux que les employeurs américains proposaient... (Grove, 1996 : 313).
- 20 Le nom de ce programme d'importation massive de main d'œuvre dit peut être en fait l'essentiel. *Bracero* signifie « manœuvre » en espagnol, et vient de *brazo*, qui veut dire « bras ». Voilà, au fond, ce que cherchaient les propriétaires et les dirigeants américains dans cette affaire : des « bras », et seulement des « bras ». Le dispositif mis en place, fondé sur des emplois temporaires en pays étranger (anglophone), loin de toute famille, l'accueil dans des camps de fortune, surveillés par des contremaîtres américains, interdisait aux propriétaires de ces « bras » d'être autre chose qu'une force de travail. Les rôles sociaux de conjoint, de père de famille, de citoyen ou autres étaient abandonnés à la frontière, pour plusieurs mois. Tel est le « secret » de la marchandisation du travail :

la mise entre parenthèses, plus ou moins durable et rigoureuse, de ces rôles multiples qui confèrent à l'être humain une identité autre que celle de travailleur.

- 21 Le sociologue Ronald Mize soutient que le *Bracero Program* constituait en réalité une forme d'*institution totale* qui, comme toute institution de ce type (Goffman, 1968) privait les *braceros* de leur autonomie et contribuait à leur dépersonnalisation pendant leur séjour sur le sol américain (Mize, 2006). « Comme jamais auparavant, le Programme *bracero* a permis aux gros exploitants américains de traiter leur main d'œuvre saisonnière avec le même sens des affaires que n'importe quel autre facteur de production » (Grove, 1996 : 317). Pratiquement, ce programme américain a poussé la « marchandisation » et la « chosification » de ces travailleurs mexicains à un point tel que la différence avec certaines formes de travail forcé ou d'esclavage s'avère *a priori* plutôt ténue. Richard Craig, auteur de l'un des ouvrages de référence sur ce dispositif, considère que la situation des *braceros* s'apparentait à « un état virtuel de péonage² physique et mental » (Craig, 1971 : 15). Un employé du Département du Travail, ayant supervisé le Programme *bracero* entre 1959 et 1964, parle d'un « esclavage légalisé » (Grove, 1996 : 312). C'est à peu près ce que disait également à l'époque, avec un cynisme certain, l'un des propriétaires bénéficiaire du système : « Nous avons l'habitude d'acheter nos esclaves. A présent, nous les louons au Gouvernement. » (Garcia, 1980 : 230).
- 22 Il n'en reste pas moins que ces *braceros* étaient des salariés, c'est-à-dire des travailleurs « formellement libres », selon l'expression de Max Weber. Pour l'employeur, l'un des avantages de recourir à ces travailleurs « libres » est qu'il n'y avait pas à prendre en charge leur survie matérielle en dehors de la haute saison des travaux agricoles, contrairement aux esclaves. Tant que cette main d'œuvre salariée restait disponible en grand nombre chaque année, ce « rapport de production » n'était donc probablement pas moins profitable que l'esclavage, et l'était peut être même davantage... L'hypothèse mériterait d'être testée.

Travail légal dans l'« in-bond industry » au Mexique : les maquiladoras

- 23 Le dispositif des *maquiladoras* vient en quelque sorte remplacer le programme *Bracero*. Mais cette fois, il s'agit d'une initiative des autorités mexicaines. Tout commence en 1961, quand le gouvernement mexicain lance *El Programa Nacional Fronteriza* (PRONAF). Ce programme vise le développement économique et social de la zone frontière du nord du Mexique, région où affluent depuis plusieurs décennies un nombre grandissant de candidats à l'émigration vers les États-Unis (Schwartz, 1987 : 2-3 ; Sklair, 1993 : 28). Le moyen de ce développement doit être la création d'une industrie locale, permettant de produire au Mexique une part des biens jusque là importés, notamment de chez le grand « voisin » (Schwartz, 1987 : 2 ; Labrecque, 2005 : 44). Pour ce faire, il est prévu de « nettoyer » les villes frontières de toutes les activités illicites qui y font florès et de développer les infrastructures nécessaires à l'industrialisation de cette région, censée devenir la « vitrine du Mexique » (Sklair, 1993 : 28).
- 24 Mais en 1964, les autorités américaines, on l'a vu, mettent un terme au programme *Bracero*. Près de 200 000 travailleurs temporaires rentrent au Mexique sans espoir de pouvoir revenir travailler aux États-Unis l'année suivante. Des dizaines de milliers d'entre eux se retrouvent ainsi sans emploi à la frontière. La situation est explosive, d'autant que

les réalisations concrètes du PRONAF sont quasi inexistantes, du fait en particulier d'un grave manque de capitaux (Sklair, 1993 : 28). L'idée émerge alors que la manière la plus rapide et la plus efficace d'industrialiser le Nord du Mexique consiste à y vendre la très peu coûteuse main d'œuvre mexicaine à des industriels américains en quête de réduction de leurs coûts de production.

- 25 Sur le plan réglementaire, la solution est offerte par la loi américaine. Elle consiste en effet à tirer parti de deux articles du *Tariff Act* américain de 1962 : les articles 806.30 et 807.00. Ces textes autorisent les entreprises américaines à faire assembler à l'étranger des articles constitués d'éléments fabriqués aux États-Unis, en ne payant au retour de droits de douane que sur la valeur ajoutée à ces éléments, c'est-à-dire pour l'essentiel sur le coût de la main d'œuvre et les frais généraux. Concrètement, ils permettent aux industries états-uniennes à forte intensité de main d'œuvre de réaliser d'importantes économies sur le plan de leur masse salariale (Schwartz, 1987 : 4 ; Sklair, 1993 : 9). Toutefois, cette option n'est réellement intéressante que dans la mesure où les coûts de transport (aller-retour) restent peu élevés. En tant que pays voisin des États-Unis, le Mexique jouit donc d'un net avantage comparatif sur ce plan, notamment par rapport aux pays asiatiques qui offrent aussi à l'époque une main d'œuvre très peu coûteuse.
- 26 C'est donc en s'appuyant sur ces dispositions légales et en pariant sur les atouts de la proximité géographique avec les États-Unis, que les autorités mexicaines lancent officiellement au cours de l'année 1965, le projet d'un *Programa de Industrializacion Fronteriza* ou *Border Industrialization Program* (BIP). Les objectifs du programme sont à court terme de réduire le chômage à la frontière avec les États-Unis et de stimuler les exportations pour tenter de rééquilibrer la balance des paiements. A long terme, le BIP est censé permettre d'augmenter les qualifications de la main d'œuvre mexicaine et de stimuler le développement d'une véritable industrie mexicaine (Schwartz, 1987 : 4).
- 27 Le moyen utilisé pour tenter d'atteindre ces objectifs est simple : l'exemption de toute taxe sur l'importation de matières premières et de composants destinés à des usines d'assemblage ou de transformation situées le long de la frontière américaine (à l'intérieur d'une bande de 20 kilomètres de large), à condition que le produit de ces usines soit destiné à l'exportation vers les États-Unis.³ Outre cet avantage sur le plan fiscal, l'État mexicain fait valoir, dans les diverses présentations de son programme, la proximité géographique avec les États-Unis et surtout une main d'œuvre mexicaine « peu chère, facilement adaptable et hautement productive. » (Sklair, 1993 : 45), ce qui est effectivement le cas par comparaison avec la main d'œuvre américaine, ne serait-ce que parce que cette dernière bénéficie du soutien d'organisations syndicales puissantes.
- 28 En l'absence d'un cadre réglementaire précis jusqu'en 1971, la définition juridique des *maquiladoras* est restée incertaine pendant plusieurs années. Les données quantitatives concernant les débuts du programme sont donc sujettes à caution. D'après Sklair (1993 : 54), on recensait 72 *maquiladoras* en 1967, employant 4000 salariés. En 2001, année à partir de laquelle l'industrie *maquila* est entrée dans une crise dont elle ne semble toujours pas sortie, on comptait plus de 3700 établissements de ce type, offrant un emploi à 1.3 millions de travailleurs mexicains. Ces entreprises représentaient alors 35 % de l'industrie mexicaine (Cooney, 2001 : 60), étaient responsables de près de la moitié des exportations du pays (Arès, 2005 : 219) et venaient juste derrière l'industrie pétrolière en ce qui concerne l'entrée de devises étrangères au Mexique (Labrecque, 2005 : 58).
- 29 Le secteur *maquiladora* doit son développement tout d'abord à un assouplissement constant du cadre réglementaire que devait respecter les investisseurs pour bénéficier

des avantages fiscaux consentis par le gouvernement mexicain. Dès 1972 notamment, il est devenu possible d'établir une *maquiladora* n'importe où sur le territoire mexicain. Pour plusieurs chercheurs, la dérégulation progressive de ce secteur s'est traduite en fait par une « *maquilazation* » ou « *maquilization* » rampante de toute l'industrie mexicaine (Sklair, 1993 : 228 ; Kopinak, 1996 : 13-15). Conjointement à ces aménagements réglementaires, les autorités mexicaines n'ont eu de cesse d'affaiblir les protections qu'apportait aux salariés un droit du travail qui, dans sa version de 1970, était considéré comme plutôt progressiste (Sklair, 1993 : 54-55 ; Kopinak, 1996 : 10-11). Une stratégie de « flexibilisation » de la main d'œuvre a ainsi été poursuivie sans relâche au cours des années 1980 et 1990. En 2001 encore, le ministre du Travail mexicain déclarait que le secteur *maquila* représentait « le modèle de la nouvelle culture du travail que le président Fox s'efforce d'implanter », et annonçait une réforme du droit du travail visant l'élimination de certaines « rigidités » persistantes sur le marché du travail (Labrecque, 2005 : 51).

- 30 Dans ses tentatives pour garantir aux investisseurs étrangers l'accès à une main d'œuvre docile et bon marché, le gouvernement mexicain n'a pas véritablement rencontré d'opposition. La Confédération des Travailleurs du Mexique (CTM), centrale syndicale majoritaire, est en réalité un syndicat d'État (depuis 1938) jouissant d'un quasi monopole sur l'industrie mexicaine. Soucieuse de préserver ce monopole, la CTM s'est avérée notamment très efficace pour empêcher la formation de véritables syndicats autonomes dans les *maquilas*. Plus généralement, elle revendique son soutien à la croissance de ce secteur. Mais, selon nombre de chercheurs, c'est le syndicalisme officiel dans son ensemble qui reste fondamentalement subordonné aux intérêts des dirigeants politiques et économiques mexicains (Sklair, 1993 : 58 ; Bizberg, 1998 ; Fussell, 2000 : 64 ; Cooney, 2001 : 66-69 ; Carrillo, 2007). Comme le notent en 1995, dans un journal d'affaires américain, les auteurs d'un article intitulé « Ce que doit savoir un gestionnaire pour réussir en affaires au Mexique » : « Environ un tiers des *maquiladoras* disposent d'un syndicat organisé, et l'influence syndicale peut être forte dans certaines régions (spécialement dans l'Est de la région frontalière du Mexique). (...) Les syndicats, toutefois, ne sont guère militants et s'avèrent plutôt soucieux de fournir [aux employeurs] une réserve de main d'œuvre facilement accessible. » (Tong-Martindale et Kliner, 1995 : 65).
- 31 Enfin, outre les aménagements institutionnels mis en œuvre par le gouvernement mexicain pour faciliter la croissance du secteur *maquila*, il faut évoquer l'impact décisif qu'ont eu les dévaluations du *peso* mexicain en 1976, 1982 et 1995. Les trois principales poussées de croissance de ce secteur ont suivi de près ces dévaluations et peuvent, semble-t-il, leur être attribuées dans une large mesure. La raison en est simple : une perte de valeur du *peso* par rapport au dollar américain représente pour les *maquiladoras* appartenant à des entreprises américaines (c'est le cas de la très grande majorité d'entre elles jusqu'à aujourd'hui⁴) une baisse directe des coûts de main d'œuvre. En outre, les crises économiques qui ont incité le gouvernement mexicain à dévaluer le *peso* ont fragilisé en premier la main d'œuvre la moins qualifiée – celle que recherche en priorité les *maquiladoras* – dont le pouvoir de négociation s'est trouvé encore réduit par rapport à celui des dirigeants du secteur *maquila*. Bref, on peut avancer, de façon certes un peu caricaturale, que ce secteur ne se porte jamais mieux que lorsque l'économie mexicaine va mal (Sklair, 1993 ; Cooney, 2001 ; Delgado-Wise et Covarrubias, 2007).
- 32 Quoi qu'il en soit, à la fin des années 1990, les *maquiladoras* occupaient incontestablement une place essentielle dans l'économie mexicaine. Elles forment alors un secteur qui

rassemble des entreprises engagées dans des activités industrielles de plus en plus diversifiées et sophistiquées. Aux usines d'assemblage simple (matériels électroniques ou électriques, jouets,...) employant presque exclusivement des jeunes femmes sans formation (et célibataires !⁹) à des postes déqualifiés, se sont ajoutées des *maquilas* œuvrant dans d'autres secteurs (confection, équipement automobile, chimie,...), à plus forte intensité de capital, assurant parfois la transformation ou la fabrication intégrale de certains produits et réclamant aussi pour une part d'entre elles davantage de compétences de la part des salariés (ingénieurs, techniciens) – on parle de *maquiladoras* de 2^{ème} et 3^{ème} génération (Labrecque, 2005 ; Arès, 2002 ; Villavivencio, 2004 : 148). Peut-on pourtant parler d'un véritable développement industriel du Mexique ? Rien n'est moins sûr.

- 33 La première raison d'être des *maquiladoras* reste bel et bien, semble-t-il, de fournir du « cheap labour » aux entreprises américaines. La crise qui affecte ce secteur depuis 2001 en apporte la preuve. Entre 2001 et 2002, plus de 500 usines ont fermé et des réductions d'effectifs ont touché au total près de 300 000 employés (Arès, 2005). Le nombre d'usines est descendu dans les années suivantes en dessous de 3000 (2783 en décembre 2006), tandis que le nombre d'employés s'est stabilisé aux alentours d'1 million (Carrillo, 2007). Selon Arès (2002, 2005), cette crise est due au ralentissement de l'économie américaine, à la mise en application des règles de l'ALENA et à la fin de l'accès préférentiel au marché américain pour les produits mexicains, mais surtout à une hausse des coûts de production dans les *maquiladoras* ; en particulier des coûts salariaux. Autrement dit, le Mexique ou, plus exactement, la main d'œuvre mexicaine est devenue trop chère pour les entreprises du « Premier Monde » ; plus chère en tout cas que la main d'œuvre de certains pays asiatiques et tout particulièrement de la Chine, vers qui se sont redirigés alors massivement les Investissements Directs Étrangers (IDE). La proximité géographique entre le Mexique et les États-Unis n'a pas suffi à compenser cette différence de coûts salariaux (Rosen, 2003). Pour Arès (2002 : 4), non seulement ces *maquiladoras* n'ont pas permis au Mexique de connaître un réel décollage industriel, mais elles sont devenues « une source d'instabilité économique » pour le pays.
- 34 Certes, le secteur *maquila* ne s'est pas totalement effondré et certains chercheurs (Villavivencio, 2004 ; Carrillo, 2007, par exemple) veulent croire que les *maquiladoras* de 2^{ème} et 3^{ème} génération, impliquant de plus gros investissements sur le sol mexicain et une main d'œuvre nettement plus qualifiée, permettront enfin que se constitue une vraie industrie mexicaine, localement intégrée et moins dépendante des intérêts américains. Mais cette éventualité est écartée vigoureusement dans des travaux très récents, qui pointent les faiblesses structurelles du secteur *maquila* (par exemple : De la Garda Toledo, 2007 ; Delgado-Wise et Covarrubias, 2007).
- 35 S'il est permis de continuer à se questionner concernant l'apport des *maquiladoras* à l'économie mexicaine, en revanche il ne fait aucun doute que ces entreprises ont fortement contribué au maintien de la compétitivité d'une bonne part de l'industrie états-unienne au cours des quarante dernières années. Le gagnant dans cette affaire, ce sont d'abord les multinationales américaines qui ont investi dans ces usines (Cooney, 2001 : 70-71). Comme le programme *bracero* dans le secteur agricole, la *Politica de fomento a la industria maquiladora de exportacion* a fourni à ces entreprises une main d'œuvre docile et peu exigeante qu'elles ont pu traiter avec succès comme une véritable marchandise, notamment grâce à l'absence de syndicats indépendants et à un droit du travail peu protecteur.

- 36 A l'instar du *Bracero Program*, les *maquilas* peuvent être ainsi définies comme un outil permettant d'extraire ou de capter la force de travail mexicaine sans avoir à se préoccuper en aucune façon (même pas en contribuant à l'impôt en l'occurrence) des porteurs de cette force de travail. Ce dispositif institutionnel permet, en d'autres termes, de réduire le travailleur à sa seule force de travail. On comprend alors que les autorités américaines aient toujours soutenu activement le programme de *maquiladoras* (Sklair, 1990). Cela dit, il convient de le souligner à nouveau, comme dans le cas du programme *bracero*, cet « outil » ne peut correctement fonctionner que dans la mesure où l'économie mexicaine n'offre pas de meilleures perspectives aux travailleurs de ce pays. Les salaires dans les *maquiladoras* sont nettement inférieurs à ceux de l'industrie américaine, mais le plus souvent supérieurs à ceux de l'industrie mexicaine locale... Par conséquent, les dirigeants politiques et économiques mexicains sont partie-prenante de cette forme de marchandisation de la main d'œuvre de leur pays.

Le travail clandestin sur le sol américain

- 37 Pour les migrants mexicains, la notion de « travail clandestin » sur le sol états-unien n'a sans doute pris de sens véritable qu'à partir du moment où ont débuté les premières vagues d'expulsions massives d'« illégaux » au cours des années 1930 (De Genova, 2006 ; Odgers-Ortiz, 2003 : 61). Jusque là, on l'a vu, il n'existait pas de véritable contrôle à la frontière.
- 38 Le vent commence à tourner au début des années 1920, quand l'État américain entreprend de contrôler l'immigration sur son territoire. Les lois de 1921 et 1924 posent les bases de la fameuse politique des quotas nationaux. Un temps, il est question d'appliquer cette politique aux migrants d'origine mexicaine, mais sous la pression des lobbies industriel et agricole aucun quota numérique n'est fixé concernant l'immigration en provenance du Mexique. Alors que les frontières se ferment aux immigrés d'origine asiatique, il faut de la main d'œuvre bon marché en grand nombre pour compenser l'arrêt de ce flux de travailleurs. Cela dit, la frontière n'est plus librement franchissable et, joignant l'acte à la parole, les autorités américaines créent la *Border Patrol* en 1924 (Vagnoux, 1998 : 27 ; De Genova, 2006 : 214). Désormais, les Mexicains peuvent se voir refuser l'entrée sur le sol états-unien et être expulsés s'ils ne disposent pas de permis de travail ou s'ils enfreignent une quelconque loi américaine (De Genova, 2006 : 215).
- 39 Ces dispositions créent *de facto* le statut d'« illégal » ou de « clandestin ». Elles vont permettre aux autorités américaines d'expulser « légalement » plusieurs centaines de milliers de mexicains au cours des années 1930, quand leur force de travail sera devenue inutile du fait de la crise économique qui frappe alors le pays. 500 à 600 000 personnes sont ainsi renvoyées de l'autre côté du Rio Grande dans le cadre du *Repatriation Program* (Vagnoux, 1998 : 26). Dans certains cas, le fait d'être citoyen américain ne protégera même pas du rapatriement forcé ces Mexicains devenus indésirables et que l'on accuse de tous les maux de l'heure... (De Genova, 2006 : 216).
- 40 Ces expulsions marquent en fait le début de ce que James Cockcroft (1986) a appelé la politique de la « porte-tambour » concernant la main d'œuvre d'origine mexicaine. Cette politique informelle consiste simultanément à laisser entrer des masses importantes de travailleurs (légaux et illégaux) et à en expulser d'autres dans des proportions tout aussi importantes, mais de façon démonstrative le plus souvent (De Genova, 2006 : 214). « En

d'autres termes, les États-Unis envoient un double message : Mexicains, allez vous-en – Mexicains, venez chez nous. La porte tourne. Les Mexicains se retrouvent harcelés, les salaires bloqués ou même en baisse, et la stabilité de la main d'œuvre est assurée pour 10 ans » (Cockcroft, 1986 : 78, cité par Hu-Dehart, 1997 : 5).

- 41 A cet égard, la période du *Bracero Program* est tout à fait exemplaire de cette politique menée par les autorités américaines. Ce programme bilatéral, on l'a dit, a permis à près de 5 millions de Mexicains de venir travailler temporairement aux États-Unis entre 1942 et 1964. Toutefois, outre les *braceros* qui ont décidé de rester sur le sol américain à la fin de leur contrat, sans titre de séjour mais avec la bénédiction de leur employeur, des millions de clandestins se sont ajoutés au flot de « travailleurs invités ». Selon Genova, à la fin des années 40, pour un *bracero* qui franchissait légalement la frontière, quatre de ses compatriotes pénétraient illégalement sur le sol américain ... et trouvaient sans tarder du travail (Genova, 2006 : 217). Par rapport aux *braceros* en règle, ces derniers présentaient en effet l'avantage non seulement d'être plus dociles, mais aussi de coûter bien moins cher encore, puisque l'employeur n'avait pas à se soumettre aux diverses obligations contractuelles prévues dans l'accord (frais de déplacement, logement, nourriture, durée minimum des contrats,...).
- 42 Et la demande pour cette main d'œuvre idéale était telle qu'en 1954, alors que les autorités mexicaines tentaient de renégocier l'accord pour obtenir un salaire minimum pour les *braceros*, les autorités américaines ont rompu les discussions et autorisé le Département du Travail à recruter directement à la frontière des Mexicains sans titre de séjour. Pourtant, la même année, débutait l'opération « *Wetback*⁶ », véritable chasse aux clandestins mexicains aux abords de la frontière. En l'espace d'un an, un total d'au moins 2.9 millions d'illégaux ont été ainsi appréhendés et expulsés (Genova, 2006 : 217). Il y avait donc bien, simultanément, importation et déportation de main d'œuvre.
- 43 La suspension du Programme *bracero* par les autorités américaines en 1964 n'a pas ralenti l'immigration clandestine d'origine mexicaine, bien au contraire (Imaz, 2007 : 22). A partir de cette date, ce phénomène est allé sans cesse en s'amplifiant, jusqu'à aujourd'hui, et cela en dépit du Programme d'industrialisation de la frontière et de la création des *maquiladoras*, qui étaient censés compenser la disparition de près de 200 000 emplois offerts dans le cadre du Programme *bracero* (au début des années 1960) et contenir le flux de candidats à l'émigration (Vagnoux, 1998). En réalité, les *braceros* n'ont jamais été embauchés dans les *maquiladoras* de la frontière, où l'on a dès le départ préféré la jeune main d'œuvre féminine, encore plus docile et malléable. Bon nombre de ces ouvriers agricoles ont donc continué à aller vendre clandestinement leur force de travail dans les exploitations du Sud Ouest des États-Unis, dans des conditions encore plus précaires pour eux que celles que garantissait le Programme *bracero*.
- 44 Par ailleurs, une demande de plus en plus soutenue de main d'œuvre peu qualifiée, dans des secteurs d'activités non-délocalisables, a attiré d'autres clandestins, vers les grands centres urbains cette fois. La construction, le nettoyage, les services à domicile (ménage, garde d'enfants), l'hôtellerie et la restauration ne peuvent par définition être pris en charge à l'étranger. La solution consiste alors à importer la main d'œuvre bon marché qui s'y trouve, en employant des immigrants, et mieux encore des immigrants sans-papiers. On « délocalise sur place » en quelque sorte (Bail, 2007). A partir des années 1960, cette stratégie a fortement contribué à entretenir l'immigration illégale d'origine mexicaine sur le sol américain. Parallèlement, selon le principe de la « porte-tambour », les

contrôles à la frontière et alentours se sont progressivement intensifiés, assurant la vulnérabilité, donc la docilité, de cette main d'œuvre.

- 45 Dans les années 1990, alors que le nombre de travailleurs sans-papiers d'origine mexicaine ne cessait de croître à la faveur de l'excellente santé de l'économie américaine (et des difficultés récurrentes de l'économie mexicaine), les autorités américaines ont mis en œuvre une série d'opérations spectaculaires, destinées officiellement à mettre un terme à l'immigration illégale. Se sont ainsi succédées des campagnes de lutte contre les clandestins, aux noms évocateurs : « Hold the Line » (1993), « Gatekeeper » (1994), « Rio Grande » (1997), « Arizona Border Control » (2004). La frontière s'est fortement militarisée. On y a construit des murs, érigé des barrières et installé toutes sortes de dispositifs de surveillance, pour soutenir le travail de la patrouille, dont les effectifs ont également été renforcés (Massey, 2007 : 8-9 ; Imaz, 2007 : 23).
- 46 Rapportées aux résultats officiellement visés, ces opérations ont totalement échoué, et les dépenses colossales qu'elles ont occasionnées représentent un gâchis considérable pour l'État américain. Comme le montre notamment Douglas Massey (avec Durand, 2003 ; 2007), non seulement ces grandes manœuvres n'ont pas réduit le nombre d'immigrants mexicains qui passent chaque année la frontière illégalement en direction des États-Unis, mais elles ont contribué à augmenter le nombre de Mexicains sans-papiers vivant sur le sol américain. Selon une étude du *Pew Hispanic Center* (Passel, 2006), fondée sur les données produites par le « Census Bureau » et le « US Bureau of Labor Statistics », le nombre d'« illégaux » d'origine mexicaine était en mars 2005 d'environ 6.2 millions (soit 56 % du total des immigrants illégaux vivant sur le sol américain). En 2000, ces Mexicains *indocumentados* étaient environ 4.7 millions. L'Immigration and Naturalization Service (INS) évaluait ce nombre à 2.7 millions en 1996.⁷
- 47 Selon Massey (2007), cette augmentation considérable de la quantité de clandestins d'origine mexicaine est en fait une conséquence de ces opérations de contrôle. En effet, le nombre de Mexicains franchissant illégalement la frontière vers les États-Unis n'a pratiquement pas changé entre 1980 et 2002. En revanche, le nombre de clandestins mexicains retraversant la frontière dans l'autre sens a considérablement diminué, à mesure que les contrôles se renforçaient. « Plutôt que d'abandonner l'idée d'une entrée clandestine, les émigrés ont simplement fait le dos rond et sont restés plus longtemps sur place, une fois surmonté le danger de la traversée » (Massey, 2007 : 11). Avant 1990, la migration clandestine nette estimée était de 180 000 personnes par an. À partir du milieu des années 1990, ce nombre a augmenté fortement jusqu'à atteindre une moyenne annuelle de 368 000 personnes. « Les milliards de dollars investis par les États-Unis dans la protection de la frontière ont effectivement doublé le taux de croissance des immigrés clandestins aux États-Unis. » (Massey, 2007 : 11).
- 48 Mais sur un autre plan, celui de la gestion de la main d'œuvre mexicaine et de sa marchandisation, ces opérations de renforcement de la frontière sont une totale réussite, dans la mesure où elles ont rendu encore plus vulnérables ces clandestins. Tout d'abord, il leur a fallu emprunter des voies bien plus dangereuses qu'auparavant pour mener à bien leur projet d'émigration. Du coup, le nombre de décès en cours de tentative de franchissement de la frontière a littéralement explosé. On parle de 4000 morts entre 1995 et 2005 (Imaz, 2007 : 23). Le succès de l'opération a nécessité de plus en plus souvent de recourir aux services d'un passeur – « coyote » ou « pollero⁸ » – dont les tarifs ont bien entendu fortement augmenté, ce qui a encore fragilisé la situation matérielle de ces migrants une fois la frontière franchie. Surtout, ces manœuvres spectaculaires contre les

clandestins n'ont pu qu'aggraver leur crainte d'une arrestation et d'une expulsion, et par conséquent les inciter à la plus extrême docilité vis-à-vis de leurs éventuels employeurs. Dès lors, il devient possible de les traiter comme de pures marchandises, taillables et corvéables à merci. Comme le dit De Genova (2006 : 236) : « C'est l'*expulsabilité*, et non l'expulsion en soi qui a fait du travail mexicain une marchandise particulièrement disponible ».

- 49 Cette politique de la « porte tambour » est-elle ou non intentionnelle de la part des autorités américaines ? Le fait est qu'elle sert parfaitement les intérêts immédiats des entreprises américaines. Et cela ne doit pas échapper à l'administration américaine qui, jusqu'à ce jour, n'a jamais vraiment cherché à réprimer les employeurs de « sans-papiers ». Certes, à partir de l'*Immigration Reform and Control Act* (IRCA) de 1986, l'emploi de travailleurs clandestins a été considéré comme une infraction. Jusque là, la loi américaine ne visait que ces travailleurs eux-mêmes... Mais, comme le souligne De Genova (2006 : 229-230), la mise en œuvre du contrôle des employeurs prévu par l'IRCA a privé cette loi d'à peu près toute son efficacité potentielle. En effet, les employeurs étaient protégés de toute poursuite dès lors qu'ils pouvaient attester avoir contrôlé les papiers de leurs employés. Cette mesure a été surtout très profitable à l'industrie des faux papiers. Elle a en revanche augmenté les dépenses des illégaux et accru leur responsabilité devant la loi. Par ailleurs, il fut demandé aux inspecteurs chargés des contrôles de prévenir les employeurs de leur passage trois jours à l'avance. Résultat : les employeurs en situation irrégulière ont pris l'habitude de licencier ou de suspendre temporairement leurs salariés sans-papiers. En ce sens, l'IRCA a induit davantage d'instabilité et d'insécurité du côté des sans-papiers, sans jamais vraiment menacer les profits qu'en tiraient les employeurs. Et il semble que les lois de 1990 et de 1996 n'aient rien changé d'essentiel sur ce plan, fragilisant toujours plus la situation des illégaux – la loi de 1996 les prive de tout accès à certains droits sociaux importants – et garantissant une impunité de fait à ceux qui les emploient (De Genova, 2006 : 232-233).
- 50 En mars 2005, on comptait aux États-Unis environ 7.2 millions de clandestins actifs, soit près de 5 % de la population active américaine (Passel, 2006). Les succès de l'économie américaine sont trop dépendants et depuis trop longtemps du travail clandestin (notamment mexicain) pour que les autorités de ce pays prennent le risque de mettre un terme à ce phénomène, même depuis le tournant « sécuritaire » de l'après 11 septembre 2001. Outre le fait que cette immigration clandestine garantit l'approvisionnement en main d'œuvre docile et bon marché de certains secteurs non-délocalisables, elle constitue pour les dirigeants politiques et économiques américains une ressource précieuse dans leurs rapports de force avec la main d'œuvre nationale. Comme l'explique Hu-Dehart (1997 : 5), la stratégie de la « revolving door » présente notamment l'intérêt de « fournir des boucs émissaires à la population face aux problèmes économiques ; garantir un surplus de travailleurs sur le marché du travail, à la fois pour répondre aux besoins de la production et maintenir les salaires à un faible niveau ; dissuader les autres travailleurs de tenter d'obtenir de meilleurs salaires ou de meilleures conditions, sachant qu'ils peuvent toujours être remplacés ; compliquer la tâche des syndicats en constituant une réserve de salariés antigrevé potentiels. En somme, le mouvement simultané d'importation-déportation de main d'œuvre mexicaine sert à intimider, diviser et désorienter les travailleurs ».⁹
- 51 A tous ces « bienfaits », on peut ajouter également le fait que cette stratégie empêche ou, en tout cas, gêne considérablement une véritable installation des clandestins sur le

territoire américain. La « porte-tambour », de par son mouvement continu d'entrées et de sorties, permet en d'autres termes de saisir « au vol » la force de travail de ces migrants, sans avoir à prendre en charge les porteurs de cette force de travail.

Un instrument essentiel de la marchandisation du travail : la frontière territoriale

- 52 Programmes de « travailleurs invités » (*braceros*), production détaxée sur le territoire mexicain (*maquiladoras*) et importation de travailleurs clandestins : tels sont les principaux dispositifs institutionnels qui, depuis un siècle, ont permis à l'économie américaine de tirer profit d'une marchandisation radicale de la main d'œuvre d'origine mexicaine.
- 53 A titre d'hypothèse, on peut d'ailleurs se demander jusqu'où le recours à cette force de travail docile et bon marché n'est pas venue compenser, au moins pour un temps, la disparition de cette autre force de travail marchandisée que constituaient les esclaves noirs du Sud des États-Unis... Si l'on en croit les travaux de cliométrie¹⁰ portant sur l'esclavage (aboli officiellement en 1865), la disparition de ce mode de production a certainement représenté une baisse de profit considérable pour les « employeurs » concernés (Fogel, Engerman, 1974). Il est donc tout à fait possible que la main d'œuvre mexicaine, qui commence à être utilisée largement à partir des dernières décennies du 19^{ème} siècle, ait contribué au maintien du taux de profit de certains secteurs, et cela parfois jusqu'à aujourd'hui. Dans le domaine agricole, le Département du Travail américain estimait qu'à la fin des années 1990, trois ouvriers agricoles sur quatre travaillant aux États-Unis étaient nés au Mexique et 52 % de cette main d'œuvre était en situation irrégulière (OXFAM, 2004 : 17-18). Dans un bel élan d'enthousiasme et de sincérité, un exploitant agricole de Caroline du Nord confiait d'ailleurs à un journaliste, en 1999, qu'il préférerait embaucher des « immigrants invités », parce que leur manière de travailler s'apparente à celle de « machines dans les champs » (OXFAM, 2004 : 1).
- 54 En 1911, un rapport de la Dillingham U.S. Immigration Commission contenait les propos suivants au sujet des travailleurs mexicains : « Du fait de leur attachement à leur terre natale, de leur faible intelligence, de leur illettrisme, de leur vie migrante et de la possibilité qui leur est offerte de résider ici de manière discontinue, peu d'entre eux deviennent citoyens des États-Unis. (...) Qu'ils éprouvent des difficultés d'assimilation n'a pas grande importance, aussi longtemps que la plupart d'entre eux retournent vers leur terre natale. Le Mexicain nous intéresse beaucoup moins en tant que citoyen qu'en tant que travailleur. » (De Genova, 2002 : 434). Les trois dispositifs dont il vient d'être question ont réalisé le projet qui s'exprime implicitement dans cette prise de position officielle : réduire ces êtres humains à leur seule force de travail, tout en restant dans le cadre formel du salariat. Et ces trois dispositifs peuvent être largement tenus pour responsables du fait que, 100 ans après le début de l'usage massif de main d'œuvre mexicaine par les employeurs américains, l'identité des Mexicains s'apparente, aux États-Unis, à ce que l'anthropologue Carlos Velez-Ibanez appelle une « *commodity identity* » (1996 : 78).¹¹
- 55 Au-delà de leurs différences, les dispositifs institutionnels mis à profit par les employeurs américains ont en commun de reposer sur le maintien de la frontière territoriale entre le Mexique et les États-Unis. Plus précisément, ces programmes formels (*braceros*, *maquiladoras*) ou informel (importation/expulsion de travailleurs clandestins)

présupposent l'interdit de la libre circulation des personnes entre les deux pays. Cet interdit, *a priori* contradictoire avec le projet de formation d'un marché du travail autorégulé, est ce qui a permis une réelle marchandisation de la force de travail mexicaine. Autrement dit, le maintien de la frontière, loin d'empêcher cette marchandisation, l'a en fait facilité. C'est bien la raison pour laquelle, dans le cadre des discussions précédant la signature de l'ALENA, les autorités américaines ont refusé catégoriquement d'évoquer une éventuelle ouverture aux personnes de leur frontière, tout en prônant la libre circulation des biens et des capitaux. Le 1^{er} décembre 2000, Madeleine Albright a réaffirmé qu'une telle ouverture ne serait envisagée que le jour où les Mexicains « auront un niveau de vie équivalent à celui des États-Unis » (citée par Kourliandsky, 2001 : 108). Comme on l'a vu précédemment, ce jour n'est pas près d'arriver et il est clair que, sur le plan économique, les Américains n'ont aucun intérêt à ce qu'il advienne.

Les deux « erreurs » de Polanyi

La marchandisation du travail est possible... malheureusement

- 56 Pour Karl Polanyi, une véritable économie de marchés est impossible, car elle implique la marchandisation de la terre, du travail et de la monnaie. Or, rappelle-t-il, la terre est d'abord et avant tout notre habitat ; le travail est inséparable du travailleur, donc de l'Homme ; quant à la monnaie, elle est un moyen d'échange essentiel entre les humains. La soumission de ces trois « éléments » à la seule loi du marché ne peut alors qu'être destructrice de la société.
- 57 En prenant l'exemple de l'utilisation de la main d'œuvre mexicaine par les employeurs américains depuis un siècle, nous avons tenté de montrer qu'il est en réalité tout à fait possible de traiter le travail comme une pure marchandise, sans que cela ne provoque immédiatement les désastres et les révoltes annoncés par le fondateur de l'« économie substantive ». Certes, on ne peut exclure que les victimes de cette marchandisation ne finissent par se rebeller. On l'a vu, le taux de syndicalisation augmente actuellement chez les travailleurs mexicains (en situation régulière...). Une prise de conscience collective de l'exploitation dont ils sont victimes et de la force politique et économique qu'ils représentent désormais, est amorcée.¹² Le film de fiction du cinéaste mexicain Sergio Arau, « *A day without Mexican* » (2004), qui décrivait les conséquences catastrophiques qu'aurait une disparition subite des travailleurs mexicains en Californie, a sans doute contribué à cette prise de conscience. Mieux encore : le 1^{er} mai 2006, trois millions de personnes, dont une majorité de mexicains, ont manifesté dans plusieurs grandes villes américaines contre un projet de loi extrêmement répressif à l'endroit des sans-papiers travaillant aux États-Unis (proposition H.R 4437). Ces manifestations, qui se sont doublées d'opérations de boycott des écoles et des commerces, ainsi que de mouvements de grève, comptent à ce jour parmi les plus importantes qu'ait connues le pays.
- 58 Il se pourrait donc que ces hommes et ces femmes n'acceptent plus à l'avenir d'être traités comme des marchandises. Toutefois, et comme le montre l'histoire que nous avons esquissée dans les pages qui précèdent, force est bien d'admettre qu'ils ont tout de même toléré d'être réduits à l'état de marchandise pendant près d'un siècle, soit pendant plusieurs générations. Ce n'est pas rien. D'où notre conclusion, qui contredit au moins

partiellement la thèse polanyienne : le travail peut être « marchandisé » avec succès et de manière durable.

- 59 Cela ne nous empêche aucunement, sur le plan philosophique, de partager avec Polanyi son humanisme foncier. La marchandisation du travail, qui implique forcément la marchandisation du travailleur, nous semble bel et bien inacceptable, en tant qu'elle contrevient au vieil impératif kantien : « Agis de telle sorte que tu traites l'humanité aussi bien dans ta personne que dans la personne de tout autre, toujours en même temps comme une fin, et jamais simplement comme un moyen. ».
- 60 C'est sur le plan de nos postulats anthropologiques que nous nous séparons de Polanyi. Sa première « erreur », à nos yeux, est de penser que l'Homme a une « nature » qui s'oppose profondément aux principes de la « société de marchés ». Pour l'auteur de *La Grande Transformation*, le fameux *homo oeconomicus* que présuppose l'économie de marché et que l'on trouve au fondement de l'économie formelle (Polanyi, Arensberg, 1975) est un être contre-nature, une chimère inquiétante, un monstre anthropologique. Ces mots d'Émile Durkheim, au sujet de la science économique, pourraient être les siens : « Pour simplifier les choses les économistes ont artificiellement appauvri [la réalité]. Non seulement ils ont fait abstraction de toutes les circonstances de temps, de lieux, de pays pour imaginer le type abstrait de l'homme en général, mais dans ce type idéal lui-même ils ont négligé tout ce qui ne se rapportait pas à la vie strictement individuelle, si bien que d'abstractions en abstractions il ne leur est plus resté en main que le triste portrait de l'égoïste en soi. (...) L'homme réel, que nous connaissons et que nous sommes, est autrement complexe : il est d'un temps et d'un pays, il a une famille, une cité, une patrie, une foi religieuse et politique, et tous ces ressorts et bien d'autres encore se mêlent, se combinent de mille manières, croisent et entrecroisent leur influence sans qu'il soit possible de dire au premier coup d'œil où l'un commence et où l'autre finit. » (Durkheim, 1970, p. 85).
- 61 Nous pensons que cet « égoïste en soi », à qui le fondateur de l'école française de sociologie dénie toute réalité, n'a rien d'une abstraction. Nos travaux portant sur les professionnels de la finance de marché nous l'ont abondamment montré (Abraham, 2004). Pour autant, nous ne partageons pas non plus avec les économistes « orthodoxes » leurs postulats anthropologiques essentiels. L'*homo oeconomicus* n'a, selon nous, rien de « naturel ». L'égoïsme systématique qui le caractérise n'est pas inscrit dans la nature de l'Homme, contrairement à ce que laisse penser ce fameux passage de *l'Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations* : « Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière et du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme ; et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage. » (Smith, 1991 : 82).
- 62 Cet « égoïste en soi » existe, mais c'est une fabrication, une construction sociale, de même que sa capacité à se comporter comme une marchandise ou à être traité comme telle. Si l'on veut bien admettre ce postulat de départ, la question qui se pose ensuite est de savoir comment produit-on un tel être ? Cette question rejoint le projet que formule le sociologue Michel Callon, au terme d'un texte programmatique sur la sociologie du marché : « Ce que nous attendons de la sociologie n'est pas un *homo oeconomicus* plus complexe et subtil que celui de la science économique, mais les moyens de comprendre sa simplicité et son indigence. (...) Oui, *homo oeconomicus* existe vraiment. Bien entendu, il existe sous différentes espèces et sa lignée contient de multiples ramifications. Mais il n'existe pas à « l'état de nature » - l'expression n'a pas grand sens. Il est formaté, encadré

et équipé de prothèses qui l'aident à calculer et qui, pour la plupart, ont été produites par la science économique. Soudain, de nouveaux horizons s'ouvrent à l'anthropologie. » (Callon, 1998 : 50-51).

- 63 En quoi consiste cette fabrication ? Comment notamment « marchandiser » avec succès le travail ? De manière indirecte, Polanyi et Durkheim nous mettent sur la voie de la réponse à ces questions. En réaffirmant, contre les postulats de l'économie formelle, que le travail est inséparable du travailleur et que « l'homme réel » est « d'un temps et d'un pays, [qu']il a une famille, une cité, une patrie, une foi religieuse et politique », ils mettent au jour, en fait, les principes élémentaires d'une marchandisation du travail réussie. En premier lieu, celle-ci implique de tout mettre en œuvre pour justement séparer travail et travailleur, pour arracher celui-ci à ce temps, ce pays, cette famille, cette cité, cette foi religieuse et politique auxquels il est lié et qui font de lui autre chose qu'une simple force de travail. Autrement dit, la marchandisation du travail passe par la dé-socialisation du travailleur, qui doit finalement se présenter sur le marché en tant qu'« individu » seulement soucieux de subvenir à ses besoins égoïstes (incluant éventuellement ceux de sa progéniture). Cet « appauvrissement » de l'être humain que réalisent les économistes sur le plan théorique, au grand dam d'Émile Durkheim, il s'agit ni plus ni moins de l'accomplir sur le plan pratique. C'est précisément ce que contribuent à produire, concernant les travailleurs mexicains, les trois dispositifs institutionnels examinés plus haut.
- 64 Évidemment, d'autres techniques participent de cette opération de cadrage (Goffman, 1991 ; Callon, 1999) ou de formatage (Latour, 1994 ; Thévenot, 1985) consistant à réduire un être humain à sa seule force de travail. Pour quiconque pense, contrairement à Polanyi, que la marchandisation du travail n'a malheureusement rien d'une utopie, l'étude de ces procédés de fabrication représente un enjeu essentiel.
- 65 Dans cette perspective, il faudrait s'intéresser par exemple à ces disciplines que l'on nomme « management » ou « gestion des ressources humaines ». Elle reposent en effet sur un ensemble de techniques qui visent elles aussi à réduire l'être humain à sa seule force de travail utile. Ces techniques ne cessent d'évoluer, sans que leur objectif ne varie. Le projet particulier du « management classique » au début du XX^{ème} siècle est bien rendu par la fameuse formule du comte de Saint-Simon : « l'administration des choses remplacera le gouvernement des hommes ». 100 ans plus tard, le « management » se dit en revanche soucieux de « la dimension humaine de l'entreprise¹³ ». Mais l'internalisation dans le contrat salarial de ces « dimensions humaines » n'obéit en aucune façon, faut-il le rappeler, à des impératifs humanistes. La fin du capitalisme industriel réclame de la part des salariés autre chose qu'une simple force physique. C'est non seulement leur cerveau, mais aussi leurs émotions ou même leur culture qu'il s'agit désormais de mettre à profit.¹⁴ Ils n'en restent pas moins des « ressources humaines », comme le dit bien l'intitulé de cette discipline enseignée dans toutes les écoles de gestion de la planète aujourd'hui.
- 66 Plus largement, il faudrait examiner de près la contribution du système éducatif de nos États-nations à la « marchandisation » du travail. Polanyi soutient que le travail est une marchandise fictive car l'être humain n'est pas produit pour être vendu sur le marché. C'est ne pas voir que la scolarisation intensive à laquelle sont soumis de plus en plus les petits d'Homme de par le monde fait probablement partie de ces opérations de formatage ou de cadrage qui rendent possible la réduction de l'être humain à sa seule force de travail. A l'appui de cette hypothèse, il suffit peut être de souligner la belle unanimité avec laquelle bon nombre de formateurs et de formés se déclarent aujourd'hui d'abord

soucieux de « l'employabilité » que ce système éducatif peut garantir à ceux qu'il prend en charge. En d'autres termes, ce que l'on attend de l'École de plus en plus n'est pas de former des citoyens libres, par exemple, mais de produire des « marchandises » dotées d'une valeur d'échange aussi élevée que possible sur le « marché du travail ». Et les « formés » sont les premiers à exprimer de telles attentes, comme le montrent les études actuelles sur les « valeurs des jeunes » (Gauthier, Vultur, 2007). Se comporter et être traité comme une marchandise semble ainsi aller de soi...

- 67 Comment peut-on en arriver là ? Selon nous, et sous réserve d'un travail plus poussé sur cette question, la première des conditions de possibilité d'une marchandisation du travail réussie est le monopole des moyens de production, c'est-à-dire des moyens de vivre, par une minorité de la population, aux dépens de la majorité. Il faut que cette majorité n'ait pas d'autre solution pour assurer son existence sur le plan matériel que d'aller vendre sa force de travail aux propriétaires des moyens de production. En dehors de cette contrainte majeure, la « marchandisation » du travail n'a aucune chance de se produire, nous semble-t-il. Les travailleurs mexicains, qu'il s'agisse de *braceros*, d'employés de *maquiladoras* ou de clandestins travaillant sur le sol des Etats-Unis ont en commun d'être « libre[s] de tout », comme dit Marx, c'est-à-dire « complètement dépourvu[s] des choses nécessaires à la réalisation de [leur] puissance travailleuse. » (Marx, 1963 : 717).
- 68 La seconde condition de possibilité d'une marchandisation du travail réussie est le soutien de ce que Marx appelait la « superstructure » d'une société, à savoir les institutions en place (l'État, l'École, l'Armée, l'Église,...) et les idéologies dominantes (le libéralisme, par exemple) au sein de cette société. Dans une large mesure, le travail de formatage ou de cadrage des « travailleurs » dont nous avons souligné l'importance plus haut, est pris en charge par cette superstructure. En ce qui concerne la main d'œuvre mexicaine, nous avons montré tout au long de notre étude le rôle décisif qu'a joué l'État américain dans les opérations de cadrage qui ont rendu possible la « marchandisation » de cette main d'œuvre. En interdisant la libre circulation des personnes à la frontière avec le Mexique depuis bientôt 100 ans, l'administration américaine empêche la formation d'un véritable marché du travail nord-américain qui ne pourrait que fragiliser (un tant soit peu) la position des entreprises états-uniennes face aux travailleurs d'origine mexicaine. Cette stratégie de soutien aux employeurs américains est par ailleurs dissimulée ou voilée par des discours vantant les principes du libéralisme économique.

La marchandisation du travail n'est pas la conséquence de la mise en œuvre de marchés autorégulateurs

- 69 L'hypothèse précédente nous conduit à questionner un second postulat fondateur de la réflexion de Polanyi sur le thème de la « marchandisation » du travail. En envisageant cette marchandisation comme une conséquence de la mise en œuvre de marchés autorégulateurs, on peut se demander si Polanyi n'a pas en fait été victime du discours « libéral » dont se pare « la classe bourgeoise » pour mieux justifier sa domination. Le cas de la main d'œuvre mexicaine le montre bien : ce n'est pas la mise en place d'un marché du travail autorégulé qui a permis de réduire ces travailleurs à l'état de pure marchandise, mais au contraire une série de mesures empêchant la formation d'une tel marché ; mesures au premier rang desquelles on trouve le maintien de la frontière territoriale entre Mexique et États-Unis. La marchandisation du travail est le produit de la « libre entreprise », pas du « libre marché ». Elle est corrélative de ce que Andreu Solé

appelle aujourd'hui « l'entreprisisation du monde », c'est-à-dire la montée en puissance dans nos sociétés, depuis plusieurs siècles déjà, de cette institution particulière qu'est l'entreprise (Solé, 2006, 2007). Le « libéralisme » n'est jamais qu'une idéologie dont la fonction sociale essentielle est de justifier et légitimer cette montée en puissance.

- 70 Polanyi a tout à fait raison quand il soutient que la société de marchés est impossible. Mais il se trompe, à notre avis, quand il avance que cette impossibilité est due au fait que, par nature, le travail humain ne peut être transformé en marchandise. Le principal obstacle à la formation d'une vraie société de marchés est à chercher du côté des entreprises, dont les propriétaires n'ont absolument rien à gagner à la mise en œuvre de marchés autorégulateurs. Ces marchés en effet, qui supposeraient notamment une ouverture totale des frontières territoriales, ne pourraient que réduire à terme le pouvoir des employeurs sur les employés, donc les possibilités de profit pour les entreprises. C'est à peu près ce qu'affirme Fernand Braudel, lorsqu'il soutient que le « capitalisme » se fonde sur la négation et le contournement permanent des principes de l'économie de marchés (Braudel, 1979, 1985).
- 71 Faut-il alors oublier Polanyi et en revenir tout simplement à Marx ? Nous sommes tentés de considérer que Marx saisit mieux que Polanyi la dynamique propre des sociétés occidentales modernes. A tout le moins, il permet de penser certaines des conditions de possibilité de cette marchandisation du travail constatée dans notre étude de cas sur la main d'œuvre mexicaine ; marchandisation que Polanyi juge de son côté fondamentalement impossible. Marx permet aussi de ne pas se laisser prendre au piège du « libéralisme », qui n'est jamais qu'un discours au service de la domination des entreprises sur notre monde. Quant à lui, Polanyi nous semble parfois prendre trop au sérieux l'idéologie libérale. Il paraît ne pas voir que ceux qui se réclament de cette idéologie sont généralement les premiers à refuser qu'elle soit mise en œuvre pratiquement.
- 72 Cela dit, le second (en ordre chronologique) de ces deux Karl échappe de son côté à un autre piège, dans lequel le premier est lourdement tombé ; un piège particulièrement dangereux à notre avis, celui de l'*économisme*. Pour Marx, ce que l'on pourrait appeler le « problème économique » fonde toutes les sociétés humaines. Certes, chacune d'elles développe sa manière d'affronter ce problème. Il reste que pour toutes, l'économie – le « mode de production », en termes marxistes – constitue leur « infrastructure ». Louis Dumont (1985) a montré que cette façon de concevoir les sociétés humaines était propre à la modernité occidentale. Il s'agit même selon lui de l'une des dimensions les plus essentielles de notre « idéologie » ou, si l'on préfère, de notre « culture ». Or, l'un des premiers, sinon le premier, à avoir questionné cette vision du monde reste Karl Polanyi, comme le mentionne d'ailleurs Dumont (1985 : 33). Le « détour anthropologique » pratiqué par Polanyi l'amène à soutenir non seulement que l'infrastructure des sociétés humaines avant la nôtre n'a généralement pas été « économique », mais qu'il est en outre le plus souvent impossible d'identifier dans ces sociétés non-modernes une quelconque « sphère économique ».
- 73 On peut regretter avec Dumont (1983 : XVI ; 1985 : 33) ou Solé (2000 : 136-137) que Polanyi ne tire pas toutes les conséquences de sa thèse et qu'il veuille continuer à voir de « l'économie » (fut-elle « substantive ») en toute société. Néanmoins, cette partie de son travail ouvre la voie à une critique du monde occidental qui permet notamment d'envisager le travail de Marx comme partie prenante de l'« idéologie moderne » (Dumont, 1985 : 36-37). La critique polanyienne est en quelque sorte « externe » à notre

monde, tandis que celle de Marx reste essentiellement « interne ». Pour quiconque souhaite penser les « fondements » de notre société, le Polanyi anthropologue ouvre par conséquent des perspectives plus vastes et plus prometteuses que celles sur lesquelles débouchent les travaux de Marx. En revanche, ses thèses sur la place du marché dans les sociétés occidentales modernes risquent plutôt de nous égarer.

Remerciements

Nous tenons à remercier ici Marie-Ève Bergeron, Laurence Nerbonne et Benoît St-Germain. C'est en encadrant un travail de session réalisé par ces trois étudiants sur l'immigration illégale aux États-Unis, que l'idée de ce texte a pris corps. Nous remercions par ailleurs Jean-Marc Fontan et Andreu Solé pour leurs remarques et leurs suggestions concernant une première version de ce travail.

BIBLIOGRAPHIE

- Abraham, Yves-Marie (2004). *Le marché : de la main invisible au travail des petites mains visibles*. Thèse de doctorat, HEC-Paris.
- Arès, Mathieu (2005). « Du triomphe à l'inquiétude : l'industrie maquila dans la tourmente ». dans Michèle Rioux (dir.). *Globalisation et pouvoir des entreprises*. Montréal, Athéna éditions, p. 215-234.
- Arès, Mathieu (2002). « Les maquiladoras sont-elles toujours le moteur de la croissance au Mexique ? ». Observatoire des Amériques, UQAM Consultable en ligne : http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/Chro_Mex1.pdf
- Bail, Raphaële (2007). « Migration et travail. Des clandestins indésirables et indispensables ». Dossiers CCFD. janvier-février. 2 p.
- Basok, Tanya (2000). « He came, He Saw, He... Stayed. Guest Worker Programmes and the Issue of Non-Return ». *International Migration*. vol 38 (2), pp. 215-238.
- Bickerton, Maria Elena (2001). « Prospects for a Bilateral Immigration Agreement with Mexico : Lessons from the Bracero Program ». *Texas Law Review*. vol. 79, 4. march, pp. 895-919.
- Bizberg, Ilan (1998). « Le syndicalisme mexicain face à la mondialisation et à la décomposition du régime politique ». *Revue de l'IRES*. n° 29, hiver, pp. 131-165.
- Braudel, Fernand (1985). *La dynamique du capitalisme*. Paris, Flammarion, 120p.
- Braudel, Fernand (1979). *Civilisation matérielle, économie et capitalisme - XVe-XVIIIe*. Tome 2 : Les jeux de l'échange. Paris, Armand Colin.
- Callon, Michel (1999). « La sociologie peut-elle enrichir l'analyse économique des externalités ? Essai sur la notion de cadrage-débordement », dans D. Forsay, J. Mairesse (eds.). *Innovations et performances. Approches interdisciplinaires*. Paris, Éditions de l'EHESS. pp. 399-451.
- Callon, Michel (ed.) (1998). *The Laws of the Market*. Oxford, Blackwell Publishers, « Sociological Review Monograph Series ».

- Carrillo, Jorge (2007). « Les effets géopolitiques de la restructuration productive en Amérique latine : le cas des 'maquiladoras' d'exportation au Mexique ». *Outre-Terre*, vol. 1, pp. 143-152.
- Cockcroft, James (1986). *Outlaws in the Promised Land : Mexican Immigration Workers and America's Future*. Grove Press, 306p.
- Cohen, Deborah (2006). « From Peasant to Worker : Migration, Masculinity, and the Making of Mexican Workers in the US ». *International Labor and Working-Class History*. n° 69, pp. 81-103.
- Cooney, Paul (2001). « The Mexican Crisis and The Maquiladora Boom : A Paradox of Development or the Logic of Neoliberalism ? ». *Latin American Perspectives*. vol. 18, n° 3, pp. 55-83.
- Craig, Richard B. (1971). *The Bracero Program : Interest Groups and Foreign Policy*. Austin, University of Texas Press, 233p.
- De Genova, Nicholas (2006). « La production légale de l' « illégalité » des migrants mexicains ». *Divergences. Revue libertaire internationale en ligne*. n° 1, avril (<http://divergences.be>). Traduit de : « The legal production of mexican/migrant 'illegality' ». *Latino Studies*. vol. 2. 2004, pp. 160-185.
- De Genova, Nicholas (2002). « Migrant 'illegality' and Deportability in Everyday Life ». *Annual Review of Anthropology*. n° 31. pp. 419-447.
- De la Garda Toledo, Enrique (2007). « The Crisis of the Maquiladora Model in Mexico », *Work and Occupations*. vol. 34. pp. 399-429
- Delgado-Wise, Raul et Humberto Marquez Covarrubias (2007). « The Reshaping of Mexican Labor Exports under NAFTA : Paradoxes and Challenges ». *International Migration Review*. vol. 41. n° 3, pp. 656-679.
- Dixon, Keith (1998). *Les évangélistes du marché*. Paris : Raisons d'agir, 111p.
- Dumont, Louis (1985). *Homo aequalis I. Genèse et épanouissement de l'idéologie économique*. Paris, Gallimard.
- Dumont, Louis (1983). « Préface ». Dans Polanyi, Karl (1983). *La Grande Transformation*. Aux origines politiques et économiques de notre temps. Paris, Gallimard.
- Durkheim, Émile (1970). *La science sociale et l'action*. Paris, PUF.
- Durand, Jorge et S. Douglas Massey (2003). « The costs of contradiction : US Border Policy 1986-2000 ». *Latino Studies*. n° 1, pp. 233-252.
- Fogel, Robert et Stanley Engerman (1995 [1974]). *Time on the Cross : The Economics of American Negro Slavery*. New York, W.W. Norton and Company.
- Fussell, Elizabeth (2000). « Making Labor Flexible : The Recomposition of Tijuana's Maquiladora Female Labor Force ». *Feminist Economics*. vol. 6, n° 3, pp. 59-79.
- Garcia, Juan Ramon (1980). *Operation Wetback : The Mass Deportation of Mexican Undocumented Workers in 1954*. Westport, Greenwood Press.
- Gauthier, Madeleine et Mircea Vultur (2007). « Les valeurs des jeunes et leur impact sur les stratégies d'insertion professionnelle », Dans Dupuis, Jean-Pierre (dir.) (2007). *Sociologie de l'entreprise*. Montréal, Gaëtan Morin.
- Goffman, Erving (1991). *Les cadres de l'expérience*. Paris : Éditions de Minuit, 573p.
- Goffman, Erving (1968). *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*. Paris, Éditions de Minuit, 451p.

- Grove, Wayne A. (1996). « The Mexican Farm Labor Program. 1942-1964 : Government-Administered Labor Market Insurance for Farmers ». *Agricultural History*. vol. 70, n° 2, pp. 302-320.
- Hu-DeHart, Evelyn (1997). « Race, Civil Rights, and the New Immigrants : Nativism and the New World Order », Dans Samuel L. Myers (ed.). *Civil Rights and Race Relations in the Post Reagan-Bush Era*. Westport, CT : Praeger, pp. 11-27.
- Imaz, Cecilia (2007). « L'immigration au cœur de la relation Mexique-États-Unis ». *Problèmes d'Amérique latine*. n° 66-67. automne-hiver, pp. 21-32.
- Kopinak, Kathryn (1996). *Desert Capitalism. Maquiladoras in North America's Western Industrial Corridor*. Tucson, University of Arizona Press.
- Kourliandsky, Jean-Jacques (2001). « La communauté hispanique et la politique étrangère des Etats-Unis : une influence émergente et ambiguë ». *La revue internationale et stratégique*. n° 42, été, pp. 99-110.
- Labrecque, Marie-France (2005). *Être Maya et travailler dans une Maquiladora. État, identité, genre et génération au Yucatan, Mexique*. Québec, Presses de l'Université de Laval, 189p.
- Latour, Bruno (1994). « Une sociologie sans objet ? Remarques sur l'interobjectivité ». *Sociologie du travail*. n° 4, pp. 587-608.
- Marx, Karl (1963). *Le Capital*. Paris, Gallimard.
- Massey, Douglas S. (2007). « Les migrations internationales dans le contexte de la mondialisation de l'économie ». *Foreign Policy Association – Great decisions 2007*, (traduction), 23 p.
- Menendez, Mario (2001). « L'après Accord de Libre-échange Nord-Américain : économie et immigration ». *Les Cahiers ALHIM*. n° 2, 7p.
- Mize, Ronald L. (2006). « Power (In)-action : State and agribusiness in the making of the bracero total institution ». *Berkeley journal of sociology*. vol. 50, pp. 76-119.
- Mize, Ronald L. (2006). « Mexican Contract Workers and the U.S. Capitalist Agricultural Labor Process : The Formative Era, 1942-1964 ». *Rural Sociology*. vol. 71 (1), pp. 85-108.
- Morgan, Kristi L. (2004). « Evaluating Guest Worker Programs in the U.S. : A Comparison of the Bracero Program and President Bush's Proposed Immigration Reform Plan ». *Berkeley La Raza Law Journal*. vol. 15, pp. 125-144.
- Negri, Antonio et Carlo Vercellone (2008). « Le rapport capital/travail dans le capitalisme cognitif ». *Multitudes*. n° 32, mars, pp. 39-50.
- Ogders-Ortiz, Olga (2003). « Flux migratoire du Mexique vers les États-Unis : changement et continuité ». *Problèmes d'Amérique latine*. n° 50, automne, pp. 59-78.
- OXFAM (2004). « Like Machines in the Fields : Workers without Rights in American Agriculture ». *Oxfam American Report*. march.
- Passel, Jeffrey S. (2006). « The Size and Characteristics of the Unauthorized Migrant Population in the US. Estimates Based on the March 2005 Current Population Survey ». *Pew Hispanic Center Research Report*. march 7.
- Polanyi, Karl (1983 [1944]). *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris, Gallimard, 419p.
- Polanyi, Karl et Conrad Arensberg (1975 [1957]). *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*, Paris, Librairie Larousse, « Sciences Humaines et Sociales », 348p.

- Rosen, Daniel H. (2003). « How China is Eating Mexico's Lunch ». *The International Economy*. spring, pp. 22-25.
- Sauviat, Catherine (2003). « États-Unis : une politique sélective de l'immigration, dominée par les enjeux économiques ». *Chronique internationale de l'IRES*. n° 84 – septembre, pp. 1-15.
- Schwartz, Scott M. (1987). « The Border Industrialization Program of Mexico », *Southwest Journal of Business and Economics*. vol. 4 (4). summer, pp. 1-51.
- Sklair, Leslie (1993). *Assembly for Development. The Maquila Industry in Mexico and the United States*. San Diego, Center for U.S.-Mexican Studies. University of California.
- Sklair, Leslie (1990). « Transnationals Across the Border : Mobilizing US Support for the Mexican Maquila Industry ». *Journal of American Studies*. vol. 24, n° 2, pp. 167-185.
- Smith, Adam (1991). *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Paris, Flammarion.
- Solé, Andreu (2007). « De la capacité créatrice de mondes des humains ». Actes du colloque « Les sciences de gestion et la question de la liberté ». HEC Montréal. 9-10 juin 2007.
- Solé, Andreu (2006). « Une volonté de bonheur totalitaire ». communication au 3ème Congrès « Philosophie et management ». IAE de Lille, 24 mai 2006.
- Solé, Andreu (2000). *Créateurs de mondes. Nos possibles, nos impossibles*. Paris, Éditions du Rocher.
- Thévenot, Laurent (1985). « Les investissements de forme ». dans L. Thévenot et alii, *Conventions économiques*. Paris : PUF, pp. 21-71.
- Tong-Martindale, Cheryl and Brian H. Kleiner (1995). « What Managers Must Know to Conduct Business in Mexico ». *Management Research News*. vol. 18, n° 3, pp. 61-69.
- Vagnoux, Isabelle (1998). « Les États-Unis et le Mexique : une alliance orageuse », *Vingtième siècle, revue d'histoire*. n° 57, janv.-mars, pp. 19-35.
- Velez-Ibanez, Carlos G. (1996). *Border Visions : The Cultures of Mexicans of the Southwest United States*. Tucson, University of Arizona Press, 360p.
- Vermette, Marie-Ève (2005). *Migrations mexicaines aux États-Unis : un regard historiographique*. Mémoire de Maîtrise. Université Laval, Faculté des Lettres.
- Villavicencio, Daniel (2004). « Les Maquiladoras de la frontière nord du Mexique et la création de réseaux binationaux d'innovation ». *Innovations. Cahiers d'économie de l'innovation*. n° 19, pp. 143-161.

NOTES

1. Le film documentaire « Harvest of Shame », produit et présenté par le célèbre journaliste Edward R. Murrow en 1960, a joué semble-t-il un rôle considérable dans cette prise de conscience.
2. Le péonage est un rapport de production qui s'est imposé en Amérique latine au cours du 19^{ème} siècle. Il consistait, pour les grands propriétaires terriens, à attacher les ouvriers agricoles à la propriété sur laquelle ils travaillaient en les obligeant à s'endetter.
3. Cette industrie a porté au départ le nom officiel d'« in-bond industry », parce que les entreprises concernées devaient garantir, par le dépôt d'une certaine somme, que les éléments importés seraient bien tous réexportés après assemblage ou transformation. Mais le dépôt de garantie a rapidement cessé d'être une obligation, rendant caduque cette appellation. On a utilisé

également pendant un temps le terme américain de « twin-plant » pour désigner ce nouveau genre d'entreprises. En principe en effet, il avait été envisagé que les entreprises intéressées par le programme installent une usine de chaque côté de la frontière : au Nord les activités à forte intensité de capital, au Sud les activités à forte intensité de main d'œuvre. Dans les faits, très peu d'entreprises américaines ont opté pour cette solution. C'est donc le terme espagnol qui s'est finalement imposé. « Maquila » est semble-t-il un mot d'origine arabe et désigne en espagnol la mesure de blé que conservait le meunier en échange de son travail. L'analogie est intéressante, mais force est de constater qu'elle ne vaut que partiellement. La différence ici, entre les travailleurs mexicains et le meunier traditionnel, c'est que les premiers ne possèdent pas leur outil de travail...

4. Le « Twin Plant News », revue en ligne portant sur le secteur maquila, affirme que 40 % des maquilas appartiennent à des investisseurs américains, mais que 47 %, dont la propriété est officiellement mexicaine, sont aussi des filiales d'entreprises américaines. « Il est raisonnable de dire que 90 % des maquilas sont étroitement liées à des entreprises américaines ». Consultable en ligne : <http://www.twinplantnews.com/whatIs.htm> (30 août 2008)

5. Il était courant jusque dans les années 1990 que les employeurs dans les *maquiladoras* imposent à leurs jeunes recrues féminines des tests de grossesse avant signature du contrat. Labrecque évoque même des cas de contrôle des menstruations des ouvrières... Par la suite, la possibilité légale de faire signer des contrats d'une durée de quelques mois a permis à ces employeurs de se débarrasser facilement des futures mères en ne renouvelant pas leur contrat (Labrecque, 2005 : 54).

6. « Wetback » peut se traduire par « dos mouillé ». Ce sobriquet renvoie au fait que l'une des manières de pénétrer illégalement aux États-Unis en venant du Mexique consiste à traverser, parfois à la nage, le Rio Grande.

7. Cette augmentation fulgurante de l'immigration clandestine d'origine mexicaine ne constitue pas seulement un échec du point de vue du contrôle de la frontière. C'est aussi l'une des manifestations les plus incontestables que l'ALENA ne tient pas ses promesses en matière de contribution au développement économique du Mexique. Au moment de la signature de ce traité de libre échange, le Président Bill Clinton déclarait ainsi : « L'ALENA implique une réduction dans nos différences salariales. Les bénéfices du développement économique vont toucher la classe ouvrière du Mexique, celle-ci aura plus d'argent et pourra ainsi acheter plus de produits américains, de son côté l'immigration clandestine va diminuer puisque plus de Mexicains pourront subvenir aux besoins de leurs enfants en restant chez eux » (Bill Clinton, 14 septembre 1993 ; cité par Menendez, 2001). L'immigration clandestine et légale n'a pas cessé d'augmenter depuis. Elle s'est même intensifiée. En 2005, 832 des 2435 municipalités du Mexique signalaient une baisse de leur population (Delgado-Wise, Covarrubias, 2007 : 668). Par ailleurs, les écarts en matière de revenus et de PNB par habitant se sont considérablement creusés depuis la signature du traité (Delgado-Wise, Covarrubias, 2007 : 672). Enfin, la migration mexicaine concerne de plus en plus de gens formés et non plus seulement des personnes sans qualification. Le Mexique tend donc à se dépeupler de ses forces vives. Certes, tout n'est pas perdu pour ceux qui restent sur place. On estime actuellement que les Mexicains installés aux États-Unis envoient chaque année dans leur pays un total de « *remesas* » de 20 milliards de dollars US. Ces sommes, supérieures aux IDE, peuvent-elles vraiment contribuer au développement du Mexique ? Bien des chercheurs en doutent, mais la question reste ouverte. En attendant, certains d'entre eux ont proposé de rebaptiser le modèle de « développement » mexicain, *remittances-based development model* (Delgado-Wise, Covarrubias, 2007 : 675)...

8. « Pollero » signifie « marchand de poulet ». L'image dit bien à quel point la marchandisation de cette main d'œuvre d'origine mexicaine est accomplie. Elle manifeste peut être aussi l'étrange et belle capacité des humains à rire des pires situations auxquelles ils sont confrontés.

9. Jusqu'aux années 1990 les syndicats américains ont toujours milité contre l'entrée massive de travailleurs immigrés sur le territoire américain, au nom de la défense des intérêts des travailleurs locaux. Face, d'une part, à l'émergence d'organisations syndicales de travailleurs immigrants aux USA et, d'autre part, à une perte grandissante d'influence en contexte de mondialisation des échanges, certains de ces syndicats ont amorcé un changement radical de stratégie à partir des années 1990. Désormais, la très puissante centrale syndicale AFL-CIO prône le soutien aux travailleurs immigrés et s'associe aux groupes qui réclament la régularisation massive des sans-papiers. Il semble que cette stratégie ait commencé à porter ces fruits, le taux de syndicalisation des immigrants d'origine hispanique en particulier étant en forte hausse ces dernières années (Sauviat, 2003 : 10-13).

10. Terme inventé par Stanley Reiter au début des années 1960, pour désigner ce que l'on appelle par ailleurs la *new economic history*. Cette sous-discipline de la science économique consiste à appliquer la théorie économique orthodoxe à des faits historiques, à l'aide de techniques propres à l'économétrie.

11. Dans un court métrage qui s'inspire d'un film promotionnel des années 1940 vantant le *Bracero Program* (« *Why braceros ?* »), le cinéaste américain Alex Rivera imagine avec une ironie mordante une solution plus efficace encore pour importer la force de travail mexicaine sans les Mexicains. Il s'agit de recourir à des robots travaillant dans les champs états-uniens et dirigés à distance, via Internet, par des travailleurs mexicains restés de l'autre côté de la frontière (Alex Rivera, « *Why Cybraceros ?* », 1997). Rivera reprend et développe cette idée dans son dernier film : « *Sleep Dealer* » (2008).

12. En 2001, un recours collectif contre les gouvernements américains et mexicains a été intenté au nom de 300000 braceros et de leurs descendants pour récupérer des retenues sur salaires qui auraient dû être reversées aux intéressés. D'après la défense, la somme totale de ces retenues qui ont littéralement disparu dans la nature s'élèverait à 500 millions de dollars. (Nous remercions Sonia Delgado Galvez de nous avoir signalé cet événement).

13. Titre de l'un des classiques de la littérature du management des années 1960 : Douglas McGregor, *La dimension humaine de l'entreprise*, Paris, Gauthier-Villars, 1969.

14. La fin du capitalisme industriel et la montée en puissance d'un capitalisme que l'on peut qualifier de « cognitif » peut aussi représenter une occasion d'émancipation. Dès lors que le savoir et les connaissances sont sources de profit, il est possible (avec une bonne dose d'optimisme) d'envisager un rééquilibrage du rapport de force entre employeurs et employés. Mais cela ne se fera pas sans le secours de l'État. Sur ces questions voir notamment Negri et Vercellone (2008).

RÉSUMÉS

Pour Karl Polanyi, la société de marché est impossible, car elle suppose de traiter le travail, la terre et la monnaie comme des marchandises, ce qui ne peut qu'être destructeur de la société. À partir d'une analyse de l'utilisation de la main d'œuvre mexicaine par les employeurs américains depuis 100 ans, nous tentons de montrer que cette marchandisation est tout à fait possible en ce qui concerne le travail. Elle consiste, dans son principe, à réduire l'être humain à sa seule force de travail, tout en restant dans le cadre formel du salariat. Dans le cas des travailleurs mexicains, qu'il s'agisse d'ouvriers agricoles bénéficiant d'un contrat de travail temporaire sur le sol américain, d'employés de maquiladoras sur le sol mexicain ou de travailleurs sans-papiers vivant

aux États-Unis, la frontière territoriale entre les deux pays apparaît comme un moyen particulièrement efficace pour accomplir cette réduction. C'est dire aussi que cette marchandisation du travail n'est pas forcément la conséquence de la mise en place de marchés autorégulateurs, contrairement à ce que soutient Polanyi.

For Karl Polanyi, market society is impossible, since it supposes that work, land and money be treated as merchandise, which can only destroy society. On the basis of the analysis of the utilisation of Mexican labor by US firms over 100 years, this paper tries to show that marchandisation is quite possible as concerns work. It reduces the human being to his sole work force, while staying in the formal context of salaried work. In the case of Mexican workers, whether it be farm workers with temporary contracts in the US, or employees of maquiladoras on the Mexican soil, or illegal workers in the US, the territorial frontier between the two countries appears a particularly efficient way to accomplish this reduction. The marchandisation of work is not necessarily the consequence of the establishment of autoregulating markets, contrarily to what is put forward by Polanyi.

INDEX

Mots-clés : marchandisation, travail, travailleurs mexicains, Mexique, marchés

Keywords : marchandisation, work, mexican labor, Mexico, markets

AUTEUR

YVES-MARIE ABRAHAM

HEC Montréal, yves-marie.abraham@hec.ca

Lutte contre la pauvreté et capacité d'action des femmes dans la longue durée : une discussion autour du concept d'encastrement

Fighting Poverty and Women's Long-Term Capacity to Act: A Discussion Around a Concept of Embedding

Karen Bähr Caballero

NOTE DE L'AUTEUR

Cet article est issu d'une partie de ma thèse de doctorat sur les stratégies des femmes paysannes dans les processus de développement local, en cours à l'Institut d'études du développement, l'Université Catholique de Louvain, sous la direction du Prof. Jean-Philippe Peemans.

Introduction

- 1 Encore récemment, le discours dominant sur le développement était fondé sur des idées telles que la fin de l'histoire et le triomphe absolu du marché autorégulateur. En dehors de ce modèle, disait-t-on, aucune alternative n'était envisageable.
- 2 Mais à partir des années 1990, suite aux contradictions inhérentes du modèle et aux conséquences conflictuelles de son application, le discours fait marche arrière et admet l'utilité de réguler certains aspects du marché, notamment ceux liés aux externalités sociales. C'est ainsi que se construit un consensus autour de concepts tels que la lutte contre la pauvreté, l'ajustement à visage humain, la croissance au profit des pauvres.

- 3 Cette évolution pourrait être interprétée comme un scénario d'inclusion de l'économie, dans la mesure où la construction des activités économiques accepte désormais l'existence de conditions sociales et institutionnelles comme étant nécessaires à son fonctionnement. Le double mouvement¹ décrit par Polanyi (1983) entrerait en jeu : après l'extension de l'économie de marché au cours des années 1980, nous nous retrouverions en face d'un contre-mouvement visant à contrôler cette expansion.
- 4 Pour un certain nombre d'auteurs, ce nouveau consensus sur un développement économique à visage " humain et social " est loin d'être en rupture avec le paradigme de la modernisation (Peemans, 2002). Bien au contraire, il permettrait d'écarter toute réflexion liée à la question de la redistribution et de réaffirmer le caractère central de l'objectif de croissance (Lapeyre, 2001).
- 5 Alors, peut-on ou non parler de réintégration sociale et politique de l'économie ? Pour apporter un éclairage à cette question il semble pertinent de se référer à la polémique entourant le concept d'encastrement : Pour Polanyi (1983), toutes les sociétés qui ont précédé l'émergence du capitalisme avaient une économie " encadrée " dans les rapports sociaux ; enchâssée dans les institutions sociales, politiques et religieuses. Cette interaction était si étroite que l'économie ne constituait pas une sphère séparée, encore moins une sphère dominante. Avec la montée du capitalisme, l'économie a tendance à se " désencadrer " et l'ensemble des sphères de la société se voit soumis aux impératifs économiques.
- 6 Dans le sillage de Granovetter, pour qui l'action économique est encadrée au sein de réseaux de relations personnelles, les critiques affirment que Polanyi aurait sous-estimé l'importance de la sphère sociale dans l'économie de marché et que la présence des facteurs sociaux autour des institutions économiques rend invalide l'hypothèse du dés-encastrement.
- 7 D'autres auteurs opposant une critique anti-utilitariste, discutent cet argument en affirmant qu'il renferme une conception de l'encastrement qui met l'accent sur les conditions sociales d'existence de l'activité économique, tout en passant sous silence tant le degré de désinsertion et d'autonomie des différents ordres du social que le degré de subordination-insertion des uns aux autres (Caillé, 2007). Pour répondre, R. Le Velly (2007) propose de tenir compte des deux problèmes différents auxquels renvoie la notion d'encastrement en précisant le concept à l'aide de deux notions distinctes : l'encastrement-étayage et l'encastrement-insertion.
- 8 Suivant cet auteur, l'encastrement-étayage est celui qui permet d'identifier les diverses conditions sociales et institutionnelles sur lesquelles s'appuie la construction des activités économiques. Ainsi, l'encastrement-étayage explique la manière dont les systèmes économiques, même les plus formellement rationalisés, s'appuient toujours et nécessairement sur des règles et des relations sociales déterminées (Caillé, 2007). Le Velly conclue donc que les économies sont toujours encadrées-étayées, que cet encastrement prend la forme de réseaux très denses ou de réseaux atomisés, de règles très contraignantes ou très libérales, etc.
- 9 Si les facteurs sociaux sont importants dans la formation et le fonctionnement des économies, cela n'inhibe pas la tendance de la sphère économique à la différenciation. L'encastrement-insertion renvoie précisément à cette question : dans quelle mesure est-il supportable que la sphère économique s'organise selon la fiction de sa radicale indépendance par rapport à toutes les autres sphères d'action sociale ? (Caillé,

2007). Ainsi, affirme Le Velly, pour l'approche en termes d'encastrement-insertion, il ne s'agit plus de partir des contextes sur lesquels s'étaient les activités, mais d'évaluer jusqu'à quel point les différents ordres du social sont autonomes-désinsérés et jusqu'à quel point ils sont subordonnés-insérés les uns aux autres.

- 10 Dans cet article, nous proposons d'explorer les deux notions proposées par Le Velly pour éclairer le débat sur le " retour de l'État " comme acteur fort de la régulation sociale et ce, dans le cadre d'une étude réalisée au Honduras, où l'offre de développement économique, en termes de programmes et de politiques de lutte contre la pauvreté illustre la notion d'encastrement-étayage tandis que la demande de développement, exprimée dans et par les stratégies élaborée par des femmes de milieux populaires ruraux, illustre, dans la longue durée, la notion d'encastrement-insertion.

L'offre de développement : lutte contre la pauvreté et redéfinition de la nature de l'État social

La lutte contre la pauvreté : un nouveau cadre de référence global pour la protection sociale

- 11 À la fin des années 1990, confrontés aux critiques de plus en plus accablantes de l'ajustement structurel et l'évidence irréfutable de son impact social, les organismes financiers internationaux mettent en place un ensemble de stratégies pour un développement global des économies nationales. L'idée sous-jacente était de relier les aspects macro-économiques et financiers avec les aspects sociaux et culturels. C'est ainsi qu'en décembre 1999, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, approuvent une initiative conjointe de lutte contre la pauvreté. Selon cette initiative, les pays à faible revenu qui souhaitent obtenir un financement auprès des institutions internationales ou se qualifier pour les programmes de réduction de la dette, doivent présenter un plan stratégique d'investissement dans les politiques sociales destinées à réduire la pauvreté.
- 12 Actuellement, près de 78 pays, abritant un tiers de la population mondiale, sont concernés par les Stratégies de Réduction de la Pauvreté (SRP) et le nombre de ces pays augmente au fur et à mesure que la Banque mondiale étend cette façon de faire à ses autres programmes d'aide et à ses fonds concessionnels. Plusieurs pays donateurs, comme l'Angleterre, les Pays Bas, la Norvège et la Suède ont également adopté les SRP comme cadre d'application de leurs politiques de coopération bilatérale (Dijkstra, 2005). Par ailleurs, les SRP constituent le dispositif par excellence pour assurer un lien entre les actions des autorités nationales et les concours offerts par les bailleurs de fonds destinés à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (ODM).² Ainsi, les SRP offrent le cadre opératif à partir duquel doivent être déployés les efforts pour atteindre les ODM pour la majorité des pays d'Afrique, d'Asie et de l'Amérique latine ; sans oublier les pays en transition de l'Europe de l'Est. C'est ainsi que l'approche en termes de Stratégies de Réduction de la Pauvreté est devenue le cadre de référence par excellence des politiques de protection sociale dans les pays à faible revenus (Vos, 2003).
- 13 Cette nouvelle approche ne renie pas les diagnostics et les prescriptions de la période précédente. L'approche SRP s'inscrit bien dans le cadre des stratégies de gestion de la dette qui cherchaient à garantir la continuité des politiques d'ajustement structurel.

Ainsi, afin de se qualifier à l'initiative *Heavily Indebted Poor Countries* (HIPC), un pays doit adopter des programmes d'ajustement et de réforme macroéconomique et les appliquer pendant une période suffisamment longue (Fiche technique PPTE, site web du FMI).

- 14 Toutefois, l'approche SRP diffère des politiques des années 1980, lesquelles préconisaient un État réduit à la seule fonction de garant du rôle régulateur du marché. En effet, face au constat de l'impact négatif et durable de la restructuration économique sur les populations du Sud et face au mécontentement croissant des acteurs sociaux et institutionnels, force a été d'accepter un aménagement politique et conceptuel en faveur de la reconnaissance du rôle social de l'État.

Retour de l'État ou " Retable de merveilles³ " du développement : le cas du Honduras

- 15 Le Honduras est classé parmi les pays les plus pauvres de l'Amérique latine. 50,7 % de ses 7 millions d'habitants vit sous le seuil de la pauvreté dont 35,7 % avec moins de deux dollars par jour et 14,9 % avec moins de 1\$. Le Honduras se trouve aussi parmi les pays les plus inégaux du monde avec un coefficient Gini de répartition des revenus de 53.8. En effet, la part de revenus des 20 % les plus pauvres correspond à seulement 3.4 % du PIB tandis que la part des 20 % les plus riches correspond à 58.3 %.(UNDP, 2007/2008).
- 16 En 2001, le gouvernement hondurien met en marche une stratégie de réduction de la pauvreté, et ce, seulement deux ans après le passage destructeur de l'ouragan Mitch, dans un contexte de montée de la pauvreté et d'aggravation des conflits sociaux à la suite d'une décennie de restructuration économique. La SRP est sensée soulager la pauvreté grâce à une appropriation par les forces vives du pays et à la participation de la société civile. Or, dès le départ, le flux de fonds nécessaire pour la mise en oeuvre de la stratégie est conditionnée à l'obtention d'un feu vert du FMI, c'est-à-dire à l'adéquation de l'économie hondurienne aux dispositions de la Poverty Reduction and Growth Facility (Ruckert, 2007). Cet outil lie étroitement les dépenses sociales à la consolidation de la croissance économique. Entre autre, le FMI demande au gouvernement du Honduras :
- de contrôler son déficit fiscal en diminuant la masse salariale et la demande d'articles importés ;
 - de privatiser les entreprises nationales, de garantir la reconduction fiscale, etc.
- 17 Le tout dans le cadre d'une réforme fiscale mise en place depuis la mi-1990, sous conseil du FMI, caractérisée par la diminution de la fiscalité des revenus les plus élevés⁴. En fait, le FMI a utilisé l'allègement de la dette comme un moyen d'imposer au Honduras son orthodoxie budgétaire. Les intentions d'inclusion de la part des institutions financières internationales restent donc ancrées dans un fort engagement vis-à-vis de la gestion macro-économique néo-libérale (Ruckert, 2007).
- 18 S'il est vrai que la continuité avec les politiques économiques orthodoxes n'est pas compromise, la SRP a bel et bien introduit un changement de taille : la transformation de la nature de l'État social hondurien. Certes, avant la mise en marche de l'ajustement structurel en 1990, le modèle de développement en vigueur au Honduras était très fortement axé sur la croissance économique. Il se couplait néanmoins avec des objectifs sociaux. Le système de protection sociale était fortement limité, d'une part, parce que dans un contexte d'explosion du secteur dit informel c'est l'emploi formel qui est sensé être le principal facteur d'intégration, et, d'autre part, parce que la tendance au

familialisme faisait reposer sur les ménages une bonne partie de la charge sociale. En fait, la principale fonction du régime social était la compensation des inégalités générées par les politiques qui favorisaient la croissance économique (Sunkel, 2006). Cependant, les attentes des acteurs sociaux vis-à-vis de l'État étaient fondées avant tout sur les principes de l'universalité, de la solidarité et de l'intégralité de la protection sociale.

- 19 Avec la mise en place de la stratégie de réduction de la pauvreté, cette conception universaliste fait place à une conception plus restreinte fondée sur une logique d'intervention ciblée. L'action de l'État se met désormais en place via (1) des " fonds d'investissement sociaux ", favorisant le développement des infrastructures dans des régions présentant les taux de pauvreté les plus élevés ; et (2) des programmes d'assistance de transfert monétaire pour les plus pauvres (c'est le cas des transferts du Programme de réassignation familiale du Honduras, PRAF). Les systèmes conventionnels d'éducation, de santé, et de sécurité sociale, quant à eux, sont modifiés pour s'ajuster à la nouvelle logique, notamment via des programmes de décentralisation, un accroissement du rôle du secteur privé et une majeure participation des usagers dans la mise en place des services (Vos, 2003).
- 20 Dans cette nouvelle approche, le rôle des familles (voir des femmes) dans la provision sociale se voit accru. Concrètement, nous voyons se déployer un nouveau contexte d'intervention publique fondé sur le démantèlement des systèmes universels de protection sociale et d'une insertion majeure des femmes sur le marché du travail salarié.

Réduction de la pauvreté : encastrement de l'économie dans le social ou étayage de l'économie de marché ?

- 21 Dans la section précédente, nous avons vu comment l'approche SRP est le résultat d'une transformation du rôle de l'État dans une économie de marché. Certains auteurs n'ont pas hésité à voir dans cette évolution un retour de l'État. D'autres pourraient voir la preuve que l'on se dirige vers un scénario d'encastrement de l'économie, dans la mesure où la construction des activités économiques reposerait désormais sur des conditions sociales et institutionnelles mises en place pour réduire la pauvreté. Le cas hondurien illustre bien comment l'intervention sociale de l'État peut être un moyen d'assurer la continuité du modèle économique fondé sur l'idéologie du marché autorégulateur.
- 22 Deux fondements paraissent au cœur du renouveau du rôle social de l'État. Premièrement, l'idée est de rendre les interventions sociales plus efficaces en ciblant les plus nécessiteux à partir d'un critère classique, celui du revenu. Deuxièmement, les pauvres sont invités à tirer un meilleur profit des ressources dont ils disposent déjà (comme les ressources sociales métamorphosées ainsi en capital social). Il leur est demandé de développer leurs aptitudes entrepreneuriales pour sortir de la pauvreté (Rambla, 2004). Finalement, il leur est recommandé d'être à l'écoute de l'offre marchande produite par divers fournisseurs de services sociaux. Parallèlement, cette démarche repose sur une montée du processus de privatisation de la protection sociale.
- 23 Il est donc possible de conclure que l'actuel retour de l'*État social* au Honduras n'a pas remis en cause la primauté de la sphère économique. Le bilan, dix années après, est sans ambiguïté : réintroduction des politiques sociales n'a pas permis de redresser le bilan négatif des politiques néo-libérales. Outre l'augmentation du nombre des pauvres et de

l'inégalité, le pays affronte maintenant des nouveaux problèmes sociaux : aggravation de la violence sociale et de l'insécurité, vulnérabilité accrue face aux phénomènes environnementaux et pénétration du crime organisé dans les milieux économiques et politiques, avec pour corollaire, une démocratie de plus en plus affaiblie.

- 24 En revanche, en octroyant une nouvelle légitimité aux politiques de restructuration économique, la lutte contre la pauvreté a rendu la sphère sociale plus fonctionnelle par rapport au projet de marché autorégulateur. Plutôt que l'économie ré-encasté dans le social, c'est le social qui se voit ainsi encasté dans l'économie. C'est bien de l'encastrement-étayage qu'il s'agit. Tendance décrite par Polanyi selon laquelle les phénomènes économiques s'affranchissent pour constituer à eux seuls un système distinct auquel tout le reste du social devait être soumis, demeure donc constitutive du projet néo-modernisateur.
- 25 La force de l'approche polanyienne a été de montrer que l'échange marchand n'est pas la seule forme de logique économique. D'autres modes d'insertion sont possibles et ils mobilisent d'autres logiques que celle l'accumulation de capitaux. Dans la partie suivante nous montrerons, sur la base d'une étude de cas réalisée à El Nispero, village paysan du nord-ouest hondurien, comment la réciprocité est le fondement des pratiques vivantes et innovantes de sécurisation des conditions de vie, pratiques mises en place par les communautés paysannes, et plus particulièrement par les femmes.⁵

Action collective des femmes paysannes et sécurisation de la survie comme demande de développement

- 26 Au Honduras, les femmes des milieux populaires se trouvent parmi les groupes les plus affectés par les politiques macro-économiques et par l'aggravation de la pauvreté et des inégalités (Rosales, 2003). Alors que sur les femmes repose l'essentiel de la responsabilité de la subsistance quotidienne des familles, elles rencontrent de plus en plus de difficultés, compte tenu du retrait de l'État social et du faible revenu des activités où elles sont la main-d'œuvre majoritaire : 59 % de travailleurs engagés dans des activités à faible revenu sont des femmes (INE, 2004), tandis que dans les campagnes, la crise de l'économie paysanne expulse les jeunes femmes vers les pôles industrielles. En 2007, les femmes représentaient 58.4 % du total de 500 milles migrants internes (INE, 2007).
- 27 Le discours officiel voit dans la culture populaire, les principales causes de la subordination sociale des femmes. En guise de solution, les politiques préconisées visent à favoriser la croissance économique, considérée concomitante à l'intégration des femmes dans le développement. Les arguments en faveur d'une telle intégration offrent une représentation des femmes qui varie entre deux images extrêmes et parfois imbriquées. D'une part, les femmes sont victimes des hommes et des traditions culturelles de leur communauté. De l'autre, les femmes jouant un rôle capital dans la lutte contre la pauvreté ou contribuent à la croissance économique. Sur la base de ces deux diagnostics contradictoires se mettent en place des politiques visant à maximiser l'autonomie individuelle des femmes (titularisation des terres, lutte contre la violence domestique, etc.) et visent à rendre le travail des femmes plus efficace : que ce soit par le travail domestique non rémunéré (transferts ciblés en faveur des enfants par exemple) ou de leur contribution économique (micro-crédit, petites entreprises, etc.).

- 28 Aucune des ces approches conçoit les femmes comme des actrices des processus de changement social. Et ce, malgré l'évidence accumulée par la recherche qui depuis plusieurs décennies, a mis la lumière sur le large éventail de stratégies collectives mises en place par les femmes pauvres dans les villes et les campagnes latino-américaines pour faire face aux problèmes de survie et d'insécurité (voir par exemple Gonzalez de la Rocha, 1995).
- 29 L'analyse des pratiques des paysannes de El Nispero met la lumière sur les diverses stratégies de survie mises en place par les femmes, tant individuellement que collectivement. Ces stratégies se caractérisent par un lien étroit avec la sphère reproductive, une mobilisation des réseaux de sociabilité et l'application de logiques propres, qui trouvent leurs racines dans l'histoire et l'environnement social et naturel de la communauté. Deux voies, en particulier, illustrent les stratégies collectives. La première est celle des réseaux interfamiliaux. La deuxième, est celle des réseaux communautaires, en particulier, ceux organisés autour de l'activité artisanale.

Les réseaux interfamiliaux à El Nispero et le système informel de sécurisation

- 30 À El Nispero, il est possible d'observer deux types de réseaux familiaux : les réseaux intrafamiliaux comprenant les membres d'une même famille, avec domicile commun ou pas, et les réseaux d'aide impliquant plusieurs familles. Ces réseaux ne sont pas exclusivement des réseaux des femmes, cependant celles-ci jouent un rôle très important dans leur constitution et préservation.
- 31 Les observations des réseaux interfamiliaux de El Nispero coïncident avec ce qui a été signalé pour d'autres réseaux de réciprocité dans le contexte méso américain (Adler Lomnitz, 1977 ; Gonzales de la Rocha, 1995). Les ressources échangées sont le plus souvent des ressources centrées sur la vie quotidienne, comme par exemple des aliments, des ustensiles, la garde d'enfants et des personnes âgées, le logement, etc., mais aussi le crédit et l'information sur le prix du *petate*, sorte de tapis de fibre naturelle fabriqué dans le village. Parmi les caractères constitutifs de ces réseaux : la recherche de sécurisation ; l'horizontalité, c'est-à-dire, la centralité de l'égalité comme condition de l'échange réciproque ; et l'encadrement des échanges par un maillage de valeurs qui n'est pas dépourvu de mécanismes de contrôle. Par ailleurs, deux spécificités des réseaux à El Nispero semblent être l'amitié comme catalyseur important de la réciprocité entre les familles (avec la traduction d'une relation individuelle en lien interfamilial). Et la flexibilité de la conception paysanne de l'égalité, puisque les crises passagères affectant une famille, ne mettent pas directement en question leur égalité vis-à-vis d'autres familles participantes dans le réseau de réciprocité.⁶
- 32 Les relations de réciprocité ne sont pas toujours harmonieuses, le conflit n'est pas absent et il s'exprime ouvertement (par des poules empoisonnées) ou de façon symbolique (cas d'envoutement et de sorcellerie). Mais, avant tout, les réseaux sociaux sont le fondement d'une stratégie de sécurisation tant individuelle que collective qui peut se traduire par des systèmes collectifs et informels de sécurisation : lors d'une urgence, les familles du village peuvent compter avec le support de la communauté sous forme de ressources matériels, *care* et support moral. Par contre, le refus de participer dans les réseaux de sociabilité peut conduire à l'isolement et à une majeure vulnérabilité. Ces systèmes

informels de sécurité ont été également observés dans d'autres communautés paysannes de l'Amérique centrale (voir par exemple Anderson, 1994).

Les réseaux communautaires

- 33 Dans l'espace communautaire villageois, il est possible de repérer plusieurs réseaux organisés autour de groupes confessionnels, groupes d'artisans, groupes d'économie solidaire, comités de quartier, etc. Une bonne partie de ces réseaux trouve leur origine dans les réseaux de réciprocité horizontale interfamiliaux.
- 34 Dans certains cas, les réseaux originels ont donné lieu à une base organisationnelle plus large : c'est le cas des '*clubes de amas de casa*' (clubs des femmes au foyer), principal antécédent de l'organisation des femmes paysannes au Honduras, qui dans les années 1960 et 1970 ont fait le lien entre les difficiles conditions de reproduction des familles paysannes et les questions socio-économiques et de justice sociale au niveau communautaire et nationale (Villars, 2001). A El Nispero, le *Club de amas de casa* n'est plus aussi actif qu'avant, mais ce sont les femmes et leaders formées dans les clubs qui se mobilisent au sein d'autres groupes confessionnels tels que les Comités ecclésiastiques de base (CEB's) dont elles constituent la majorité. Au sein des CEB's, les femmes continuent à faire le lien entre les questions théologiques et la réalité communautaire et nationale, mobilisant des valeurs propres selon lesquelles les fonctions de l'économie doivent être conformes aux normes et obligations sociales, à l'instar de ce que E.P. Thompson appelle l'économie morale (2000). Plus récemment, cette base féminine a donné force et la légitimité aux mouvements opposés à la signature des accords de libre change et au mouvement communautaire de défense de l'environnement.
- 35 Dans d'autres cas, les réseaux des femmes ont donné lieu à la génération de ce que Polanyi appelle les supports institutionnels déterminés, c'est-à-dire une série de comportements réitérés et récurrents qui sont possiblement à la base de la réciprocité comme mode d'intégration (Polanyi cité par Le Velly, 2007). C'est le cas des réseaux d'artisanes *petateras*.
- 36 Si les *petates* sont vendus par l'intermédiaire des commençants itinérants qui fixent le prix, les transportent et les commercialisent dans le marché urbain ; la matière première du *petate*, le *tule* (*cyperus canus*) est produite par les villageois et n'est commercialisée que dans le marché local (Roquas, 1994). Si certaines femmes peuvent accéder au *tule* produit par leur mari, de plus en plus d'artisanes sont obligées de l'acheter, du à l'intensité du travail agricole demandé par le café, d'une part ; et, d'autre part, à l'éloignement des *tulares* à la suite de l'inondation des parcelles proches pour la construction d'un barrage hydro-électrique.
- 37 En fonction de la situation familiale, les ressources et le temps disponibles, plusieurs femmes peuvent devenir commanditaires engageant d'autres femmes pour la confection des *petates*. Cette relation peut se régir selon les normes marchandes conventionnelles ou selon le "*real por real*". Dans ce dernier cas, une commanditaire donne une quantité de *tule* suffisante pour la confection de deux *petates*, mais l'artisane ne rend qu'un seul *petate*, gardant l'autre en guise de paiement. Le recours au "*real por real*" de la part d'une commanditaire n'est pas rationnel du point de vue économique, puisque son bénéfice est beaucoup moins élevé, voir nul, que si elle payait la main-d'oeuvre en argent. Les concepts de "service", d'"aide", d'"amitié", de "confiance" et de "besoin" sont

évoqués, de part et d'autre, pour expliquer le choix du " *real por real* " et évoquent la possibilité que le bénéfice d'un tel échange soit autre qu'économique.

- 38 Dans l'économie du *petate* et du *tule*, nous avons observé d'autres exemples de situations où l'échange d'apparence marchand est en réalité médiatisé par des impératifs d'ordre social. C'est le cas de l'approvisionnement du *tule*, la fixation du prix d'achat du *tule* et de la main-d'œuvre pour la confection de *petates*, les conditions d'attribution du crédit, la circulation de l'information, etc. Compte tenu du fait que l'économie du *tule* et de la confection des *petates* est pour l'essentiel une économie locale, il est possible d'affirmer qu'une partie des échanges économiques dans le village, très importante pour la survie, échappe aux contraintes de l'économie de marché et s'opère suivant une logique distincte.
- 39 Les deux voies présentées précédemment montrent la mise en œuvre de deux modes d'intégration différents (réciprocité et échange marchand) au sein d'une même économie. En effet, la logique des stratégies mises en place par les femmes n'est pas exclusivement celle du gain individuel. La mise en évidence de ces deux voies met en question la dichotomie entre intérêt individuel et intérêt collectif, dans la mesure où les ressources échangées et produites lors des divers échanges peuvent être matérielles ou immatérielles, de même en est-il du lien social qu'ils contribuent à produire. Nous touchons là à des éléments à la source de la fabrication du tissu social, de la cohésion sociale.
- 40 En conclusion de cette partie nous pouvons dire que l'analyse des pratiques des femmes de El Nispero, en tant qu'acteur collectif, révèlent d'une logique d'encastrement-insertion. Les critères suivants sont proposés à l'appui de cet argument : Premièrement, les prix ne sont pas toujours le résultat d'une libre confrontation de l'offre et de la demande. Deuxièmement, la survie matérielle ne passe pas toujours par la participation au marché. Finalement, les décisions économiques ne sont pas toujours guidées par les rémunérations qu'induisent les prix de marché (Le Velly, 2007).
- 41 Par ailleurs, les stratégies évoquées ont une logique sous-jacente propre à la sphère reproductive, comprise dans son sens le plus large, comme l'ensemble d'activités humaines tournées vers la régénération d'une société et des éléments humains et environnementaux qui la composent (Bähr et Degavre, 2006). Les éléments de cette sphère sont donc matériels, mais aussi, et impérativement, des éléments sociaux. Au Honduras comme dans d'autres pays d'Amérique latine et d'Afrique, les pratiques populaires de reproduction sont souvent fondées sur une logique qui soumet les règles du marché aux dimensions sociales, culturelles, religieuses (ou cosmologiques) de ces populations (Wautelet, 2008).
- 42 Nous nous rapprochons ici de la notion d'économie substantive proposée par Polanyi (1977). Pour l'auteur l'économie substantive est une des dimensions de la réalité économique. Le sens substantif provient de ce que, pour leur subsistance, les humains dépendent de la nature et des autres humains. Cette dimension est masquée par l'analyse utilitariste qui reconnaît seulement la dimension formelle. Le sens formel désigne l'économie en tant que logique de l'action rationnelle et de la prise de décision, comme un choix rationnel entre des usages distincts de ressources ou moyens limités.
- 43 Or, la reconnaissance du lien étroit entre la survie d'une population et son degré de cohésion sociale d'une part et son interaction avec l'environnement naturel de l'autre, nous semble cruciale pour ré-penser le développement. Celui-ci ne saurait pas être réduit à

la seule croissance économique. En effet, pour Polanyi, une stratégie de prospérité pour une société comporte l'adaptation à son environnement et à ses conditions matérielles, c'est un processus qui peut impliquer ou non la maximisation de l'utilisation de ses ressources.

Conclusion

- 44 Karl Polanyi (1983) affirme que l'économie de marché possède un caractère historique exceptionnel et que dans toutes les sociétés qui ont précédé l'émergence du capitalisme, l'économie était "encastrée" dans les rapports sociaux. Nous avons montré, à partir du cas de Honduras, que de nos jours, diverses modes d'intégration économique peuvent coexister dans une même société. En effet, l'application du cadre d'analyse proposé par Polanyi à l'étude d'une région apparemment sans intérêt, permet de porter un nouveau regard sur des conduites économiques fondées sur la réciprocité, jusque là considérées comme "traditionnelles", arriérés et statiques, et de mettre en lumière des logiques alternatives sous-jacentes. Une telle analyse doit cependant déjouer les pièges du romantisme communautariste qui, en faisant le constat des formes analogues à celles de l'économie de marché, aurait tendance à limiter la portée des logiques alternatives. L'égoïsme étant une caractéristique humaine, il n'y a aucune raison pour que les individus des classes populaires en soient démunis. Mais l'absence de l' "homo altruiste" au Sud, qui ne serait autre chose qu'un euphémisme plus sophistiqué pour "tradition", ne justifie pas de passer sous silence les conduites économiques collectives dont les impératifs d'ordre sociale balisent le calcul économique égoïste, offrant un fondement institutionnel à d'autres façons de vivre ensemble.
- 45 Plus particulièrement, l'analyse du cas particulier de El Nispero, à la lumière de l'approche polanyienne, permet d'expliciter le fait que les politiques sociales qui composent l'offre de développement des années 1990 et 2000 ne sont qu'une adaptation du discours dominant, qui accepte désormais des aspects institutionnels sans pour autant sacrifier son caractère d'autorégulation. Or, c'est justement cette autonomisation de la sphère économique des autres sphères de la vie sociale que Polanyi trouve à la source de ce que aujourd'hui on appelle " le mal développement ", tant au Sud comme au Nord. Par ailleurs, la demande concrète de développement, formulée dans les stratégies mises en place par les femmes des milieux populaires au Honduras comme ailleurs en Amérique latine et en Afrique, invite à situer les conditions de reproduction des populations - c'est-à-dire la capacité intergénérationnelle et collective des populations à améliorer les conditions concrètes de vie ; à s'adapter au milieu naturel et à régénérer le lien social - au cœur d'un cadre conceptuel alternatif sur le développement.
- 46 L'application de la grille polanyienne au cas hondurien met également la lumière les enjeux territoriaux du développement : D'une part, et avec la disparition du mode de gestion territorialisé propre à l'État-nation, on trouve une représentation du territoire comme le nouveau cadre spatial de l'insertion économique dans la mondialisation (Peemans, 1998). Cette représentation mobilise le sens formel de l'économie tel que décrit par Polanyi.⁸ D'une autre part, on trouve une représentation distincte du territoire, à la fois comme le lieu concret de reproduction du rapport organique entre une population et son environnement (Peemans, 1998), et comme l'espace dans lequel s'étend le tissu de relations sociales, soutien des stratégies des acteurs sociaux (Debuyst, 1998). Cette représentation est plus proche du sens substantif de l'économie.

- 47 Finalement, la discussion sur la nature du rôle régulateur de l'état est révélatrice de la frappante actualité de la pensée de Karl Polanyi. Le marché autorégulateur créant les conditions pour l'avènement d'un projet de société enracinée dans le mécanisme de sa propre économie fait toujours partie du discours dominant. Or, l'actuelle débâcle des économies capitalistes régies depuis plus de deux décennies par les préceptes du marché auto-régulateur ; offre une occasion historique pour repenser le développement. Nous y voyons deux types d'évolutions possibles : Pour la première, la stabilisation de la crise actuelle est susceptible de donner place à un scénario de "*add more redistribution and stir*" (ajoutons de la redistribution et brassons), sans que pour autant le projet de marché autorégulateur ne soit véritablement mis en cause. Pour la deuxième, et suivant Polanyi, il ne s'agirait point d'ajouter des éléments redistributifs à un système dominé par la logique du marché autorégulateur, mais plutôt de concevoir une toute autre articulation entre l'économie, le social, le politique et le culturel.

BIBLIOGRAPHIE

- Adler Lomnitz, Larissa (1977). *Networks and Marginality. Life in a Mexican Shantytown*, Academic Press, New York, San Francisco, London. 246p.
- Amougou, Thiery., K. Bähr Caballero, A. Lemaitre et al. (2008). « An approach to social cohesion in terms of social embeddedness : some observations from the North and the South », paper presented at the European Conference *Building social capital for more inclusive societies. Partnership for innovative approaches in Europe*, CERA / College of Europe, Brugges, Mars.
- Anderson, Leslie. (1994). *The political ecology of modern peasant. Calculation and Community*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore/London, 224p.
- Bähr Caballero, Karen et Florence Degavre (2006). « Reproduction contre accumulation : pour une nouvelle intégration des problématiques ' femmes ' et ' développement ' », in G. Froger (ed.), *la mondialisation contre le développement durable ?*, Series : ecopolis vol. 6, Pie - Peter Lang. (<http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/dvlp/documents/BahrDegavre.pdf>)
- Caillé, Alain (2007). « Présentation : Avec Polanyi contre la société du tout-marchand », in *Revue du Mauss*, vol. 1, n° 29, pp. 241-256.
- Debuyts, Frédéric et al. (dir) (1998). *Amérique latine : Espaces de pouvoir et identités collectives*, L'Harmattan/Academia-Bruylant, Paris, Louvain-la-Neuve, 274p.
- Dijkstra, Geske (2005). « The PRSP Approach and the Illusion of Improved Aid Effectiveness : Lessons from Bolivia, Honduras and Nicaragua », in *Development Policy Review*, 23(4), pp. 443-464.
- FMI. *Fiche technique : l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE)*, FMI, <http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/hipcf.htm> consulté en septembre 2008.
- Gonzalez de la Rocha, Mercedes (1995). « The Urban Family and Poverty in Latin America », in *Latin American Perspectives*, Issue 85, vol. 22, n° 2, pp. 12-31.
- INE (2004). *Encuesta Permanente de Hogares*, Tegucigalpa, Honduras.

INE, 2007, *Encuesta Migración y Remesas Internacionales*, Tegucigalpa, Honduras.

Lapeyre, Frédéric (2001). « De la légitimité du discours néo-libéral sur la mondialisation face à la réalité des processus de fragmentation sociale ». In Delcourt J. et Woot P. (de) (dir.). *Les défis de la globalisation. Babel ou Pentecôte*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, pp. 189-202.

Le Velly, Ronan (2007). « Le problème du désencastrement », in *Revue du Mauss* 2007/1, n° 29, pp. 241-256.

Peemans, Jean-Philippe (1998). « L'importance de la dimension conflictuelle dans l'institutionnalisation du développement local ». In F. Debuyst et al. (dir.), *Amérique latine : Espaces de pouvoir et identités collectives*, L'Harmattan, Bruylant-Academia, Louvain-la-Neuve.

Peemans, Jean-Philippe (2002). *Le développement des peuples face à la modernisation du monde. Les théories du développement " réel" dans la seconde moitié du XXème siècle*, Centre International de Formation en Développement et Population, Louvain-la-Neuve, Académia Bruylant/l'Harmattan.

Peemans, Jean-Philippe (2004). « Quelques remarques introductives sur les rapports entre gouvernance locale, économie sociale et pratiques populaires face à la globalisation », In Charlier, S., Nyssens M., J.P. Peemans et al. (dir.), *Une solidarité en actes. Gouvernance locale, économie sociale, pratiques populaires face à la globalisation*, Presses Universitaire de Louvain, Louvain-la-Neuve, pp. 17-52.

Polanyi, Karl (1977). *The Livelihood of Man*. New York : Academic Press. 335p.

Polanyi, Karl (1983 [1944]). *La Grande Transformation. Aux origines politiques de notre temps*, Éditions Gallimard.

Roquas, Ester (1994). « Las petateras producen más que artesanía. La economía del tule y el petate », *Documento de Trabajo* n° 8, POSCAE, Honduras.

Rambla, Xavier (2004). « Les condicions socials de la lluita contra la pobresa. Una crítica de les hipòtesis dels capitals individuals i de la mobilitat », *Papers*, n° 74, pp. 67-84.

Rosales, Sara Elisa (2003). « El Vínculo entre Mujer, Economía y Pobreza », *Colección Cuadernos de Desarrollo Humano Sostenible*, n° 20, PNUD, Honduras.

Ruckert, Arne (2007). « Producing Neoliberal Hegemony ? Inclusive Neoliberalism and the Poverty Reduction Strategy in Honduras », paper delivered at the *2007 Meeting of the Latin American Studies Association*, September 5-8, Montreal, Canada.

Sunkel, Guillermo (2006). « El papel de la familia en la protección social en América Latina », *Serie Políticas sociales*, n° 120, CEPAL, Santiago.

Thompson, Edward P. (2000 [1991, 1a ed. en inglés]). *Costumbres en Común*, Editorial Crítica, Barcelona

UNDP (2007-2008). *Human Development Report : Fighting climate change : Human solidarity in a divided world*, New York.

Villares, Rina (2001). *Para la casa más que para el mundo : Sufragismo y Feminismo en la Historia de Honduras*. Editorial Guaymurás, Tegucigalpa, Honduras.

Vos, Rob (coordinación) (2003). *Reducir la Pobreza : ¿Se puede ? Experiencia con las Estrategias de Reducción de Pobreza en América Latina*, ASDI, La Haya.

Wautelet, Jean-Marie (2008). « L'État entre économie populaire et reproduction inégalitaire », *Monde en développement*, vol. 3, n° 143, pp. 11-26.

NOTES

1. Pour Polanyi (1983), le double mouvement historique est le résultat de la mise en œuvre du projet d'autorégulation du marché d'un côté, et des réactions récurrentes de la société ayant pour but de l'inscrire dans un ensemble de règles sociales et politique, de l'autre.
2. Les Objectifs du millénaire ont été adoptés par le système de Nations Unies, La Banque Mondiale, le Fond Monétaire International et plusieurs banques régionales de développement lors du Sommet du Millénaire. Ils déterminent les standards minimaux nécessaires pour combattre la pauvreté, la faim, l'illettrisme, la dégradation environnementale et la discrimination contre les femmes.
3. Dans ce titre nous faisons allusion à l'intermède de Miguel de Cervantes, qui raconte les aventures de Chanfalla et de Chirinos, colporteurs du " retable des merveilles ". Selon les farceurs, ces merveilles seraient seulement visibles par les gens purs et loyaux à l'idéologie dominante. Si personne n'est en mesure de les voir, personne ne veut cependant l'avouer et tout le monde se met à reconnaître des faits non-existants dans la réalité...
4. Les transferts d'autres institutions et pays coopérants sont aussi conditionnées à l'entente avec le FMI, dans la mesure où il est sensé garantir une gestion soutenable de l'endettement et l'usage efficace des ressources en faveur des politiques sociales
5. Le travail de terrain a été mené de 2003 à 2005, incluant un séjour prolongé de 12 mois en 2004.
6. Dans la mesure où une famille qui se trouve dans une situation difficile (la maladie d'un enfant, un accouchement, etc.) mais estimée passagère ; cette famille peu continuer à participer dans les relations de réciprocité. Le sous-entendu est que, une fois le choc absorbé, la famille sera à nouveau en mesure de "donner".
7. Un " real " est la quantité de *tule* nécessaire pour la confection d'un *petate*.
8. À titre d'exemple, la législation récente qui permet aux entreprises situées dans certaines régions du pays, dont celle de El Nispero, de payer un salaire inférieur au minimum légal, afin d'attirer l'investissement étranger et la création de zones franches.

RÉSUMÉS

A partir des années 1990, une nouvelle version du discours dominant sur le développement fait état de la nécessité de réguler certains aspects du marché et de créer des institutions pour soulager l'impact social de la mise en opération de l'économie de marché. Cette évolution pourrait être interprétée comme un scénario d'inclusion et de ré-encastrement de l'économie, dans la mesure où la construction des activités économiques reconnaît désormais l'existence de conditions sociales et institutionnelles comme étant nécessaires à son fonctionnement. Sommes-nous devant un contre-mouvement visant à contrôler l'expansion du modèle néo-libéral et à ré-encastrement l'économie dans le social ? Dans cet article, nous proposons d'explorer les notions d'encastrement-étayage et d'encastrement-insertion, afin d'éclairer le débat sur le " retour de l'État " et ce, dans le cadre d'une étude de cas sur les femmes paysannes comme actrices du développement au Honduras.

From the 90's on, a new version of the dominant discourse on development mentions the need to regulate certain aspects of the market and to create institutions to alleviate the social impacts of the market economy. This evolution could be interpreted as a scenario for inclusion and reembedding the economy, inasmuch as the construction of economic activities now recognizes the existence of social and institutional conditions as essential to its functioning. Are we in the presence of a counter-movement aiming at controlling the expansion of the neo-liberal model and reembedding the economy in the social? In this article, we propose to explore the notions of embeddedness in its various views (amongst which insertion), in order to contribute to the debate on the « return of the State », in the context of a study on women of Honduras as actors of development.

INDEX

Mots-clés : développement, pauvreté, reproduction, encastrement, stratégies des femmes

Keywords : development, poverty, reproduction, embeddedness, women's strategies

AUTEUR

KAREN BÄHR CABALLERO

Institut d'études du développement, Université Catholique de Louvain, karen.bahr@uclouvain.be

Développement territorial et innovation sociale : l'apport polanyien

Territorial Development and Social Innovation: A Polanyian Input

Jean-Marc Fontan

Introduction

- 1 Face à la reconfiguration de la question mondiale, nous ne pouvons compter uniquement, comme le laissent entendre Peter Schwartz, Peter Leyden et Joel Hyatt (2000), sur les innovations à finalité technologique ou économique pour répondre aux défis posés par les nouveaux enjeux planétaires. Il importe aussi et surtout de comprendre comment les dimensions sociale et politique de l'innovation jouent un rôle et ont une place centrale dans la construction, le développement et l'orientation normative du vivre et de l'être ensemble prenant place tant à l'échelle locale qu'à l'échelle planétaire. Bien comprendre la dynamique du processus d'institutionnalisation de l'innovation est crucial pour mieux orienter le sens et la portée solidariste, « altériste »¹ ou écologiste à donner aux nouvelles technologies et modalités organisationnelles, qu'elles soient économiques, sociales, politiques ou culturelles.
- 2 Dans cette perspective, peu d'écrits théoriques se penchent sur le lien existant entre développement territorial et innovation sociale (Aydalot, 1986, 2006). Pourtant, au moment où nous observons et une reconfiguration des inégalités socioterritoriales au Nord et au Sud, et une forte réduction de la biodiversité dans l'ensemble des écosystèmes de la planète, l'approfondissement de notre compréhension sur ce lien est vital pour bien suivre les mouvements d'appropriation et de localisation propres à tout processus d'institutionnalisation (Polanyi, 1992).
- 3 Cet article vise donc plusieurs objectifs. Dans un premier temps, il nous permettra d'analyser les trois moments clés du processus polanyien d'institutionnalisation des activités sociales. Nous montrerons en quoi et comment toute innovation peut être

décomposée en deux moments épisodes où, premièrement, se définit un état permettant de statuer sur la nature ou la dominante de l'innovation, laquelle est parfois économique, souvent technologique et toujours culturelle, et deuxièmement, s'élabore dans un social élargi le processus de cristallisation des dimensions sociale et politique de l'innovation. Troisièmement, nous montrerons, en nous inspirant de l'idée de double mouvement avancée par Polanyi (1983), que les dimensions sociale et politique de la nouveauté sont au cœur de la dynamique qui permet à toute innovation de se trouver une niche, soit dans la matrice des institutions dominantes chargées de la régulation de territoires nationaux, soit dans les dispositifs contre hégémoniques qui accompagnent cette matrice, la questionnant ou en la remettant en question, soit dans une position attentiste où le choix est sans cesse reporté jusqu'à ce que le point de basculement (Bourdieu, 2008) soit atteint, forçant les attentistes à prendre position.

- 4 Dans un deuxième temps, nous regarderons plus finement le processus d'innovation. Nous le ferons en nous inspirant des travaux que nous avons réalisés sur des initiatives locales vouées au développement de territoires orphelins du développement². Ce regard se voudra critique puisqu'il mettra en lumière l'ambivalence propre à la nature institutionnelle du territoire. Ce dernier, en tant que scène d'actualisation d'une variété de rapports sociaux, dont le rapport territorial, joue un rôle à la fois effacé et clé dans la façon dont est intégré toute nouveauté.
- 5 Concrètement, nous montrerons que le développement spatial qui découle des transformations permises par des innovations s'inscrit inévitablement dans des rapports de force prenant place entre des acteurs sociaux, entre des organisations ou entre des territoires. Dès lors, l'innovation, en tant que processus de construction de l'usage social d'une nouveauté, constitue une « scène écosystémique » sur laquelle s'allient, se font discrets ou s'affrontent des acteurs en situation de concurrence et de coopération, autour de l'enjeu que représente la définition des règles, des normes et des routines à partir desquelles la nouveauté va revêtir ou investir les rapports sociaux, à l'aune de la domination ou de l'émancipation.
- 6 Dans un troisième temps, nous analyserons le lien entre initiative locale, innovation et développement territorial. À partir d'éléments de synthèse se dégageant de nos travaux sur le développement local, nous montrerons comment l'initiative locale constitue un « lieu moment » de validation ou de confrontation des rapports sociaux en place.
- 7 On le comprendra, l'enjeu de la proposition que nous défendons est de taille. Nos travaux indiquent que pour assurer le développement d'un territoire, il ne s'agit pas simplement de penser de la nouveauté, il ne suffit pas tout bonnement d'être inventif ou créatif pour trouver de nouvelles solutions à des besoins, à des maux, à des urgences ou à des aspirations sociales. Encore faut-il le faire de façon telle que la nouveauté contribue à une production, une distribution, une circulation et une disposition solidaires, « altériques » et écologiques des attributs présents sur un territoire. Ces choix seront à faire par les acteurs. Des batailles seront à mener, des compromis et des compromissions pourront ou ne devront pas être négociés. De ce travail de construction dans le solidarisme, l'altérisme et l'écologisme, de nouveaux usages sociaux s'agglutineront autour de grappes innovantes pour orienter le devenir émancipateur ou aliénant du ou des prochains modèles civilisationnels des sociétés humaines.

L'innovation, un processus d'intégration multidimensionnel de la nouveauté

- 8 L'étude de l'innovation, telle que nous le proposons, demande de passer en revue la trajectoire menant à l'institutionnalisation d'une nouveauté. Cette trajectoire se déroule en trois temps précis.
- 9 Premièrement, en amont du processus d'innovation, nous retrouvons l'espace propre à la création, à l'invention ou à la découverte. Il peut autant s'agir d'une nouveauté de produit ou de procédé, d'une nouvelle connaissance ou d'une nouvelle technologie sociale ou politique.
- 10 L'acte créatif peut être le fruit du hasard, comme il peut découler d'une construction sociale. Le vaccin pour la variole a été découvert à la fin du 18^e siècle par le docteur Edward Jenner, suite à une observation faite auprès de fermiers anglais qui ne contractaient par la maladie. L'invention du fauteuil roulant par le canadien George Klein, en 1955, est le fruit d'une intense collaboration entre le milieu de la recherche, des associations canadiennes et internationales d'anciens combattants, des personnes paralégiques et des représentants du milieu des affaires. Si le vaccin pour soigner la variole a été largement utilisé et que l'usage des fauteuils roulants pour anciens combattants et paralégiques s'est généralisé au monde entier, d'autres inventions n'ont pas connu le même sort. Telle l'idée, suggérée par James Tobin en 1972, de mettre en place une taxe sur les transactions monétaires internationales. Certaines créations, inventions ou découvertes conduisent à l'adoption de nouveaux usages – sous la forme de nouvelles technologies, de nouvelles modalités organisationnelles, de nouveaux modes de comportements ou de pensée ou de nouvelles règles ou normes institutionnelles –, d'autres non.
- 11 Deuxièmement, par innovation, il est généralement entendu ce processus prenant place entre l'émergence d'une nouvelle idée et l'intégration de son usage dans la vie courante (OCDE, 1995). Tant la pierre polie, la forme institutionnelle de l'État-nation, la représentation moderne de l'atome, la stratégie des districts industriels, le cubisme, la télévision que la gestion par équipe de travail ou le juste à temps ont été des nouveautés qui ont donné lieu à des expérimentations avant que leur usage social ne soit bien accepté ou reconnu. Ce passage de la création à l'institutionnalisation d'un usage social correspond au temps d'intégration ou d'adoption nécessaire à une idée nouvelle pour que son usage s'incruste dans le corpus sémantique d'une culture et se territorialise.
- 12 De nos jours, nous observons une production individuelle ou collective assez importante de « nouveautés » (Alter, 2000). L'esprit du temps encourage le comportement créatif (Bolstanski et Ciapello, 1999). De ce bouillonnement d'idées nouvelles, des individus, des collectifs, une communauté ou une société retiendront certaines d'entre elles, lesquelles se traduiront par l'adoption de nouveaux usages sociaux au niveau individuel, collectif ou sociétal. Pourquoi en est-il ainsi ? Comment s'opère le processus de sélection culturelle. ?
- 13 Par analogie, avec le monde du vivant, nous pourrions dire que la créativité observable dans une communauté humaine est à l'image de ce que représentent les mutations génétiques dans le monde vivant. Bien que les mutations génétiques chez des individus d'une espèce animale soient nombreuses, toutes ne sont pas pérennisées. Un processus de sélection naturelle s'opère. Nous postulons qu'il en est ainsi pour la nouveauté culturelle.

Toute création n'est pas d'emblée reconnue, elle ne s'institutionnalise pas automatiquement dans la grammaire culturelle d'un groupe, d'une communauté ou d'une société. Elle fait plutôt l'objet d'une sélection culturelle.

- 14 Comment rendre compte de la sélection culturelle prenant place dans des communautés autrement qu'en associant le mécanisme de sélection au processus d'innovation ? Ce mécanisme de sélection témoigne du travail ou du poids systémique fait ou engendré par des « acteurs sociaux » (individus, collectifs, groupes, organisations, objets, technologies, institutions) pour qu'un nouvel usage en vienne à être rejeté ou adopté. Adoption ou rejet fondamentalement lié au fait, selon Polanyi (1992), que toute activité sociale ne peut exister sans être encadrée dans l'appareillage institutionnel d'une communauté. Concrètement, ceci ne signifie pas que toute création ou découverte soit automatiquement reconnue ou intégrée par les dispositifs institutionnels en place. Bien au contraire, le processus d'innovation, en tant que « lieu et moment » de construction d'un usage (l'image du laboratoire social³ de Latour, 1979), se construit de façon telle que la nouveauté, pour être encadrée, doit être socialisée au sens wébérien du terme, c'est-à-dire que sa fonction, son utilité et son sens social doivent être non seulement dirigés vers autrui, mais aussi reconnus et avalisés, même au prix de l'aliénation, par l'environnement social concerné.
- 15 L'enjeu de la construction de l'usage social d'une nouveauté consiste donc à la rendre légitime et utile « socialement ». Comment ? Premièrement, par et dans une mobilisation de ressources qui faciliteront son intégration dans des relations sociales. Deuxièmement, par sa formalisation dans des rapports sociaux.
- 16 Selon cette perspective, l'innovation est intégrée au corps social en fonction d'une évaluation où son utilité, sa portée, sa pertinence et son sens font l'objet d'imposition ou d'accords entre individus et acteurs sociaux en fonction de ce que cette innovation représente pour eux, aux avantages ou aux inconvénients qu'elle leur procure (Reynaud, 1979). Ce jugement, ou cette imposition, est construit en fonction de la qualité et de l'apport de la réponse apportée par l'innovation aux besoins que les individus et les acteurs en situation d'inégalité ont, aux urgences qu'ils vivent, aux aspirations qui les font rêver. Dit autrement, pour certains des acteurs concernés - et nous entendons par là les plus influents d'un groupe, les membres de l'élite ou ceux en position de proposer ou d'imposer leur point de vue sur une communauté -, leur prise de position sur la pertinence d'une nouveauté sera inmanquablement fondée sur les avantages ou les désavantages qu'ils peuvent en retirer d'un point de vue néo-aristocratique eu égard à leur position sociale, à leurs intérêts et à aux projets qu'ils portent ou défendent (Pareto, 1968 (1917) ; Veblen, 1899 ; Mills, 1956).
- 17 À l'échelle micro, la sélection culturelle d'une nouveauté signifie que l'encastrement de celle-ci est effectué dans de l'organisationnel informel qui en vient à se formaliser pour ensuite s'instituer. Ceci advient en fonction de la production d'une identité particulière (White, 1992) et la formation de réseaux (Granovetter, 1973) qui assujettissent au nouvel usage une place et une position en relation avec celles occupées par d'autres usages et réseaux, eu égard aux autres traits culturels déjà institués. Ce faisant, la nouveauté est alors inscrite alors dans un micro système (modèle organisationnel de la sous-traitance éclairée chez Bombardier (Julien et al., 2003), dans un sous-système de l'économie (le juste à temps, (Sekine, 1983), au sein d'une configuration corporatiste (Hollingsworth, 2000) ou dans un des grands systèmes sociétaux (le mode de régulation économique post-

fordiste (Boyer, 1986)) d'une société ou d'un ensemble de sociétés (système monde de Wallerstein (1974, 1980, 1989) .

- 18 Troisièmement, l'institutionnalisation de la nouveauté est marquée par sa territorialisation. Elle signifie qu'il y a intégration de nouveaux usages dans un modèle territorialisé de développement d'un groupe, d'une communauté ou d'une société et que cette intégration alimente les mécanismes de régulation du vivre et de l'être ensemble. L'institutionnalisation contribue ainsi à la production et à la reproduction de la matrice culturelle territorialisée d'une société, tout en permettant sa transformation lorsqu'une nouvelle grappe d'innovations en arrive à supplanter une plus ancienne.
- 19 Attardons-nous un peu sur la question du lien entre la transformation du modèle de régulation d'une société et l'impact de cette transformation sur le rapport au territoire. Nous le ferons en revoyant la façon dont s'amorce une mise à jour de la modernité à partir de la crise de 1930 en Amérique du Nord. En réponse à cette dernière est adopté le « New Deal ». Ce dernier constitue un ensemble de mesures, programmes, dispositifs plus ou moins bien articulés les uns aux autres (Nikonoff, 2005) qui contribuent au renouvellement de certaines des configurations institutionnelles de la modernité. Cette action de mise à jour inclut une proposition particulière qui amène l'État à se responsabiliser eu égard au développement régional de l'espace national, marquant une rupture avec l'époque antérieure, où ce dernier était laissé entre les « mains du marché ». En découle, pour les États-Unis, le projet de la Tennessee Valley Authority (Morgan, 1934), et pour le Canada, sensiblement à la même époque, le projet Antigonish. (Tremblay et Fontan, 1994)
- 20 Le New Deal est un des indicateurs qui nous permet de suivre la mise en place de la configuration régulationniste fordiste keynésienne, qui, par son entrée en fonction entre le début et la fin de la Deuxième Guerre mondiale, renouvellera les façons de faire, dont celle de l'État à l'égard de l'espace intranational. Ce dernier poursuivra sa lancée interventionniste en complétant la stratégie d'intervention par le développement régional en adoptant de mesures plus fines présentées sous l'angle du développement local et le soutien aux initiatives locales (Polèse et Coffey, 1982).
- 21 Cette dernière configuration sera remise à jour au début des années 1980 par la montée en hégémonie de l'idéologie néolibérale. Celle-ci, caractérisée par la centralité du capitalisme financier, de nouveaux dispositifs internationaux de régulation et la grande réforme mondiale imposée aux États-nation par les ajustements structurels, amènera ces derniers à définir des interventions vis-à-vis des territoires transnationaux. Ce processus favorisera l'émergence de mesures, programmes, politiques de développement « continental » (Mecosur, Alena, etc.) ou encore de nouvelles scènes politiques (l'Union européenne).
- 22 Ces différents ordres de régulation ont guidé⁴ l'action des acteurs sociaux ou des agences tout en favorisant ou en prenant note de l'apparition d'un ensemble d'innovations qui ont contribué ou contribuent tant à leur mise en obsolescence qu'à l'émergence de nouvelles configurations⁵.
- 23 En résumé, le cycle de vie d'une innovation s'amorce par une invention ou une découverte. Il transite par la construction de son usage et se conclue, une fois que l'usage social est bien ancré, par une entrée éventuelle en obsolescence de sa valeur d'usage. La trajectoire institutionnelle d'une nouveauté se décompose donc en trois périodes bien

distinctes où jouent un ensemble complexe et diversifié de mécanismes de sélection culturelle.

Les dimensions sociale et politique de l'innovation

- 24 Si le processus d'innovation relève de la construction d'un usage social, s'il correspond à l'encastrement de la nouveauté dans du social étendu, quelle serait la caractéristique propre aux dimensions purement sociale ou politique du processus ? Qu'y a-t-il d'intrinsèquement social, politique ou culturel dans le processus d'innovation prenant place à l'échelle d'un territoire ? Enfin, quelle différence poser entre la dimension sociale de l'innovation – liée au travail de construction de l'usage – et la finalité sociale d'une innovation représentée, par exemple, par une nouvelle offre de services : telle la création des Centres de la petite enfance au Québec dans les années 1990 ?
- 25 Nous posons comme hypothèse de travail que la dimension sociale de toute innovation renvoie au mécanisme par lequel s'établit l'encastrement de la nouveauté dans un tissu territorial. Sans territoire pas de socialité et sans socialité pas de territoire !
- 26 Par dimension sociale de l'innovation, nous entendons l'ensemble des actions individuelles et collectives, organisationnelles et institutionnelles qui sont déployées ou qui sont interpellées au moment de la construction de l'usage social d'une nouveauté.
- 27 Présentement, au niveau des territoires locaux du Québec, nous voyons émerger ou se construire ce que nous pourrions appeler un « esprit écologique ». La construction de ce dernier se fait à travers une myriade d'initiatives individuelles ou collectives, sises en des lieux et des moments qui font mouvance sans être nécessairement culturellement stabilisées. Nous pouvons voir là, à travers un « esprit du temps » en définition, une expression du contenu civilisationnel en devenir ; un peu à la façon dont les initiatives entrepreneuriales et le salariat ont lentement émergé tout au long de la longue période s'étendant du début du 15^e à la fin du 18^e siècles.
- 28 L'esprit écologique en émergence – symbolisé par le simple fait d'apporter son sac de coton à l'épicerie et de dire non au sac de plastique – est un geste anodin empreint, si certaines conditions sont respectées, d'un appel à une nouvelle orientation culturelle de l'être et du vivre ensemble. Tout en reposant sur une contestation de la légitimité de l'esprit non écologique, la mobilisation orchestrée autour de ce nouvel esprit exige une reconnaissance sociale non pas de l'acte, mais de l'orientation culturelle encastree dans l'acte. Cette dernière questionne les logiques actuelles de production, de distribution, de circulation et de disposition de la richesse. Ce questionnement transite par un geste anodin qui rend compte tant d'une façon différente de réaliser le passage d'un produit, d'une idée, d'un comportement, d'une règle « d'une main à une autre » (son appropriation), que d'une façon différente de faire voyager les « choses » d'un lieu à un autre (sa localisation). Le geste anodin, si est reconnue l'orientation culturelle qu'il implique, peut s'agglutiner à d'autres traits culturels partageant une préoccupation écologique semblable pour initier un ensemble de règles et de normes différentes de celles promues par l'ordre non écologique.
- 29 La multiplication de ces comportements ordinaires ou anodins permet la formation d'une masse qui, en fonction des caractéristiques et des identités développées peut former une grappe d'innovations en mesure de confronter des grappes d'innovations portées par

l'ordre social qu'elles contestent. Advient un point de rupture où il faut se poser la question du nécessaire arbitrage d'un ordre sur l'autre.

- 30 En fonction des résultats de l'arbitrage (dans et par le dialogue social, la réforme ou la révolution), il est pensable d'envisager que les procédés et les produits, les routines et les comportements jugés écologiquement déficients, inéquitables et violents disparaîtront. Il est tout aussi pensable d'envisager que l'ordre non écologique soit capable de faire accepter les nouvelles règles et routines sans nécessairement entériner les valeurs écologiques qu'elles portent, opérant ainsi un détournement de leur contenu culturel au profit de la culture non-écologique. Le déploiement de l'État keynésien illustre bien la possibilité d'ajustement du capitalisme. Le keynésianisme permet la mise en place de mécanismes de redistribution et de solidarité sans que nos sociétés avalisent les principes profonds du solidarisme⁶.
- 31 Cet exemple révèle une chose importante. Il nous faut distinguer la double nature d'une innovation. En premier lieu, toute innovation est porteuse d'une finalité précise : c'est-à-dire d'être voué à une intention en tant qu'innovation de produit, de procédé ou organisationnelle. En deuxième lieu, à toute innovation est associée une orientation culturelle qui lui donne une portée symbolique. Elle est donc dotée, par les réseaux sociaux qui la portent, de « valeurs culturelles » principalement promues ou défendues par une élite, qui accompagnent tout le processus de son entrée dans de l'institutionnel. De plus, toute innovation est appelée à s'ancrer ou à contester son encastrement dans un espace territorialisé hiérarchisé.

La dimension sociale

- 32 Cette façon de concevoir l'innovation diffère profondément des conceptions traditionnellement retrouvées dans la littérature et que le Conseil de la science et de la technologie du Québec (2000) résume bien. Pour ce dernier, l'innovation peut être ramenée à deux cas de figure : celui, classique, de « l'innovation technologique » et celui, contemporain, de « l'innovation sociale ». La première forme relèverait de nouveaux produits ou procédés. La deuxième correspondrait à la mise en place de nouvelles pratiques sociales ou organisationnelles. Deux processus distincts selon le Conseil, qui rappellent la distinction entre « économie » et « société » (Parsons et Smelser, 1956), entre la production de la richesse (valeur économique) et la gestion du vivre ensemble (valeurs sociales).
- 33 Nous allons à l'encontre d'une telle séparation, sans nier toutefois qu'une innovation soit porteuse d'une orientation particulière, d'une couleur ou d'une essence qui puisse être technologique, sociale, économique, politique ou culturelle.
- 34 Selon notre perspective, la spécificité « sociale » de l'innovation, pour référer à quelque chose de distinct qui ne relèverait ni du politique, ni du culturel, ni du sacré ou de l'économique, ni du technologique ou de l'idéologique, correspond à ce qu'il y a de spécifiquement social dans la construction de l'usage de la nouveauté. C'est-à-dire, à ce qui a trait aux modalités et aux agirs déployés pour créer des liens et des interfaces entre des individus, entre des groupes, entre des organisations, entre des institutions et entre des territoires, pour permettre l'appropriation de la nouveauté sur du long terme, pour rendre possible sa diffusion et son intégration dans le comportemental et le normatif.

- 35 L'étude de la dimension sociale de toute innovation consiste donc à comprendre comment des individus en arrivent à faire corps (en tissant des liens sociaux), à s'agglutiner autour d'idées nouvelles (pour former un état de cohésion sociale) : telles les liaisons et les cohésions propres à la proposition de recycler des déchets, de réduire sa consommation, d'habiter écologiquement un territoire rural isolé et de se mobiliser pour en préserver l'existence, à la façon dont le font des habitants de villages québécois ayant fait le choix d'explorer le solidarisme et l'écologisme, dont le village de Saint-Camille ou le projet écovillage des Trois-Côtes à Trois Pistoles.
- 36 Dans cette perspective, la « dimension sociale » de l'innovation se distingue de sa « finalité sociale ». Une garderie, une cuisine collective, une accorderie⁷ sont des exemples « d'innovations organisationnelles à finalité sociale », tout comme le téléphone cellulaire et le moteur à combustion sont des innovations à finalité technologique, tout comme l'industrie des nanotechnologies est une innovation à finalité industrielle. La dimension sociale et la finalité sociale coexistent dans le processus d'innovation.
- 37 La finalité économique d'une nouveauté, telle la création du réseau territorial des caisses populaires dans les villages du Québec par le Mouvement Desjardins, ne fait pas de ce Mouvement uniquement une innovation économique. L'étude de l'institutionnalisation de ce mouvement permet de repérer du « social innovant » dans le savoir faire et le savoir être utilisés par les promoteurs du Mouvement pour mobiliser des appuis et contourner les obstacles qui sont apparus tôt dans son développement (Lévesque et Bouchard, 1997).

La dimension politique

- 38 À la dimension sociale de la mobilisation entourant l'innovation que représente le Mouvement Desjardins s'ajoute aussi une dimension politique. Comment définir autrement cette dimension politique que par la façon dont les fondateurs du Mouvement ont apporté des réponses aux questions concernant la répartition du pouvoir, les modalités de gouvernance et la place de la démocratie dans le projet de formation de la première Caisse populaire puis du Mouvement Desjardins ? Cette dimension politique est révélatrice d'une volonté de définir autrement les rapports de pouvoir dans l'organisation. Le projet de Caisses populaires, de construction d'une offre de finance solidaire coopérative, repose sur la promotion d'une logique d'intégration à la société qui mobilise plus que l'idée d'échange par l'activité marchande. Le projet met en scène une logique de réciprocité et de redistribution portée par un nouveau type d'entreprises relevant de l'économie sociale.
- 39 En valorisant le modèle coopératif, lequel se veut un dispositif plus solidaire de gestion d'une entreprise financière que ne le représentaient les dispositifs des banques privées alors en existence, le modèle bancaire Desjardins se donne les outils pour avoir un impact sur la représentation des rapports de pouvoir construits par et dans l'activité économique de financiarisation. Propriété collective, ancrage local, gouvernance citoyenne, investissement social, ristourne aux membres, représentent autant d'éléments de distinction politique mis de l'avant par ce modèle. Il s'agit d'une autre façon de gérer les rapports de pouvoir, où le modèle coopératif en vient à questionner le modèle privé de gouvernance du rendement sur le capital.
- 40 Au sens polanyien (Cangiani, Maucourant, 2008), nous sommes en présence d'un des éléments contribuant à la construction d'un nouvel épistémè, démocratique, appelé, dans

un avenir possible à remplacer l'épistémè libéral en place. Cette dimension politique percole, dans le système bancaire capitaliste, la faisabilité de l'idée qu'il est possible d'implanter un mode plus démocratique de gouvernance et de coordination des organisations économiques.

L'innovation une finalité spécifique doublée d'un social innovant

- 41 Attardons-nous maintenant à la dimension sociale de l'innovation. Celle-ci tient à la « finalité sociale de la nouveauté », mais aussi et surtout au « social innovant » mis en scène pour permettre à l'innovation d'être socialement retenue. La notion de « social innovant » permet d'illustrer ou de rendre compte du travail novateur accompli par des acteurs sociaux pour susciter l'association et l'adhérence d'individus, de groupes, d'organisations, de collectivités ou de territoires à la définition d'un usage social. En d'autres mots, une innovation pourrait ne pas avoir de finalité sociale spécifique, mais mettre en scène du social innovant. Pour les chercheurs, relever ce social innovant rend compte de la façon dont ont été établies de nouvelles modalités de dialogue et d'alliance entre des acteurs sociaux pour que soit reconnu ce qui ne l'était. Ce travail de recherche est révélateur du *modus operandi* déployé pour rendre compte de la visibilité, de la pertinence et du caractère incontournable de ce qui était auparavant perçu comme contournable, impertinent et invisible.
- 42 À partir d'une étude que nous avons réalisée sur des alliances prenant place entre des syndicats québécois et des organisations locales pour contrer des fermetures d'usines (Klein et Fontan, 2003), il est possible d'illustrer ce que nous entendons par la dimension « social innovant ». Dans cette étude, le social innovant est apparu lorsque nous avons été en mesure de montrer comment des représentants de syndicats locaux ont réussi à créer des alliances avec des organisations locales pour mieux mobiliser leur propre appareil syndical et faire en sorte que ce dernier saisisse l'importance de leur lutte et mobilise à son tour d'autres acteurs, dont les différents paliers de gouvernement. Le social innovant est donc apparu dans la stratégie de mobilisation de ressources que notre groupe de travail a mis en évidence et aussi la manière dont cette démonstration a été réalisée : par l'intermédiaire d'un mode de systématisation des connaissances fondé sur la recherche partenariale (Fontan, 2006). Nous avons été parti prenante du « laboratoire » en tant qu'acteur participant à une mise en maïeutique du savoir, dans une perspective d'action sociale à portée syndicale et développementale.
- 43 Le fait de lutter à l'échelle locale pour la survie d'emplois de qualité et le maintien en activité d'une entreprise était déjà présent dans la culture syndicale. Il n'y avait donc pas innovation à ce niveau, cela ne représente pas en soi une innovation, mais la façon de faire du réseautage pour y parvenir et la manière de développer des liens sociaux pour atteindre cet objectif, elles, sont novatrices. Elles relèvent du social innovant. Notre étude, en systématisant les processus mis de l'avant par des syndicats locaux, a permis à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) de circonscrire un modèle syndical de mobilisation locale, lequel a servi à la réécriture d'un guide syndical de la FTQ portant sur la prévention des fermetures d'usine.
- 44 Revenons à l'exemple précédent sur la question des innovations liées à l'esprit écologique. Si « l'innovation ordinaire » que représente le comportement nouveau

d'apporter son sac à l'épicerie a un potentiel culturel fort en termes d'orientation normative, ce geste ne peut en soi permettre une révolution culturelle. Pour le faire, il doit être accompagné d'une multitude d'autres gestes de façon à former des grappes comportementales ; il doit aussi être en mesure de contaminer le sens culturel porté par d'autres innovations qui pourraient alors s'inscrire dans le nouvel esprit écologique, et ce, que ces innovations soient d'ordre technologique ou économique, organisationnelle ou institutionnelle.

- 45 Les innovations ordinaires, en tant qu'atomes libres, peuvent difficilement être des moteurs de changement. Articulées les unes aux autres, mises en forme, leur potentiel transformateur prend de l'importance. Cette mise en forme vers l'institutionnel formel constitue une autre illustration de ce que nous entendons par le caractère « social innovant » d'une innovation. Immanquablement, cette mise en forme institutionnelle finit par relever du « débat social », lequel représente un appel à la formulation de réponses collective aux problèmes posés. Des réponses qui peuvent prendre la forme simple de l'application du bon sens ou de l'intelligence collective et se traduire par des entendements qui font consensus. Elles peuvent tout aussi bien être médiatisées dans le désaccord ou la violence via des disputes, des conflits ou des crises. Bref, par le dialogue ou dans le conflit, il est exigé des élites de toute société, aux aristocraties de tout modèle sociétal, de répondre favorablement ou non aux exigences énoncées par des individus, des acteurs ou des agences via les processus innovants. Ceci constitue une des voies conduisant à la transformation du vivre et de l'être ensemble.

La voie utilitariste d'intégration des processus innovants

- 46 Le capitalisme est un mode de structuration du vivre et de l'être ensemble qui valorise l'intégration de la nouveauté, y compris la nouveauté à finalité subversive. Non pas parce que la matrice de la modernité avancée recèle une intelligence sociale supérieure à celle des matrices civilisationnelles précédentes, mais bien parce que l'esprit capitaliste porté par les acteurs de la modernité avancée a réussi à faire du savoir et de la connaissance des outils passifs et aseptisés de transformation sociale.
- 47 L'innovation, en tant que mode d'expression d'une critique sociale ou en tant qu'appel au dépassement des limites auxquelles nous sommes confrontées, n'est pas en soi garante de progrès au sens solidariste, altériste ou écologiste. L'analyse du processus innovant montre bien que ce dernier est avant tout un champ d'exercice de luttes sociales portant sur le sens final que nous entendons donner à un nouvel usage social. Le passage du sac de plastique pour l'épicerie au sac de coton n'est pas considéré comme le produit d'une lutte sociale, au sens faible du terme. Et pourtant, l'adoption de ce nouveau produit s'inscrit dans des rapports de concurrence entre capitalistes, sur le meilleur moyen de satisfaire les besoins infinis des consommateurs et sur les fondements universels du principe du « tout à jeter », ou encore sur le droit absolu de générer des externalités sans avoir à en assumer les coûts. Il s'inscrit aussi dans des rapports écologiques entre consommateurs et producteurs sur les fondements même de la façon de « disposer » des biens générés par nos sociétés : accoler ou non à tout procès de consommation ou de production l'obligation de devoir intégrer le principe des « 3 R » : réduire, réutiliser,

recycler. Cette innovation, banale en soi, nous montre que derrière chaque nouveauté nous retrouvons en filigrane la présence d'enjeux de société.

Initiative locale, innovation et développement territorial

- 48 Bien que les facteurs porteurs de transformation sociale dans un territoire soient d'origine plurielle, nous sommes particulièrement intéressés par ceux incubés dans des cellules ou dans des unités d'actions collectives que nous nommons « initiatives locales ».
- 49 L'initiative locale représente un des « lieux moments » à partir duquel la nouveauté s'ancre dans les rapports sociaux. L'initiative locale visant le développement d'un nouvel usage social implique forcément une prise de position par rapport aux modalités à partir desquelles des transferts se font : dans la réciprocité, l'équité et l'égalité, d'une part, ou dans l'aliénation, l'inégalité et la domination, d'autre part. C'est donc dire que l'initiative locale développée autour d'une nouveauté est confrontée au fait de devoir prendre position vis-à-vis les rapports sociaux existants. L'initiative locale, comme lieu laboratoire est une mini scène d'action confrontée au passage obligé que constitue la reproduction ou la redéfinition des rapports sociaux : tels les rapports genrés, gérontocratiques, ethniques, démocratiques, salariaux, développementalistes, écologiques, etc.
- 50 À l'échelle du territoire local, pour des élites ou pour des leaders, une innovation représente une possibilité de reproduire le statu quo, ou encore une opportunité tant pour définir de nouveaux rapports que pour redéfinir les anciens. En reprenant la terminologie de Polanyi (1992), chaque nouveauté se traduit par une circulation concrète de ressources entre les mains d'individus (mouvement d'appropriation) et entre des lieux (mouvement de localisation). La nouveauté offre la possibilité d'accéder à de nouvelles valeurs (tangibles ou intangibles, monétaires ou sociales) et pose donc la question de la juste répartition des bienfaits liés à son usage. Les choix des acteurs, par leur vouloir, peuvent s'effectuer dans la réciprocité (don – contre don), dans une logique d'échange (le marché) ou via la redistribution (providentialisme public). Chaque voie donne accès à des modalités qui sont plus ou moins solidaires, plus ou moins reconnaissantes de l'identité d'autrui, plus ou moins écologiques, et ce, via les mécanismes qui sont mis en place pour assurer l'appropriation et à la localisation des avoirs, des pouvoirs et des savoirs. En tant qu'espace politique, le laboratoire que représente l'initiative locale traduit des occasions de négocier ou de renégocier les termes des échanges et les frontières des localisations à partir desquels le passage à l'institutionnel est en mesure de s'opérer.
- 51 Le processus innovant est forcément politique, au même titre qu'il est social et culturel. Curieusement, cette dimension est souvent niée et encore plus souvent occultée par les acteurs locaux qui sont investis d'un esprit de prédation ou de domination. Nos travaux sur le développement économique communautaire et l'implantation d'initiatives locales à Montréal le montrent bien (Fontan, 1992 ; Fontan, Klein, Lévesque, 2003). Ils indiquent que le processus d'innovation se fait, entre les acteurs concernés, par et dans le débat, par et dans des désaccords, et certainement dans le conflit. Ils montrent bien comment s'exercent entre acteurs les options mises de l'avant par Hirschman (1970) pour qualifier les choix de l'acteur. L'acteur collectif s'exprime d'abord dans un élan qui rassemble des personnes et il le fait sur un semblant de base égalitaire. Puis des fissures apparaissent dans le développement de l'usage de la nouveauté : fissures qui font que certains

expriment leur loyauté au leadership déployé par certains d'entre eux alors que d'autres décident de confronter le leadership, ou de simplement se retirer. Les avenues du « loyalty, voice, exit » sont très présentes dans la construction d'un usage social. Elles accompagnent d'ailleurs l'institutionnalisation d'un usage social.

- 52 Le processus innovant favorise l'établissement d'un dialogue entre les acteurs sociaux. Il est l'occasion d'une mise en transparence des enjeux sociaux qu'il met en scène. Le fait de proposer de nouvelles ressources pose automatiquement la question de leur arrimage au social existant, de leur utilité, de leur rentabilité économique, politique ou sociale ; suscitant dès lors, la voie à leur capitalisation, à leur politisation, à leur sacralisation ou à leur symbolisation (Zelizer, 2005). Le processus innovant représente un investissement pouvant libérer de nouveaux pouvoirs, avoirs ou savoirs. Conséquemment, il est porteur d'enjeux sur lesquels les acteurs sociaux d'une territorialité doivent s'entendre. Très concrètement, il pose la question de l'orientation, du choix et de la mise en application des valeurs auxquelles donne accès la nouveauté.
- 53 Nous retenons donc de l'initiative locale qu'elle représente un des lieux-moments à la disposition des acteurs sociaux pour définir ou redéfinir les rapports sociaux. En revendiquant un parc industriel à vocation communautaire au cœur de Montréal, la Corporation de développement économique communautaire Rosemont-Petite-Patrie (CDEC-RPP) a suscité du développement local par la création d'emplois à même un mode dit communautaire d'appropriation, de localisation et de temporalisation de ressources endogènes et exogènes (Fontan, Klein, Tremblay, 2005). De même, en revendiquant le droit à « l'habiter durable » en milieu rural, la communauté de Saint-Camille en Estrie propose de nouvelles modalités dans la façon de développer ce milieu autour d'un nouveau rapport à l'environnement, autour d'une revitalisation culturelle-artistique, autour de nouvelles populations, pour insuffler une vitalité communautaire au village (Champagne, 2008).
- 54 En recevant le mandat d'actualiser le Projet Angus et en se définissant comme une entreprise d'économie sociale, la Société de développement Angus (SDA) a ouvert la voie à l'adoption d'une proposition économique de production et de redistribution de la richesse différente de la proposition portée par des organisations publiques ou privées chargées du développement de parcs industriels au Québec. Cette différence s'inscrit dans les réalisations de la SDA en termes de création d'emplois locaux (sur les 1 200 emplois créés depuis 1996, 80 % sont des emplois locaux), en termes de propriété collective du terrain (l'ensemble de la zone industrielle a été rachetée à l'ancien promoteur privé et fait l'objet d'une tenure communautaire), en termes de promotion de l'économie sociale (le quart des 1 200 emplois relève de cette économie), en termes de développement durable (politique de transport collectif et actif ; politique de construction selon la norme LEED (Leadership in Energy & Environmental Design) ; gestion des matières résiduelles).
- 55 Ceci dit, il nous faut à présent revenir sur le lien prenant place entre innovation et développement territorial. Comment l'innovation, par l'initiative locale, contribue-t-elle au développement territorial ? Pour apporter des éléments de réponse à cette question, nous devons effectuer une petite parenthèse historique.
- 56 Le processus d'appropriation d'un territoire par une communauté repose sur une mise en propriété identitaire et juridique de ressources naturelles, dans un premier temps, puis, dans un second, de ressources culturelles. Dans le processus de marquage identitaire et juridique d'un espace naturel, les composantes de l'écosystème deviennent, pour une communauté humaine, des ressources à utiliser ou à protéger. Une fois ce premier acte de

captation culturelle accompli, le rapport au territoire se transforme pour passer d'un rapport relationnel écologique, l'être humain comme une des entités partie prenante d'un écosystème, à un rapport social territorialisé signifiant la définition d'un droit culturel de gérance sur un écosystème.

- 57 Pour les communautés humaines, le passage à un rapport social territorialisé hégémonique, c'est-à-dire caractérisé par la domination culturelle d'une espèce sur les autres, se concrétise par la naturalisation « d'un droit de gérance territorial »⁸. Ce passage devient évident avec l'apparition des premières grandes civilisations urbaines, c'est-à-dire vers le septième ou le sixième siècle avant l'ère chrétienne. À ce moment de notre histoire, l'appropriation du territoire à partir d'un ensemble institutionnel intégré au sein d'une matrice culturelle territorialisée est telle qu'elle permet aux communautés humaines d'être des propriétaires exclusifs des ressources sises sur le dit territoire.
- 58 Cette courte parenthèse nous permet penser le rapport social à la territorialité. L'entrée en scène du rapport territorial, qui représente le moment où il y a mise en propriété totale et droit absolu de l'humain sur un environnement particulier, fait en sorte qu'une communauté territoriale peut aménager et transformer un environnement à sa guise.
- 59 La généralisation du modèle de l'État-nation à l'ensemble des sociétés de la planète au cours des deux derniers siècles montre en quoi le « rapport territorial moderne » est une innovation marquante pour assurer aux collectivités humaines dominantes ou aspirantes à la domination un contrôle sur des personnes et des lieux. Le droit de gérance que représente l'État-nation fut étendu par expansion migratoire ou par la conquête d'autres territoires. Résultat, à l'exception de quelques zones neutres, la majorité des espaces habitables de la planète relève maintenant de propriétés nationales. Autour du territoire national, les acteurs sociaux ont structuré un ensemble d'arrangements et d'agencements institutionnels qui constituent, avec l'ensemble mis de l'avant par le marché, une des voies privilégiées pour contenir et orienter le développement culturel.
- 60 Toute initiative locale qui est structurée autour d'une innovation, quelle que soit sa finalité, est confrontée aux matrices de la territorialité et du marché pour assurer la construction de son usage social. Les initiatives qui tentent d'échapper à cette logique se retrouvent confinées à travailler au développement d'une des voies de la contre hégémonie.
- 61 Concrètement, une proposition de revitalisation d'une friche industrielle ou d'une zone rurale est confrontée à l'hégémonie promulguée par la territorialité et le marché dans lequel elles sont insérées. Tout aussi concrètement, cette proposition devra, pour voir son usage social être reconnu, affronter la dimension instituante et contraignante du territoire et du marché qui se posent comme institutions normatives devant être reproduites ou développées. Aller à l'encontre cet état de fait implique pour un acteur de se doter des moyens et des capacités pour questionner la légitimité des rapports sociaux présents sur son territoire national ou promulgués par le marché libéral. Va-t-on prioriser des emplois masculins au détriment d'emplois féminins ? Quelle place sera faite aux jeunes travailleurs et aux travailleurs moins scolarisés, aux personnes de souche versus aux personnes réfugiées ou issues de l'immigration ? Quelles modalités de redistribution de la richesse seront proposées à l'échelle locale ? Quelle orientation donnera-t-on au commerce lointain ? Quelles modalités de gouvernance seront avancées ? Comment l'écosystème sera-t-il pris en considération, eu égard à la ponction de ressources entropiques et à la disposition de matières résiduelles ?

- 62 Au cœur de cette façon de comprendre le lien entre innovation et territorialité se trouve l'idée que le développement local se construit non pas en bloc, mais qu'il résulte d'une concaténation d'actions individuelles ou collectives déployées à partir d'initiatives locales ou de projets locaux ayant des intentionnalités et des intérêts souvent divergents, mais parfois convergents. Les initiatives locales ou les projets locaux représentent des laboratoires autour desquels du lien social et de la cohésion sociale prennent forme, dans lesquels se jouent des scènes et s'actualisent des représentations du politique à instaurer où à défier.
- 63 Parler de territorialité en termes de rapport social indique clairement que l'innovation prenant place dans ou sur un territoire, en tant que finalité et processus, est inmanquablement confrontée aux grandes orientations portées par les rapports sociaux dominants. Le modèle coopératif en ex Union Soviétique et celui en place au Québec présentement sont des innovations économiques qui ont pris la couleur permise par les grandes orientations culturelles intégrées dans la territorialité propre à chacune de ces formations sociales.
- 64 Le modèle coopératif qui prendrait place dans un territoire doté d'une épistémè coopérative aurait une tout autre incidence culturelle que celle réalisée par le modèle coopératif québécois. Il serait alors confronté à d'autres contraintes et permettrait des avantages différents. Territoire et marché apparaissent dès lors comme les carcans institutionnels instaurés par des élites dominantes pour contenir et orienter la machine à créativité qui renouvelle continuellement le substrat culturel. L'enjeu ultime du lien entre territorialité et innovation est donc celui prenant place entre des élites nouvelles et anciennes dans la lutte ouverte ou fermée qu'elles se livrent pour définir des sentiers de dépendance. L'enjeu pour les initiatives locales est de continuer à offrir aux acteurs sociaux désirant s'investir de cette mission un espace pouvant leur offrir un cadre encore doté d'une marge de manœuvre suffisant à la définition d'un usage social marginal, ayant la possibilité de confronter la norme.

Conclusion

- 65 La posture théorique que nous avons adoptée permet de contourner les tendances explicatives de type utilitariste qui confinent l'étude de l'innovation à l'analyse formelle de sa finalité économique ou technologique. Certes la compréhension de l'utilité recherchée par l'acteur social est importante pour comprendre ses motivations. Il est tout aussi fondamental de saisir le contexte qui conduit l'acteur social à opter ou non pour un nouveau dispositif (les budgets participatifs à l'échelle municipale par exemple). Toutefois, dans une perspective où la nouveauté (invention ou création) ne peut s'ancrer dans la société sans relever le défi de valider ou d'invalidiser la nature des rapports sociaux en place, il importe de comprendre, par et dans la construction de liens sociaux (dimension sociale du processus d'innovation), comment s'insèrent les rapports de pouvoir dans la nouveauté proposée (dimension politique du processus d'innovation). En termes parétiens (Pareto, 1968 (1917)), il importe de saisir comment, parmi les acteurs sociaux participant au processus d'innovation, certains contribuent à la reproduction de rapports sociaux existants (l'échange inégal entre territoires), alors que d'autres œuvrent à la configuration de nouveaux rapports (l'échange équitable entre le Nord et le Sud).

- 66 Au-delà de l'aspect formel revêtu par une nouveauté – l'utilisation du sac de coton – il importe également de mettre à jour et les façons dont le social est impliqué par la mobilisation et l'exclusion de personnes, et comment parmi les personnes incluses se construit une politisation de leur mise en relation, pour produire une captation différenciée des valeurs rendues possibles par l'innovation. Travailler à partir des dimensions sociale et politique du processus d'innovation permet au chercheur de prendre connaissance du tour de magie qui permet à certains acteurs de faire qu'une idée anodine à la marge (les OGM) en arrive non seulement à devenir un nouveau standard de production et de commercialisation de céréales, mais aussi et surtout comment elle le fait en renforçant, d'un côté, les mécanismes de captation des richesses, et, de l'autre, les procès de dépossession de l'autonomie productive des agriculteurs.
- 67 Au terme de cet article ayant la forme d'une réflexion exploratoire fondée sur plusieurs décennies d'étude d'initiatives locales innovantes en émergence ou consolidées, nous pouvons poser quelques constats.
- 68 Premièrement, le lien entre territorialité et innovation montre clairement le rôle et la place centrale jouée par les dimensions sociale et politique dans la construction de nouveaux usages sociaux. L'innovation ne peut être pensée uniquement sous l'angle de son utilité ou de sa finalité. Elle doit aussi être pensée comme un processus de construction d'un usage où entrent en scène la coopération, la négociation, les compromis et les rapports de force : donc du social et du politique.
- 69 Deuxièmement, l'analyse du territoire en tant qu'institution sociale nous a permis de situer ce dernier au même niveau que la culture et la société. Territoire et marché d'un côté, culture et société de l'autre, apparaissent comme des méta cadrages au sein desquels le social et le politique sont appelés à se déployer au rythme des actions menées par des acteurs individuels et collectifs pour actualiser le vivre ensemble. La création et le processus innovant sont donc contraints par ces méta cadrages, mais ils le sont de façon partielle puisqu'ils rendent possible l'existence de marges de manœuvre ; à partir desquelles peut s'effectuer une transformation de la culturalité, de la territorialité et de la « sociétalité ».
- 70 Troisièmement, pour les acteurs sociaux, le potentiel transformateur de l'innovation apparaît lourdement piégé par le poids de l'histoire. Si des marges de manœuvre existent, nous avons montré qu'elles ne peuvent exister sur la seule base de leur efficience ou de leur pertinence pour les acteurs sociaux, mais qu'elles sont plus le produit d'une volonté d'aller dans cette direction par certains des acteurs sociaux (en fonction des rapports de force ou d'opportunité en place) ou par le poids de certains facteurs historiques (sentiers de la dépendance).
- 71 Le poids de l'histoire humaine nous montre le peu de succès qu'ont connu les systèmes sociétaux ayant pris en compte le solidarisme et l'écologisme. Ils ont été tout simplement éliminés ou acculturés par des systèmes sociaux dotés d'arrangements institutionnels fondés sur des rapports sociaux très inégalitaires et irrespectueux des équilibres écologiques. En fonction de cette histoire récente de l'humanité dominée par des préoccupations faiblement respectueuses de la solidarité, de l'altérité et de l'écologie, il apparaît légitime de se demander comment la stratégie de transformation sociétale par l'innovation peut être à la hauteur des défis posés par la nouvelle question mondiale. Il apparaît évident que cette dernière sied plus à une démarche élitiste réformiste prônant

une adaptation continue et faiblement critique qu'à une démarche révolutionnaire radicale.

- 72 Au niveau culturel, pour effectuer un saut qualitatif d'importance, les acteurs sociaux devront miser sur une opération rapide de transformation des grands cadres institutionnels. Il leur faudra agir principalement à partir de la fenêtre d'opportunité que représentent les deux premiers temps du processus d'institutionnalisation : à savoir la créativité et surtout les premiers pas de la construction de l'usage social. Ce processus, comme nous avons pu le démontrer, est central puisqu'il est au cœur des moments cruciaux autour desquels s'effectue la sélection culturelle.
- 73 Si une telle opération est rendue possible, il en résulterait une transformation spectaculaire des arrangements institutionnels. Si la voie d'un nouvel « esprit du temps » en émergeait et que ce dernier faisait de l'éthos solidaire, altérique et écologique ses assises centrales, il en découlerait un nouveau cadre de régulation des rapports prenant place entre les humains, de même qu'entre les humains et les autres espèces et constituantes des écosystèmes.
- 74 Il apparaît clairement que nous avons le bagage cognitif et les technologies pour réaliser un tel saut qualitatif (Castoriadis, 1975). Reste à savoir si nous avons la volonté de le faire « juste à temps ». C'est-à-dire, avant que les urgences ne libèrent le potentiel de barbarie qui sommeille en nous

BIBLIOGRAPHIE

- Alter, Norbert (2000). *L'innovation ordinaire*. Paris : Presses universitaires de France. 278 p.
- Aydalot, Philippe (2006). « Trajectoires technologiques et milieux innovateurs ». In Roberto Camagni et Denis Maillat (dir.). *Milieux innovateurs. Théories et politiques*, Paris : Economica, pp. 20-41.
- Aydalot, Philippe, (dir.) (1986). « Trajectoires technologiques et milieux innovateurs ». Chap. In *Milieux innovateurs en Europe*. Paris : GREMI, pp. 347-361.
- Boltanski, Luc et Eve Chiapello (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard. 817 p.
- Boyer, Robert (1986). *Capitalismes fin de siècle*. Paris : Presses universitaires de France. 268 p.
- Bourdieu, Pierre (2008). *Esquisses algériennes*. Paris : Seuil – Liber, textes édités et présentés par Tassadit Yacine, 411 p.
- Cangiani, Michele et Jérôme Maucourant (2008). *Essais de Karl Polanyi*. Paris : Seuil. 585 p.
- Castoriadis, Cornelius (1975). *L'institution imaginaire de la société*. Paris : Seuil.
- Champagne, Christine (2008). *Développement écovillageois et renouveau de l'habiter rural : le cas de Saint-Camille au Québec*. Montréal : Université du Québec à Montréal, mémoire de maîtrise, 150 p.
- DiMaggio, Paul J. et Walter W. Powell (1983). « The iron. Cage Revisited : Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields. *American Sociological Review*. vol. 48. N. 2. April. pp. 147-160.

- Fontan, Jean-Marc (2006). « La recherche partenariale en économie sociale au Québec ». *Horizons*, vol. 8, n. 2. pp. 16-21.
- Fontan, Jean-Marc (1992). *Les corporations de développement économique communautaire montréalaises. Du développement économique communautaire au développement local de l'économie*. Montréal : Université de Montréal. 585 p.
- Fontan, Jean-Marc, Juan-Luis Klein et Benoît Lévesque (2003). *Reconversion économique et développement territorial*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec. 340 p.
- Fontan, Jean-Marc, Juan-Luis Klein et Diane-Gabrielle Tremblay (2008). « Social Innovation at the Territorial Level : from Path Dependency to Path Building ». Dans Drewe, P., Klein, J.L., Hulsbergen, E. (eds), *The Challenge of Social Innovation in Urban Revitalization* », Amsterdam, Techne Press, pp. 17-27.
- Fontan, Jean-Marc, Juan-Luis Klein et Diane-Gabrielle Tremblay (2005). *Innovation socioterritoriale et reconversion économique : le cas de Montréal*, Paris, L'Harmattan. 170 pages.
- Fontan, Jean-Marc, Juan-Luis Klein et Diane-Gabrielle Tremblay (éditeurs) (1999). *Entre la métropolisation et le village global*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec. 325 p.
- Granovetter, Mark (1973). « The Strength of Weak Ties ». *American Journal of Sociology*. vol. 78, no. 6. mai. pp. 1360-1380.
- Granovetter, Mark (2002). « A Theoretical Agenda for Economic Sociology ». Dans Mauro Guillen, Randall Collins, Paula England et Marshall Meyer, editors. *The New Economic Sociology : Developments in an Emerging Field*. New York : Russell Sage Foundation. pp. 35-59.
- Hirschman, Albert (1970). *Exit, voice, and loyalty. Responses to decline in firms, organizations, and States*. Cambridge : Harvard University Press. 162 p.
- Hollingsworth, Rogers J. (2000). « Doing institutional analysis : implications for the study of innovations ». *Review of International Political Economy*. 7. pp. 595-644.
- Julien, Pierre-André, Louis Raymond, Réal Jacob et Georges Abdul-Nour (2003). *L'entreprise réseau*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec. 498 p.
- Klein, Juan-Luis, Jean-Marc Fontan (2003). « Syndicats et collectivités dans la gouvernance locale : une recherche exploratoire à Montréal ». *Recherches sociographiques*. XLIV, 2, 2003. pp. 239-266.
- Latour, Bruno et Steve Woolgar (1986). *Laboratory Life : The Social Construction of Scientific Facts*. Princeton : Princeton University Press. 294 p.
- Lévesque, Benoît et Marie Bouchard (éditeurs) (1997). *Desjardins : une entreprise et un mouvement ?* Sainte-Foy : Presses de l'université du Québec. 352 p.
- Mills, C. Wright (1956). *The Power Elite*. Oxford : Oxford University Press. 423 p.
- Morgan, Arthur E. (1934). « Purposes and Methods of the Tennessee Valley Authority ». *Annals of the American Academy of Political and Social Science*. vol. 172. pp. 50-57.
- Nikonoff, Jacques (2005). *Les cent jours de Roosevelt à Villepin*. <http://www.france.attac.org/spip.php?article5382>.
- OCDE (1995). *The Measurement of Scientific and Technological Activities. Proposed Guidelines for Collecting and Interpreting Technological Innovation Data*. Paris : DSTI, OECD / European Commission Eurostat. Oslo Manual. 2nd édition.
- Pareto, Vilfredo (1968 [1917]). *Traité de sociologie générale*. Paris-Genève : Librairie Droz. 1^{re} édition, 1917. 3^e tirage français, 1968. 1818 p.

- Parsons, Talcott et Neil Smelser (1956). *Economy and Society*. New York : The Free Press. 322 p.
- Polanyi, Karl (1992). « The Economy as Instituted Process ». Dans Granovetter, Mark Swedberg, Richard. *The Sociology of Economic Life*. Oxford : Westview Press. pp. 29-51.
- Polanyi, Karl (1983). *La grande transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris : Gallimard. 419 p.
- Polanyi, Michael (1958). *Personal Knowledge. Towards a post-critical philosophy*. London : Routledge and Kegan Paul. 305 p.
- Polèse, Mario et William J. Coffey (1982). *Les politiques de développement local : éléments de définition*. Montréal : Institut national de la recherche scientifique – Urbanisation. 39 p.
- Reynaud, Jean-Daniel (1979). « Conflit et régulation sociale. Esquisse d'une théorie de la régulation conjointe ». *Revue française de sociologie*. pp. 367-376.
- Schwartz, Peter, Peter Leyden et Joel Hyatt (2000). *La grande croissance. Vingt ans de prospérité nous attendent. Êtes-vous prêts ?* Paris : Robert Laffont. 349 p.
- Sekine, Kenichi (1983). *Kanban. Gestion de production à stock zéro*. Paris : Editions Hommes et Techniques. 90 p.
- Tremblay, Diane-Gabrielle et Jean-Marc Fontan (1994). *Le développement économique local*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec / Télé-Université. 579 p.
- Vilfredo Pareto (1891-1929), *Traité de sociologie générale*. Paris-Genève, Librairie Droz, 1re édition, 1917, 3e tirage français, 1968, 1818 pages. Collection
- Veblen, Thorstein (1899). *The theory of the leisure class*. New York : The Macmillan Company.
- Wallerstein, Immanuel. (1974, 1980, 1989). *The Modern World-System*. vol. I. 1974. Mercantilism and the Consolidation of the European World-Economy, 1600-1750. vol. 2. 1980. The Second Era of Great Expansion of the Capitalist World-Economy. vol. 3. 1989. New York : Academic.
- Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy. vol. 1. 1974.
- White, Harrison. 1992. *Identity and Control : A Structural Theory of Social Action*. Princeton : Princeton University Press. Pages.
- Zelizer, Viviana. 2005. *La signification sociale de l'argent*. Paris : Seuil-Liber. 349 pages.

INDEX

Mots-clés : appropriation, développement, innovation sociale, localisation, Polanyi, territoire, vivre ensemble

Keywords : appropriation, development, living together, localization, Polanyi, social innovation, territory

AUTEUR

JEAN-MARC FONTAN

Département de sociologie, UQAM

The Karl Polanyi Institute of Political Economy: A Narrative of Contributions to Social Change

L'institut Karl Polanyi d'économie politique : un récit des contributions au changement social

Ana Gomez

Introduction

- 1 In February of 1941 Karl Polanyi wrote to his daughter Kari about his intention to submit to the publisher the first three chapters of the book *The Great Transformation*. The *Origins of the Cataclysm*.¹ About the book, he wrote “[I]t will be a very straight-forward, simple story, easy to read and mainly historical in character”². A week later he added a post-script. Referring to the Notes in the manuscript, he wrote, “[T]he book is seemingly so simple and unsophisticated that unless definite proof of a thorough acquaintance with the matter itself is given, it might be unconvincing, for the views put forward in that harmless guise are actually as provocative as anything could be”³. The book, published in the United States in 1944, was described as “one of the most important and original contributions to economic thought in several years”⁴. In a book review, management theorist Peter Drucker wrote, “... I would not be surprised if, 25 years hence, “The Great Transformation” should have come to be regarded as the most incisive and enlightening analysis of 19th century civilization and of the two great catastrophes that terminated it”⁵. His prediction could not have been more accurate : *The Great Transformation*, a powerful critique of market liberalism, is now considered a 20th Century classic. The book, translated into twelve languages, is among the most cited works in the social sciences. Its importance is also indicated by the fact that Joseph Stiglitz, former Chief Economist at the World Bank and Nobel Prize winner, wrote a foreword for a new edition of the book published in 2001.

- 2 Although Polanyi's work was initially widely read by economic anthropologists, scholars influenced by his ideas were marginalized by the intellectual community. However in the last two decades there has been a remarkable surge of interest in his work worldwide and across disciplines in the social sciences and humanities, and among legal scholars, scientists, policy makers and activists. The Karl Polanyi Institute of Political Economy, dedicated to the memory of Karl Polanyi⁶, has been instrumental in the advancement of his ideas by providing a dynamic intellectual space for critical social discourse and by contributing to the dissemination of Polanyi's work through numerous scholarly initiatives. This paper is a synthesis of many documents that the Institute, in collaboration with members of the Executive Board of Directors, has produced over the last twenty years. Its objective is to evaluate the work of the Institute, to document how Karl Polanyi's intellectual legacy is being received by scholars, students, practitioners and civil society and policy actors around the world, and to develop my own analysis of the numerous fields where we can appreciate the influence of his work.

The Institute's Contribution to Polanyi Scholarship

- 3 In November of 1986, the Hungarian Academy of Sciences hosted *The Karl Polanyi Memorial Conference* to celebrate the life and work of Karl Polanyi on the occasion of the centenary of his birth. In the spring of 1987, inspired by the intellectual energy generated at the memorial conference, Professors Kari Polanyi Levitt and Marguerite Mendell presented Concordia University (Montreal) with a proposal for the creation of the Karl Polanyi Institute of Political Economy. The Institute was officially launched on the occasion of the Second International Karl Polanyi Conference, Market, State and Society at the End of the 20th Century, held at Concordia University in November 1988. The mission of the Institute is twofold : to preserve the intellectual legacy of Karl Polanyi and to encourage new intellectual work and new dialogue inspired by that legacy. The Institute's main contribution to this mission consists of making the Karl Polanyi archive available to scholars and researchers worldwide, and hosting a series of ongoing international conferences, producing numerous publications and encouraging dialogue among researchers through its web site.⁷

The Karl Polanyi Archive

- 4 Although one could argue that *The Great Transformation* introduced the world of academia to Polanyi's ideas, his intellectual contribution to social thought is not be limited to this seminal work. Polanyi dedicated his life to the study and analysis of humankind and society and his writings span a period of 57 years (1907 – 1964). The Institute houses the Karl Polanyi Archive ; the Institute's policy of open access to the archival material is its major contribution to critical social, political and economic discourse as well as to the construction and dissemination of new Polanyi-inspired knowledge.
- 5 The archive, an important part of the historical legacy of the social sciences, contains a rich and vast collection of material that includes Polanyi's lecture notes and outlines, published and unpublished papers and articles, outlines of projected books, as well as papers by others and personal memorabilia. The collection is greatly enriched by Polanyi's extensive correspondence throughout his life. Some of the materials are very fragile and the Institute has taken measures to ensure their preservation. In 1999 the

Institute received a grant from the Rockefeller Foundation to photocopy the entire collection onto acid-free paper and to store the documents in acid-free containers. The grant also allowed the Institute to update, revise and publish the *Karl Polanyi Archive Catalogue* (Karl Polanyi Institute of Political Economy ; 2001). In 2004 the Institute received a grant from Concordia University to digitize the entire archival collection. The Institute is now seeking financial support for the second and critical phase of the project, which will convert all the digitalized material into a useable electronic library.

- 6 Over the years students, researchers and scholars from around the world have visited the Institute to conduct research on archival materials. The Institute also responds to request for photocopies from students and scholars who are unable to travel to Montreal. The collection is divided into three sections that correspond to the three periods in Polanyi's life :
 - Vienna Hungary : 1886 – 1933 ;
 - England : 1933 – 1946 ;
 - North America : 1947 – 1964.
- 7 A description of the Karl Polanyi archive is beyond the scope of this paper. Those interested, can consult the Archive catalog for this. In this section I focus primarily on the archival material that has been consulted by researchers and scholars over the last twenty years.

Vienna Hungary: 1886 – 1933

- 8 Karl Polanyi was born Károly Pollacek in Vienna in 1886, the third child of Mihaly Pollacek, a Hungarian engineer and entrepreneur and Cecile Wohl, the daughter of a progressive rabbinic scholar from Vilna, Russia. The family moved to Hungary when Karl was four years old. The Polanyi children had their surname Magyarized and were raised Protestant (Calvinist) ; their parents retained the name Pollacek and remained Jewish. Karl and his siblings were instructed at home with the highest standards of Western European elite education until they were of age to attend high school. The children were greatly influenced by their father's strong moral standards and by their mother's intellectual curiosity. At the age of fourteen Polanyi lost his father and never quite got over the loss. Every year on the anniversary of his father's death Polanyi would write to his siblings to commemorate the occasion. He continued the tradition with his daughter Kari until his death.
- 9 Polanyi's vocation as a social thinker and political commentator dates back to 1908 when with a group of progressive university students in Budapest he founded the Galilei Circle, of which he was the first president. The goal of the Galileists was the moral regeneration of the Hungarian society. The "free thinking" anticlerical student movement organized tutorial lectures, open reading rooms and established the journal *Szabadgondolat* (Free Thought) to which Polanyi was a regular contributor. He joined the editorial staff in 1913.
- 10 In 1915 Polanyi joined the Austro-Hungarian army as an officer in a cavalry regiment until 1917 when he became gravely ill and was hospitalized in Budapest. The war experience had a great impact on Polanyi's intellectual development. In an essay entitled "The Calling of this Generation" (1918), Polanyi reflects upon the meaninglessness of the Great War and society's moral inaction and he reminds his generation of their collective responsibility to "bear eternal witness to the shame of the present times" as "moral progress is the only open, sure and straight road towards inner growth and perfection".⁸

From as early as this period one can appreciate Polanyi's conviction that society is based on human action because man creates society. We are free because of duty and responsibility ; social freedom is based on the actual relation of one human to another.

- 11 The archive contains Polanyi's writings from this period ; it opens a window into the origins of Polanyi's world of thought and provides insights into the formative influences of his youth. Archival research has been limited by the fact that the material from this period is in Hungarian. This will be partly addressed in the near future. Professor Gareth Dale (Brunel University) has received funding to translate the titles of the Hungarian archival material and to produce rough translations of selected materials. Professor Dale will deposit the translated material at the Institute. This will greatly benefit the wider research community and will facilitate the translation of the Hungarian documents.
- 12 In 1919, when the communists took power in Hungary, Polanyi moved to Vienna, where he met his wife Ilona Duzcynska. They were married in 1923 and their only daughter Kari was born in 1924. Red Vienna was the observatory where Polanyi began to develop the main arguments of *The Great Transformation*. In Vienna he was introduced to the writing of Robert Owen, Otto Bauer and Keynes, among others ; he also developed a serious interest in the organization of the socialist economy. The progressive social policies of the Austrian Democratic Party and the commitment to the cultural development of the working class were evidence that a socialist democratic project was feasible. The research on the archival material from the Vienna years has been mainly on three subjects : an unpublished manuscript entitled "The Behemoth", Polanyi's contributions to the weekly *Der Oesterreichische Volkswirt*, and Polanyi's critique of the Austrian School of Economics.
- 13 "The Behemoth"⁹ was written in German by Polanyi while he was in frail health and still recovering from the horrors of the Russian front. It is a journey into the discovery of the origins of human suffering, a theme that permeated his discourse on the ethical foundations of human thought and action. Referring to the hardships caused by what he called a meaningless war, Polanyi wrote "... and nobody doubts that the measurement of suffering is far from complete. It would seem self-evident that this commands us to engage in a restless search for the origin of this agony and pain, so we could individually and together, eliminate it" (Polanyi Levitt and Mendell ; 1987). The Institute has observed a growing interest in this particular essay which has benefited greatly from two publications by scholars associated with the Institute : *Karl Polanyi on Ethics and Economics* (1996) by Gregory Baum (Professor Emeritus, Religious Studies, McGill University) in which he introduces the essay to the non-German speaking world and the volume by Michele Cangiani, Kari Polanyi Levitt and Claus Thomaberger, *Chronik der großen Transformation. Artikel und Aufsätze (1920-1947). Band 3: Menschliche Freiheit, politische Demokratie und die Auseinandersetzung zwischen Sozialismus und Faschismus* (Cangiani, Polanyi Levitt and Thomasberger ; 2005).
- 14 In 1922, Polanyi participated in the heated debates on the feasibility of socialism, countering the argument by Ludwig Von Mises that socialism was not possible. In his article on socialist economic calculability in a leading German learned journal he also takes issue with Felix Weil who, in sharp contrast with the free market position of Von Mises' presents an argument for centralized planning.(Polanyi ; 1024, 1922). Scholars who have consulted this debate have discovered Polanyi's contributions to economic methodology as he tried to construct a positive theory of socialist economy or what he referred to as a functional socialism.

- 15 In 1924 Polanyi was employed by the leading economic and financial weekly, *Der Oesterreichische Volkswirt*; he continued to contribute until 1938 when the weekly was suppressed by the Nazis. The material presents to researchers Polanyi's critical portrait of the pressing concerns of these turbulent years. In these articles Polanyi explores issues such as the world economic crisis of 1931-1933, the American New Deal, the organization of the workers movement in Great Britain, the relevance of the League of Nations, Hitler's rise to power, the rise of national fascisms and the Soviet planned economy, among others. Polanyi scholars associated with the Institute have contributed to the dissemination of this important material. Three publications are worth mentioning, the book chapter "Prelude to The Great Transformation: Karl Polanyi's Articles for *Der Oesterreichische Volkswirt*"¹⁰ Cangianiin McRobbie ; 1994) which introduces the material to the English-speaking word, and the books *Chronik der großen Transformation. Artikel und Aufsätze (1920-1945). Band 1: Wirtschaftliche Transformation, Gegenbewegung und der Kampf um die Demokratie* and *Karl Polanyi. Chronik der großen Transformation. Artikel und Aufsätze (1920-1945). Band 2: Die internationale Politik zwischen den beiden Weltkriegen* (Cangiani and Thomasberger ; 2002).

England 1933 – 1946

- 16 With the rise of fascism in Austria, Polanyi was forced to migrate to England in 1933, where he co-founded the Christian Left Movement with a group of socialist intellectuals and activists in the Labour Party and the communist party; an experience that further developed the theological arguments for his ethical position. The group was not affiliated with any particular church but believed that "... Christianity [was] an active force in the transformation of society towards Socialism".¹¹ Polanyi provided the group with the theoretical foundations for a socialist project by introducing them to the early writing of Marx, which had just become available. He also drafted and edited the Christian Left pamphlets. Archival research on Polanyi's relationship with the Christian Left has not been as extensive compared to other subjects. However, close attention has been paid to his essay on "The Essence of Fascism", his contribution to the Christian Left publication *Christianity and the Social Revolution* (1935), of which he was a co-editor. Researchers have also examined Polanyi's book *Europe To-day* (1937) in which he provides an interpretation of the political developments in Europe at the time.
- 17 From 1937 to 1947 Polanyi tutored on English social and economic history and international affairs for the Workers Educational Association (W.E.A.), the adult education extramural program of the Universities of Oxford and London. The English teaching experience deepened his commitment to adult education as a tool for political and social change. The preparations for the W.E.A. courses required him to undertake a serious study of economic history ; but most importantly, the tutoring experience gave him a glimpse into the realities of working class culture in England, a great contrast to the experiences he had lived in Red Vienna. The notes from the W.E.A lectures formed the basis of his seminal work, *The Great Transformation*, written in Vermont while he was Resident Scholar at Bennington College through a three year grant (1940-1943) from the Rockefeller Foundation.
- 18 Most of the archival research revolves around *The Great Transformation*, and it has been mainly on the theoretical concepts central to the book: embeddedness, fictitious commodities (land, labour and money), the double movement, and the economy as

instituted process. The concept of embeddedness is the centerpiece of Polanyi's theoretical contribution. According to Polanyi, in all human societies production and distribution are ensured by certain principles of socio-economic integration including reciprocity, redistribution and exchange. Reciprocity refers to gift giving, and finds its expression in "symmetrical" relationships that are characteristic of kinship and friendship. Redistribution operates through the institutional pattern of "centricity" characteristic of the state. The institutional pattern of exchange is the market, and markets can be found in many different societies through history. The commodification of the fictitious commodities land, labour and money (fictitious because they were not originally produced to sell in the market) is the requirement for the establishment of the self-regulating market; hence the subordination of society to the requirements of the market economy. Finally the spread of the market system leads to social counter-movement to protect society from the ravages of the self-regulating market.

- 19 Researchers examine archival material relating to these concepts to gain a deeper understanding of Polanyi's ideas and their application within different social realities and socio-political contexts. Polanyi's notes and outlines are very detailed and comprehensive and provide researchers with an insight into the evolution of his thinking. Polanyi's attention to detail is exemplary, books are carefully cited, events are properly dated, and notes are annotated and in many cases put into relevant and contemporary contexts. This practice has greatly benefited researchers and enhanced their understanding of Polanyi's ideas.

North America 1947 – 1964

- 20 An educator all his life, Polanyi got his first academic appointment in 1947 as a Visiting Professor of Economics at Columbia University (New York City). Karl Polanyi and his wife Ilona moved to North America, their third and last migration. Ilona was denied entrance into the United States because of her involvement in communist parties in Hungary and Austria. The Polanyis established their home in Pickering, Ontario and Polanyi commuted between Pickering and New York City until he retired from Columbia in 1953.
- 21 During his tenure at Columbia University, Polanyi taught research seminars on general economic history; he turned his attention from the history of capitalism to the study of non-market societies. After retirement in 1953, Polanyi received a grant from the Ford Foundation for the project "Economic Aspects of Institutional Growth" in collaboration with his colleague, anthropologist Conrad Arensberg, and his former student Harry Pearson as Executive Secretary. The research agenda included the origin of economic institutions and anthropological research on money, trade and markets. The project formed the basis of the book *Trade and Markets in Early Empires* (1957). This volume challenged the dominant neo-classical paradigm in economic anthropology and "... created a framework for understanding economic systems which changed the development of economic anthropology, economics history, and comparative economics" (Halperin; 1988). Polanyi's contribution "The Economy as Instituted Process" established the Substantivist school of economic anthropology to oppose the formalist or neo-classical theorists (Polanyi; 1957). For substantivists, the production of goods and services in non-market is embedded in social, political and religious institutions.
- 22 Most of the archival research on this period has been on Polanyi's institutional analysis, in particular, the two essays "The Contribution of Institutional Analysis to the Social

Sciences”¹² and “The Tool Box of Institutional Analysis”.¹³ On the other hand, archival research on Polanyi’s work on the history of economic institutions in ancient and medieval societies has not been extensive.

- 23 In the last few years of his life, Polanyi turned his attention to the issues of freedom, technology and co-existence. The archival material pertaining to these issues that has been examined relates to the “Weekend Notes”, an essay entitled “A New West” and material related to the journal *Co-existence*. The “Weekend Notes” are transcripts of conversations that Abraham Rotstein, a former student and colleague, held with Polanyi over the course of 28 weekends during the years 1956 to 1959. The topics of the conversations included the cold war, the material discussed at the Columbia project, social thinkers including Parsons, Owen, Rousseau, Shaw, the surplus controversy and the themes of freedom, social reality and technology that dominated Polanyi’s life . Professor Rotstein is currently preparing a manuscript for publication on the weekend notes. Professor Hikaru Sato (Osaka City University) has recently published a volume in Japanese “Karl Polanyi’s Social philosophy: After The Great Transformation” (Minervashobo Publishing Company) where he quotes extensively from the “Weekend Notes”.
- 24 In the summer of 1957, Karl Polanyi and Abraham Rotstein signed a contract with Beacon Press for the publication of the book “Freedom and Technology”. The book, which was never published, was to expand on the philosophical outlook of *The Great Transformation* . In broad terms the proposed book outline makes the argument that human beings are now organized in much larger and more complex societies in which technological progress is dominant. This technology renders the very existence of society precarious, both in terms of economic and, most important, social costs.”¹⁴ The following year Polanyi wrote the essay “The New West” where he expands the argument to the cultural sphere and argues that the decline of Western civilization is a loss of prestige of Western values. The decline of the West is spiritual.¹⁵
- 25 In the early 1960s, Polanyi and his wife Ilona obtained the collaboration of like-minded scholars for the creation of a journal entitled *Co-Existence*, which in some archival documents is referred to as “an organ of world thought and politics”. In outlining the purpose of the journal, his daughter Kari wrote “In this journal we are concerned with political and social realities as they manifest themselves on the international plane. To act within the constraints of reality requires an exploration of these constraints. This is the task of the social scientist”. (1964). Polanyi did not live to see the first issue. He died in Toronto, April 1964.
- 26 Polanyi subscribed to a social philosophy grounded in human action ; social freedom is based on the actual relationship of one human to another. In order to co-exist with other humans we have to understand human nature. But co-existence has many facets : the relationship of humans to each other, to nature, to technology and to nation states. To achieve true co-existence requires a deep understanding of all of these facets. This goal preoccupied Polanyi throughout his life, and most particularly in his final years.
- 27 Researchers have been very fortunate to have access to Polanyi’s personal letters. The vast collection of letters to and from family, important intellectual and political figures, colleagues, students and friends is an integral part of Karl Polanyi’s life story, as it maps his intellectual development and the evolution of his convictions. Over the years the correspondence material that researchers have examined more closely relates to Polanyi’s relationship with important thinkers including György Lukács, Oskar Jaszi,

leading economic historian of Ancient Greece, Moses Finley, Peter Drucker, Eric Fromm, John McMurray his colleague from the Christian Left days, and the very interesting correspondence with R.H. Tawney, which deals with the English publication of *The Great Transformation*.

- 28 Over the years there has been much debate over the nature of the relationship between Karl and his brother Michael. Researchers have paid attention to the archival correspondence between the brothers. Attention has also been given to correspondence with Polanyi's former students from Columbia University, including Terrence Hopkins, Paul Meadow, Harry W. Pearson, George Dalton, Abraham Rotstein, Walter C. Neale, and Paul Bohannon, as well as the correspondence that deals with the journal *Co-Existence*. The intimate correspondence between Karl and Ilona as well as between the Polanyis and their daughter Kari, and the correspondence with other family members, provides researchers with a portrait of the man and his times, as the correspondence is not just letters but chronicles of world events.

International Conferences

- 29 The organization of international conferences is a primary objective of the Institute. These meetings provide a forum for interdisciplinary dialogue, reflection and exchange among students, scholars, civil society organizations, policy actors and engaged public. They also broaden the network of Polanyi scholars and facilitate future collaborations across disciplines and countries, and provide the policy community, NGOs and civil society organizations with knowledge about new and innovative research in many universities and several disciplines worldwide. The conferences have also contributed to the expansion of secondary literature on the life and work of Karl Polanyi. On average 80 to 100 scholars and students from many parts of the world, representing many disciplines in the social sciences, the humanities, and most recently medicine and law, participate at each Polanyi conference. The Institute is very proud of its record of graduate student participation, both as presenters as well as audience. These conferences provide student presenters with the unique opportunity to get feedback on their graduate research. These gatherings also provide an opportunity for inter-generational dialogue. Third generation Polanyi scholars are now participating at these conferences, bringing with them knowledge derived from important intellectual influences, combined with their own interpretations of their social reality and their own outlook towards the future.
- 30 The Institute has thus far convened eleven international conferences, alternating between Montreal and a host country. The theme of each international conference draws upon major themes in Polanyi's work to address pressing contemporary issues ; all conferences host sessions on Polanyi studies. Scholars gathered in Budapest in 1986 for *The Karl Polanyi Memorial Conference* to celebrate the life and work of Karl Polanyi. In the words of Kari Polanyi Levitt, "[P]articipants, most of whom had just met, began to bond, as it were, in a process of discovering each other and the many facets of Karl Polanyi's life. The Americans were introduced to Polanyi as a prominent figure in Hungarian intellectual life before the First World War ; the Hungarians gained a deeper appreciation of a scholar of world renown ; everybody's horizons expanded". (1990). The main themes of this conference were Polanyi and Hungarian intellectual life ; Polanyi's model of functional socialism ; issues relating to *The Great Transformation* ; comparative economic anthropology ; comparative political and economic thought, and the reception of

Polanyi's work within a comparative perspective. The Institute published a volume of proceedings entitled *The Life and Work of Karl Polanyi*. (Polanyi Levitt ; 1990).

- 31 The Second International Karl Polanyi Conference *Market, State and Society at the End of the 20th Century* (Montreal, 1988) and the Third International Karl Polanyi Conference *The Seductive Market and the Future of Socialism* (Milan, Italy, 1990), in collaboration with the Facoltà di Scienze Politiche dell' Università degli Studi, (Milan) and the Fondazione Feltrinelli, (Milan), were held within the context of turbulent times. In the West, capitalism was experiencing a socio-economic crisis; in the East societies were confronting the breakdown of socialism and the transition to new socio-political and economic realities: developing societies were being forced to undertake extreme measures of economic and financial liberalization. Participating scholars at both conferences explored the interplay between market, state and society in broad terms, theoretically and from comparative perspectives and discussed Polanyi-inspired alternatives for social reconstruction. The Institute published the proceedings from the Third International conference in the volume *The Legacy of Karl Polanyi. Market, State and Society at the End of the Twentieth Century* (Mendell and Salée ; 1991). The proceedings from the Fourth International conference were published in the volume *The Milano Papers. Essays in Societal Alternatives* (Cangiani ; 1997).
- 32 The Fourth International Karl Polanyi Conference *Beyond Market and State: Survival Strategy or Autonomous Development ?* (Montreal, 1992) further developed the themes discussed in the two previous conferences by introducing into the discourse the issues of globalization, socio-economic restructuring and emergent responses to the economic and social crisis at the national, regional and local levels. The conference examined these initiatives on a comparative basis both to document these programmes in various parts of the world, and to explore their capacity to transform the communities they addressed. Presentations by participants from developing countries gave researchers, academics and practitioners from the Western industrialized countries the opportunity to learn about the experiences of the informal sector in these developing economies. It is worth noting that important sectors of the labour movement in Canada (The Canadian Labour Congress and the National Automobile, Aerospace and Agricultural Implement Workers Union of Canada (CAW-Canada) had a strong presence at this conference. The Institute published four volumes of proceedings from this conference, *From Political Economy to Anthropology. Situating Economic Life in Past Societies*, (Duncan ; 1994), *Humanity, Society, and Commitment. On Karl Polanyi* (McRobbie ; 1994), *Artful Practices. The Political Economy of Everyday Life* (Lustiger-Thaler and Salée ; 1994), and *Europe. Central and East* (Mendell and Nielsen ; 1995).
- 33 The Fifth International Karl Polanyi Conference *Re-Reading The Great Transformation: Freedom in a Complex Society* (Vienna, Austria, 1994), in collaboration with the Austrian Academy of Sciences, marked the 50th anniversary of the publication of *The Great Transformation* and the 30th anniversary of the death of Karl Polanyi. The conference hosted panels that presented and debated issues relating to international political economy, with emphasis on the implications of the globalization of finance; the micro-economic issues and macro-economic problems of countries in transition and their integration into the European system; the role of social movements and informal economic initiatives; the future of socialism; issues of identity, ethnicity and nationalism; and the relevance of Polanyi's work to the sustainability debate, among others. The Institute published a volume of proceedings from this conference, *Karl Polanyi*

in Vienna. *The Contemporary Significance of The Great Transformation* (McRobbie and Polanyi Levitt ; 2000).

- 34 Polanyi warned us of the perilous consequences of “disembedding” the economy from culture and nature. The Sixth International Karl Polanyi Conference *Reciprocity, Redistribution and Exchange : Re-Embedding the Economy in Culture and in Nature* (Montreal, 1996) explored the general themes relating to ecology, economy and society ; urban social movements, the social economy and local development within the context of globalization ; the commodification of labour and culture ; and social and cultural dislocation in economies in transition. The Institute published three volumes of proceedings from this conference *Social Economy. International Debates and Perspectives* (Shragge and Fontan ; 2000), *Prehistory and History. Ethnicity* (Tandy ; 2001), *Class and Political Economy, and Economy and Society. Money, Capitalism and Transition* (Adaman and Devine ; 2001).
- 35 *Re-Thinking Human Needs* was the theme of The Seventh International Karl Polanyi Conference (Lyon, France 1999) in collaboration with Centre Auguste et Léon Walras, Université Lumière Lyon 2. Polanyi-inspired conference presentations attempted to provide theoretical grounds for a new economic paradigm that reflected the problems of contemporary societies. Issues discussed included the social/solidarity economy and alternative economic strategies in light of the decline of the welfare state ; the social dimension of globalization ; evolutionary economics and economic sociology ; fictitious commodities ; politics of recognition ; and, the current global crisis, among others.
- 36 The Eighth International Karl Polanyi Conference *Economy and Democracy* (Mexico City, 2001), in collaboration with the Faculty of Economics, Universidad Nacional Autónoma de México, was the first Polanyi event held in Latin America and marked the 450th anniversary of the host university. A central theme addressed at the conference was the existing crisis in democracy, how the new world order undermines democracy and basic human rights, in both the North and in the South, in favor of the market. Issues discussed included alternative economic strategies that harmonize the economy with society, and sustainable economic development which would subordinate markets to social institutions of reciprocity and political institutions of distribution. Polanyi’s concepts of “reciprocity” provided a basis to discuss policy initiatives that encourage the development of the social economy. The conference hosted a round table on NAFTA, Globalization and Supranational Integration, organized by Mexican scholars and public officials.
- 37 The theme of the Ninth International Karl Polanyi Conference *Co-Existence* (Montreal, 2003) was inspired by the journal Karl Polanyi and colleagues founded in the early 1960s. The conference addressed questions of peace and security, which at the time were deemed highly appropriate, given the turbulent international political environment in the aftermath of September 11, 2001. The main themes discussed within the broad umbrella of “Co-Existence” were the political realities of contemporary societies and the possibilities for democracy and peace worldwide ; the difficult challenges facing the Middle East ; the role of international organizations (i.e. the United Nations) in world conflicts ; the relationship between religion and politics ; issues of poverty and economic and human development ; the role of civil society and sustainable development, among others. The Department of Foreign Affairs and International Trade, Government of Canada, mandated the Institute to produce a synthesis of the issues raised at this conference.

- 38 In *The Great Transformation* Polanyi argued that the commodification of land, labour, and money would threaten the livelihood of people and render cultural and artistic activity subservient to the market economy. The theme of the Tenth International Karl Polanyi Conference Protecting Society and Nature from the Commodity Fiction, (Istanbul, 2005), in collaboration with the Social Policy Forum, Bogazici University, invited participants to discuss and debate the contemporary transformation of the world economy. The topics discussed included the challenges and avenues for progressive social, economic and public policy ; globalization and social transformation in the South ; social movements and the commodification of health, land, credit and scientific knowledge ; and, the challenges of global capital, among others. Polanyi scholar Ayse Bugra, who organized the conference, and Kaan Agartan published the proceedings from this conference in the volume *Reading Karl Polanyi For The Twenty-First Century. Market Economy as a Political Project* (2007).
- 39 The Institute will host its Eleventh International Karl Polanyi Conference *The Relevance of Karl Polanyi for the 21st Century* in Montreal, December 2008. The general theme of the conference, which marks the 20th anniversary of the foundation of the Institute, is the relevance of Polanyi for scholarship and social change in the 21st century. Conference papers will address the influence of Polanyi in the social sciences and the humanities contributing to an intellectual counter-movement or renewed political economy that contests the dominant market-driven paradigm ; Polanyi's contributions to interdisciplinary approaches within the social sciences ; Polanyi's contribution to the construction of a socially rooted, historical and institutional heterodox economics that is effective in challenging the excessively abstract approach of mainstream economic theory and the limitations of its underlying hypotheses and new research on democratic socio-economic alternatives.
- 40 The conference will host a panel on the strategic role of collective enterprises in the Quebec economy. Leaders in public and social economy enterprises in Quebec have been invited to address how these enterprises have been engaged in embedding the Quebec economy in society. For participants from the many countries represented at this conference, as well as for those from Quebec and Canada, this will be a unique opportunity to learn how these enterprises, publicly or collectively owned, play a key role in the socio-economic development of Quebec. Similarly, the Institute has invited Nancy Neamtan, President of the Chantier de l'économie sociale, a large network of social economy networks that has developed international links with numerous countries in the North and in the South, to deliver a keynote address on the role of social movements and the social economy in Quebec society. Nancy Neamtan has played a leadership role in these movements for almost four decades and has been instrumental in initiating numerous innovative citizen based socio-economic development strategies in Quebec. Within Canada, Nancy Neamtan has spearheaded public policy initiatives provincially, federally and most recently at the municipal level in Montreal.
- 41 The forthcoming international conference will provide the opportunity to establish academic collaboration with the international think tank *A Political and Ethical Knowledge on Economic Activity* (PEKEA) an NGO in Special Consultative Status with the Economic and Social Council of the United Nations that gathers academics from various disciplines. The association has organized a panel at this conference on "Polanyi and PEKEA : From Market to Societal Value". PEKEA member Theotonio Dos Santos will be a keynote speaker at the conference.

Research and Institutional Collaborations

- 42 The Institute has established a wide international network of researchers and scholars, and it makes every effort to establish research collaborations with universities and research centres worldwide. These collaborations are increasingly important as global debates on issues confronting both the North and the South demand dynamic international forums for dialogue and exchange.
- 43 Over the years French Polanyi scholars have greatly contributed to Polanyi scholarship by organizing academic events that further deepen the understanding of Polanyi's world of thought and by publishing extensively on the work of Karl Polanyi. A case in point is the recent publication of unpublished works by Karl Polanyi in the volume *Essais de Karl Polanyi*. (2008). In 2007, The Revue du MAUSS published the volume *Avec Karl Polanyi, Contre la société du tout-marchand* (2007). The Institute has delegated the organization of European activities of the Institute to the recognized Polanyi scholar and Member of Board, Professor Jean-Louis Laville (Conservatoire national des arts et métiers (CNAM, Paris) and Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique). With Jean-Marc Fontan and Diane-Gabrielle Tremblay, Professor Laville is co editing a series of contributions on the legacy of Karl Polanyi in the journal *Interventions économiques*.¹⁶
- 44 The Institute has established an institutional collaboration with The Institut Polanyi – France, an independent initiative recently created in response to the growing appreciation of Polanyi's work in France. The Institut Polanyi - France gathers academics, intellectuals and representatives from civil society organizations committed to the re-establishment of democratic principles. The objectives are to organize debates on political, economic and social democracy ; to apply this debate to different sectors / issues (ie. the social safety net, pensions, health care, education prison reform, etc.) ; to promote research on themes such as the associational model, the dynamic of civil society, voluntarism and militarism ; and the dissemination of knowledge by engaging in popular education.
- 45 Facing the devastating social and economic consequences of neoliberal policies and globalization, communities in the North as well as in the South are looking for means to express their collective needs and to become societal forces for change. The social economy and community economic development initiatives contribute to more effective democratic approaches to socio-economic development. The Institute is currently hosting the project *A Continental Network for the Co-Production of Knowledge : A Multi-Stakeholder Approach to Comparative Public Policy* (ReCo), in partnership with universities and research institutes in Canada and Latin America, provincial ministries and a number of civil society organizations in Quebec and in Latin America. The project is committed to the co-construction of knowledge by creating a multi-stakeholder dialogue on innovative socio-economic development strategies and public policy design. The stakeholders in this project are researchers, academics, students, civil society organization and public policy actors, both in the North and in the South. The focus of this Polanyi-inspired project is the social and solidarity economy ; community-based and local development strategies ; civil society initiatives to combat poverty and social exclusion ; and public policy that address problems of poverty and social exclusion through new forms of wealth creation and enabling public policy, both in Canada and in Latin America.

- 46 The project is itself an example of social innovation in that its methodology transcends the traditional patterns of teaching, learning and policy design and adopts a methodology of collaborative learning, training and exchange. The project hosts a highly innovative internship program for students and practitioners from Canada and Latin America. Interns have assignments in environments where they can learn about civil society initiatives and public policy processes as well as engage in dialogue and exchange with their respective hosts ; a dynamic that contributes to the co-construction of knowledge. Interns form “communities of practice” to develop and adapt training methods and content acquired during their internship experience to their own cultural environments.
- 47 Concordia University recently signed a memorandum of agreement with The United Nations Development Program (UNDP) and the ART Scientific Committee for Human Development Cooperation (SCART) to develop and implement an institutional collaboration within the framework of ART initiative and in particular, ART Universitas. The latter is a network of universities that share common projects and programs on three main broad areas : human development, international cooperation and local governance. Under this agreement, academics and students from universities in Quebec, universities associated with the ART network in Latin America, Africa, Eastern Europe and Asia, as well as United Nations organizations, national and local institutions, and community organizations both within and outside Quebec, will collaborate on research, training and knowledge dissemination initiatives that will support local development and sustainable training for local actors. One such initiative involves the establishment of a “University Laboratory” in Quebec on the social economy and citizen based local development, which will be housed at the Polanyi Institute. It will contribute to developing teaching material for university-level training initiatives related to local and global human development.

The Institute’s Insights into the Reception of the Work of Karl Polanyi

- 48 In recent years, the Institute has observed a growing interest in the life, work and influence of Karl Polanyi among the academic and student communities worldwide, mostly representing sociology, political science, anthropology, heterodox economics, and international political economy. This interest is expressed in the form of increased requests to conduct archival research ; requests to establish research collaborations with the Institute and / or with Polanyi scholars ; enquiries about enrolling in Polanyi- related programs of study ; and requests for the Institute to host internships. Similarly, civil society groups and NGOs, mostly from the South, approach the Institute in their search for theoretical foundations for social innovation, and practical knowledge about how to articulate policy recommendations and how to build and expand research networks. Several factors may explain this trend : issues relating to literature and the role of applied research ; international academic gatherings ; the media ; and new technologies that makes knowledge more accessible.
- 49 With regards to issues relating to literature on Polanyi, the expansion of secondary literature on or influenced by Polanyi has had two major effects on students : it has introduced them to a much broader discourse on Polanyi, which in turn stimulates their intellectual curiosity to go beyond the secondary sources, hence the interest in the archival material. As well, the interdisciplinary nature of Polanyi’s work resonates with

progressive-minded students interested in adopting a theoretical framework that allows for a more accurate representation of modern complex social realities. In the case of the academic community, there seems to be a sense that in-depth analysis of Polanyi's works is necessary in order to render them more useful for applied research. Increasingly academics are transcending their role as critics of neo-liberal policies to actors informing social policy. In addition, there is a growing sense among Polanyi scholars that intellectual biographies and expository and critical literature on Polanyi are necessary to provide an alternative theoretical framework to guide new thinking required to confront the challenges of the 21st century.

- 50 Polanyi scholarship is the inspiration for important scholarly gatherings around the world that have greatly contributed to the growing appreciation of Polanyi's work. To illustrate, in 2001 Columbia University hosted the conference on *The Great Transformation in a New Century*. Global financier and philanthropist George Soros, and Nobel Prize winner Joseph Stiglitz were among the participants. Presentations by six prominent Polanyi scholars were published in a special issue of the journal *Politics & Society* (2003).¹⁷ In 2002, The ESRC Centre for Research on Innovation and Competition (CRIC) (Manchester, England) hosted the conference *Polanyian Perspectives on Instituted Economics Processes, Development and Transformation*, which, according to Kari Polanyi Levitt, was "the first academic event dedicated to a critique of the work of my father, ever held in England (Polanyi Levitt ; 2003). The proceedings from this conference appear in the volume *Karl Polanyi. New Perspectives on the Place of Economy in Society* (Harvey, Ramlogan and Randles ; 2008). To mark the 60th anniversary of the publication of *The Great Transformation*, in 2004 leading Polanyi scholars from around the world gathered in Budapest for the conference *Development and Regionalism. Karl Polanyi's Ideas and the Contemporary World System Transformation*, organized by the Hungarian Academy of Sciences. The same year, the Higher School of Economics of The State University in Moscow hosted *The Scientific Conference Celebrating the 60th Anniversary of The Great Transformation*.
- 51 Most recently, the Society for the Advancement of Socio-Economics (SASE) dedicated its 2008 annual meeting *Economic Flexibility and Social Stability in the Age of Globalization* to the work and influence of Karl Polanyi. The theme of the conference was suggested by *The Great Transformation* ; Polanyi's concept of the double movement was central to the critique of the current era of globalization. The conference examined the prospects for reconciliation between the neo-liberal theories that guided deregulation and globalization in the closing decades of the 20th century and new counter movements in a series of panels on the contemporary relevance of four major social and economic theorists : Marx, Keynes, Polanyi and Hirshman. Four Polanyi scholars, Fred Block (University of California, Davis), Greta Krippner (University of California, LA), Suzanne Berger (The Massachusetts Institute of Technology), and Margaret Somers (University of Michigan) participated in *The Presidential Panel on Old Ideas in Modern Times : Is Polanyi Obsolete ?*
- 52 One could argue that a positive aspect of information technology is that it renders knowledge more accessible. The Internet has become a very important research tool for students and academics, and it has contributed to the growing interest in Polanyi's work. This medium also allows the Institute to monitor the nature of the trend. In January 2004 the Institute conducted a Google search on Karl Polanyi for the period 1989 to 2004 ; approximately 30,000 hits were discovered. In any given day in the month of September 2008, the number rises to about 145,000 hits. It must be noted that the web material

includes Polanyi-inspired arguments, critiques of his work as well as distorted interpretations of his ideas. An in-depth detailed analysis of the web material is beyond the scope of this paper. Instead, we present a synthesis of the themes, discussions and debates so as to present a portrait of the impact of Polanyi's work on research, which in turns validates the relevance of his work for the 21st century.

- 53 The web material includes : articles (published and unpublished) ; book reviews ; conference papers ; course outlines ; and articles in the popular media. The subjects of discussion deal mainly with critiques of neo-liberal policies ; globalization ; Soviet bloc countries and economies in transition ; the notions of fictitious commodities, embeddedness and counter-movements ; Polanyi's contribution to anthropology ; and International Political Economy and Political Economy of Development. The sources are mainly journals including *The Journal of Economic Issues, Politics and Society, Review of Social Economy, Review of International Political Economy, American Journal of Economy and Sociology, Political Review, Le monde diplomatique*, among others.
- 54 On the critique of neo-liberal policies, the web material refers mainly to discussions on the re-definition of the role of the state in a globalized era in light of the decline of the welfare state and the new challenges resulting from the threat to national sovereignty, both brought about by trade liberalization. On this topic, the web material also includes discussions on the impact of neo-liberal structural policies in developing and transition societies, and the social cost of unregulated markets (poverty and social exclusion).
- 55 Developing countries face a challenge balancing the self-defined needs of their own societies with the demands of a global economy. Web discussions present and debate the social, cultural, economic, and political impact of globalization in the developing and transition societies. The impact of globalization is also discussed in the following contexts : labour movements adapting to new globalized labour practices ; the experience in societies of the North and South with growing income disparities ; and the challenge to implement sustainable development policies in globalized societies. There is also web material on the critique of the globalization of finance and the impact of cross-border capital movements.
- 56 Post-Communist transformation in the former Soviet bloc countries is also discussed in the web material, in particular relating to the impact of globalization and integration on the social and political transformation of these societies. Broadly speaking, the discussions are about the nature of the institutions required for the transition to market societies and the social cost of such transition, and the role of the "new" state and its relationship to local movement and to the global economy.
- 57 Polanyi's notions of fictitious commodities, embeddedness and counter-movements are used to offer interpretations and critiques of social realities within different contexts. The web material includes literature on the environment that uses the concepts of fictitious commodities and embeddedness to conceptualize the historical trend toward the commodification of land (nature) and to warn of the social and economic impacts of this trend. Discussions were also found on the commodification of health and the impact of the resulting inequalities in health provision. Within this context the commodification is at two levels, at the level of health care itself, and at the level of those receiving the care. Human beings are commodified when entered into the equation of a market based cost-benefit analysis that informs social policy. The concept of embeddedness appears in the web material in discussions on both the definition of the "economy" and on the new roles of engaged communities. With regards to the first, the web material advocates a

shift to a definition of economy that includes social institutions and community actors. It also argues that economic processes are culturally determined; economies must be analyzed as part of cultural processes. Web material also deals with literature on counter-movements, mainly social movements (women and environmental) and the anti-globalization movement. With respect to the first, the literature implies a shift from “grassroots activism” to “empowered and informed” community initiatives.

- 58 The web material indicates that Polanyi’s historical account of the 19th century, as presented in *The Great Transformation*, has been used extensively by International Political Economy (IPE) theorists as an analytical tool to conceptualize and interpret the globalization project. Furthermore, IPE theorists draw upon Polanyi’s work to understand the nature and dynamics of global transformations. In the related field of the Political Economy of Development, the material is mainly on whether neo-liberal development agendas can achieve sustainable, just, and democratic development. The voices from the South represented in the web material advocate a development policy with a human face; the reembedding of the “social” into the development discourse. This includes identifying the cultural specificities of regions and countries. Drawing on Polanyi’s work, IPE theorists propose the similar argument that the new global order demands an alternative development agenda informed by the needs of societies. Critical development theorists draw on Polanyi’s work to defend cultural differences against the homogenizing project of modern development.
- 59 Polanyi’s contribution to Anthropology also appears in the web material within the context of elaborations and interpretations of the Substantivist school of anthropology. His work is also used as a theoretical tool for the conceptualization of the transition processes from local community networks to larger networks of commerce.
- 60 A smaller proportion of the web material deals with discussions relating to Polanyi’s contribution to the discourse on peace, the consequences of what we may call disembedded technologies, debates on finance capital and the demands for capital controls, the importance of research on urban development, local development, feminist theory, and comparative theoretical analysis (Polanyi & Marx, Polanyi & Gramsci, Polanyi & Bücher, to name a few).
- 61 The search also revealed a considerable number of university courses on Polanyi or the inclusion of Polanyi’s work as required reading on course reading lists. In North America we find courses that study Polanyi as a contemporary thinker, and courses that use *The Great Transformation* as the theoretical framework for the analysis of contemporary issues. In the United Kingdom, on the other hand, courses mainly refer to Polanyi’s later works (*Dahomey and the Slave Trade*, *Trade and Markets in the Early Empire* and *Primitive Economies*) to study European history, international finance and monetary systems, and primitive forms of exchange. There is hardly any mention of *The Great Transformation* in courses in the UK.

Conclusion

- 62 Karl Polanyi is considered one of the most important contributors to the social sciences in the 20th century along with writers such as Max Weber, John Maynard Keynes, Joseph Schumpeter, and Gunnar Myrdal. The interest in examining his intellectual legacy, the positive and interdisciplinary responses to the Institute’s call for paper for its

international conferences, the fruitful collaborations with scholars and institutions worldwide, and the prevalence of literature on or influence by Polanyi are all indications of the relevance of his work for the 21st century.

- 63 The narrative of the Karl Polanyi Institute is one of ongoing commitment to dialogue on democracy and social change. The global financial crisis of 2008 is the dramatic outcome of decades of unleashed markets; societies worldwide are witnessing a turmoil never experienced before. This crisis, which has been simmering for some time now, should present an opportunity to reassess the priorities of societies and to design measures and initiatives that challenge the supremacy of the market. The full impact of this crisis has yet to be felt. It reinforces the importance of Polanyi's critique of the self-regulating market and the need to re-embed the economy in a society driven by ethical values of social justice, equity, sustainability and democracy. The Institute, within its modest means, has provided an institutional environment to co-construct the new knowledge required to confront today's challenges. The Institute is a forum for articulating an alternative discourse that elevates humanity and nature above the market. Karl Polanyi's social philosophy inspires this community of individuals to drafting a paradigm for the 21st century.

Karl Polanyi Institute of Political Economy

Statement of Purpose

- 64 I. Methodological contributions to the study of the place of the economy in society, embracing the philosophical ethical and scientific aspects of the search for a purposeful existence in modern society.
- 65 II. The extension of economics beyond the narrowly defined study of the laws of market exchange to embrace redistribution (the role of the state) and reciprocity (the role of the community) as organizing mechanisms of economic activity, with special emphasis on the relevance of Polanyi's approach to modern mixed economies, including socialist and third world variants; the exploration of the relevance of Polanyi's work in economic anthropology to the contemporary world.
- 66 III. In recognition of Polanyi's concern for the peaceful coexistence of differing social, political and economic formations, to develop a political economy approach to the study of international economics relations; to encourage the search for international institutions which can reconcile the growing interdependence of the world with its cultural diversity and the need of societies to maintain and protect control over their economic and social priorities.
- 67 IV. In recognition of a life spent as an educator - in adult education, in journalistic analysis of economic, political, and financial affairs, and in the university - to develop his concern for working class and citizen education as an essential condition of participatory democracy.
- 68 V. In recognition of the Central European origins of his world of thought, his explicit wish to contribute to "East-West" coexistence, and his ultimate place to rest in Hungary, to maintain a special relationship with the Hungarian Academy of Sciences (which organized the Centenary Memorial Conference in Budapest in 1986) and to sponsor research into the particular contribution of intellectuals of Central European origin.

Executive Board of Directors	
Fred Block	University of California at Davis, United States
Alain Caillé	Editor, M.A.U.S.S, France
Duncan Cameron	Université d'Ottawa, Canada
Michele Cangiani	University of Venice, Italy
Jacques T. Godbout	Université du Québec, Canada
Björn Hettne	University of Göthenburg, Sweden
Tadeusz Kowalik	Polish Academy of Sciences, Poland
Jean-Louis Laville	Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), France
Larissa Lomnitz	Universidad Nacional Autónoma de México, México
Marguerite Mendell	Concordia University, Canada
Kari Polanyi Levitt	McGill University, Canada
Abraham Rotstein	University of Toronto, Canada
Daniel Salée	Concordia University, Canada
Jean-Michel Servet	Université Lumière-Lyon 2, France
Osvaldo Sunkel	C.I.N.D.E. Santiago, Chile

BIBLIOGRAPHY

Adaman, Fikret and Pat Devine (eds) (2001). *Economy and Society. Money, Capitalism and Transition*. Montreal, Black Rose Books, 454 p.

Baum, Gregory (1996). *Karl Polanyi on Ethics and Economics*. McGill-Queen's University Press, 94p.

Block, Fred and Margaret Somers (2003). « In the Shadow of Speenhamland : Social Policy and the Old Poor Law ». *Politics & Society*. vol. 31, pp. 283-323.

Bugra, Ayse and Kaan Agartan (eds) (2007). *Reading Karl Polanyi For The Twenty-First Century. Market Economy as a Political Project*. London, Palgrave Macmillan, 284 p.

Burawoy, Michel (2003). « For a Sociological Marxism : The Complementary Convergence of Antonio Gramsci and Karl Polanyi ». *Politics & Society*. vol. 31, pp. 193-261.

Caillé, Alain (dir.) (2007). « Karl Polanyi, contre la société du tout marchand ». *La Revue du M.A.U.S.S.*, éd. Paris, La Découverte. n° 29, Premier semestre, 364p.

Cangiani, Michel (ed) (1997). *The Milano Papers . Essays in Societal Alternatives. Volume 7. Critical Perspectives on Historical Issues*. Montreal, Black Rose Books, 230 p.

- Cangiani, Michele (1994). « Prelude to The Great Transformation : Karl Polanyi's Articles for Der Oesterreichische Volkswirt », in K. McRobbie (ed) (1994). *Humanity, Society and Commitment. On Karl Polanyi*, Montreal, Black Rose Books, pp. 7-24.
- Cangiani, Michele, Kari Polanyi Levitt and Claus Thomasberger (2005). « Chronik der großen Transformation. Artikel und Aufsätze (1920-1947) ». *Band 3 : Menschliche Freiheit, politische Demokratie und die Auseinandersetzung zwischen Sozialismus und Faschismus*. Marburg, Metropolis-Verlag, pp-172-214.
- Cangiani, Michele and Claus Thomasberger (eds) (2003). « Karl Polanyi. Chronik der großen Transformation. Artikel und Aufsätze (1920-1945) ». *Band 2 : Die internationale Politik zwischen den beiden Weltkriegen*. Marburg, Metropolis-Verlag, 2003, 358 p.
- Cangiani, Michele and Claus Thomasberger (eds) (2002). « Chronik der großen Transformation. Artikel und Aufsätze (1920-1945) ». *Band 1 : Wirtschaftliche Transformation, Gegenbewegung und der Kampf um die Demokratie*. Marburg, Metropolis-Verlag, 328 p.
- Dalton, George (ed.) (1968). *Primitive, Archaic, and Modern Economies. Essays of Karl Polanyi*. New York, Double Day & Company, Inc., 346p.
- Duncan, Colin and David Tandy (eds) (1994). *From Political Economy to Anthropology. Situating Economics Life in Past Societies. Volume 3. Critical Perspectives on Historical Issues*. Montreal, Black Rose Books, 1994, 186 p.
- Halperin, Rhoda (1988). « Polanyi, Marx, and the Institutional Paradigm in Economic Anthropology », *Research in Economic Anthropology*, vol. 6, pp. 245-272.
- Harvey, Mark, Ronnie Ramlogan and Sally Randles (eds) (2008). *Karl Polanyi. New Perspectives on the Place of Economy in Society*. Manchester, Manchester University Press, 304 p.
- Lustiger-Thaler, Henri and Daniel Salée (eds) (1994). *Artful Practices. The Political Economy of Everyday Life. Volume 5. Critical Perspectives on Historical Issues*. Montreal, Black Rose Books, 188 p.
- Karl Polanyi Institute of Political Economy, Concordia University, Faculty of Arts and Science, <http://artsandscience1.concordia.ca/polanyi/>
- Karl Polanyi Institute of Political Economy (2001). *The Karl Polanyi Archive*. Montréal : Concordia University. 136p.
- Maucourant, Jérôme (2005). *Avez-vous lu Polanyi ?*, Paris, La Dispute, 215p.
- Maucourant, Jérôme, Jean-Michel Servet and André Tiran (eds.) (1998). *La Modernité de Karl Polanyi*, Paris, L'Hartman Inc., 419p.
- McRobbie, Kenneth (ed) (1994). *Humanity, Society and Commitment. On Karl Polanyi. Volume 4. Critical Perspectives on Historical Issues*. Montreal, Black Rose Books, 178 p.
- McRobbie, Kenneth and Kari Polanyi Levitt (eds) (2000). *Karl Polanyi in Vienna. The Contemporary Significance of The Great Transformation*. Montreal, Black Rose Books, 346 p.
- Mendell, Margie and Klaus Nielsen (eds) (1995). *Europe : Central and East. Volume 6. Critical Perspectives on Historical Issues*. Montreal, Black Rose Books, 298 p.
- Mendell, Marguerite and Daniel Salée, (eds) (1991). *The Legacy of Karl Polanyi. Market, State and Society at the End of the Twentieth Century*. New York, St. Martin's Press. 276p.
- O'Riain, Sean and Fred Block (2003), « Introduction ». *Politics & Society*. vol. 31, 187-191p.
- Polanyi, Karl (eds.) (2008). *Essais de Karl Polanyi*. Paris, Seuil, 584p.

Polanyi, Karl (2001). *The Great Transformation. The Political and Economic Origins of Our Time*. Boston, Beacon Press. 317 p. [First edition appeared in 1944].

Polanyi, Karl (1966). *Dahomey and the Slave Trade : An Analysis of an Archaic Economy (American Ethnological Society Monographs)*. University of Washington Press. 204p.

Polanyi, Karl (1937). *Europe To-day. England, The Workers' Educational Trade Committee*. 93p.

Polanyi, Karl (1935). « The Essence Fascism », in Lewis, John, Karl Polanyi, and Donald K. Kitchin. (eds). *Christianity and Social Revolution*. London, Victor Gollancz Ltd., pp. 359-390.

Polanyi, Karl (1924). « Die funktionelle Theorie der Gesellschaft und das Problem der sozialistischen Rechnungslegung », *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, vol. 52, no. 1, pp. 218-228.

Polanyi, Karl (1922). « Sozialistische Rechnungslegung », *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, vol. 49, no. 2, pp. 377-420.

Polanyi, Karl, Conrad M. Arensberg and Harry W. Pearson (1957). *Trade and Markets in the Early Empire*. Glenco, Free Press, 382 p.

Polanyi Levitt, Kari (2003). « The English Experience in the Life and Work of Karl Polanyi. Paper presented at the conference on Polanyian Perspectives on Instituted Economic Processes, Development and Transformation ». *ESRC, Center for Research on Innovation and Competition*, University of Manchester. October 23-25, pp. 1.

Polanyi Levitt, Kari (ed) (1990). *The Life and Work of Karl Polanyi*. Montreal, Black Rose Books. 263p.

Polanyi Levitt, Kari (1964). « Karl Polanyi and Co-Existence ». *Co-Existence. A Journal for the Comparative Study of Economics, Sociology and Politics in a Changing World*. vol. 2. November, pp. 113-121.

Polanyi Levitt, Kari and Marguerite Mendell (1987). « Karl Polanyi : His Life and Times ». *Studies in Political Economy*. vol. 22, Spring, p. 22.

Roth, Guenther (2003). « The Near-Death of Liberal Capitalism : Perceptions from the Weber to the Polanyi Brothers ». *Politics & Society*. vol. 31, pp. 263-282.

Shragge, Eric and Jean-Marc Fontan (eds) (2000). *Social Economy. International Debates and Perspectives*. Montreal, Black Rose Books, 196 p.

Silver, Beverly J. and Giovanni Arrighi (2003). « Polanyi's "Double Movement" : The belle Époques of British and U.S. Hegemony Compared ». *Politics & Society*. vol. 31, pp. 325-355.

Tandy, David (ed) (2001). *Prehistory and History. Ethnicity, Class and Political Economy*. Montreal, Black Rose Books, 202p.

NOTES

1. The book was published in North America in 1944 under the title *The Great Transformation. The Political and Economic Origins of Our Time*.
2. Correspondence from Karl Polanyi to Kari Polanyi, February 23, 1941, in Karl Polanyi Archive, container 59-2.
3. Ibid.
4. Hutchison, Ruth (1944). Book Review : *The Great Transformation*, *Nation*, April 8, 1944, in Karl Polanyi Archive container 12-10.

5. Drucker, Peter (1944). Book Review : Lucid, Yet Profound, Analysis of Texture of Our Society, The Chicago Daily News, April 19, 1944, in Karl Polanyi Archive container 12-10.
 6. Karl Polanyi Institute of Political Economy, Concordia University, Montreal. polanyi@alcor.concordia.ca
 7. <http://artsandscience1.concordia.ca/polanyi/>
 8. Polanyi, Karl (n.d.). The Calling of this Generation, in Karl Polanyi Archive, container 1-26.
 9. Polanyi, Karl. (n.d.), in Karl Polanyi Archive, containers : 1-53, 2-1, 2-2, and 2-3.
 10. Cangiani, Michele (1994). Prelude to The Great Transformation : Karl Polanyi's Articles for Der Oesterreichische Volkswirt, in K. McRobbie (ed). Humanity, Society and Commitment. On Karl Polanyi, Montreal, Black Rose Books, 1994, pp. 7-24.
 11. News Sheet of the Auxiliary Christian Left. July 1st, 1936. Towards a Christian Left. Oxford, The Alden Press, pp. 3, in Karl Polanyi Archive, container 20-10.
 12. Polanyi, Karl (1950). The Contribution of Institutional Analysis to the Social Sciences, in Karl Polanyi Archive, container 30-18, 15p.
 13. Polanyi, Karl (n.d. manuscript). The Tool Box of Institutional Analysis. in Karl Polanyi Archive. Container 31-1, 7 p.
 14. Polanyi, Karl (1957). Freedom in a Complex Society, in Karl Polanyi Archive, container 37-3, 7p.
 15. Polanyi, Karl (n.d. manuscript). The New West, in Karl Polanyi Archive, container 37-12.
 16. See www.telug.uqam.ca/interventionseconomiques for this online journal, issue that will be produced for the December 2008 conference.
 17. Special Issue. The Legacy of Karl Polanyi, in Politics and Society, vol. 31, 2.
-

INDEX

Mots-clés: double mouvement, école substantiviste, encadrement, Karl Polanyi, marchandise fictive

Keywords: double movement, embeddedness, fictitious commodities, Karl Polanyi, substantivist school

AUTHOR

ANA GOMEZ

Coordinator, Karl Polanyi Institute of Political Economy polanyi@alcor.concordia.ca